

ROIT

…NDRE

…de la révolution des télécommunications. Les …offres qui se veulent toutes plus performantes …pour mieux vous expliquer. …en venant chez POINT TELECOM.

BIEN CHOISI…

Nos conseillers feront disparaître en quelques …son de croire que ce monde est compliqué.

…il n'y a pas une nouveauté, un accessoire, …dans votre choix. …mobile…

…ES UNIQUES

…ont mis en place des services …son kit mains-libres dans votre véhicule …dépannages immédiats, mise à disposition de …achat…

…EMIERS CLIENTS

…premiers clients qui auront acheté un …au terme de 2 ans par un appareil de …progrès technologiques.



Bouygues Telecom



…GASINS

LYON · VILLEURBANNE · MARSEILLE · MARSEILLE · MARSEILLE · NANTES · TOULOUSE · TOULOUSE · NICE · MONTPELLIER



…ECOM

GROUPE …

…on Facile


# Le Monde


CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16283 – 7 F | MERCREDI 4 JUIN 1997 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


# M. Jospin veut un gouvernement moralement inattaquable

- Le premier ministre exclut les personnalités mêlées à des affaires judiciaires et refuse les cumuls de mandats
- Les communistes posent à leur participation des conditions sur les salaires, dont le SMIC
- La bataille pour la recomposition de la droite est engagée au RPR



**NOMMÉ** premier ministre par Jacques Chirac lundi 2 juin, Lionel Jospin s'est installé, mardi, à l'hôtel Matignon, après la passation de pouvoirs avec Alain Juppé. Le nouveau chef du gouvernement s'était entretenu auparavant, au siège du Parti socialiste, avec Robert Hue, secrétaire national du PCF. Les communistes devaient décider mardi de leur participation ou non au gouvernement, sur la formation duquel M. Jospin a commencé à travailler.

L'équipe gouvernementale devrait obéir à plusieurs critères : ramassée, avec une quinzaine de membres ; féminisée, avec des postes importants pour les femmes ; « plurielle », avec les différentes composantes de la gauche et les écologistes ; cohérente, à partir d'une seule ligne politique. M. Jospin veut aussi appliquer la règle du non-cumul de fonctions politiques et récuse les personnalités mises en examen ou susceptibles *de l'être. Il devrait déléguer* ses fonctions de premier secrétaire du PS, dont il gardera le titre, à un « numéro un *bis* », qui serait François Hollande, député de Corrèze et porte-parole du parti. Trois décrets ont été signés, lundi, mettant fin aux fonctions d'Alain Juppé, nommant Lionel Jospin premier ministre et Olivier Schrameck, directeur de cabinet du chef de gouvernement.




A droite, la bataille s'est engagée sans tarder pour l'élection du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, convoitée notamment par Philippe Séguin. Celui-ci estime qu'il faut tirer toutes les conséquences de l'échec de la coalition RPR-UDF aux élections législatives. Il vise ainsi M. Juppé, qui demeure président du RPR. Repoussant à plus tard les réformes de structure de l'UDF, les dirigeants de la confédération se sont mis d'accord, lundi, pour faire entendre leur voix dans la période d'opposition qui commence. La compétition pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale est lancée, François Bayrou évaluant les chances de sa candidature.



WITT/SIPA

## La défaite vue de droite

*« C'EST L'HISTOIRE triste et pas drôle d'un désenchantement qui, depuis des mois, me pèse sur la conscience. »* Ainsi débute la chronique par l'écrivain Denis Tillinac des deux premières années du septennat de Jacques Chirac, dont *Le Monde* commence la publication. Hussard chiraquien, corrézien et gaulliste, cet ami du président brosse, dans ce témoignage blessé, le tableau d'un pouvoir évanescent qui n'a pas su rester fidèle à ses promesses. Toujours loyal envers Jacques Chirac, Denis Tillinac fustige l'entourage qui l'a isolé du pays, l'empêchant *« de sentir l'exaspération monter comme une lave mauvaise »*.


*Lire pages 22 et 23*


## Annecy, capitale du dessin animé

LE « CANNES » du film d'animation s'est tenu à Annecy du 26 au 31 mai. Plus de 100 000 personnes ont assisté au Festival, parmi lesquelles plusieurs milliers de professionnels attirés tant par la compétition que par le marché, qui en font la plus importante manifestation mondiale du genre : 270 films ont été présentés. L'Amérique a conforté sa suprématie sur le long métrage, cependant que la création européenne a brillé dans les formats courts et les films d'auteur. Disney en a profité pour présenter en avant-première et confidentiellement la silhouette du héros de son prochain long métrage, Tarzan, dont la sortie est prévue en 1999.


*Lire page 34*


## *Espoirs, inquiétudes et scepticisme parmi les salariés de France Télécom*

**LA PRIVATISATION** de France Télécom n'aura pas lieu mi-juillet. Pour Franck, technicien dans un centre de lignes, *« c'est un soulagement ». « La direction avait gagné sur la privatisation voici un an. Le personnel avait cédé, par lassitude. Le jeu est rouvert »*, résume Philippe, technicien informatique. La prudence reste malgré tout de mise au sein du personnel de France Télécom. *« Je reste méfiant*, indique Franck, *car si on peut penser qu'il y aura une pause, on craint que ça ressorte. »* Philippe, agent de maîtrise dans un service d'exploitation des réseaux, pense que le processus *« ne sera pas stoppé »*, car *« il y a trop d'enjeux financiers »*. *« Mais*, ajoute-t-il, *le processus peut être retardé. »*

Le discours ambigu et les divisions du Parti socialiste sur un enjeu qui pèse 40 à 50 milliards de francs pour les caisses de l'Etat, incitent à la circonspection. Lionel Jospin, après avoir promis d'interrompre la privatisation, a parlé de consulter le personnel, avant de préciser qu'une telle consultation ne serait qu'*« un élément d'une prise de décision »*. *« Aux dernières élections professionnelles, les gens ont voté majoritairement pour la CGT et SUD, montrant qu'ils restent opposés à la privatisation »*, fait valoir Franck. *« Privatiser ou pas, ce n'est pas au personnel de se prononcer, c'est une décision politique »*, considère Philippe, le technicien informatique.

Si elle pense que le nouveau gouvernement *« ne pourra pas reculer sur la privatisation, pour des raisons économiques notamment »*, Anne-Marie, responsable qualité des fichiers clientèle, veut espérer que *« cela se fera dans de meilleures conditions ». « Ce qui a pu s'exprimer aux législatives – un « être gouverné autrement » – peut aussi s'exprimer chez France Télécom*, estime Philippe : *depuis plusieurs mois, on a décidé brutalement de la vie de l'entreprise et du personnel. » « La direction est passée en force sur l'ouverture des agences le samedi après-midi*, explique Sébastien, employé dans une agence commerciale, *et aujourd'hui on est obligé de faire de la publicité pour inciter le public à venir, les agences sont vides. »*

Le discours sur une privatisation, élément-clé pour que France Télécom puisse faire face à une concurrence qui sera totale au 1er janvier 1998 , n'est pas passé. *« Avec l'Etat au capital, on peut penser que nous aurons plus de lourdeurs, mais avec des efforts on pourrait peut-être l'éviter »*, considère Anne-Marie.

*« Nous sommes le numéro quatre ou cinq mondial, et la concurrence ne fait pas peur aux salariés, pour peu qu'ils gardent leur statut »*, relève Philippe, l'agent de maîtrise. *« Dans le téléphone mobile, ou les services aux entreprises, déjà ouverts à la concurrence, on ne se débrouille pas si mal »*, affirme Sébastien. Avec l'entrée en Bourse et l'arrivée d'actionnaires privés, ce qui fait peur, c'est la menace sur l'emploi.

*« L'exemple de Renault Vilvorde, ça fait réfléchir. Les gens, là-bas, avaient fait des efforts d'adaptation et ils ont quand même été foutus dehors »*, souligne Philippe, le technicien informatique. *« Jospin, je pense qu'il est droit et honnête, j'espère qu'il tiendra ses promesses »*, veut croire Franck.

***Philippe Le Cœur***

## Le verdict d'Oklahoma City

*Timothy McVeigh a été reconnu coupable* de l'attentat qui avait fait 168 morts en avril 1995. p. 3

## Les maladies du chômage

Une étude souligne le risque de vieillissement prématuré pour les chômeurs. Et être privé d'emploi n'est pas sans effets psychologiques. p. 19

## Nouveaux attentats en Algérie

De nouveaux attentats ont été perpétrés ou déjoués, lundi 2 juin, en Algérie, où le scrutin législatif doit avoir lieu jeudi. p. 5 et le point de vue d'Hocine Aït-Ahmed p. 24

## Une première pour le Maroc

HICHAM ARAZI

**EN BATTANT** Marcelo Rios, lundi 2 juin à Roland-Garros, Hicham Arazi est devenu le premier Marocain qualifié pour les quarts de finale d'un grand tournoi de tennis. Vivant en France depuis l'âge de trois ans, il a demandé en vain à être naturalisé français.


*Lire page 30*



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 604 - 7,00 F


# Le pari des socialistes sur la croissance

*« ENFIN, les difficultés commencent ! »* A imaginer la difficulté de la tâche qui attend Lionel Jospin dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et sociale, on en vient immanquablement à penser à la fameuse formule du socialiste Bracke-Desrousseaux lors de la victoire du Front populaire qui, en 1936, amenait au pouvoir pour la première fois un gouvernement socialiste.

Non pas que la comparaison avec une autre expérience socialiste, celle de Léon Blum, ou, pour parler d'un passé moins lointain, celle de François Mitterrand, ait une quelconque pertinence. Economiquement, 1997 n'est pas 1981. Il y a seize ans, tous les grands paramètres économiques plaidaient contre une politique de relance. Inflation forte, déformation de la valeur ajoutée au profit *des salaires* et *au détriment* des profits, pertes de profitabilité des entreprises, environnement international déprimé : *la période, si* l'on peut dire, appelait objectivement des remèdes économiques de droite. Mais, dans son ironie, l'Histoire a voulu que ce soit la gauche qui, après avoir heurté de plein fouet le mur de la contrainte extérieure, ait eu à appliquer une thérapie sociale violente, celle de la désindexation des salaires sur les prix et de la « désinflation compétitive », pudiquement appelée politique de « rigueur ».

Cette fois, la situation est à l'opposé. Inflation quasiment nulle ,commerce extérieur en fort excédent, entreprises en pleine santé financière : le contexte est beaucoup plus propice a une politique de relance. Plus que cela ! Même classés à droite, de nombreux économistes tendent maintenant à penser qu'au fil des ans le partage de valeur ajoutée s'est trop opéré en faveur des profits et au détriment des salaires et que l'économie française souffre d'une crise de la demande, amplifiée par la fantastique envolée du chômage, plus que d'une crise de l'offre. Sans pousser le paradoxe, il n'est donc pas illogique de dire que, cette fois, la période, marquée par une « fracture sociale » sans précédent, appelle objectivement une thérapie de *gauche*. En tout cas, rarement l'histoire politique aura été aussi en phase avec le contexte économique.

***Laurent Mauduit***


*Lire la suite page 25*



GEORGE STEINER

PASSIONS IMPUNIES

*Traduit de l'anglais par Pierre - Emmanuel Dauzat et Louis Évrard*

Ph. Jacques SASSIER © Gallimard

*nrf essais*

GALLIMARD


## Grenoble, l'ambitieuse

Le maire élu en 1995, Michel Destot, multiplie les contacts pour faire de sa ville la capitale des Alpes. p. 21

## Tensions à « France-Soir »

Le personnel du quotidien du groupe *Hersant refuse d'examiner le plan social* qui découle du projet de réorganisation proposé par la direction. p. 37

## New York dîne français

Les cuisiniers des restaurants où se retrouve la jet-set de Big Apple viennent de France, comme au Cirque, l'un des plus courus. p. 32

**EUROPE** **Les capitales européennes s'interrogent sur les effets possibles sur les affaires communautaires de la victoire de la gauche en France. ● A BONN, la chancellerie ne s'attend pas à un bouleversement en profondeur des choix politiques de la France. Une inquiétude est néanmoins perceptible à propos du calendrier de l'euro. ● A LONDRES, où l'éventualité d'une entente entre Lionel Jospin et Tony Blair pour faire contrepoids à l'Allemagne paraît prématurée, la City a fait preuve d'un relatif scepticisme concernant la politique économique. ● A ROME, la coalition de centre-gauche au pouvoir ne cache pas sa satisfaction. Le retour aux affaires de socialistes français qui ont pris ouvertement position pour une entrée de l'Italie dans le premier groupe des pays qui adhéreront à la monnaie unique renforce les contrepoids à l'intransigeance allemande.**

# La victoire de la gauche en France conforte la crainte d'un report de l'euro

## Une certaine inquiétude est perceptible dans les milieux dirigeants allemands, qui attendent avec impatience la composition de l'équipe Jospin. Les conditions posées par les socialistes à l'entrée en vigueur de la monnaie unique engendrent la méfiance en Allemagne

**BONN**
*de notre correspondant*

Bonn affiche calme et sérénité au lendemain de la victoire des socialistes aux élections législatives françaises. « *Le calendrier européen n'est pas remis en cause par l'élection française (...) et Paris ne mènera pas une politique qui puisse laisser planer un doute sur le respect des critères de Maastricht* », a affirmé le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, interrogé à Luxembourg. Dans un entretien téléphonique d'une vingtaine de minutes, lundi 2 juin, le président Jacques Chirac a tenu à rassurer le chancelier quant à la continuité de la politique européenne de la France. En raison des débats internes sur la réévaluation du stock d'or de la Bundesbank et la politique budgétaire, qui doivent faire l'objet d'une déclaration gouvernementale au Bundestag, Helmut Kohl a annulé un déplacement qu'il devait effectuer mercredi à Paris.

A la veille d'échéances européennes décisives, Bonn est impatient de connaître le nouveau gouvernement de Lionel Jospin. Deux questions reviennent sans cesse : Quels ministres vont-ils être nommés aux postes-clés ? Quelle influence réservera-t-on aux socialistes anti-maastrichtiens et aux communistes ? Le nom de Jacques Delors revient dans toutes les bouches comme garant des intentions européennes de Lionel Jospin, dont on apprécie le fait qu'il parle l'allemand. Et on ne se lasse pas de rappeler, à Bonn, que le traité de Maastricht a été en grande partie conçu par les socialistes français.

**« DOUTES MUTUELS »**

La multiplication de ces propos rassurants ne parvient pas à dissimuler l'inquiétude. « *Paris et Bonn doivent maintenir le cap qu'ils se sont fixé (...). Lionel Jospin est un européen. Il est conscient du rôle irremplaçable de la coopération franco-allemande* », souligne, pour se rassurer, un communiqué publié par Karl Lamers, porte-parole pour les questions de politique étrangère du groupe parlementaire chrétien-démocrate. Rendant hommage à Alain Juppé, Karl Lamers ajoute qu'il n'y a « *pas d'alternative* » à la politique européenne poursuivie par le premier ministre sortant. Affirmant qu'en Allemagne aussi « *l'emploi est la priorité* », il en appelle à la « *vigilance* » contre de « *vieilles recettes qui se sont révélées inopérantes et qui nous ont conduits à l'endettement* ».

Il est sans doute trop tôt pour dire si le 1er juin a marqué un tournant dans les relations franco-allemandes et la marche vers l'intégration de l'Europe. Mais le retour au pouvoir des socialistes français, au moment où l'Allemagne traverse une période de turbulences budgétaires sans précédent, donne des ailes à ceux qui plaident pour un ralentissement du rythme de cette intégration. « *Nos doutes mutuels se renforcent* », constatait récemment Michel Rocard dans un discours prononcé à Heidelberg.

On a le sentiment, en Allemagne, que la « culture monétaire » des socialistes français est éloignée des conceptions allemandes. « *La probabilité que l'euro soit introduit au 1er janvier 1999 est moins grande aujourd'hui qu'hier* », selon un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, à Bonn. Dans une interview à l'hebdomadaire *Die Zeit* à paraître jeudi 5 juin, le social-démocrate Gerhard Schröder se prononce une nouvelle fois pour un report de la monnaie unique. Nulle part le changement de gouvernement à Paris n'a été commenté plus négativement qu'en Bavière, bastion de l'euroscepticisme allemand.

Les quatre conditions posées par les socialistes français à propos de la monnaie unique ne rencontrent pas, c'est l'évidence, l'enthousiasme des dirigeants allemands. « *Il ne peut pas y avoir de renégociation du traité de Maastricht* », selon l'opinion unanime des dirigeants de Bonn. Les déclarations comme celle de François Hollande affirmant lundi que les socialistes « *ne veulent pas renégocier le traité, mais l'application du traité* », ne sont pas faites pour rassurer. L'idée d'un « gouvernement économique », réclamée par les socialistes français, est tout particulièrement rejetée par les conservateurs et les libéraux au pouvoir à Bonn. « *Il n'y a rien dans le traité qui permette de se doter d'une institution de ce type et, quoi qu'il en soit, cette institution ne pourra pas être un organe de décision* », selon le ministre des finances Theo Waigel, qui ne fait que répéter ici la position traditionnelle de son gouvernement.




Lors d'un discours prononcé à Bonn le 14 mai, à une époque où la victoire des socialistes aux élections françaises n'était encore qu'une hypothèse peu probable, Jacques Delors avait tempéré les intentions socialistes. L'ancien président de la Commission européenne, qui s'exprimait devant un auditoire de décideurs allemands, n'avait pas parlé d'un « *gouvernement économique* », mais de « *mécanismes de coordination* » des politiques économiques, conçus pour « *compléter le pacte de stabilité* » conclu entre les Quinze. A propos du choix des pays membres de la monnaie unique, Jacques Delors s'est voulu rassurant, en soulignant qu'« *on n'acceptera pas n'importe quoi au 1er janvier 1999* », sans se prononcer toutefois directement sur le cas de l'Italie. Enfin, exprimant des positions très proches des conceptions allemandes, le conseiller de Lionel Jospin a affirmé qu'il était convaincu qu'il était important de respecter « *durablement* » les critères de Maastricht une fois que l'euro aura été introduit.

***Lucas Delattre***

## *Les chefs d'Etat téléphonent à Jacques Chirac*

**Au lendemain du second tour des élections législatives gagnées par la gauche, les contacts téléphoniques des chefs d'Etat occidentaux à Jacques Chirac se sont succédé. Le président américain Bill Clinton a appelé le président Jacques Chirac, lundi soir 2 juin, a-t-on appris à l'Elysée. Cet entretien téléphonique, a été « *chaleureux* » et « *amical* », a-t-on indiqué de même source. Les chefs d'Etat s'étaient vus la semaine dernière à l'Elysée pour la signature de l'accord OTAN-Russie. Dans la matinée, M. Chirac avait eu une longue conversation téléphonique avec le chancelier allemand Helmut Kohl. Le président du gouvernement espagnol, José-Maria Aznar, l'a également appelé lundi, a-t-on appris à l'Elysée. Le premier ministre britannique, Tony Blair, l'avait fait dimanche soir. – *(AFP.)***

# Les difficultés budgétaires engendrent un climat de crise à Bonn

**BONN**
*de notre correspondant*

Plus encore que le maintien d'un chômage élevé, c'est la situation préoccupante des finances publiques qui provoque, en ce moment à Bonn, une crise très sérieuse de la coalition au pouvoir, qui ébranle sa cohésion interne et sa crédibilité. Depuis l'annonce, le 15 mai, de prévisions de rentrées fiscales très pessimistes pour la période de 1997 à 2001, le gouvernement peine à s'entendre sur de nouvelles mesures de consolidation budgétaire portant sur 20 milliards de deutschemarks (70 milliards de francs), provoquant au passage un conflit tout à fait inédit avec la Bundesbank et s'attirant de toutes parts des critiques extrêmement violentes sur son action.

Cible des attaques de l'opposition, des médias et de la banque centrale, le ministre des finances, Theo Waigel, devait prononcer, mercredi 4 juin, au Bundestag, une déclaration gouvernementale très attendue. Son objet : justifier la décision de réévaluer le stock d'or de la Bundesbank et d'autres mesures envisagées pour diminuer l'endettement de l'Etat fédéral, notamment l'accélération des privatisations.

**UN ÉVENTUEL COMPROMIS**

L'ensemble de la coalition de Bonn soutient le ministre dans son action, mais la Bundesbank continue de s'opposer avec vigueur à ce que les médias appellent désormais l'« *opération trésor de la Bundesbank* », un geste qu'elle considère comme une atteinte intolérable à son indépendance. La Bundesbank ne veut entendre parler d'une telle mesure qu'à partir de 1999, au moment de l'entrée dans la monnaie unique. Cette mesure, dès lors, ne serait plus qu'une formalité technique grâce à laquelle l'Allemagne ne ferait que se mettre en conformité avec la pratique suivie par les autres banques centrales européennes.

Un compromis semble se dessiner : à Munich, Theo Waigel a indiqué qu'il pourrait y avoir réévaluation du stock d'or allemand à partir de 1998, et non plus de 1997. Reste à s'entendre sur les moyens de présenter un budget équilibré pour 1997, avec la nécessité pour l'Allemagne d'apparaître, au printemps 1998, comme un candidat irréprochable à l'entrée dans la monnaie unique. Les partis de la coalition, dont les dirigeants se sont réunis au soir du 1er juin à la chancellerie, ne parviennent pas à s'entendre sur la marche à suivre. Les libéraux s'opposent à toute nouvelle hausse d'impôts, veulent réduire les budgets sociaux, préconisent d'accélérer les privatisations. Les chrétiens-démocrates préféreraient une hausse de la taxe sur les carburants, à en croire la presse allemande. Se dirige-t-on vers un accroissement de l'endettement public cette année ? C'est le compromis vraisemblable qui se dessine, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer eu égard aux exigences du traité de Maastricht.

L'opposition ne manquera pas d'en tirer profit, comme elle le fait d'ores et déjà en prenant la défense de la Bundesbank contre le ministre des finances, Theo Waigel, dont elle réclame la démission. C'est la première fois que le président de la Bundesbank trouve en Joshka Fischer, le chef de file des Verts, l'un de ses meilleurs alliés à Bonn !

***L. D.***

# Londres affiche un relatif scepticisme

**LONDRES**
*de notre correspondant*
*dans la City*

Pour la première fois sous la Ve République, la France et la Grande-Bretagne, de manière concomitante, ont un gouvernement de gauche. Mais évoquer une nouvelle entente Jospin-Blair sur le plan européen, pour faire contrepoids à l'Allemagne, serait prématuré. Tony Blair a été le premier chef de gouvernement étranger à téléphoner à Lionel Jospin pour le féliciter. En visite à Paris le 7 mai, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, avait publiquement souhaité la victoire de la gauche, ce que le ministre des affaires étrangères de l'époque, Hervé de Charette, avait mis sur le compte de l'inexpérience du nouveau chef de la diplomatie britannique.

Le nouveau locataire de Downing Street, francophile avéré, est comme son prédécesseur un allié de la France sur bien des dossiers européens, comme le renforcement des pouvoirs des Parlements nationaux dans les affaires communautaires ou l'importance de la subsidiarité. Par ailleurs, Londres semble avoir mis en sourdine sa volonté de réformer la politique agricole commune et a tempéré son opposition à toute fusion de l'Europe occidentale dans l'Union européenne, comme le souhaitent Paris et Bonn.

Europe sociale et Union économique et monétaire : tels sont cependant les deux grands points de désaccord entre les deux pays. « *La réforme du parti de M. Jospin n'a pas été aussi profonde que celle du Labour* », indique le *Financial Times*. A première vue, le nouveau Parti travailliste a peu d'atomes crochus avec un PS allié à des communistes et des Verts. Lors du conseil européen de Noordwijck, le 23 mai, Jacques Chirac s'était déclaré frappé par le « libéralisme » de Tony Blair en matière de flexibilité de l'emploi. Sur le plan personnel, Blair et Jospin se connaissent mal.

Si le calendrier de l'euro doit être maintenu, mais avec un assouplissement des critères d'adhésion, cela pourrait à terme embarrasser le chef du gouvernement britannique. Dans ces circonstances, la Grande-Bretagne prospère, qui a écarté toute adhésion à l'UEM en 1999, pourrait se retrouver à l'écart, en compagnie de pays affichant des résultats économiques peu enviables, comme la Grèce. Une telle situation serait préjudiciable à l'image moderniste que M. Blair entend projeter. En revanche, un report de l'euro de un, voire deux ans, auquel Londres est favorable, élargirait la marge de manœuvre du premier ministre britannique en lui laissant le temps de vendre l'Europe monétaire à une opinion publique aujourd'hui largement hostile.

**SUSPENSION DES PRIVATISATIONS ATTENDUE**

« *Si le résultat de cette élection est de retarder la mise en place de l'euro, c'est une bonne chose pour l'Europe. Mais si le résultat est de retarder la modernisation de la France et de revenir sur les privatisations, la liberté de marché, et à l'idée que l'on peut créer de l'emploi en augmentant la dépense publique, c'est une mauvaise nouvelle pour la France* » : comme l'a indiqué l'ancien ministre conservateur des affaires étrangères, Douglas Hurd, aujourd'hui haut responsable d'une banque d'affaires britannique, c'est le scepticisme qui l'emporte dans la City. « *La méfiance s'impose face aux valeurs françaises* », annonce un gestionnaire de patrimoine.

La suspension attendue des privatisations, les obstacles qui pourraient être mis aux fusions-acquisitions ou aux OPA hostiles, la préférence nationale, la puissance des syndicats, les trente-cinq heures sans réduction de salaire, etc., sont autant de sujets d'inquiétude pour la City. Dans le domaine de la défense, le groupe GEC, candidat au rachat de Thomson, a clairement fait savoir que, en cas de retrait de la privatisation, il se tournera vers les Etats-Unis. « *La nouvelle donne politique en France ne peut que ralentir l'ensemble du processus de consolidation européen sur le plan de l'armement, une opération vitale, au plus grand profit des Américains* », affirme un analyste londonien. Quant aux banques françaises, dont les restructurations vont être retardées, seuls deux établissements, qui ont su développer une présence à l'étranger digne de ce nom, trouvent encore grâce aux yeux des professionnels : la BNP et la Société générale.

Dans l'immédiat, la nouvelle cohabitation française, conjuguée à l'épreuve de force entre Helmut Kohl et la Bundesbank, a entraîné à Londres un afflux de capitaux, américains et japonais, à la recherche d'un placement rémunérateur. En se tenant au-dessus de la mêlée de l'euro, la nouvelle équipe travailliste, dotée d'une très large majorité parlementaire, rassure les marchés. La baisse de la livre sterling n'est pas pour demain...

***Marc Roche***

# Un nouvel allié pour le gouvernement italien

**ROME**
*de notre correspondant*

« *Nous avons été les premiers à changer, puis ce fut la Grande-Bretagne et maintenant la France. Quand je pense,* a ironisé Romano Prodi, *que pendant des mois beaucoup de nos politologues se sont amusés à décrire l'Italie comme une anomalie. Une anomalie, vous pensez ! Mais ce n'est pas une mode, c'est une longue onde réformiste* », a déclaré le président du conseil italien, treize mois après la victoire de la coalition de L'Olivier (centre-gauche) qui l'a amené au pouvoir.

Le gouvernement italien est satisfait de l'arrivée de la gauche en France et de disposer d'un allié solide dans la bataille de l'euro, même si Jacques Chirac lui a toujours manifesté un appui indéfectible. A l'exception d'un dérapage verbal en septembre 1996, qui avait suscité une mini-crise diplomatique, mais n'eut pas de suite.

Lionel Jospin a en effet affirmé qu'il ne laisserait pas l'Italie sur le bord de la route, et les deux gouvernements ont des idées similaires sur l'Europe qu'ils souhaitent construire. « *Je ne crois pas que la victoire de la gauche en France modifiera la date de lancement de la monnaie unique. Ce qui en revanche peut changer, c'est une meilleure prise en compte des aspects politiques et sociaux du traité de Maastricht* », a estimé Vincenzo Visco, ministre des finances. Massimo D'Alema, secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS), principale formation du gouvernement, tient le même raisonnement et annonce que le congrès du Parti socialiste européen prévu à la fin de la semaine à Malmö, en Suède, sera « *l'occasion de mettre au point les idées communes pour faire de l'objectif européen un thème qui va au-delà de la somme des événements internes à chaque pays* ».

Pour Piero Fassino, sous-secrétaire des affaires étrangères, les choses paraissent claires : « *Tous les piliers de l'intégration européenne se renforceront* », non seulement « *l'Europe sociale* », mais également « *la prospective d'une Union capable d'avoir une politique extérieure et de sécurité commune* ». Dans l'immédiat, la convergence sur la vision de l'Europe a renforcé le sentiment que l'axe Paris-Bonn serait désormais moins fort. Ce rééquilibrage prévisible est d'autant plus apprécié que les Allemands sont les principaux opposants à l'entrée de l'Italie dans la première vague de l'euro.

**LE POIDS DES COMMUNISTES**

Tout dépendra cependant, à Rome comme à Paris, des réticences et des appétits qui pourraient naître des alliés communistes. A Rome, Rifondazione comunista n'a pas de ministre au gouvernement même si son appui est crucial. Fausto Bertinotti, secrétaire des néo-communistes, a souligné que non seulement l'arrivée de la gauche au pouvoir en France signifiait que « *l'unification européenne ne se fera plus sous l'empreinte rigidement monétariste de l'Allemagne* » mais aussi que « *le vote des communistes est déterminant pour vaincre les droites* ».

Les Italiens font aussi remarquer que ce sont eux qui ont mis sur pied, il y a plus d'un an, la formule « PS + PC + Verts ». Reste désormais à savoir si l'Italie va copier les institutions françaises pour réformer sa Constitution. Mardi, un premier vote interviendra au sein de la commission bicamérale chargée de proposer une réforme des institutions. La réponse définitive sur ce qui pourrait donner naissance à la deuxième République devra être adoptée fin juin. C'est dire à quel point le bouleversement intervenu chez le voisin intéresse au premier chef la nation italienne. Et pas seulement pour construire l'Europe !

***Michel Bôle-Richard***



# Les Etats-Unis s'interrogent sur le couple Chirac-Jospin

## Sans grande inquiétude, l'administration Clinton est perplexe quant à l'avenir de l'euro et la participation de Paris à l'OTAN

**WASHINGTON**
*de notre correspondant*

Pour se faire une idée plus précise des conséquences des élections françaises, les Américains attendent Denver. Ce sera en effet à l'occasion du « G 8 » (le sommet des sept pays les plus industrialisés élargi à la Russie), qui se tient dans le Colorado, du 20 au 22 juin, qu'ils pourront juger comment va s'exprimer à l'avenir la voix de la France. Sur le fond, l'administration n'éprouve aucun souci, y compris s'agissant de la présence *de communistes au gouvernement*. Ce cas de figure s'est produit au cours du premier septennat de François Mitterrand, c'est-à-dire pendant la guerre froide, rappelle-t-on au département d'Etat, et les intérêts des Etats-Unis n'en ont pas été affectés.

Le PCF, insiste le *New York Times*, *« n'est plus le parti totalitaire qu'il a été »*. Les réactions officielles ont été assez convenues, le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, estimant que la nomination de M. Jospin ne devrait pas modifier les *« relations de travail étroites »* entre Washington et Paris. Celles-ci devraient rester *« actives,productives et amicales »*, a-t-il dit. Les Américains ont une certaine habitude de la cohabitation « à la française », et ils n'ont plus d'appréhension à ce sujet. M. McCurry a poussé l'amabilité jusqu'à remarquer que les présidents Clinton et Chirac connaissent aujourd'hui une situation similaire, avec un Parlement dominé par l'opposition.

Au-delà de cette prudence diplomatique – qui tranche avec les commentaires de la presse, unanime à souligner la *« gifle »* reçue par Jacques Chirac –, les Américains sont perplexes : ils mesurent mal les retombées que la victoire de la gauche est susceptible de provoquer sur la construction européenne et l'OTAN.

Cela ne veut pas dire que M. Jospin soit un inconnu, mais, comme la plupart des hauts responsables de l'administration, Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat, n'a jamais eu l'occasion de le rencontrer. Peter Tarnoff, conseiller de Mme Albright, et Félix Rohatyn, le candidat de Bill Clinton au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en France, font exception à la règle.

**RETOMBÉES EUROPÉENNES**

Au département d'Etat, on attend d'autant plus l'annonce de la composition du gouvernement que, si certaines personnalités bénéficient d'une image de marque rassurante (comme Jacques Delors), d'autres (comme Paul Quilès) ont laissé un moins bon souvenir. William Cohen, le secrétaire à la défense, a annulé, lundi, une visite de deux jours à Paris prévue pour la mi-juin, invoquant *« une question d'emploi du temps »*. Les Américains semblent avoir abandonné l'espoir de surmonter leurs divergences avec la France sur l'OTAN avant le sommet de Madrid.

*« Sur le fond,* explique le professeur Simon Serfaty, directeur des études européennes au Centre d'études internationales et stratégiques (CSIS), *la politique américaine sur l'OTAN n'est pas vraiment influencée par les positions françaises. Si la France veut revenir au sein de l'organisation militaire intégrée, c'est bien ; sinon, Washington se contente d'espérer que la prochaine fois sera la bonne. »*

Aux yeux des Américains, les retombées européennes d'un changement de majorité en France sont nettement plus importantes. *« Lorsque la construction européenne avance, nous nous inquiétons,* résume le professeur Serfaty, *mais lorsqu'elle stagne ou qu'elle subit des reculs, nous nous inquiétons aussi »*. Les Américains redoutent que les dissensions européennes entre socialistes et communistes français ne s'ajoutent aux divergences entre M. Jospin et M. Chirac, pour finir par créer des soucis à... Helmut Kohl. Si le calendrier de l'euro subit des retards, le chancelier, allié privilégié, risque lui aussi de devoir faire face à de difficiles échéances intérieures.

*Laurent Zecchini*

# Jean Paul II critique les excès du néocapitalisme polonais

**LEGNICA (Pologne)**
*de notre envoyé spécial*

Jean Paul II traverse les siècles d'une histoire polonaise qu'il invoque toujours pour mieux éclairer le présent. Mardi 3 juin, il était à Gniezno, à l'ouest du pays, pour vénérer les reliques de saint Adalbert, évangélisateur de l'Europe centrale, martyrisé il y a mille ans. Et il avait convié à cette célébration pas moins de sept chefs d'Etat – ceux d'Allemagne, de Lituanie, de la République tchèque, de Slovaquie, d'Ukraine, de Hongrie et, bien sûr, de Pologne – pour les inviter à abattre le *« mur de l'égoïsme économique et politique »* qui continue de diviser le Vieux Continent.

La veille, à Legnica, dans les plaines de Basse-Silésie, ancien centre de commandement de l'armée soviétique, c'est de la Pologne moderne que Karol Wojtyla a parlé devant plus de trois cent mille fidèles. Il a condamné les excès de la Pologne libérale avec la verve qui était la sienne hier contre le système communiste. Le choix de la Basse-Silésie était volontaire. Les privatisations se multiplient dans une région autrefois allemande et massivement collectivisée après la guerre. De même, dans la Haute-Silésie voisine, le chômage ne cesse de progresser.

Le pape n'a laissé dans l'ombre aucune des catégories qu'il estime sacrifiées par le régime libéral : familles nombreuses, mères seules, personnes âgées *« privées de ressources »*, enfants abandonnés *« qui ne peuvent manger à leur faim »*, sans domicile fixe et malades privés de soins. Il a dénoncé le chômage qui touche 13 % de la population active. Porte-parole des victimes de la société libérale comme hier de celles du système communiste, Karol Wojtyla n'a pas hésité à mettre en cause les nouveaux entrepreneurs capitalistes, accusés d'*« exploiter »* une main-d'œuvre toujours considérée comme un simple *« moyen de production »*.

Ce discours est destiné aux nouveaux investisseurs, mais aussi à cette partie de l'opinion polonaise déçue par l'évolution de l'Eglise. Celle-ci avait été à la pointe du combat pour un syndicat libre (Solidarité) et un changement de régime, en lien avec des intellectuels et une classe ouvrière qui reprochent aujourd'hui à l'Eglise de déserter la lutte sociale. Karol Wojtyla est venu corriger le tir. Dans son homélie de Legnica, on a retrouvé les accents de ses encycliques de l'après-communisme : l'échec du système collectiviste n'autorise pas le capitalisme à faire n'importe quoi.

*« Ma nation »* a besoin de *« justice »*, a martelé Jean Paul II. Ajoutant : *« Les temps changent, mais il y a toujours des gens qui ont besoin de la voix de l'Eglise et de la voix du pape, pour exprimer leurs inquiétudes, leurs douleurs et leurs misères. »* Dans ses étapes silésiennes, à Legnica lundi comme la veille à Wroclaw, le pape a cherché à dépasser les querelles politiciennes. Il s'est posé en « père » de la nation polonaise, a mis en garde son pays contre une liberté qui n'aurait d'autre but qu'elle-même et proposé des critères de justice, de moralité, de primauté de la personne humaine. Jusqu'à présent, ce parcours est jugé sans faute et *Trybuna*, l'ancien organe du PC polonais, devenu celui des sociaux-démocrates, pouvait faire le 2 juin sa manchette en saluant le *« missionnaire de la réconciliation et de la paix »*.

*Henri Tincq*

# Timothy McVeigh est jugé coupable de l'attentat d'Oklahoma City

## L'explosion d'un bâtiment fédéral avait fait 168 morts, en 1995

**Retenue pendant les quatre jours de délibérations du jury, l'émotion a de nouveau vaincu les familles des victimes de l'explosion d'Oklahoma City, lundi 2 juin, à l'annonce du verdict de culpabilité auquel sont parvenus, unanimes, les douze jurés chargés de juger Timothy McVeigh, vingt-neuf ans, accusé d'avoir commis l'attentat terroriste le plus meurtrier de l'histoire des Etats-Unis : 168 morts.**

**NEW YORK**
*de notre correspondante*

Au tribunal fédéral de Denver (Colorado), où s'est tenue l'audience, l'émotion a d'abord été contenue, face à un juge qui a maintenu une discipline de fer dans ce procès, ouvert il y a à peine cinq semaines : juste avant la lecture du verdict, le juge Marsch a averti le public, essentiellement constitué des familles qui ont pu faire le voyage, qu'il ne tolérerait aucune manifestation de joie ou de déception.

Les larmes, beaucoup de larmes, ont donc coulé en silence, les mains se sont serrées et les étreintes se sont échangées sans bruit lorsque le greffier a égrené le mot *« coupable »* après chacun des onze chefs d'accusation dont répondait Timothy McVeigh : trois portent sur l'utilisation *« d'armes de destruction massive »* – un camion bourré d'explosifs – pour attenter à la vie d'autrui et à la propriété fédérale, et huit concernent le meurtre avec préméditation de chacun des huit agents fédéraux tués dans le bâtiment administratif d'Oklahoma City, le 19 avril 1995. Le meurtre des 160 autres victimes relève de la compétence de l'Etat d'Oklahoma et non de l'Etat fédéral.

A Oklahoma City, où les centaines de membres de familles de victimes ou de survivants s'étaient réunies devant des téléviseurs, l'annonce du verdict a été marquée par des cris de victoire, des applaudissements, vite entrecoupés de sanglots. Les mots de *« soulagement »*, de *« justice »* furent sur toutes les lèvres, toujours suivis, le regard assombri ou embué, de *l'évidence* : aussi juste soit-il, aucun verdict ne ramène les êtres disparus.

Fondamental pour cette ville qui vit dans la plus grande dignité depuis deux ans ce qui restera comme un profond traumatisme américain, le verdict de culpabilité rendu, lundi, à l'encontre de Timothy McVeigh, l'ancien combattant modèle de la guerre du Golfe égaré dans la paranoïa de l'extrême-droite au point de vouloir *« provoquer un soulèvement général »* en faisant sauter un bâtiment fédéral, n'est cependant qu'une première étape : la deuxième, la condamnation, ne commence que mercredi, lorsque le parquet va requérir la peine de mort tandis que la défense tentera d'arracher la prison à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle. Il y aura, éventuellement, l'étape de l'exécution par injection. Si Timothy McVeigh échappe à la peine capitale, il pourra encore être jugé en Oklahoma. Enfin, un autre procès doit s'ouvrir prochainement, celui du second suspect dans l'attentat à la bombe, Terry Nichols.

**RÉTABLIR LA CONFIANCE**

Mais, quelle que soit la condamnation que prononcera dans quelques jours le même jury de sept hommes et cinq femmes, le procès de Timothy McVeigh, déjà qualifié par plus d'un expert de *« procès exemplaire »*, aura rempli une autre fonction : rétablir la confiance des Américains dans leur système judiciaire, une confiance ébranlée par le procès-spectacle et l'acquittement, en 1995, du champion de football O. J. Simpson, accusé de double meurtre.

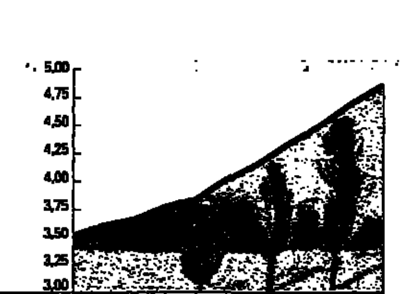
Pourtant, une chose manque encore aux familles des victimes : une explication à l'acte monstrueux qui les a privées à jamais d'une mère, d'un mari, d'un enfant. Car, au cours de cette première étape du procès comme au moment de l'énoncé du verdict, Timothy McVeigh est resté de marbre, ne trahissant sa gêne que lorsque sa sœur est venue déposer contre lui, en racontant le jour où ce grand frère aveuglé par la haine de l'Etat fédéral et fasciné par les explosifs et les armes à feu lui avait confié sa décision de passer *« de la propagande à l'action »*.

Plaidant non coupable, il n'a pas ouvert la bouche, et ses avocats se sont contentés d'affirmer qu'un autre que lui, pulvérisé dans l'explosion, hormis une jambe gauche trouvée tardivement dans les décombres, et que l'on n'a jamais pu attribuer, avait commis l'attentat. Aujourd'hui, il est officiellement coupable et, selon divers sondages, les trois quarts des Américains souhaitent sa mort.

*Sylvie Kauffmann*


Une gamme complète d'OPCVM destinés aux institutionnels aux placements réglementés

Une meilleure visibilité dans la gestion des placements.




Courbe des taux BTAN au 30.05.97

**La structure ascendante de la courbe des taux** permet désormais de profiter d'écarts de rendement substantiels entre les taux court terme et les taux moyen terme. De ce fait, la durée de détention de chaque actif se révèle déterminante dans le choix des supports d'investissement. La plupart des investisseurs ont, en outre, des contraintes fortes en matière de risque de signature et de régularité des performances.

**CDC TRESOR**, établissement fondé par la Caisse des dépôts et consignations et le Trésor Public, a mis au point à l'intention des institutionnels dont les placements sont réglementés, une gamme de cinq OPCVM exclusivement investis en valeurs émises par l'État français ou bénéficiant de sa garantie.

**Ces fonds assurent la couverture** de tous les horizons de placement ; leur gestion rigoureuse et fiable garantit aux investisseurs une sécurité maximale.

**Souscriptions et rachats :**
- **Caisse des dépôts et consignations**
  **Tél : 01 40 49 81 77**
- **Réseau du Trésor Public**

**HLM Monétaire**
Sicav monétaire de capitalisation dont la gestion régulière conduit à un rendement proche de celui du marché monétaire, représenté par le TMP et le taux des BTF à 3 mois. Le placement de liquidités à très court terme y est recommandé.

**Fonpremière**
FCP obligataire court terme conçu pour obtenir une performance supérieure à celle du marché monétaire sur des durées comprises entre 6 et 12 mois. Sa faible sensibilité aux taux d'intérêt en fait un instrument à la fois sûr, régulier et rentable.

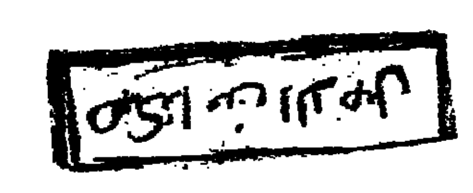
**Première Oblig**
Sicav obligataire court terme permettant une diversification des placements de trésorerie à un horizon de 9 mois à 2 ans. Compte tenu d'un objectif de rentabilité élevée, la sensibilité évolue entre 0 et 2. Le choix entre la capitalisation et la distribution des revenus est offert aux souscripteurs.

**Oblipremière 1**
FCP obligataire moyen terme de capitalisation adapté à des placements d'une durée de 2 ans et plus. Sa gestion a pour but la valorisation du capital investi ; la sensibilité est comprise entre 1 et 4.

**Oblipremière 2**
Présente les mêmes caractéristiques que Oblipremière 1 à l'exception du mode de distribution des revenus ; il s'agit d'un FCP de distribution.




Immeuble Atlantique-Montparnasse - 11, Place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75697 Paris Cedex 14

# Le parti au pouvoir remporte les élections en Indonésie

**DJAKARTA.** Le parti gouvernemental, le Golkar, a obtenu plus de 74 % des suffrages exprimés lors des élections générales du 29 mai, son meilleur résultat depuis 1971. Alors que la régularité du vote est contestée par des organismes de contrôle indépendants et non-reconnus, le PPP (Parti du développement uni, d'obédience musulmane) dispose de 22,7 % des voix (contre 17 % en 1992). Selon des résultats encore officieux, le PDI (Parti démocratique indonésien, troisième et dernier mouvement politique autorisé) n'obtient que 3 % des suffrages (contre 15 % en 1992). Washington a estimé que *« les citoyens indonésiens n'ont pas la possibilité de changer de gouvernement par des moyens démocratiques ».* – *(Corresp.)*

# Crise diplomatique entre l'Iran et les talibans afghans

**KABOUL.** Le gouvernement islamiste des talibans (« étudiants en religion ») a annoncé, lundi 2 juin, la fermeture de l'ambassade d'Iran à Kaboul et ordonné l'expulsion des diplomates iraniens. Les talibans mettent en cause les *« visées hostiles des autorités de la République islamique d'Iran »* alors que le pays est le théâtre d'une nouvelle flambée de combats entre le mouvement intégriste musulman et les forces de l'opposition. D'autre part, l'ambassadeur du Pakistan en Afghanistan, Aziz Khan, et le ministre taliban des affaires étrangères, le mollah Mohammed Ghaus, auraient été faits prisonniers par les troupes de l'opposition, affirme, mardi 3 juin, le quotidien indien *Hindustan Times.* – *(AFP.)*

# Début du procès en Espagne d'un ancien directeur de la Garde civile

**MADRID.** Après de multiples rebondissements, le « cas Roldan », du nom de Luis Roldan Ibanez, ancien directeur général de la Guardia Civil, est finalement parvenu devant la justice, quatre ans après avoir été révélé par la presse. Lundi 2 juin, à Madrid, a commencé le procès de ce qui peut passer pour le plus grand scandale de corruption du temps de l'ancien gouvernement socialiste. Depuis son incarcération préventive, reconduite en mars dernier, M. Roldan ne cesse d'affirmer que sa vie est en danger. Il risque 32 ans de prison et de 3 500 millions de pesetas (140 millions de francs) d'amende. Avec sept autres co-inculpés, dont sa femme et son ancienne petite amie, il devra répondre de neuf accusations, dont celles de malversations de fonds publics, faux, escroquerie, corruption, prévarication et trafic d'influence. Le procès devrait durer cinq mois. – *(Corresp.)*

### EUROPE

■ **ALBANIE : une bombe a explosé,** lundi 2 juin au soir, au centre de Tirana, faisant huit blessés. Un peu plus tôt, l'explosion d'une autre bombe avait fait 20 blessés dans un café du centre-ville fréquenté par des sympathisans du Parti socialiste (PS, opposition). Depuis le début de la rébellion, le 28 février, plus de 1 400 personnes ont été tuées en Albanie, selon un dernier bilan du ministère de l'intérieur. – *(AFP.)*

■ **ROUMANIE : les présidents roumain et ukrainien,** Emil Constantinescu et Leonid Koutchma, ont signé, lundi 2 juin, un traité d'amitié entre leurs deux pays qui scelle notamment l'inviolabilité des frontières ainsi que le respect des droits de la minorité roumaine vivant en Ukraine. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : le procès des onze inculpés** du scandale de la mafia, qui avait révélé, fin 1996, les liens entre des politiciens, des policiers et le crime organisé, s'est ouvert lundi 2 juin à Istanbul. Toutefois, deux députés du Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller, impliqués dans l'affaire, ne comparaissent pas. – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE : l'Eurocorps** organise, du 3 au 22 juin, dans la région de Saragosse, un exercice interarmées qui met en œuvre quelque 4 700 hommes et 1 500 véhicules des armées de cinq pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg). Cette manœuvre suppose que l'ONU a donné mandat à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) pour, à l'aide d'une Force immédiate mécanisée (FIM), restaurer la paix dans un pays fictif en crise et soumis à une brutale menace extérieure. – *(AFP.)*

### PROCHE-ORIENT

■ **EGYPTE : les deux fils du président Hosni Moubarak,** MM. Gamal et Alaa Moubarak, ont intenté un procès en diffamation contre le quotidien saoudien *Asharq al-Awsat,* a indiqué lundi 2 juin l'agence égyptienne MENA. Le quotidien a publié des reportages les mettant en cause dans plusieurs affaires, dont le versement de commissions pour la vente d'Airbus à Egypt Air. – *(AFP.)*

■ **IRAK : le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan,** a recommandé, lundi 2 juin, dans un rapport au Conseil de sécurité, la prolongation pour six mois de l'accord *« pétrole contre nourriture »* pour l'Irak. M. Annan a pris cette décision « *à la lumière de l'expérience acquise au cours des six derniers mois par la mise en application du programme, et gardant à l'esprit la poursuite de la crise humanitaire en Irak* ». – *(AFP.)*

### ASIE

■ **ASEAN : l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est** a décidé, samedi 31 mai à Kuala-Lumpur, d'admettre dans ses rangs dès juillet, à l'occasion du trentième anniversaire de sa fondation, la Birmanie, le Cambodge et le Laos. Ce choix représente une rebuffade pour Washington, qui avait récemment demandé aux sept de l'Asean (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) de reporter l'admission de la Birmanie. – *(Corresp.)*

■ **CORÉE DU SUD : un policier anti-émeutes a été tué,** lundi 2 juin à Séoul, et 175 autres ont été blessés à l'issue du cinquième jour de manifestations des étudiants d'extrême gauche qui exigent le départ du président Kim Young-sam. Le policier a trouvé la mort alors qu'environ 7 000 étudiants enfonçaient les lignes des forces de l'ordre pour rejoindre l'université de Hanyang : 635 manifestants ont été appréhendés. – *(AFP.)*

■ **TAIWAN : les cinq premiers avions de combat Mirage 2000-5** vendus par la France à Taïwan ont participé, lundi 2 juin, à une parade aérienne marquant, sur la base de Hsinchu, dans le nord de l'île, la mise en service du premier lot des 60 appareils achetés en 1992. Cette cérémonie devait avoir lieu à la réception des Mirage 2000-5 en mai. Elle avait été retardée, Paris ne souhaitant pas que cette démonstration coïncide avec le séjour de M. Chirac en Chine. – *(AFP.)*

MULTIMEDIA
COMMUNICATION
BUSINESS AUX
ÉTATS-UNIS
University Studies in America Inc.
Plus:
Stages linguistiques ou études
CALIFORNIE FLORIDE
CHINE POPULAIRE
Cours, logement et repas inclus
Tel: 01 45 50 28 28
://www.cepes.com

### AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD : des dizaines de milliers de grévistes** ont envahi, lundi 1er juin, les rues des principales villes du pays pour répondre à un appel du puissant Congrès sud-africain des syndicats (Cosatu) en faveur de meilleures conditions de travail et de salaires. L'armée et la police ont été « *placées en état d'alerte totale au niveau national* », a déclaré Lazerus Tlamatsana, des services de sûreté nationale. – *(AFP.)*

# L'intervention nigériane en Sierra Leone subit un premier revers à Freetown

## Une trêve a été conclue avec les putschistes pour évacuer des civils réfugiés dans un hôtel

**Une trêve est intervenue à Freetown, lundi 2 juin, après un accord entre la Croix-Rouge internationale et les putschistes pour permettre l'évacuation de civils assiégés dans un hôtel. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a condamné le coup d'Etat, et Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a estimé que *« l'Afrique ne peut plus tolérer les renversements de gouvernements élus ».***

ABIDJAN
*de notre correspondant en Afrique de l'Ouest*

Les éléments nigérians de la Force ouest-africaine d'interposition (Ecomog) ont subi, lundi 2 juin, un sérieux revers à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, au premier jour de leur intervention contre les militaires putschistes qui ont chassé le président, Ahmad Tejan Kabbah.

Aux premières heures de la journée, un navire de guerre nigérian a bombardé l'état-major des forces armées sierra-léonaises et une caserne, tuant au moins une femme et un enfant de militaire. Après l'arrêt de ces tirs, plusieurs centaines d'habitants du quartier ont organisé une manifestation de protestation devant l'hôtel Mammy Yoko, voisin de l'état-major. Cet établissement était défendu, depuis quelques jours, par une cinquantaine de soldats nigérians chargés d'« assurer la sécurité » des 700 civils expatriés qui n'avaient pas été évacués lors des opérations américaines et française du week-end dernier, ainsi que des journalistes de la presse internationale. L'essentiel du travail de ces soldats nigérians consistait à fouiller les sacs des clients de l'hôtel.

Dès le départ de la manifestation antinigériane, qui a pris le chemin du centre-ville, distant de quelques kilomètres, l'hôtel a été vigoureusement attaqué par des éléments armés réunissant des militaires sierra-léonais et les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) qui ont rallié les putschistes. L'assaut, au lance-roquettes et à la mitrailleuse lourde, a contraint les réfugiés à se cacher dans le sous-sol de l'hôtel, pendant que plusieurs incendies s'allumaient dans les étages. Plusieurs civils, dont un ressortissant britannique, ont été blessés, et un soldat nigérian a été tué.

Très vite, les éléments de l'Ecomog se sont trouvés à court de munitions et l'on a craint que les rebelles du RUF ne prennent l'hôtel d'assaut. Dans l'après-midi, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a négocié un cessez-le-feu qui a permis l'évacuation des civils.

De Conakry, où il est exilé, le président, Ahmad Tejan Kabbah, a affirmé avoir demandé cette intervention de l'Ecomog, une force qui est théoriquement placée sous l'autorité de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

### DIALOGUE ROMPU

En fait l'Ecomog, constituée en 1991 dans le but d'intervenir au Liberia, déchiré par une guerre civile, a toujours été un instrument de la politique extérieure nigériane. En Sierra Leone, elle est intervenue à la fois pour redorer le blason démocratique du Nigeria sur la scène internationale, en rétablissant un président démocratiquement élu, et de neutraliser des rebelles dont l'arrivée au pouvoir par les armes serait un bien mauvais exemple pour le Liberia voisin, qui continue d'avancer tant bien que mal vers des élections prévues pour la mi-juillet.

Après avoir fait mine de négocier leur départ pendant tout le week-end, les putschistes ont finalement rompu le dialogue avec les représentants nigérians, en annonçant la nomination d'un gouvernement dont le chef du RUF, Fodaye Sankoh, actuellement retenu au Nigeria, a été nommé vice-président. A cette provocation, le Nigeria a répondu par un bombardement qui a apparemment considérablement augmenté le crédit de la junte auprès de la population de Freetown.

A la radio, les putschistes se sont permis le luxe de fustiger les atteintes aux droits de l'homme commis au Nigeria par le régime du général Sani Abacha, président en exercice de la Cedeao. Cet échec politique se double donc d'un fiasco militaire puisque, faute d'appui terrestre, le sort des défenseurs de l'hôtel Mammy Yoko reste très incertain. Sur ces deux tableaux, le général Abacha n'a plus qu'à reprendre les opérations à zéro.

***Thomas Sotinel***

# Les massacres de réfugiés continuent dans l'ex-Zaïre, selon un responsable de l'ONU

**LES VIOLENCES**, règlements de comptes, tensions interethniques et violations des droits de l'homme se poursuivent dans l'est de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), a indiqué lundi 2 juin à Kinshasa une commission d'enquête locale de l'Eglise luthérienne. Dans son rapport, la commission souligne que le nouveau gouvernement hérite *« d'une situation particulièrement alarmante en matière des droits de l'homme ».*

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), le mouvement de Laurent-Désiré Kabila, désormais au pouvoir, *« n'a pas su contrôler effectivement le comportement revanchard d'un grand nombre de ses combattants, qui sont du reste trop jeunes et dont un grand nombre étaient déjà activement engagés dans des luttes interethniques,* estime le rapport. *Cela explique partiellement le grand nombre de règlements de comptes, une pratique qui risque de devenir monnaie courante dans les régions orientales, mais aussi ailleurs dans le pays »,* poursuit le document de la commission d'enquête, dirigée par l'évêque de l'Eglise luthérienne du Congo-Zaïre, Mgr Ngoy Kasukuti.

### DES ACCUSATIONS « IRRESPONSABLES »

Les nouvelles autorités de Kinshasa ont qualifié de *« particulièrement irresponsables »* les accusations de massacres de réfugiés hutus rwandais émises par un haut responsable des Nations unies. *« Ces responsables devraient être impartiaux, ne pas faire de déclarations à la légère. Est-ce qu'ils ont vu les massacres ? Avant de le dire, il faut réfléchir et vérifier »,* a indiqué le ministre de l'information, Raphaël Ghenda.

Le sous-secrétaire de l'ONU aux affaires humanitaires, Yasushi Akashi, affirme dans une tribune libre publiée par l'*International Herald Tribune* lundi, jour de l'ouverture du 33e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Harare (Zimbabwe), que les *« massacres continuent »* dans l'ex-Zaïre, *« en dépit des déclarations officielles du président Kabila au représentant de l'ONU et de l'OUA, Mohammed Sahnoun ».* M. Akashi précise que le personnel de l'ONU qui aide au rapatriement des réfugiés rwandais de Mbandaka, localité située à la frontière du Congo-Brazzaville, a appris, *« par des informateurs locaux dignes de foi, que des tueries se poursuivent dans les forêts ».*

Selon ces informateurs, « *les réfugiés hutus sont traqués en dépit de l'opposition* [à ce genre de pratiques] *de certaines unités non-tutsies de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* ». La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà appelé les nouvelles autorités du Congo-Zaïre à faire cesser les massacres. Kinshasa avait en retour accusé les Nations unies de se prêter à une *« campagne d'intimidation ».* – *(AFP.)*

# L'ex-dictateur Hugo Banzer en tête du scrutin présidentiel en Bolivie

**LES BOLIVIENS** ont placé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 1er juin, le général Hugo Banzer, de l'Action démocratique nationaliste (ADN, conservateur). Selon les premiers chiffres officieux disponibles, l'ancien dictateur aurait recueilli 22,3 % des voix.

Au terme d'une campagne électorale qui s'est achevée – comme elle avait commencé – sur fond d'agitation sociale, l'homme qui, de 1971 à 1978, a dirigé la junte militaire bolivienne semble donc bien placé pour devenir, à sa sixième tentative et à soixante et onze ans, le prochain président de la République du pays le plus pauvre d'Amérique du Sud.

Aucun des candidats en lice n'ayant obtenu la majorité absolue au premier tour, le président de la République sera désigné par un vote du Congrès qui, le 4 août, choisira entre les deux candidats arrivés en tête du premier tour. Juan Carlos Duran, le candidat du Mouvement national révolutionnaire (MNR, libéral) du président sortant Sanchez de Losada, qui ne pouvait pas se représenter selon la Constitution, arriverait en deuxième position avec 17,7 % des suffrages. Même si, au gré des alliances favorisées par un système électif complexe, un retournement n'est pas à exclure, il semble peu probable, d'après la composition des Chambres parlementaires, qu'il soit élu président.

L'ancien président Jaime Paz Zamora, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), arrivé en troisième position (16,7, %), pourrait répondre favorablement à l'appel pour former une coalition lancé, lundi, par Hugo Banzer. En 1989, le candidat de la gauche avait été élu président grâce au désistement et au soutien de l'ancien dictateur.

Même si M. Banzer assure, à chaque fois qu'il est interrogé sur la foi à apporter à ses déclarations de démocrate converti, qu'il *« a changé »*, les années où il a dirigé d'une main de fer la Bolivie furent celles d'une authentique dictature marquée par les disparitions, les assassinats d'opposants de gauche, les déportations et le harcèlement contre les syndicalistes et par une corruption propre à garantir la longévité de ce type de régime.

Si bon nombre d'observateurs boliviens s'interrogent sur les raisons d'un tel défaut de mémoire d'un pays qui n'a retrouvé la démocratie qu'au début des années 80 et qui, en cent soixante-douze ans d'indépendance, a connu cent quatre-vingt-neuf coups d'Etat, d'autres se souviennent que les années 70 furent également celles d'une relative prospérité qui fait dire, aujourd'hui, à de nombreux Boliviens qui ont connu cette période, qu'*« au moins à cette époque, ils avaient du travail ».*

### PAUVRETÉ

Comme dans le pays andin voisin, le Pérou, les réformes macro-économiques engagées ces dernières années ont été conduites en laissant sur les marges du développement une part importante de la population, dont plus de 60 % survit dans la plus grande pauvreté. Dans ce petit pays de 7 millions d'habitants, les espérance de vie sont les plus faibles du continent, tandis que les taux de mortalité infantile sont, eux, les plus élevés.

Pourtant, malgré toutes ses difficultés, la Bolivie a mis en œuvre un programme de privatisations original. L'Etat a aussi mis en place un sytème de retraites par capitalisation, à la chilienne, pour financer ses projets de développement. Enfin, le pays s'est engagé dans un processus d'intégration régionale en devenant membre associé du Marché régional du cône sud (Mercosur). Ces réformes, entreprises pendant les quatre années de mandat du président sortant, resteront des acquis, quel que soit le nouveau chef de l'Etat. Les principaux candidats ne les ont en effet pas remises en cause. Le général Banzer, pour sa part, s'est contenté, tout au long de sa campagne, de réaffirmer sa volonté *« de lutter contre la pauvreté ».*

Dès l'annonce des premiers résultats, lundi, les deux candidats arrivés en tête se sont lancés dans une course éperdue aux alliances, dont l'issue peut réserver des surprises.

***Alain Abellard***

# *La ville mexicaine de Zacatecas traque les fautes... d'orthographe*

ZACATECAS (Mexique)
*de notre envoyé spécial*

Déclarée, en 1993, « patrimoine culturel de l'humanité » par l'Unesco, la ville mexicaine de Zacatecas (250 000 habitants) ne badine pas avec l'orthographe. Comme beaucoup d'autres commerçants avant lui, le propriétaire du restaurant Calin, Carlos Salmon, vient d'en faire la coûteuse expérience puisqu'il devra payer une amende équivalant à 600 francs pour avoir mal orthographié sa raison sociale sur la façade de son établissement. En oubliant le « e » final de restaurante, il a enfreint la *« loi de protection et de conservation des monuments et des zones typiques »* qui, depuis 1965, réglemente strictement l'affichage dans la capitale de l'Etat de Zacatecas, à 600 kilomètres au nord de Mexico.

La faute peut paraître insignifiante, mais Carlos Salmon n'a pas protesté. *« C'est la règle du jeu,* dit-il. *Si on laisse passer les infractions mineures, les commerçants s'enhardiront et on retombera vite dans l'anarchie d'autrefois, quand Zacatecas était couverte de panneaux publicitaires et d'enseignes lumineuses. »* L'exemple désastreux de la plupart des agglomérations mexicaines et latino-américaines est malheureusement là pour prouver au moins la justesse de la seconde partie de la remarque du restaurateur.

### « DÉPEPSICOCACOLISATION »

Si la vieille cité minière a pu sortir de la déchéance esthétique, c'est sans aucun doute grâce à Federico Sescosse et à sa campagne de « dépepsicocacolisation » entreprise en 1964, lorsqu'il dirigeait la Junte de conservation des monuments historiques. *« En une semaine,* raconte-t-il, *nous avons enlevé tous les panneaux de Coca, de Pepsi, de brandy et de cigarettes qui avaient envahi le centre au fil des années. »* Certains commerçants protestèrent, mais le gouverneur se rangea aux arguments de ce descendant de Basques français qui a restauré la plupart des bâtiments coloniaux de la ville pour y installer des musées exceptionnels.

Federico Sescosse est à l'origine de la loi qui oblige les établissements du centre à utiliser des lettres noires ou dorées pour indiquer, le plus sobrement possible, leur raison sociale. Quatre inspecteurs de la Junte de conservation traquent les « transgresseurs ». *« Il y en a encore »,* reconnaît-il, mais, depuis que Zacatecas a eu le privilège, début avril, d'accueillir dans ses murs le premier Congrès international de la langue espagnole, en présence du roi Juan Carlos, les derniers réfractaires sont de plus en plus seuls.

***Bertrand de la Grange***

# …riane en Sierra Leone
# …revers à Freetown

…s pour évacuer des civils réfugiés dans un hôtel

## …ns l'ex-Zaïre, selon un responsable de l'ON…

## …te du scrutin présidentiel en Bolivie

## …s traque les fautes… d'orthographe



# Alger la blanche, Alger la rouge

## Plusieurs attentats à la bombe ont ensanglanté la fin de la campagne pour les élections législatives du 5 juin

**ALGER**
*de notre envoyé spécial*

Une déflagration qui sourd du coeur de la ville puis qui s'élève *vers les hauteurs de la capitale.*

**REPORTAGE**

**Cette fois, l'engin avait été placé près du corps d'une femme tuée par un « terroriste »...**

Une poignée de minutes et, surgis d'on ne sait où, commencent à converger vers le centre d'« Alger la blanche » les voitures de police, les ambulances, les camions de pompiers, toutes sirènes dehors. Tout va très vite. Le ballet est bien réglé. Question d'habitude, sans doute.

On l'a rejoué lundi matin 2 juin, à l'heure où ouvrent les marchés. Cette fois, la bombe artisanale qui a explosé dans la Casbah n'était pas placée dans un bus, comme la veille à deux reprises. Un homme l'avait déposée à côté du corps d'une femme, surveillante dans un lycée proche, qui venait d'être abattue de deux balles de fusil par un « terroriste ». L'engin a explosé alors que les passants se penchaient sur le cadavre couché contre le mur d'une boulangerie de quartier, tout à côté du marché de la Lyre, rue Bouzrina. L'explosion a tué 7 personnes et en a blessé au moins 37 autres, selon un bilan officiel. Au cours de cette même journée, deux autres bombes ont été désarmorcées dans des marchés de la capitale. Et six « terroristes » ont été abattus dans la banlieue d'Alger.

Une heure après l'attentat, la rue Bouzrina est redevenue ce qu'elle était avant le drame. Comme si rien ne s'était passé. Tout a été nettoyé. Les rideaux de fer de la boulangerie ont été tirés. Sur la chaussée défoncée, c'est à peine si des flaques d'une eau rosée viennent rappeler le drame. Mais il y a le silence de cette foule descendue de la Casbah et qui regarde, s'interroge, ne comprend pas. Cachée derrière son voile, une vieille femme pleure doucement. *« Miséria, miséria, c'est trop »*, dit-elle dans un français approximatif en serrant des enfants. On devine qu'elle dit qu'il faut les épargner, qu'ils sont trop jeunes pour mourir.

Arrive la presse étrangère avec ses caméras, ses questions, et surtout son encombrante escorte policière. Venue couvrir les élections législatives qui se tiendront le jeudi 5 juin, elle cherche à comprendre. Mais la foule reflue vers les rues avoisinantes. Les bouches se ferment. Personne n'ose plus parler. Il n'y a rien à voir, rien à dire.

Pour clôturer en beauté la campagne électorale, le Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual, avait invité lundi, les habitants d'Alger et de sa banlieue à un *« gala non-stop »* animé *« par les stars de la chanson algérienne »*. La chanteuse kabyle Nadia Baroudi était là, lundi après-midi, dans l'immense bâtiment de béton où avait lieu le spectacle, et Naima, la chanteuse aveugle, aussi, dans sa robe de brocart d'or. Ne manquait que le public. Comme si les jeunes d'Alger avaient décidé qu'il convenait d'observer une journée de deuil.

*Jean-Pierre Tuquoi*

# La perspective de la rétrocession à la Chine relance la guerre des gangs à Macao

## Le sort de l'industrie des casinos de la colonie portugaise aiguise les appétits des « triades »

**Macao est, depuis le début de l'année, le théâtre d'une flambée de criminalité. Survenant deux ans et demi avant la rétrocession à la Chine de la colonie portugaise – qui ra suite à celle de Hongkong le 1er juillet protain –, cette dérive serait liée à des règlements de comptes autour de l'héritage de la prospère industrie des casinos, jusque-là entre les mains de Stanley Ho. Pékin met en cause le libéralisme des autorités portugaises.**

**MACAO**
*de notre envoyé spécial*

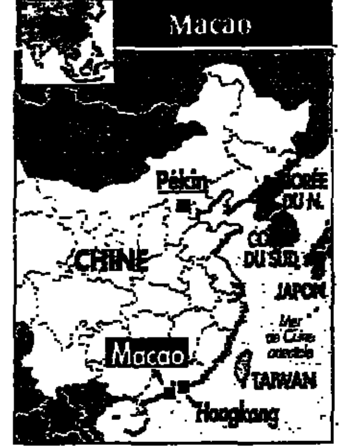
La fébrilité suscitée par le retour de Hongkong à la Chine, le 1er juillet, donne des démangeaisons à Macao. La restitution à la « mère patrie » de la plus vieille colonie occidentale en terre chinoise est plus éloignée (décembre 1999). Mais cette échéance est associée à un grand enjeu : l'avenir des casinos, le pactole de Macao (un revenu estimé à 2 milliards de dollars – 11,5 milliards de francs – en 1996).

La Chine s'est engagée à les maintenir, alors que le jeu, considéré dans le reste du pays comme l'un des « six fléaux », est interdit à Taïwan et à Hongkong. Mais sous quelle forme ? Un monopole comme aujourd'hui ? Vraisemblablement non, et des luttes d'intérêts ont commencé en prévision de la succession de Stanley Ho, le milliardaire chinois qui détient le monopole des jeux depuis 1962 et dont le contrat expire en 2001.

**RÈGLEMENTS DE COMPTES**

Il y a toujours eu des règlements de comptes entre voyous à Macao. Mais, ces derniers mois, ils ont « haussé le tir ». En novembre, le chef adjoint de la brigade de surveillance des jeux, le lieutenant-colonel Manuel Apolinario, était gravement blessé dans un attentat en pleine rue. Début mai, trois truands étaient abattus dans leur voiture, dans une artère du centre en plein après-midi, un dimanche. Au total, quinze meurtres depuis le début de l'année.

La population a été choquée : les gangs s'attaquaient pour la première fois à une personnalité officielle portugaise (sur laquelle




circulaient, certes, beaucoup de rumeurs) sans même se donner la peine de la discrétion.

La première commotion passée, Macao a retrouvé son rythme. Bien qu'ils soient moins fréquentés par les Hongkongais, les neuf casinos continuent à faire des profits, a déclaré Stanley Ho au quotidien portugais *Macao Hoje*. Le nombre des inspecteurs en civil à l'intérieur des casinos a néanmoins été augmenté, et Stanley Ho a engagé une cinquantaine de *garkaks*, ex-soldats du régiment népalais de Hongkong que les Britanniques démobilisent, pour assurer la surveillance du Lisboa, le gigantesque hôtel-casino qui lui appartient. Dans les couloirs autour des salles de jeu, les filles au regard aguicheur continuent leur ronde sous l'œil des « requins » qui prêtent aux joueurs malchanceux à des taux usuraires et usent ensuite de tous les moyens pour récupérer leurs créances. La violence est circonscrite aux règlements de comptes entre gangs. *« Macao demeure une ville moins dangereuse que Lisbonne »*, affirme le secrétaire adjoint à la sécurité, Manuel Soares Monge.

**BATAILLE DE SUCCESSION**

Plusieurs facteurs expliquent cette flambée de violence. Les « triades » – nom que les Anglais donnèrent d'abord à une société secrète chinoise au XIXe siècle et qui devint par la suite un terme générique pour désigner le crime organisé chinois – sont présentes à Macao et à Hongkong. Les gangs n'ont plus grand-chose en commun avec les sociétés secrètes qui s'opposaient à la dynastie mandchoue. Ce sont des bandes de malfaiteurs sans folklore et à l'organisation tentaculaire, mais lâche. A Macao sévissent deux triades : 14K, la plus importante, et Soi Fong, plus enracinée localement par ses membres macanais (sangs-mêlés chinois-portugais). Parmi les victimes de la dernière bataille figurait le « lieutenant » de celui qui passait pour être le chef de 14K pour Macao : « Koi-la-dent-cassée ».

Les gangs ont toujours gravité autour des casinos. Mais, désormais, ils tendent à être partie prenante. La flambée économique de Macao, tirée par les capitaux chinois qui se sont massivement investis dans l'immobilier – défigurant irrémédiablement la ville –, est retombée. Leur gâteau s'est rétréci, mais ils ont de nouveaux appétits. A la fin des années 80, Stanley Ho a *de facto* entamé son monopole des jeux en multipliant les *VIP rooms* (les « privés » : salles réservées aux gros joueurs), dont il a confié la gestion en franchise à des hommes d'affaires.

Il y a une vingtaine de *VIP rooms*, dont la moitié au Lisboa. Leurs patrons drainent les « flambeurs » de tous les coins du monde, et de l'Asie en particulier. Certains d'entre eux ont des liens notoires avec les triades. Prétendant à la succession du vieillissant Stanley Ho (soixante-quinze ans), ils demandent ouvertement la fin du monopole des jeux. Pékin est, semble-t-il, favorable à une division du « pactole », *mais quelque* peu irrité par le tour violent qu'a pris cette bataille de succession, qui n'est pas formellement ouverte.

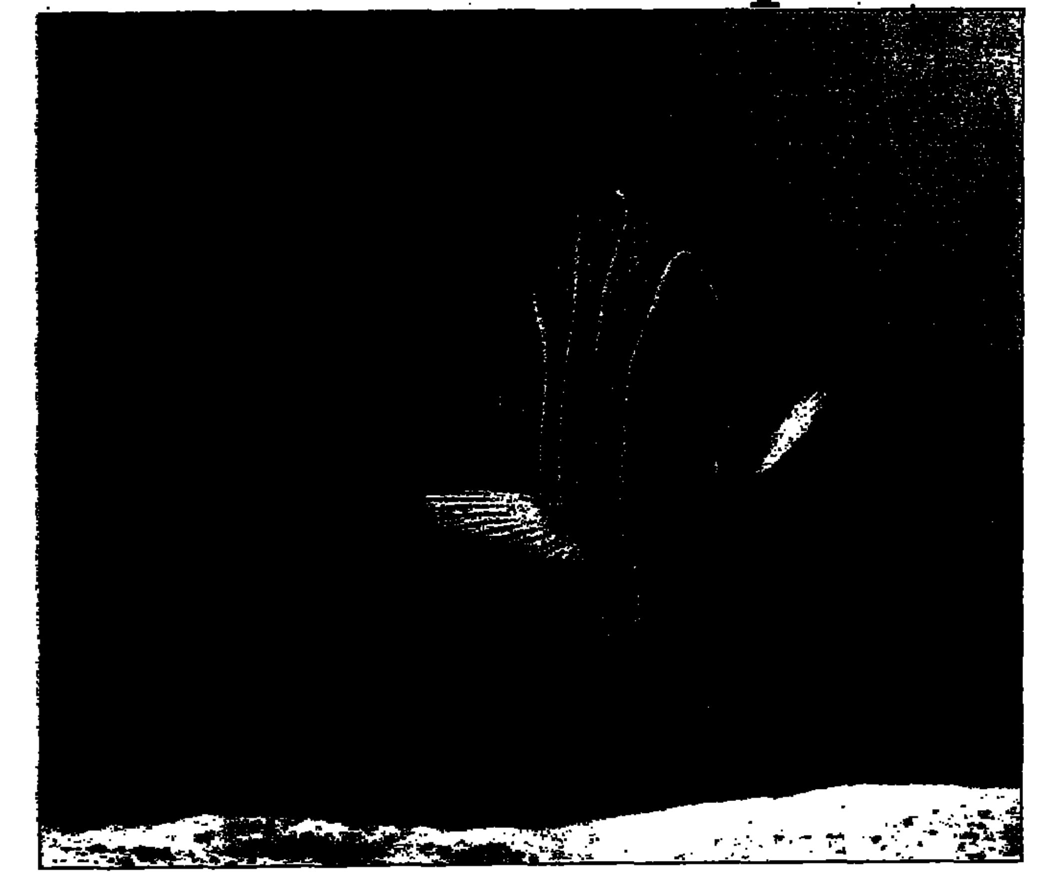
**DIMENSION POLITIQUE**

La guerre des gangs a aussi une dimension politique. Des voix se sont élevées à Macao et à Pékin pour dénoncer le *« laxisme »* des autorités portugaises à l'égard des triades. Jusqu'à présent, un accord tacite entre voyous et police permettait de maintenir la criminalité à un seuil tolérable, et Macao a été pris au dépourvu par la flambée de violence. En outre, l'ordre public y dépend de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière chinoise, les tueurs allant et venant avec les milliers de travailleurs qui la franchissent chaque jour.

Lisbonne entendait laisser dans son héritage une conception occidentale du droit. En rendant le libéralisme des autorités portugaises responsable de la flambée de violence à Macao, Pékin a beau jeu de demander un renforcement du dispositif policier. Et le message vaut aussi pour Hongkong...

*Philippe Pons*

**Personne ne fait plus la tête aux têtes de forage.**



"Petrofree" d'Henkel : une matière entièrement biodégradable dans l'eau.

Pour effectuer un forage, il faut utiliser ce qu'on appelle de la boue de forage. Elle sert à lubrifier la tête de forage et à évacuer les résidus du forage. Inévitablement, une partie de cette boue de forage se perd dans la mer. Ce qui pose de graves problèmes. Car les boues de forage utilisées ces dernières années étaient difficilement dégradables : 30 000 t par exemple polluaient chaque année la mer du Nord.

Le nombre des principaux développements d'Henkel en matière d'écologie augmente rapidement et régulièrement.

Aujourd'hui, ce problème est résolu. "Petrofree" est une boue de forage fabriquée à partir d'huile de noyau de datte de palmier, mise au point et brevetée par Henkel, avec le concours de la Compagnie de Service International des puits de pétrole Baroïd. Cette boue de forage est entièrement biodégradable, même sans oxygène. Et de longues études prouvent que "Petrofree" est parfaitement inoffensif pour les poissons ou toute autre forme de vie sous-marine. A ceci vient s'ajouter une efficacité encore plus grande. Deux raisons qui font que "Petrofree" est utilisé par de plus en plus de compagnies pétrolières, avec l'approbation des critiques les plus sévères. Sur la terre et sous la mer.

Henkel est un groupe international composé de 214 entreprises présentes dans 55 pays et emploie 47 000 personnes. 3 000 d'entre-elles se consacrent uniquement à la recherche et au développement dans les domaines suivants : produits chimiques, détergents et produits d'entretien, chimie des métaux, adhésifs, cosmétiques et hygiène corporelle, hygiène hospitalière.

Notre travail consiste à Redéfinir Chaque Jour la Qualité.

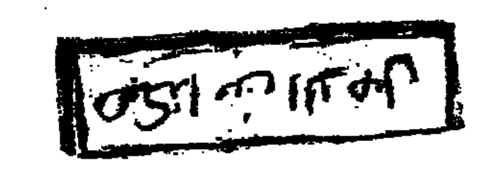
Henkel

Notre environnement mérite une nouvelle qualité.

*Les activités du groupe Henkel sont représentées* en France par plusieurs sociétés dont Sidobre Sinnova pour les produits chimiques et Henkel France S.A. pour les activités détergents et produits d'entretien, cosmétiques et hygiène corporelle, colles et produits d'étanchéité.

Sidobre Sinnova, 185, avenue de Fontainebleau, B.P. 4, 77981 St-Fargeau-Ponthierry Cedex.

Henkel France S.A., 161, rue de Silly 92100 Boulogne-Billancourt. http://www.henkel.fr



**ALTERNANCE** Lionel Jospin, dont la nomination comme premier ministre a été publiée au *Journal officiel* mardi 3 juin, a annoncé qu'il fera connaître *« rapidement »* la composition de son gouvernement. Il devait s'installer mardi à Matignon, après la passation des pouvoirs avec Alain Juppé. Il a déjà désigné le directeur de son cabinet, Olivier Schrameck, et le directeur adjoint, Jean-Pierre Jouyet. ● **FRANÇOIS HOLLANDE**, député de Corrèze et jusqu'à maintenant porte-parole du PS, devrait en être le premier secrétaire délégué, M. Jospin demeurant premier secrétaire jusqu'au prochain congrès, qui aurait lieu en décembre. ● **LES COMMUNISTES** ont *« posé des questions »* à M. Jospin sur la politique qu'il entend mener, avant de se prononcer sur leur participation à son gouvernement. Le premier ministre s'est entretenu mardi matin avec Robert Hue, secrétaire national du PCF.

# Lionel Jospin entend former un gouvernement resserré et renouvelé

## Le premier ministre, nommé par Jacques Chirac, ne prendra dans son équipe que des élus renonçant à tout cumul de fonctions et n'étant affecté ni menacé d'aucune mise en examen. La compétition a commencé au PS pour la présidence de l'Assemblée nationale

**RAMASSÉ, FÉMINISÉ,** pluriel, mais plus encore cohérent : telles seront les caractéristiques du gouvernement que Lionel Jospin devrait constituer mercredi ou jeudi, après sa nomination, lundi 2 juin, par Jacques Chirac au poste de premier ministre. Ramassé ? Dans l'esprit du nouvel hôte de Matignon, qui en avait pris l'engagement lors de la présidentielle de 1995 et qu'il a réitéré récemment, son équipe devrait compter une quinzaine de membres, avec un nombre limité de secrétaires d'Etat. Féminisé ? Les femmes, en nombre, devraient occuper des places importantes. Pluriel ? M. Jospin entend faire une place à toutes les composantes de la *« majorité de changement »* qui l'a emporté le 1er juin : socialistes, écologistes, communistes, radicaux-socialistes, chevènementistes, mais il refuse que les uns ou les autres fixent de nouvelles conditions à leur participation.

La cohérence – qui suppose la mise en œuvre d'une seule politique – va de pair avec le *« taux élevé de renouvellement »*. Soucieux de réhabiliter la politique, M. Jospin entend aussi éviter – conformément à la « jurisprudence » Bérégovoy-Balladur – de confier des ministères à des personnalités mises en examen. Il exclut également celles qui sont susceptibles de l'être. En outre, le refus des cumuls de mandats ou fonctions sera mis en pratique au gouvernement avant même de se traduire dans la législation.

C'est donc sur ces bases que M. Jospin entend former son équipe et qu'il y a travaillé toute la journée de lundi. Tôt lundi matin, le premier secrétaire du PS a été appelé par Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée, pour un entretien avec le président de la République. Après s'être entretenu à son domicile avec des proches, comme Claude Allègre et Olivier Schrameck, qu'il a choisi ensuite comme directeur de cabinet *(lire ci-dessous)*, il a rencontré à 11 h 30, M. Chirac. M. Jospin a déclaré l'ambiance *« excellente »*. On sait seulement qu'il a été question de l'Europe, de la cohabitation – que chacun s'est montré désireux de faire fonctionner harmonieusement – et, sans doute, du gouvernement. *« Le président de la République m'a proposé de me nommer premier ministre, et j'ai accepté »*, a déclaré le premier secrétaire du PS à sa sortie, en s'engageant à constituer son équipe *« rapidement »*.

**« ATTENTE DE RENOUVELLEMENT »**

Après avoir eu Alain Juppé au téléphone – pour fixer à mardi la date de la passation de pouvoirs – et déjeuné à son domicile, M. Jospin a réuni son équipe de campagne. Laurent Fabius, Michel Rocard, Pierre Mauroy, Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Jack Lang, Ségolène Royal, ils étaient tous là et ils ont acclamé leur leader à son entrée. Ce dernier a analysé la campagne législative, le passage du premier au deuxième tour *« du rejet* [de la droite] *au désir* [de la gauche] », le succès de ce qu'il a appelé *« la stratégie plurielle »* de la gauche qui a bénéficié à chacun, les bons résultats des femmes candidates. Il a invité ses amis à maîtriser leur victoire, avant d'aborder lui-même la question de sa place à la tête du PS. M. Rocard a surpris en se montrant favorable à la présence de communistes au gouvernement.

Favorable, au moment du congrès de Liévin, en novembre 1994, au cumul des fonctions de ministre et de chef de parti, M. Jospin a avancé trois hypothèses : son départ du premier secrétariat, son maintien formel à ce poste – l'essentiel du pouvoir étant délégué à un « numéro un *bis* » –, le cumul des fonctions de premier ministre et de premier secrétaire. Avec l'appui de Henri Emmanuelli comme de MM. Fabius et Mauroy, M. Jospin a opté pour la seconde solution. Il conserverait le titre jusqu'au prochain congrès – prévu à Brest en novembre, il serait reculé sans doute à décembre – et déléguerait ses pouvoirs à ce « numéro un *bis* ». Cela signifie clairement que M. Jospin ne se représentera pas alors à la tête du PS.

Le numéro un *bis* devrait être désigné lors d'une réunion du conseil national dans la semaine du 9 juin. Selon toute vraisemblance ce ne sera ni Daniel Vaillant, qui devrait entrer au gouvernement, ni Jean-Christophe Cambadélis, qui serait plutôt numéro deux. Le nom le plus sûrement avancé est celui de François Hollande, porte-parole du PS, bien réélu député de Corrèze et qui, ex-deloriste, a une image de rassembleur.

Autre problème : celui de la présidence de l'Assemblée nationale, avec en annexe celui de la présidence du groupe. Auréolé par le fait qu'il est le mieux réélu des députés socialistes, avec près de 73 % des voix en Seine-Maritime, M. Fabius a fait savoir, lundi, à l'AFP, qu'il serait *« heureux d'assumer pour le renouveau du travail parlementaire et de la vie publique »* la fonction de président de l'Assemblée nationale qu'il a déjà exercée de 1988 à 1992. Pour marquer *« l'attente de renouvellement »* et symboliser la féminisation, Mme Royal, qui offre de surcroît une image d'ouverture, n'ayant pas pris position lors de la « primaire » entre les socialistes pour la présidentielle de 1995, a également présenté sa candidature.

Pour l'heure, le premier ministre n'a pas tranché. L'hommage appuyé qu'il a rendu, mardi devant le comité de campagne, à M. Fabius pour ses interventions *« déterminantes et sensées »*, ont été interprétées par les fabiusiens, minoritaires dans le nouveau groupe socialiste, comme un quasi-feu vert. L'entourage de M. Jospin, surpris par cette annonce, est plus réservé. M. Jospin a indiqué qu'il ne souhaite pas se mêler du travail parlementaire. Il hésite visiblement entre la volonté de renouvellement – que marquerait l'élection de Mme Royal – et celle de sceller *« la réconciliation »* avec M. Fabius.

Installé mardi à Matignon, M. Jospin devait poursuivre ses consultations pour son cabinet – avec déjà la nomination de Jean-Pierre Jouyet, ancien directeur de cabinet de Jacques Delors à Bruxelles, comme directeur adjoint – et son gouvernement.

*Michel Noblecourt*

### *Les prochains grands rendez-vous internationaux*

Dès les premiers jours de son entrée en fonctions, Lionel Jospin pourra participer à une série d'importantes rencontres internationales.

● **3 juin :** Helmut Kohl sera à Paris pour l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale.
● **du 5 au 7 juin :** Malmö (Suède), sommet des partis socialistes européens, où seront présents neuf chefs de gouvernement.
● **11 juin :** première visite à Paris de Tony Blair, le premier ministre britannique.
● **13 juin :** sommet franco-allemand à Poitiers.
● **16-17 juin :** Conseil européen d'Amsterdam, où doit être finalisée la révision du traité de Maastricht.
● **20-21 juin :** sommet du G-7 à Denver, aux Etats-Unis.
● **8-9 juillet :** sommet de l'Alliance atlantique à Madrid.

# Robert Hue continue à plaider auprès des communistes leur entrée au gouvernement

**COMMENT** participer au gouvernement, sans donner à ses militants l'impression qu'on se rallie sans conditions, et alors que Lionel Jospin, auquel le parti communiste a adressé dimanche un *« mémorandum »*, est désormais premier ministre ? C'est l'équation que le secrétaire national du PCF tentait de résoudre depuis lundi 2 juin au matin, en tâchant de ménager les susceptibilités et réticences des responsables de son parti – qui ne sont pas montrées si vives – et en espérant un tout petit *« signe »* des socialistes. Sa rencontre avec Lionel Jospin, mardi matin, rue de Vaugirard, et les discussions entre Jean-Claude Gayssot et Pierre Blotin, d'un côté, Daniel Vaillant et Jean-Christophe Cambadélis, de l'autre, dans la journée, devraient lui permettre de se sortir de cette situation la tête haute.

Devant le comité national du Parti, convoqué lundi après-midi, Robert Hue a indiqué de nouveau, très clairement, qu'il souhaitait une participation gouvernementale. Face aux responsables communistes, comme plus tard devant la presse, Robert Hue s'est gardé d'évoquer la formule de *« soutien sans participation »*. Le terme, en effet, a été employé par Alain Bocquet, très réticent à l'idée que des communistes entrent au gouvernement. Robert Hue, lui, se garde de proposer autre chose aux militants qu'un *« oui »* ou *« non »* à des ministres communistes, et ne souhaite pas voir une « base » réticente s'engouffer dans cette troisième voie de compromis.

**« STRATÉGIE À COURTE VUE »**

D'où les jeux habiles, davant le comité national, pour évoquer, au cas où le PS n'entendrait pas les requêtes communistes, une alternative pour le moins floue à la participation : le PCF adopterait alors une *« attitude résolument constructive »*, et deviendrait *« une force de proposition »* pour *« le moment venu »* – les responsables communistes évoquent en privé un *« mouvement social »* – *« participer au gouvernement de la France »*.

Robert Hue a choisi d'exiger haut et fort des garanties. Pas question de *« conditions »*, a-t-il expliqué, mais le respect de la déclaration commune, dont il craint qu'elle ne soit, pour Lionel Jospin, qu'un texte de campagne. *« Pour nous, il ne s'agit pas de tout tout de suite, mais tout de suite ce qui est nécessaire pour engager le changement attendu »*, a-t-il expliqué devant le comité national. Après la rencontre des quatre lieutenants de l'union de la gauche, samedi (*Le Monde* du 3 juin), un *« mémorandum »* a été adressé au premier secrétaire du PS, dimanche. Devant le comité national, M. Hue a indiqué que, dimanche, Lionel Jospin, avec lequel il s'est entretenu au téléphone, vers 18 h 30, ne lui avait pas adressé le *« signe »* attendu.

Cette position de fermeté affichée face au PS ne peut que réjouir la base communiste. Le comité national n'a pas été non plus le théâtre d'affrontements majeurs. Seuls Rolande Perlican, unique représentante des ultra-orthodoxes, et Jean-Claude Danglot, le patron de la fédération du Pas-de-Calais, ont voté contre le texte. Si les refondateurs Guy Hermier, Patrick Braouezec et Jack Ralite se sont abstenus, c'est pour condamner le *« flou »* dans lequel s'engagent les discussions avec le PS et *« la stratégie à courte vue »* de leur parti, car ils sont favorables à la participation. Le matin, au bureau national, seuls Alain Bocquet, président du groupe communiste dans l'Assemblée dissoute – qui pourrait d'ailleurs, à l'issue de ces élections, être contraint à céder son poste –, le député de la Somme, Maxime Gremetz, et, plus prudemment, Claude Billard, qui a repris le siège de député de Georges Marchais, ont fait état de leurs réticences. Posée en ces termes, la consultation, d'ailleurs, a tourné à l'avantage de secrétaire national. Dans le mémorandun adressé lundi par Robert Hue à Lionel Jospin, figuraient les *« mesures concrètes que la déclaration commune permet »*, selon le Parti communiste, *« d'exiger »* : augmentation du SMIC en deux temps (500 francs et 500 francs,), relèvement de 500 francs des *minima* sociaux, baisse de 2 points de la TVA dès l'adoption d'un collcetif budgétaire.

Mais le contenu de ce mémorandum a été résumé en termes pour le moins flous dans un texte servant à la fameuse consultation prévue par le 29e Congrès dans les cellules et sections pour approuver ou non la participation de communistes au gouvernement. Seuls subsistent *« une politique de progrès social fondé sur la relance du pouvoir d'achat »* (on ne parle plus de hausse des bas salaires ou du SMIC), *« l'adoption d'une loi-cadre qui abaisse sans diminution de salaire l'horaire de travail à 35 heures après consultation des partenaires sociaux »*, et *« l'arrêt des privatisations »*.

*Ariane Chemin*

# Les Verts revendiquent deux ministères

**L'EUPHORIE** régnait encore, lundi 2 juin, chez les Verts, après la réunion extraordinaire de leur conseil national interrégional (CNIR), composé de 121 membres. Des formations alliées au PS, elle est celle qui montre le moins d'états d'âme, pour entrer dans un gouvernement d'union dirigé par Lionel Jospin. *« Il s'agit d'aller au bout de notre démarche de participation »*, a annoncé Dominique Voynet, porte-parole des Verts, qui a précisé que *« c'est à la quasi-unanimité des voix que nous avons choisi de participer au gouvernement et de faire en ce sens des propositions aux différentes composantes de la majorité progressiste »*.

Au petit jeu des pronostics pour savoir qui seraient les ministres Verts et quels portefeuilles ils pourraient briguer, Mme Voynet a donné des orientations assez nettes. Rappelant que *« les Verts ne sont pas par nature et de façon immuable voués à occuper le petit carré vert de l'environnement »*, elle a esquissé les contours des deux ministères que sa formation souhaite obtenir : *« Un grand ministère d'allure technique, dans le domaine de l'aménagement du territoire, des transports et de l'environnement »* et un second maroquin, de taille plus modeste, tourné vers l'*« économie sociale »*, afin de promouvoir la réduction du temps de travail.

Le parti écologiste souhaite un tandem féminin-masculin pour le choix de ses ministres et compte ne pas les prendre parmi ses huit nouveaux élus, afin de *« ne pas amputer la courte représentation verte à l'Assemblée nationale »*. De même, Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional Nord – Pas-de Calais, souvent citée comme ministrable, n'est pas sur les rangs, pour éviter tout cumul de poste. Du côté du PS, l'insistance est en revanche très forte pour que Mme Voynet soit la représentante des Verts au gouvernement.

**« UN BON PARI »**

L'ancienne candidate à la présidentielle a aussi engagé le PS à respecter l'accord programmatique passé entre les deux formations, en janvier. Se félicitant que *« le pari fait par les Verts, il y a trois ans, quand ils ont décidé de tourner le dos au "ni droite ni gauche", ait été un bon pari, fécond d'un point de vue électoral pour les Verts, fécond aussi d'un point de vue politique »*, Mme Voynet a rappelé les premières mesures attendues par sa formation, au nombre desquelles figurent *« l'arrêt de certains équipements à la fois ruineux et inutiles »*, comme le projet de canal Rhin-Rhône et le surgénérateur Superphénix, ainsi que *« la mise en place rapide d'une loi-cadre sur les trente-cinq heures »*.

Les Verts ont noué des contacts avec les autres partis et députés de gauche (PRS, MDC, divers gauche), afin de constituer un groupe autonome à l'Assemblée nationale. Le Parti radical-socialiste devait rencontrer, mardi matin, le Mouvement des citoyens, puis, mardi après-midi, les Verts. Fort de treize députés, plus un apparenté, le Parti radical-socialiste compte en effet devenir *« l'ossature »* d'un groupe parlementaire. Jean-Marc Sabathé, secrétaire général du PRS, souhaite la constitution d'un groupe qui *« aille du centre gauche aux écologistes, en passant par la gauche citoyenne »*.

Contrairement au groupe République et Liberté, constitué dans la précédente législature, il s'agirait pour le PRS de former cette fois-ci un groupe de gauche, reposant à la fois sur un accord politique minimal (pas de censure et vote du budget), et sur une base technique large. Le Mouvement des citoyens, de son côté, est favorable à la création d'un groupe commun qui permette à chaque composante de garder sa liberté d'expression. Ce groupe d'environ 35 membres pourrait comprendre les 14 députés revendiqués par le PRS, les sept élus MDC – plus un apparenté –, les huits élus écologistes et les députés divers gauche qui le souhaitent.

*Alain Beuve-Méry*

# Un juriste comme directeur de cabinet

**PORTRAIT**

**Olivier Schrameck secondera Lionel Jospin à l'hôtel Matignon**

**LE CHOIX** de l'homme vaut définition d'une méthode de gouvernement. En désignant Olivier Schrameck pour diriger son cabinet à l'hôtel Matignon, Lionel Jospin a préféré, pour détenir un des postes les plus délicats de l'appareil d'Etat, un juriste plutôt qu'un économiste, un proche plutôt qu'un militant socialiste. Cela ne veut pas dire que les dossiers économiques et financiers seront sous-traités, cela ne veut pas dire que le nouveau premier ministre se désintéressera de son parti. Cela signifie simplement que le fonctionnement des institutions, leur modernisation, comme celle de la vie politique, lui paraissent mériter une attention toute particulière.

Tout autant que l'homme, c'est donc un profil de carrière qui a emporté la décision du chef du gouvernement. Depuis son passage au ministère de l'éducation nationale, M. Jospin connaît la fidélité et la fiabilité de M. Schrameck. Arrivant rue de Grenelle, il avait pris comme directeur de cabinet ce membre du Conseil d'Etat qui connaissait déjà les dossiers de ce vaste ministère pour avoir été d'août 1984 à mai 1986, directeur de cabinet de Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat chargé des universités, puis directeur général des enseignants du supérieur et de la recherche.

Bien qu'il ne soit pas adhérent du PS, cet « énarque » avait démontré sa capacité à servir un patron qui entendait bien continuer à jouer un rôle essentiel au PS, à négocier avec les syndicats la mise en œuvre des réformes imaginées par le ministre. Son expérience – il a commencé sa carrière d'homme de cabinet en juin 1982 dans celui de Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation – avait été aussi fort précieuse lorsqu'il avait fallu convaincre les collectivités locales de participer au plan « Universités 2000 ».

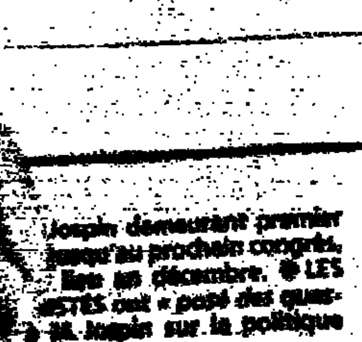
**SOUCI DE DÉONTOLOGIE**

Depuis cette époque, MM. Jospin et Schrameck n'ont jamais cessé de se voir, même si les aléas de leur carrière les ont conduits à quelques distances apparentes. L'un et l'autre ont un trop grand souci de la déontologie pour que celui qui est devenu en janvier 1993, par le choix de Robert Badinter, secrétaire général du Conseil constitutionnel, ait le moindre contact avec celui qui était candidat à l'élection présidentielle ou qui conduisait la bataille de la gauche lors des législatives. Ce n'est qu'entre les deux tours de celles-ci que celui qui ne pouvait plus exclure sa victoire à prévenu son ancien collaborateur qu'il souhaitait, à nouveau, travailler avec lui.

Haut fonctionnaire rigoureux, prototype de la noblesse de robe, M. Schrameck n'ignore pas la difficulté de la tâche. Depuis son poste au Conseil constitutionnel, il a déjà vécu une cohabitation et tout particulièrement l'épisode de la réforme du droit d'asile où il avait fallu faire preuve d'invention juridique pour concilier les intérêts divergents de l'Elysée et de Matignon. Aujourd'hui, il sait que son premier travail sera de faire fonctionner une nouvelle structure gouvernementale, de faire aboutir des réformes institutionnelles. A tout cela, celui qui est aussi professeur de droit administratif à Paris I est préparé.

M. Schrameck sait aussi que le directeur du cabinet du premier ministre ne peut pas être seulement un technicien. Dans un petit livre qu'il a écrit en 1995 (*Les Cabinets ministériels*, éditions Dalloz), il soulignait que la position qu'il occupe dorénavant *« exige d'abord une expérience du monde politique ; et s'il n'en bénéficie pas d'emblée, il est essentiel pour le titulaire de ces fonctions de se voir reconnaître rapidement une autorité en ce domaine »*. Pour lui, ce sera le plus dur.

*Thierry Bréhier*



# Les marchés sont persuadés que la gauche renoncera à appliquer son programme

## Jean-Claude Trichet pour un euro « solide »

**LA SPÉCULATION** internationale serait-elle de gauche ? Moins d'un mois après avoir fêté l'arrivée au pouvoir des travaillistes en Grande-Bretagne, les marchés financiers ont très bien accueilli la victoire des socialistes et de leurs alliés aux élections législatives françaises. Les turbulences observées, lundi 2 juin, en début de matinée, ont vite disparu. Après une séance heurtée, la Bourse de Paris a gagné 0,68 %. Le franc s'est apprécié face à la monnaie allemande, à 3,3720 francs pour 1 deutschemark. Les taux d'intérêt à court terme et à long terme, enfin, se sont détendus.

Même s'il n'y a pas eu d'effet de surprise, même si les opérateurs avaient pu se préparer à ce dénouement en prenant connaissance sur le réseau Internet des sondages qui indiquaient tous une victoire de la coalition de gauche, la réaction des marchés n'en a pas moins pris les analystes à contre-pied. Tous prédisaient, après l'annonce des résultats, une baisse des marchés français, qui risquait d'être d'autant plus forte que le PS n'a pas obtenu une majorité absolue et qu'il aura besoin du soutien des députés communistes pour mener à bien ses réformes. Rien de tel ne s'est produit.

Malgré la réaction initiale positive des investisseurs, les analystes tiennent à rester prudents. Ils n'excluent pas que les marchés français connaissent d'importantes secousses au cours des prochaines semaines, malgré un environnement économique et financier favorable. Les grands marchés internationaux sont orientés à la hausse et la reprise de l'activité se confirme en Europe. Tiré par les exportations, le produit intérieur brut devrait avoir connu, selon la Caisse des dépôts, une hausse de 0,5 % au premier trimestre. Signe de ce léger frémissement, le chômage a reculé, en avril, pour le troisième mois consécutif (*Le Monde* du 3 juin).

Certains experts jugent que l'optimisme des investisseurs pourrait reposer sur un malentendu : à Londres, New York, Tokyo, Francfort, mais aussi à Paris, les intervenants de marché sont persuadés *que le PS n'appliquera pas son projet économique et qu'il se rangera à la politique orthodoxe qui était celle de Pierre Bérégovoy.* Si le nouveau gouvernement s'engage dans une politique de relance salariale, de création massive d'emplois publics, de réduction du temps de travail sans perte de salaire, d'arrêt des privatisations et de remise en question des fonds de pension, Patrick Artus, analyste de la Caisse des dépôts, estime que les gestionnaires anglo-saxons pourraient déserter les marchés français.

**PROGRESSION DU DOLLAR**

Aux craintes sur les projets économiques du nouveau pouvoir pourraient s'ajouter des inquiétudes au sujet du processus monétaire européen. La France et l'Italie ne seront-elles pas tentées d'imposer à l'Allemagne leur propre vision de l'euro, de s'affranchir des critères de déficits publics fixés par le traité de Maastricht, de privilégier une approche sociale sur les aspects purement monétaires et comptables ? *« On peut faire la monnaie unique sans, pour autant, faire une politique de restriction des dépenses publiques »*, a souligné lundi François Hollande, porte-parole du PS.

Les marchés commencent à miser sur ce scénario, qui conduirait à la création d'un euro faible. Le dollar a fortement progressé, lundi, face à l'ensemble des devises européennes (passant de 5,77 francs à 5,83 francs). Ce mouvement a amené le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, à préciser que l'euro devra être *« aussi solide et crédible que les monnaies européennes les plus crédibles »*.

Le sommet d'Amsterdam, qui réunira les 16 et 17 juin les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, constituera un premier test décisif pour l'avenir de l'Union monétaire et des marchés européens. Une remise en question du pacte de stabilité, adopté à Dublin en décembre 1996, pourrait relancer le scénario d'un report de l'euro et déstabiliser les marchés financiers du Vieux Continent.

*Pierre-Antoine Delhommais*

# La Bourse parie sur la relance de la consommation

**AU LENDEMAIN** du second tour des élections législatives, la Bourse de Paris a connu, lundi 2 juin, une journée folle. Entre son point le plus bas, dans la matinée, et le plus haut, dans l'après-midi, l'indice CAC 40 a enregistré un écart de près de 6 % dans des volumes de transactions considérables de plus de 15 milliards de francs.

La séance avait pourtant commencé sans surprise. La crainte des conséquences négatives pour la rentabilité des entreprises du programme économique de la gauche – notamment la hausse attendue du SMIC et la réduction du temps de travail sans baisse de salaire – avait provoqué des ventes massives d'actions françaises de la part d'investisseurs étrangers rendus encore plus circonspects par la présence probable de ministres communistes dans le gouvernement. Dans la foulée de sa chute de 6,5 %, la semaine dernière, l'indice CAC 40 perdait 2,76 % à l'ouverture et, quelques minutes plus tard, 3,3 %. Jusqu'à ce que, divine surprise, il change brutalement de tendance et s'oriente résolument à la hausse, pour gagner jusqu'à 2,4 % en milieu d'après-midi et, finalement, 0,68 % à la clôture.

Ce rebond tient à un changement soudain d'attitude par rapport à la nouvelle majorité. Les analystes semblent considérer, le moment de surprise passé, que le gouvernement de Lionel Jospin va faire preuve d'un certain « réalisme » en matière économique. Les mêmes investisseurs, qui ont continué à vendre les valeurs des secteurs de la défense, de la banque et de l'assurance, jugeant qu'un gouvernement socialiste va ralentir les restructurations en cours et geler les privatisations, ont acheté des titres de sociétés devant bénéficier de la relance de la consommation. La séance a été marquée par des baisses de 9,6 % de Dassault Aviation, de 7,9 % du GAN et de 6,4 % de Lagardère, et par des hausses dans la grande distribution et l'agroalimentaire, de Carrefour (3,9 %) à Pernod-Ricard (8,9 %).

La force du dollar (5,83 francs) a aussi bénéficié aux groupes qui réalisent la majeure partie de leur activité à l'étranger. Des groupes comme Elf Aquitaine, Total, L'Oréal, LVMH et Bic ont enregistré des progressions comprises entre 4 % et 1,4 %.

**Le rebond du CAC 40**

2 601,45 le 2 juin

2 640 – 2 600 – 2 560 – 2 520 – 2 480

12 h – 12 h

30 MAI – 2 JUIN

Source : Bloomberg

*Après avoir perdu, lundi 2 juin, jusqu'à 3,3 % par rapport à la clôture de vendredi, la Bourse de Paris a fini sur une hausse de 0,68 %.*

*Eric Leser*

# Le premier ministre envisage de réorganiser les ministères économiques et sociaux

## Un ministère de l'emploi et du développement industriel pourrait voir le jour

**Le premier ministre socialiste, Lionel Jospin, a annoncé que son gouvernement sera resserré et ne comprendra pas plus d'une quinzaine de ministères. Pour être mis en œuvre, le projet implique donc une redéfinition des structures ministérielles. Les ministères des finances, de l'industrie et des affaires sociales devraient être les premiers concernés par cette réorganisation. Le ministère du budget ne sera pas rattaché à Matignon.**

*AYANT ANNONCÉ, de longue* date, qu'en cas de victoire il constituerait un gouvernement resserré, ne comprenant pas plus d'une quinzaine de portefeuilles, Lionel Jospin a laissé présager une refonte des structures ministérielles. De la parole aux actes : dès lundi 2 juin, plusieurs schémas ont été mis à l'étude, qui pourraient modifier les périmètres habituels des grands ministères économiques et sociaux.

Cette idée de M. Jospin est, de fait, ancienne. Dès son face-à-face avec Jacques Chirac, le 2 mai 1995, il avait laissé percer sa préférence : *« Je propose,* avait-il dit, *un gouvernement plus resserré, c'est-à-dire qui puisse, comme le dit la Constitution, déterminer et conduire la politique de la nation, avec un premier ministre vraiment responsable devant l'Assemblée et un gouvernement qui puisse exercer pleinement ses responsabilités. »*

Pour l'heure, le nouveau premier ministre, qui garde le plus grand secret sur ses intentions, n'a pas encore rendu ses arbitrages. *Une solution semblait,* cependant, sérieusement envisagée, consistant à constituer deux grands pôles. D'abord, un ministère de l'emploi et du développement industriel pourrait voir le jour, regroupant une partie des attributions actuelles du ministère du travail et des affaires sociales ainsi que celles du ministère de l'industrie. Ce découpage aurait valeur de symbole : M. Jospin aurait ainsi à cœur de montrer que l'emploi n'est pas conçu comme la résultante de la politique économique du nouveau gouvernement mais qu'il en est la priorité.

Par ailleurs, un ministère de l'économie et des finances subsisterait. Dans quelle configuration ? Longtemps, M. Jospin s'est dit, en privé, partisan d'un rattachement du budget à Matignon. Mais le projet, finalement, ne devrait pas aboutir. Pour une raison facilement compréhensible, Dominique Strauss-Kahn, qui pourrait arriver à Bercy, a, dit-on, fortement plaidé contre ce schéma. La création d'un *ministère de l'emploi et du développement industriel,* qui pourrait être proposé à Martine Aubry, devrait, en effet, déjà amputer son pouvoir. Le nouveau ministre de l'économie et des finances devrait en particulier partager avec son homologue la tutelle de la puissante direction du Trésor. Un éventuel rattachement du budget à Matignon aurait donc eu pour effet de transformer le ministère des finances quasiment en coquille vide.

**ENTITÉ À PART**

Ce projet de réorganisation de Bercy n'est pas nouveau. Déjà, quand elle avait constitué son gouvernement, Edith Cresson avait envisagé un nouveau schéma, mais différent de celui évoqué actuellement. Il s'agissait, un peu sur le modèle du fameux MITI japonais, de fusionner le ministère de l'économie et celui de l'industrie, et de constituer une entité à part avec le ministère du budget. Hostile à ce schéma qui lui aurait fait perdre une grande partie de son pouvoir, Pierre Bérégovoy s'y était opposé. Il était même parvenu à élargir ses prérogatives, en obtenant aussi la tutelle de l'industrie. Avant le premier tour des élections législatives, Alain Juppé avait, lui-même, travaillé à une solution identique, prévoyant, de surcroît, de rattacher le budget à Matignon et d'organiser un démantèlement de la direction du Trésor (*Le Monde* du 28 mai).

Quelle est la cohérence du projet ? Pour leur part, les hauts fonctionnaires de Bercy, quelles que soient leurs sensibilités, y sont, dans leur majorité, hostiles. Beaucoup font valoir que de nombreuses raisons plaident, et notamment la préparation de l'euro, pour que toutes les grandes administrations économiques, financières et budgétaires continuent de travailler en étroite synergie ; mais, à l'heure de la constitution d'un gouvernement, il est visiblement des symboles qui comptent...

*Laurent Mauduit*

POURQUOI FAIRE BIEN QUAND ON PEUT FAIRE MIEUX ?



Grand Mandrill Assis, 1956
Edouard Marcel Sandoz

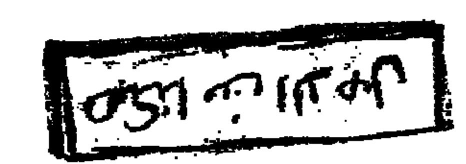
Nous mettons en valeur la culture parce qu'elle n'a pas de prix.

Jusqu'à fin septembre, nous vous invitons à découvrir dans nos locaux, une sélection d'œuvres d'Edouard Marcel Sandoz, fils d'Edouard Constant Sandoz. Cette exposition est plus qu'un symbole, puisqu'elle réunit sous un même toit, valeurs humaines et technologie de pointe; elle affirme notre identité suisse, ainsi que celle de notre actionnaire unique, la «Fondation de Famille Sandoz».



BANQUE EDOUARD CONSTANT

BANQUE EDOUARD CONSTANT SA - Cours de Rive 11 - Case postale - CH 1211 Genève 3 - Tél. (41 22) 787 31 11 - Fax (41 22) 735 33 70
GENÈVE - ZURICH - LONDRES - MONACO - LUXEMBOURG



هكذا من الأصل



# Un député sur quatre est à la tête d'une région, d'un département ou d'une grande ville

## Cumuler des mandats n'est plus une assurance contre un échec électoral

**Lionel Jospin a promis de renforcer la législation limitant le cumul des mandats. Pourtant, dans la nouvelle Assemblée, les députés qui sont aussi présidents de conseils régionaux, de conseils généraux ou maires de villes de plus de 20 000 habitants sont encore fort nombreux. Plusieurs d'entre eux ont toutefois été battus lors des élections législatives, notamment quatre patrons de région et six de département.**

LES « CUMULARDS » sont menacés. Le Parti socialiste, puis la majorité sortante, avaient prévenu : à l'avenir, l'un comme l'autre entendaient réduire la possibilité de détenir de front plusieurs mandats ou fonctions politiques, dont celle de député. Plus question, pour la droite, de pouvoir être à la fois ministre et maire d'une grande ville, ou président d'un conseil général ou régional. Interdite, pour la gauche, la faculté d'être en même temps parlementaire et président d'un exécutif local (municipal, départemental ou régional), ou détenteur de deux de ces présidences d'exécutif.

En dépit des nombreuses réticences dans leurs rangs, les deux camps ont été amenés à reconnaître qu'une démocratie plus saine et un Parlement plus efficace passent par une nouvelle offensive contre la particularité française du cumul des mandats. En 1985, une première loi avait plafonné à deux le cumul de certains mandats électifs : ceux de député, sénateur, député européen, conseiller général, conseiller régional, conseiller de Paris, maire d'une commune de vingt mille habitants ou plus, et adjoint au maire d'une commune de cent mille habitants ou plus. D'ores et déjà, nombre de nouveaux élus, déjà titulaires de deux de ces mandats, devront en abandonner un.

Nouveau premier ministre, Lionel Jospin devrait, puisqu'il l'a annoncé, engager une nouvelle étape dans cette voie. D'autres « cumulards » auraient alors à choisir. Ils sont nombreux à pouvoir être directement concernés dans la nouvelle Assemblée nationale, quand bien même l'on ne s'en tient qu'aux maires de communes de vingt mille habitants et plus, aux présidents de conseils généraux et aux présidents de conseils régionaux, et cela même si un certain nombre des grands élus locaux ont été battus lors de ces législatives.

Parmi les dix présidents de conseils régionaux (sur vingt-deux) qui étaient candidats aux législatives, et dont neuf étaient députés sortants, quatre ont été battus : Charles Baur (UDF-FD) dans l'Aisne (Picardie), René Garrec (UDF-PPDF) dans le Calvados (Basse-Normandie), Gérard Longuet (UDF-PR), qui tentait de reconquérir son siège de la Meuse (Lorraine), et Maurice Dousset (UDF-PR) en Eure-et-Loir (Centre). Six, en revanche, ont été réélus. Il s'agit de Charles Millon (UDF), en Rhône-Alpes, Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), en Corse, Michel Giraud (RPR) en Ile-de-France, Valéry Giscard d'Estaing (UDF) en Auvergne, Adrien Zeller (UDF-FD) en Alsace et Jacques Blanc (UDF-PR) en Languedoc-Roussillon.

Bien qu'ils trouvent volontiers leur place au Sénat, les présidents de conseils généraux sont aussi en nombre respectable au Palais-Bourbon. Ils sont dix-huit dans la nouvelle Assemblée ; quatre sont de gauche, dont Henri Emmanuelli (Landes) et Charles Josselin (Côtes-d'Armor), et quatorze de droite, parmi lesquels François Bayrou (UDF-FD, Pyrénées-Atlantiques), Jacques Barrot (UDF-FD, Haute-Loire), Philippe de Villiers (LDI-MPF, Vendée), Franck Borotra (RPR, Yvelines), François Fillon (RPR, Sarthe) et Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine). Six, dont cinq sortants, ont été battus, comme Jean-François Mancel (RPR, Oise), Jacques Donnay (RPR, Nord) ou Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente).

Les maires des communes de vingt mille habitants ou plus, y compris les maires d'arrondissements de Paris, constituent une légion plus fournie encore, puisqu'ils sont au nombre de cent vingt et un, soit plus d'un député sur cinq. La gauche est plus nombreuse dans cette catégorie, puisque soixante-sept de ces maires sont socialistes (45), communistes (14) ou divers gauche (8). On remarque ainsi Dominique Strauss-Kahn (PS, Sarcelles), Edmond Hervé (PS, Rennes), Jack Lang (PS, Blois), Michel Delebarre (PS, Dunkerque), Michel Vauzelle (PS, Arles), Catherine Trautmann (PS, Strasbourg), Jean-Pierre Chevènement (MDC, Belfort) et Laurent Fabius (PS, Grand-Quevilly).

Cinquante-quatre élus de l'opposition sont également dans ce cas, le RPR y étant les plus nombreux avec 36 maires de communes de plus de vingt mille habitants, contre 14 à l'UDF, trois pour les divers droite et un, Jean-Marie Le Chevallier (Toulon), pour le Front national. On remarque notamment les noms d'Alain Juppé (Bordeaux), de Dominique Perben (RPR, Chalon-sur-Saône), de Jacques Peyrat (RPR, Nice), de Dominique Baudis (UDF-FD, Toulouse), de Jean Tiberi (RPR, Paris), de Philippe Séguin (RPR, Epinal), de Nicolas Sarkozy (RPR, Neuilly), de Raymond Barre (UDF, Lyon) et de François Léotard (UDF-PR, Fréjus).

Cent vingt et un maires, dix-huit présidents de conseils généraux, six présidents de conseils régionaux : un député sur quatre est aussi à la tête d'un exécutif local majeur.

*Cécile Chambraud*

### *Quatre sénateurs ont été élus au Palais-Bourbon*

**Quatre sénateurs ont été élus députés, dimanche 1er juin. Il s'agit de Jacqueline Fraysse-Cazalis, maire (PC) de Nanterre, élue dans la 4e circonscription des Hauts-de-Seine, de René Rouquet (PS), dans la 9e du Val-de-Marne, de Claude Billard (PC), dans la 11e du Val-de-Marne, et de Félix Leyzour (PC), dans la 4e des Côtes-d'Armor. Les trois premiers, élus de départements où les sénateurs sont désignés au scrutin proportionnel, seront remplacés au palais du Luxembourg par leurs suivants de liste. Feront donc leur entrée au Sénat Michel Dufour (PC), conseiller municipal de Nanterre, Serge Lagauche (PS), premier adjoint au maire de Créteil, Odette Terrade (PC), conseillère municipale d'Orly, remplaçante de M. Billard. En revanche, une élection partielle devra être organisée dans les trois mois pour désigner le successeur de M. Leyzour, l'élection des sénateurs dans les Côtes-d'Armor étant régie par le scrutin majoritaire.**

# Le renouvellement des élus socialistes n'est pas aussi important qu'en 1981

## Anciens ministres et députés font leur retour

LA DÉROUTE électorale de 1993 avait ramené le groupe socialiste de l'Assemblée nationale à son socle sociologique et politique. Parmi la cinquantaine de rescapés du raz-de-marée de droite, l'on comptait alors près de 50 % d'enseignants et près de 20 % de fonctionnaires. En outre, et fort logiquement puisque c'est cet enracinement qui leur avait permis de résister, tous les députés socialistes de 1993 – à l'exception du seul Julien Dray (Essonne) – détenaient un mandat local.

Sans provoquer de séisme, l'arrivée au Palais-Bourbon de 246 députés socialistes témoigne d'un sérieux effort de renouvellement engagé méthodiquement par Lionel Jospin. La féminisation du groupe socialiste est, évidemment, le symptôme le plus spectaculaire de cette mue. Le PS en avait fait, depuis un an, le symbole de sa volonté de rénover la vie politique. Avec 27 % de candidates dans les 577 circonscriptions législatives, il a bousculé les habitudes. Avec 42 élues (contre 11 en 1981 et 4 seulement dans l'Assemblée sortante), il constitue, et de loin, le groupe le plus féminin de la Ve République.

**LES COURANTS DÉCRIÉS**

Le rajeunissement des nouveaux députés socialistes est beaucoup moins significatif. Les 53 rescapés de mars 1993 étaient âgés, en moyenne, à cette date, de 51 ans. Les 192 nouveaux élus de juin 1997 ont 50 ans de moyenne d'âge. On est loin du coup de jeune brutal provoqué par la vague rose de 1981, puisque 80 % des nouveaux députés socialistes avaient, alors, moins de 50 ans. Toutefois, vingt-deux élus de moins de quarante ans vont faire leur entrée à l'Assemblée. Le scrutin de 1993 n'avait permis l'élection que de neuf députés âgés de moins de quarante ans.

Le scrutin du 1er juin aura également permis au groupe socialiste de retrouver une assise sociologique plus diversifiée. Les enseignants restent les plus nombreux : parmi les nouveaux élus socialistes, ils sont une cinquantaine, dont une trentaine d'agrégés ou certifiés exerçant dans des lycées ou des collèges et y enseignant notamment l'histoire et la géographie (10) ou les mathématiques (5) ; une quinzaine de députés enseignent dans le supérieur et l'on compte sept instituteurs. En outre, huit des nouveaux élus socialistes sont fonctionnaires de l'éducation nationale (proviseur, intendant, inspecteur). Toutefois, avec quelque 30 % d'enseignants, le groupe socialiste est loin de la « République des professeurs » de 1981, où ils constituaient 58 % du groupe socialiste.

Des professions qui avaient disparu du paysage parlementaire socialiste réapparaissent. Ainsi la médecine, absente depuis quatre ans sur les bancs socialistes, est-elle désormais bien représentée, avec une quinzaine de généralistes ou spécialistes. Le milieu de la justice ne comptait plus qu'un seul représentant. Une dizaine d'avocats et un conseiller à la Cour de cassation sont élus. Les cadres et ingénieurs du secteur privé comptaient encore une dizaine de représentants parmi les élus socialistes de 1993. Leur nombre va presque doubler.

Quant à la haute fonction publique, qui ne comptait plus que trois énarques parmi les députés socialistes sortants, elle retrouve quelques couleurs chez les nouveaux élus du PS, avec onze énarques et un polytechnicien. Deux préfets et un sous-préfet se sont mis au service de la politique. A quoi s'ajoutent huit agents de la fonction publique (hors enseignants) et une demi-douzaine de chargés de mission auprès de services de l'Etat ou de collectivités locales.

L'impression de renouvellement du groupe socialiste est cependant tempérée par le retour de très nombreux caciques écartés en 1993. Pas moins de vingt-quatre anciens ministres ou secrétaires d'Etat ont été élus dimanche et 61 anciens députés, soit le quart du total du groupe. De même, la plupart des nouveaux élus sont loin d'être des novices en politique. La plupart d'entre eux détiennent un ou deux mandats locaux. 31 des nouveaux députés socialistes sont ainsi maires de villes de plus de 20 000 habitants. Au total, seuls 17 des nouveaux élus ne détenaient aucun mandat électif. Encore faut-il tenir compte du fait que plusieurs d'entre eux sont loin d'être des néophytes, ayant été précédemment attachés parlementaires, collaborateurs d'élus locaux ou membres de cabinets, comme Béatrice Marre, ancien chef de cabinet de François Mitterrand.

En revanche, la plupart des nouveaux députés socialistes ne veulent plus entendre parler des courants internes, désormais décriés. Bien dans le fil de la rénovation du parti engagée par Lionel Jospin, beaucoup se rangent derrière la bannière du premier secrétaire. Parmi ceux qui revendiquent une appartenance, 29 se disent fabiusiens, 19 rocardiens, 13 proches de Martine Aubry et 2 membres de la gauche socialiste.

*Gérard Courtois et Rafaële Rivais*

# En Haute-Garonne, inversion du score au bénéfice d'une socialiste

**TOULOUSE**
*de notre correspondant*

Yvette Benayoun-Nakache sera bien député de la quatrième circonscription de la Haute-Garonne. La commission du recensement général des votes, présidée par un magistrat toulousain, a officiellement attribué lundi 50,4 % des suffrages à la conseillère municipale socialiste de Toulouse, qui bat sur le fil le député sortant Jean Diebold (RPR), adjoint du maire Dominique Baudis (UDF-FD).

Donnée battue pour 30 voix dimanche soir, Mme Benayoun-Nakache l'emporte finalement avec 249 bulletins d'avance. C'est l'inversion des scores d'un des 55 bureaux de vote de la circonscription qui explique ce renversement.

Dans ce quartier populaire de Toulouse, Yvette Benayoun-Nakache l'emporte avec 324 voix contre 186. Mais ce résultat sera inversé dimanche soir, lors de l'addition finale.

**M. BAUDIS ISOLÉ**

Les deux partis en présence donnent une version légèrement différente de cette erreur. A la permanence de Mme Benayoun-Nakache, on affirme qu'il y a eu *« une erreur de transmission dans la chaîne qui remonte les résultats vers la mairie, puis la préfecture »*. Pour la mairie de Toulouse, c'est une erreur de transcription qui s'est produite en amont, dans le bureau de vote. *« Aucune des personnes présentes ne s'est aperçue de cette erreur. C'est ainsi que le procès-verbal sur lequel figurent les résultats a été signé par l'ensemble des membres du bureau : le président, la secrétaire, les assesseurs délégués par chaque candidat »*, assure un communiqué de la mairie.

Aucun des deux candidats ne parle de fraude. M. Diebold a reconnu sa défaite, lundi en fin d'après-midi, dans un communiqué. La candidate socialiste est, au final, créditée officiellement de 15 503 voix par la commission électorale, qui a également « repêché » trois suffrages initialement comptés parmi les bulletins nuls.

Sa victoire signe le complet renversement de la Haute-Garonne, qui efface le scrutin de 1993 en envoyant – comme en 1988 – sept députés socialistes à l'Assemblée sur ses huit circonscriptions. Tous les lieutenants de Dominique Baudis sont battus, laissant le député-maire de Toulouse singulièrement isolé dans une région qui a retrouvé son ancrage traditionnel à gauche.

L'élection de Mme Benayoun-Nakache, qui décroche son premier mandat national, témoigne du renouvellement (quatre nouveaux députés sur sept) et de la féminisation (trois élues) du Parti socialiste dans la fédération de Lionel Jospin.

*Stéphane Thépot*

# Pour la première fois, plus de 10 % des députés sont des femmes

SOIXANTE-TROIS FEMMES ont été élues lors de ces élections législatives. Un premier décompte avait fait état de soixante-deux députées. Elles n'avaient été que 35 élues en 1993. La féminisation du Palais-Bourbon est notable : la proportion de femmes parmi les députés double, passant de 5,3 % à 10,91 %. C'est la première fois depuis que les Françaises ont obtenu le droit de vote et celui d'être éligibles, en 1944, que le seuil des 10 % de mixité parmis les députés est dépassé.

Tout triomphalisme doit cependant être pondéré, même si ces élections législatives permettent à la France de ne plus être le plus mauvais élève de l'Europe. Elle n'est plus que l'avant-dernier, devant la Grèce. La France gagne une place mais ne parvient pas à dépasser la Grande-Bretagne : il y a juste un mois, le nombre de femmes à la Chambre des communes britannique a doublé (de 62 à 120), dépassant la centaine d'élues pour la première fois dans l'histoire politique du pays.

En France, l'arrivée de femmes au Palais-Bourbon est due à la volonté du Parti socialiste de présenter un tiers de candidates. Quarante-deux candidates PS ont été élues sur un total de 246 députés socialistes, soit 17,07 %. *« Nous avons prouvé que lorsque l'on cherche des femmes pour être candidates, on en trouve, et en plus, elles sont élues »*, commente Sylvie Guillaume, secrétaire nationale chargée des droits des femmes. Dans l'Assemblée sortante, le PS ne comptait que quatre femmes : Ségolène Royal, Frédérique Bredin, Véronique Neiertz et Martine David. Les Verts ont trois femmes députées sur huit élus. Le parti communiste, 5 sur 37.

A droite, les femmes sont des exceptions. Le RPR n'a plus que 5 femmes sur 140 élus (3,57 %), et l'UDF, 7 sur 109 (6,42 %). L'une des rescapées, Roselyne Bachelot, réélue dans la première circonscription du Maine-et-Loire, est aussi la présidente de l'Observatoire de la parité qui a relancé le débat sur la participation des femmes à la vie publique. *« Je ne peux que me réjouir de voir que le nombre de femmes élues à l'Assemblée nationale est moins minable*, nous a-t-elle déclaré, *mais aucun élément ne permet de penser qu'il s'agit là d'une évolution irréversible. »*

Yvette Roudy, qui retrouve son siège de député, partage cette analyse : *« Seulement 10,91 % de femmes parlementaires, cela reste négligeable. Nous sommes 17 % au sein du groupe socialiste, c'est déjà bien, cela signifie que l'on sera obligé de faire attention à nous. Mais il faut rester vigilantes et obtenir qu'une loi soit votée »* pour accroître cette féminisation.

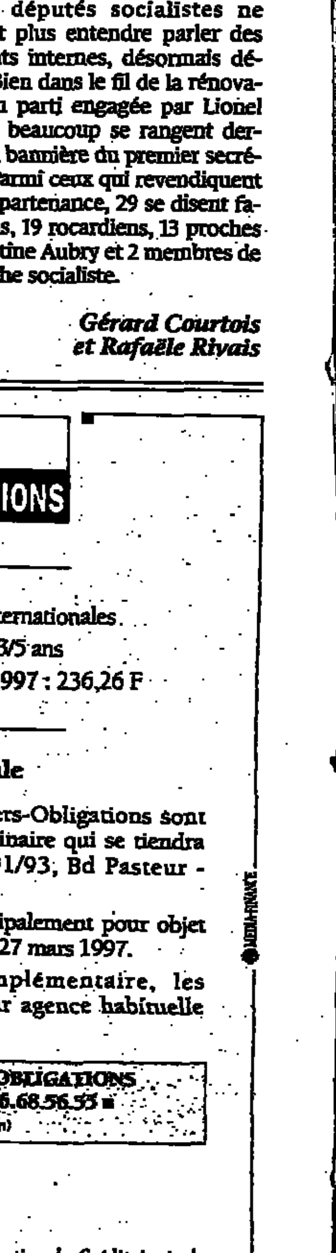
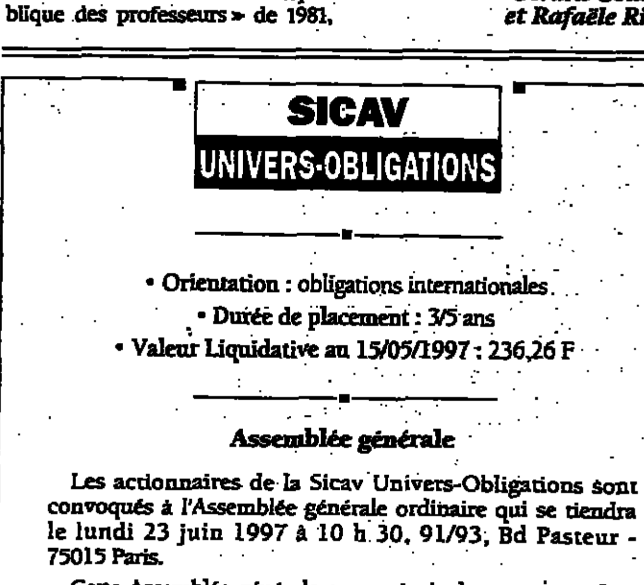
*Michèle Aulagnon*


IP
VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX. : 01.46.40.70.66

75
Vente au Palais de Justice de PARIS,
le jeudi 12 juin 1997 à 14h30 - en 4 lots
1 - APPARTEMENT
à PARIS 13e, 23, rue Caillaux
et 2 Parkings - LIBRES
2 - REMISES à PARIS 19e,
181/183, r. de Crimée et 90 b, r. de Flandre
débarras et caves - en partie occupés
à PARIS 17e, 34, rue des Epinettes
3 - LOGEMENT au rez-de-chaussée - Loué | 4 - LOGEMENT au 2e étage - Loué
MISES A PRIX : 1er lot - 500.000 Frs - 2e lot : 50.000 Frs
3e et 4e lots : 75.000 Frs ch.
Me Yves TOURAILLE, Avt à PARIS 9ème, 48, rue de Clichy - Tél : 01.48.74.45.85
Me BELHASSEN-POITEAUX, mand. liq. à PARIS, 39, rue Etienne Marcel
Visites : 1er lot : 3 et 10 juin de 11 h à 12 h

75
Vente Pal. Just. de PARIS, Jeudi 12 Juin 97 à 14h30
UN APPARTEMENT à PARIS (3ème)
56, rue Notre Dame de Nazareth
au 3ème étage, de 3 Pièces Principales et 3 CAVES
MISE A PRIX : 400.000 Frs
S'adr. à la SCP BOITTELLE-COUSSAU, MALANGEAU,
Avocats à PARIS (6ème), 2, Carrefour de l'Odéon
T. : 01.43.26.82.98 de 9h à 12h - Minitel 3616 AVOCAT VENTES





SICAV
UNIVERS-OBLIGATIONS

• Orientation : obligations internationales.
• Durée de placement : 3/5 ans
• Valeur Liquidative au 15/05/1997 : 236,26 F

Assemblée générale

Les actionnaires de la Sicav Univers-Obligations sont convoqués à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 23 juin 1997 à 10 h 30, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNIVERS-OBLIGATIONS sur « SICAVÉCOUTE Tél. : 08.36.68.56.55 »
Code : 67


INDOCAM
Asset Management
La Société de Gestion du Crédit Agricole



# Le renouvellement des élus socialistes n'est pas aussi important qu'en 1981

## Anciens ministres et députés font leur retour

SICAV

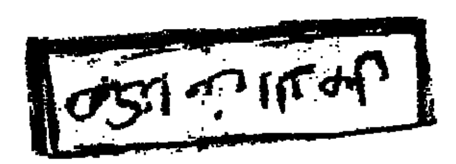
UNIVERS-OBLIGATIONS



Alice.

**Dans l'Espace Culturel du centre E. Leclerc de Vitry-sur-Seine, il y a tous les mois une nouvelle exposition.** Photographies, peintures, sculptures, dessins, œuvres d'artistes jeunes ou confirmés attirent ainsi de nombreux visiteurs dans cette galerie pas comme les autres. Cette initiative s'inscrit dans la ligne du combat mené depuis vingt ans par les centres E. Leclerc pour la démocratisation de l'accès à la culture. Il existe aujourd'hui 18 Espaces Culturels E. Leclerc. Dans 4 ans, il y en aura 80 en France.



# Une bataille de succession s'est engagée dans les instances du RPR

## Alors que plusieurs dirigeants du mouvement néogaulliste réclament des changements à la direction du parti, Alain Juppé a reçu, notamment, lundi 2 juin, Jean-Louis Debré, Nicolas Sarkozy et Philippe Séguin

**Réduit à un effectif de cent trente-neuf députés, sans compter lès reclassements et apparentements éventuels, le groupe RPR de l'Assemblée nationale doit élire son président, mardi 10 juin. Après l'échec aux élections législatives, les différentes sensibilités du mouvement néogaulliste se sont employées à réunir leurs partisans pour désigner celui qui, dans la nouvelle législature, apparaîtra comme l'un des interlocuteurs du nouveau chef de la majorité. Philippe Séguin s'est montré, lundi 2 juin, le plus combatif pour obtenir gain de cause. Au-delà de cette bataille parlementaire, c'est en effet la direction du RPR qui est en cause. Alain Juppé tente de trouver un équilibre pour rester à la présidence du mouvement. Plusieurs parlementaires ont déjà réclamé sa démission, tandis que l'un de ses prédécesseurs, Bernard Pons, a demandé la convocation *« le plus rapidement possible »* du conseil national du mouvement, qui doit selon lui engager un débat de fond sur l'avenir du Rassemblement et sur la composition de ses instances dirigeantes.**

**L'OFFENSIVE** n'a pas tardé. Un homme en est la cible, Alain Juppé, non plus comme premier ministre, mais comme président du RPR. Dans une confidence, lâchée au soir du second tour des élections législatives à *L'Est républicain*, Philippe Séguin a promis *« une lutte au couteau »* au sein du mouvement néogaulliste. Lundi 2 juin, les manœuvres se sont concentrées autour du seul poste naturellement vacant, celui de président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mais c'est pour mieux dissimuler le véritable objectif : la direction du principal parti de la nouvelle opposition.

Une semaine après l'annonce du retrait contraint de M. Juppé du gouvernement, c'est au tour du secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, de présenter sa démission. Battu dans une triangulaire par une candidate socialiste, Béatrice Marre, le président du conseil général de l'Oise a fait les frais de sa participation à la campagne nationale. Dans une lettre adressée au président du RPR, M. Mancel écrit : *« Il me paraît normal que notre mouvement, qui va écrire une nouvelle page de son histoire, le fasse, sous votre conduite, avec une équipe nouvelle ».*

Encore installé à l'hôtel Matignon, M. Juppé peut, alors, songer à réorganiser la direction du RPR à sa main. Il reçoit notamment le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, et Nicolas Sarkozy. Le premier pourrait, alors, succéder à M. Mancel, et le maire de Neuilly se voir gratifié, pour l'affichage, d'un poste de porte-parole. Cette première hypothèse, complétée par un retour à la présidence du groupe RPR de Bernard Pons, est jugée par les balladuriens comme une stratégie de *« bunkerisation »*. Elle est, en outre, inacceptable pour M. Séguin.

Dans l'après-midi, à l'Assemblée nationale, les premiers députés à venir repérer les lieux découvrent avec stupeur que chacune des sensibilités du Rassemblement fait peser la menace de constituer son propre groupe. C'est ainsi que plusieurs députés RPR sont démarchés par le cabinet de M. Séguin pour certifier qu'ils sont prêts à s'engager dans *« un groupe »* que présiderait ce dernier. *« Il y aurait le RPR-maintenu, le RPR-canal habituel, le RPR-canal historique, avec sa branche politico-militaire »*, s'amuse un proche de Charles Pasqua. De ce côté-ci du mouvement, on ne verrait qu'avantage à ce que M. Séguin prenne la présidence du groupe. C'est le moment choisi par les jeunes « pasquaïens » d'Avenir et République pour faire savoir que *« le président du RPR doit tirer toutes les conséquences politiques de la défaite du premier ministre »*. Au cabinet de M. Pasqua, on assure que *« cette initiative n'appartient qu'à eux »*. Il n'empêche...

### NUL HOMME PROVIDENTIEL

Après avoir rencontré l'ancien ministre de l'intérieur puis Edouard Balladur, le député des Hauts-de-Seine Jacques Baumel – que le RPR n'avait pas investi en raison de son âge – déclare qu'il faut *« tirer sans complaisance les leçons qui s'imposent et prévoir une recomposition des formations* [de la majorité], *et notamment du RPR »*. Cela passe par *« un renouvellement des méthodes et un changement des responsables de la défaite, car il serait impensable de les reconduire »*, ajoute M. Baumel. Le député séguiniste Jacques Myard (Yvelines) est encore plus précis. Le premier, il demande officiellement à l'ancien président de l'Assemblée nationale *« de se porter candidat à la présidence du groupe RPR »*. Ce n'est, bien sûr, qu'une première étape. Les séguinistes réclament bien davantage. Ils souhaitent, sans oser le dire encore ouvertement, que M. Juppé abandonne la présidence du mouvement.

M. Séguin est reçu très brièvement, dans l'après-midi, à l'hôtel Matignon, par l'ancien premier ministre. Un peu plus tard, alors qu'il doit déjeuner, mardi, avec le président de la République, il est reçu par Jacques Chirac. Celui-ci s'inquiète de l'accélération des événements. Selon le calendrier arrêté, l'élection à la présidence du groupe est prévue mardi 10 juin ; la date-limite pour le dépôt des candidatures est vendredi. Tout changement à la direction du Rassemblement ne peut intervenir que plus tard.

Selon les articles 18 et 24 des statuts du RPR, le président est élu par les assises nationales, lesquelles se réunissent tous les trois ans. Les prochaines doivent avoir lieu en 1998. Le conseil national peut toutefois convoquer, *« au moins trois mois à l'avance »*, des assises extraordinaires. L'ancien ministre des transports, Bernard Pons, a souhaité précisément la convocation *« le plus rapidement possible »* du conseil national, et, en tout état de cause, *« avant les vacances »*.

En fin de journée, après son entretien avec le président de la République, M. Séguin paraît temporiser. Lui a-t-on laissé penser, comme l'assure un confident du chef de l'Etat, que l'horizon pourrait s'éclaircir pour lui dans quelques mois ? En tout cas, une déclaration au canon de l'un des ses proches contre M. Juppé est remise à plus tard. Le président du RPR, entre-temps, a entrouvert la porte en direction de l'autre aile du Rassemblement. Il devait d'ailleurs s'en entretenir, mardi, lors d'un déjeuner, avec M. Balladur. Le secrétariat général du mouvement pourrait alors échoir à M. Sarkozy.

Devant la charge conduite par M. Séguin et ses amis, les balladuriens estiment, en effet, qu'après la défaite de la coalition RPR-UDF, nul ne saurait prétendre au rôle d'homme providentiel. Prêts à composer avec M. Juppé à la tête du RPR et avec M. Séguin comme interlocuteur privilégié du nouveau premier ministre, Lionel Jospin, dans les futurs grands débats de l'Assemblée nationale, ils souhaitent participer une *« stratégie de rénovation »*. Mais un problème demeure : pour sauver son propre poste, M. Juppé devrait encore sacrifier ses anciens collègues du gouvernement, tels MM. Debré ou Pons, qui ont encore les faveurs de l'Elysée.

*Jean-Louis Saux*

### *Nicolas Sarkozy plaide pour la « rénovation »*

**Nicolas Sarkozy a déclaré, lundi 2 juin, sur RTL, que la droite RPR-UDF avait *« l'obligation ardente »* de se rénover *« dans l'unité »* pour préparer l'avenir après sa défaite aux élections législatives. *« Il ne s'agit en aucun cas ni de règlements de comptes, ni d'explosion, ni de désigner des boucs émissaires. La sanction qui nous a été adressée va bien au-delà »*, a déclaré l'ancien ministre du budget. *« La rénovation [...] est une obligation ardente pour chacun d'entre nous : qui pourrait imaginer qu'on fasse comme si rien ne s'était passé ? »***

**M. Sarkozy estime que la nouvelle opposition doit très rapidement s'organiser avec un *« double devoir de vérité et d'unité »*. *« Notre passage dans l'opposition sera très étroitement lié à notre capacité à nous rénover. Plus nous le ferons rapidement, plus nous le ferons profondément, et mieux la confiance des Français se reportera sur nous. »***

### *Les précédentes crises*

Depuis sa fondation par Jacques Chirac en 1976, le RPR a traversé plusieurs crises, de plus ou moins grande intensité, qui n'ont jamais mis en péril son existence. Elles ont parfois provoqué des changements à la tête du mouvement, notamment au secrétariat général.

● **1979.** Après l'échec aux élections européennes, où la liste conduite par le président-fondateur du parti néogaulliste arrive en quatrième position, Jacques Chirac se sépare de ses deux plus anciens conseillers, Marie-France Garaud et Pierre Juillet. Le secrétariat général passe des mains d'Alain Devaquet, successeur de Jérôme Monod, à celles de Bernard Pons, en octobre.

● **1984.** Alain Juppé lance des appels en faveur d'un *« remaniement ministériel »* au sein du mouvement. Des barons gaullistes le critiquent mais, en novembre, Jacques Toubon remplace Bernard Pons au poste de secrétaire général.

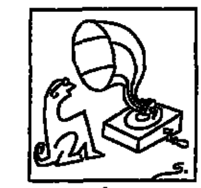
● **1990.** Philippe Séguin, qui faisait partie des douze rénovateurs de la droite voulant, l'année précédente, secouer les appareils, se lance à l'assaut de la direction du RPR, en compagnie de Charles Pasqua, pour constituer un *« nouveau Rassemblement »*. En apparence, c'est la ligne définie par le nouveau secrétaire général désigné en juin 1988, Alain Juppé, et par Edouard Balladur, un conseiller sans titre, qui est visée. En réalité, la cible est Jacques Chirac.

● **1992.** Le RPR se divise lors du débat préalable au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. M. Chirac est convaincu, par ses deux principaux conseillers, MM. Juppé et Balladur, d'appeler à voter « oui ». Le « non » est défendu par MM. Pasqua et Séguin. La victoire du « oui » n'a pas de conséquence sur la direction du parti.

● **1995.** Secrétaire général depuis sept ans, M. Juppé parvient à maintenir l'unité du RPR malgré la double candidature présidentielle de M. Chirac et de M. Balladur. Après la victoire du premier, il devient président et nomme Jean-François Mancel pour lui succéder.

# Les ministères font le bilan amer d'un travail écourté

**LES HAUTS** fonctionnaires ont horreur du vide politique, et les membres des cabinets ministériels plus encore ! Un premier ministre démissionnaire, un nouveau chef du gouvernement nommé dans la foulée, mais des ministres de l'ancienne majorité qui attendent dans les palais de la République la passation des pouvoirs avec leur successeur, cela fait beaucoup pour des hommes plus à l'aise dans le travail en flux tendu que dans ces interrègnes faits d'inactivité, de bureaux vides, de téléphones muets, de cartons envahissants...



RÉCIT

Ces *« workoholics »* n'ont même pas le plus anodin des arrêtés à présenter au seing de leur ministre, interdits de signature depuis la démission du gouvernement Juppé, lundi 2 juin au petit matin. Ce travail de signature a d'ailleurs été fait entre les deux tours des élections et, comme à chaque changement de gouvernement, le *Journal officiel* charrie les textes réglementaires par centaines, comme le numéro du dimanche 1er juin, gros de 264 pages. *« Si vous saviez ce que nous ont envoyé les affaires sociales, à croire qu'ils ont vidé leurs placards ! »*, dit-on au ministère des finances. Dans l'indifférence générale, des décrets importants sur la restructuration des urgences hospitalières, la réforme de la Sécurité sociale ou la lutte contre le travail clandestin ont été publiés.

Comment tromper l'ennui, combler le vide, nourrir une insupportable attente qui rompt avec *« ces deux ans où on a bossé comme des fous »* ? Les ministres s'y emploient. De retour de leur circonscription, ils ont réuni leurs collaborateurs pour les remercier. Au lendemain de la défaite, le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, leur a dit qu'il fallait accepter le verdict républicain des urnes, mais que de son banc de député, il prendrait toute sa part au travail législatif, sans complaisance ni esprit de revanche. Au même moment, le ministre de l'économie et des finances invitait son équipe à partir la tête haute. Discours ému, remerciements, souvenirs, cadeaux offerts par son équipe à Jean Arthuis et à son directeur de cabinet, Christian Noyer.

Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat, devait recevoir individuellement, mardi, l'ensemble de ses conseillers. L'un d'eux s'inquiète, un court instant, de cette vacance du pouvoir. *« Et si un accident sanitaire survenait ?*, s'interroge-t-il, avant de se raviser. *On aviserait avec le directeur général de la santé, on traiterait d'abord le problème et on verrait les questions juridiques après. »* François Bayrou a passé une partie de son après-midi de lundi à faire ses adieux téléphoniques aux représentants des fédérations enseignantes, *« content »*, leur a-t-il sobrement assuré, d'avoir travaillé avec eux.

Ce vide de quelques jours laisse à chacun le loisir de savourer le sentiment du *« devoir accompli »*, dominant dans les cabinets. Le ministre de la défense pense n'avoir pas démérité en engageant la réorganisation de l'institution militaire et de l'outil industriel. *« Si d'autres administrations avaient fonctionné avec ce même esprit de réforme, on n'en serait pas là »*, disent des conseillers de Charles Millon. On glisse même, rue Saint-Dominique, qu'il y aurait *« une méthode Millon »*, faite de contacts avec les élus locaux et de consultation des personnels, dont la restructuration des garnisons etla réforme des arsenaux auraient fourni l'illustration.

Les conseillers de Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, sont tout aussi satisfaits : le courant est passé avec la petite entreprise, pourtant si méfiante envers la technostructure. Au ministère des affaires sociales, où l'on a porté la réforme de l'assurance-maladie à bout de bras, contre vents et marées médicales, M. Barrot regrette seulement de laisser un chantier inachevé, mais quitte l'hôtel du Châtelet muni de ce viatique : *« La gauche ne reviendra pas sur les réformes structurelles »* inscrites dans le plan Juppé. On a un gros regret au ministère des finances, celui de ne pas être à Bercy pour le passage à l'euro, en 1999.

Et puisque l'on a encore un peu de temps, pourquoi ne pas solder quelques comptes ? Un directeur de cabinet ne décolère pas sur la récente nomination du conseiller social d'Alain Juppé, Antoine Durrleman, à la direction générale de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. *« Avec sa rigidité et ses conneries, il nous a fait perdre un million et demi de voix »*, affirme-t-il d'un ton grinçant, jugeant sans doute la récompense imméritée. Un conseiller de M. Millon pointe les fautes de communication du premier ministre et s'avise, un peu tard, des *« erreurs de casting »* commises par la majorité entre le 25 mai et le 1er juin. *« Une dissolution sans prétexte sérieux apparaît vite comme une aberration par rapport aux règles de la Ve République*, tranche-t-il. *Le respect du rythme naturel des élections s'impose. »*

> « Après cette erreur, Chirac ne peut plus sortir de son palais pendant plusieurs mois. Qui va aller inaugurer les chrysanthèmes avec lui ? »

On refait aussi le monde chez le séguiniste François Fillon. *« C'est la claque, mais on a mérité ce qu'on a »*, fait remarquer un proche du ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, pronostiquant *« une foire d'empoigne au sein du RPR »*. Le temps est venu, selon lui, de *« voir comment restructurer »* le RPR *« avec Philippe Séguin »*. Ah, l'homme providentiel trop tard sorti du chapeau ! *« Si on l'avait mis plus clairement et plus tôt chef de file de la campagne, on n'en serait peut-être pas là »*, dit un autre familier de M. Fillon, qui éprouve un *« sentiment de gâchis »* après ce *« cumul de conneries »*. Quant à la recomposition du RPR, il en mesure déjà toute la difficulté. *« Les boulons sont déjà resserrés. Juppé et son équipe ont réinvesti la direction du parti. Aucune tête ne doit dépasser. »*

La joie ne règne pas non plus dans l'entourage du ministre de l'équipement et des transports, Bernard Pons, qui avait mis en garde Jacques Chirac contre la dissolution. *« Après cette erreur politique majeure, Chirac ne peut plus sortir de son palais pendant plusieurs mois. Qui va aller inaugurer les chrysanthèmes avec lui ? En tout cas pas moi »*, assure un membre de son cabinet. Chez Jean Arthuis, le sentiment du devoir accompli le dispute à *« une certaine colère »*. *« Il y a tellement de dossiers où l'on aurait pu faire autrement*, explique, entre deux cartons, un conseiller, avant de s'en prendre à la méthode Juppé pour préparer et vendre la réforme fiscale à l'opinion. Aux affaires sociales, les sentiments anti-Juppé ne sont pas de mise. Dimanche soir, quelques conseillers du premier ministre sont passés faire leurs adieux à l'équipe de Jacques Barrot, qui se remettait, ravi, d'un entre-deux-tours éprouvant.

Dans cette chronique d'un échec mal annoncé, beaucoup de membres de cabinets « sur contrat » se retrouvent aujourd'hui au chômage. Nommée il y a seulement quelques semaines directeur de cabinet de M. Bayrou, Marielle de Sarnez se déclare sans complexe *« chômeuse »*. Sur un ton doux-amer, elle ajoute : *« Tout va bien. On va essayer de faire de la politique intelligemment. »* La plupart vont retrouver le cocon de leur administration d'origine. Comme ce conseiller de Jacques Barrot, qui doit réintégrer l'inspection générale des affaires sociales, mais dans quelles conditions ! Il avait laissé un bureau avec fenêtre, désormais occupé par un autre « IGAS », et on ne lui a trouvé, pour son retour, qu'une pièce aveugle. Son seul espoir, ironise-t-il, c'est que la nouvelle majorité puise un de ses collègues dans le vivier de l'IGAS pour récupérer un bureau... avec fenêtre.

*Récit des services France, Société et Entreprises*

# Le FN veut être partie prenante de la recomposition à droite

**LE FRONT NATIONAL** ne cache pas qu'il observe avec beaucoup d'intérêt le remue-ménage qui règne actuellement dans les rangs du RPR et de l'UDF. Il y a fortement contribué en participant à la défaite de la droite. Les membres du bureau politique ont, pendant trois heures et demi, lundi 2 juin, analysé les résultats des élections et tiré un bilan de leur stratégie. Il leur a été difficile de ne pas le qualifier de globalement positif puisqu'il s'agissait de montrer à la majorité sortante leur pouvoir de nuisance. Tous reconnaissent *« qu'il n'y avait pas d'autre chose à faire »*. *« Nous avons tendu des perches à la droite localement, mais elle nous les a renvoyées dans la figure »*, explique l'un d'eux. Plusieurs cas de démarches avortées ont été évoqués, comme celle menée dans l'Oise, où un désistement réciproque aurait pu, à la lecture des résultats, au moins sauver un représentant de la droite. Le marché aurait été refusé, non pas par le responsable RPR, Jean-François Mancel, mais par Ernest Chénière, avec lequel le FN avait eu des contacts lors des municipales de 1995.

*« Espérons que la leçon sera comprise »*, commente un membre du bureau politique. En fait, les semaines à venir donneront l'ampleur de la phase deux de la stratégie lepéniste, qui consiste à recueillir les morceaux d'une droite éclatée. Lundi, le bureau politique, auquel n'assistait pas l'unique élu frontiste, Jean-Marie Le Chevallier, retenu à Toulon, n'a fait qu'aborder le principe des messages à adresser à cette droite *« implosée »*. D'autres réunions devraient permettre d'aller plus loin dans la stratégie future du Front national, et les grandes lignes devraient être données lors du conseil national fixé le 14 juin. En effet, le parti d'extrême droite ne veut pas perdre de temps dans la course aux élections régionales et cantonale de 1998. Mieux, Jean-Marie Le Pen, persuadé qu'il y aura une élection présidentielle anticipée, demande à ses secrétaires départementaux de commencer à faire le tour des élus susceptibles d'accorder une signature de soutien à sa candidature. La démarche devrait également permettre au parti de mesurer l'impact des élections législatives.

La grande question pour le FN est de savoir jusqu'où il veut aller dans le cadre d'un éclatement de la droite traditionnelle et d'une recomposition. La discussion s'annonce chaude entre partisans d'une ligne dure d'« absorbtion », avec éventuellement *« un aménagement du programme »*, et ceux, à l'autre bout du kaléidoscope, prêts à envisager une recomposition des droites autour d'un Front national fort. Le bureau politique a souligné l'importance de l'attente. *« On parle de recomposition au RPR et à l'UDF, mais ce sont les vieux caciques qui en parlent »*, lance un membre du « BP ».

### « PASSERELLES »

En fait, beaucoup de lepénistes seraient déjà contents si la droite *« cessait sa stratégie d'affrontement »* et acceptait *« des accords à la base »*. *« Pourquoi pas des passerelles ? Mais c'est prématuré »*, dit l'un. *« C'est à eux de nous donner des signes. On est prêts à réviser notre programme, mais la lutte contre Maastricht est fondamentale »*, ajoute un autre. Beaucoup affirment que le Front national est *« la seule force politique capable de s'opposer au socialisme »*.

*« Nous n'avons jamais dit que le Front national construirait seul l'avenir, mais dit que l'avenir ne peut se faire sans lui. Il est l'élément moteur de la recomposition politique française »*, avait déclaré M. Le Pen lors de sa réunion publique de Paris, le 29 mai. Dimanche soir, il a lancé un appel *« aux forces saines de la population »* pour qu'elles se *« regroupent avec le Front national »*. Le délégué général a, quant à lui, parlé de *« rassemblement nouveau »* sur la *« base que le Front national a déjà construite »*. Lundi 2 juin, il a espéré, sur France Inter, *« qu'il y ait de nouveaux partis qui émergent et qu'il y en ait, parmi ceux-là, au moins un qui puisse accepter le Front national comme partenaire »*.

*Christiane Chombeau*



… instances du RPR

… à la direction du parti, … Sarkozy et Philippe Séguin

Nicolas Sarkozy plaide pour la « rénovation »

Le FN veut être partie prenante de la recomposition à droite







# La stratégie à l'égard de l'extrême droite agite les députés de la nouvelle opposition

**LES SOIXANTE-SEIZE** triangulaires où les candidats Front national étaient présents au second tour ont laissé des traces. Traumatisé, le sénateur (RPR) Alain Peyrefitte suggérait, dès lundi 2 juin, dans son éditorial du *Figaro*, une alliance entre la droite et l'extrême droite. A l'UDF et au RPR, la thèse Peyrefitte rencontre pour le moment un écho relatif auprès d'élus tout juste sortis de leur campagne. Il reste que certaines voix s'élèvent déjà au sein de l'opposition pour inviter la droite à repenser sa stratégie politique à l'égard du FN.

Au soir du second tour, Philippe de Villiers affirmait que *« si la droite continue à considérer le Front national comme son premier adversaire alors que c'est la gauche qui est au pouvoir, elle ne reviendra jamais au pouvoir »*. Robert Pandraud (RPR), réélu à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) au terme d'une triangulaire où figurait le FN, est d'accord. *« On n'a jamais reproché au PS de s'allier avec les communistes »*, indique-t-il. Selon lui, la ligne dure adoptée par le président du RPR, Alain Juppé, à l'encontre du FN a eu pour seul résultat de *« faire élire un certain nombre de socialistes »*. M. Pandraud, qui a remercié publiquement les électeurs du FN qui l'ont rejoint au second tour, estime *« qu'à l'exception d'une petite minorité, l'électorat du FN n'est pas différent de l'électorat de droite de base »*. *« C'est un électorat que la droite doit reconquérir – directement ou indirectement – si elle veut gagner des scrutins »*, indique-t-il. Cette reconquête passe-t-elle par une alliance, voire un pacte de non-agression ? *« Dans l'immédiat, ce serait absurde. Le FN nous jetterait légitimement »*, déclare M. Pandraud. Il ajoute : *« Un jour, l'âge et les successions venant, il sera possible d'avoir une autre tactique. »*

Ladislas Poniatowski (UDF-PR, Eure) estime qu'*« aujourd'hui, il y aurait un aspect autoflagellateur que d'aller embrasser sur la bouche un parti qui vient de vous faire battre »*. Reste que, souligne-t-il, le FN pose bel et bien un problème de stratégie politique à la droite. *« Il faut y réfléchir. » « Personnellement, je n'ai aucune envie de m'allier avec les appareils du Front national »*, déclare Nicolas Forrisier (UDF-PR, Indre). Mais, précise-t-il, *« ce qui est certain, c'est qu'il y a un risque politique réel pour l'opposition UDF et RPR d'être coincée entre le PS et le FN »*.

### L'HYPOTHÈSE D'UNE ALLIANCE

Une alliance ? Arthur Dehaine (RPR, Oise) ne ferme pas la porte à une telle hypothèse. *« Pour une prochaine échéance, peut-être faudra-t-il y réfléchir »*, dit-t-il, tout en souhaitant qu'on *« laisse décanter l'opération qui se termine »*. Notant que *« la stratégie Juppé ne s'est pas révélée très bonne »*, M. Dehaine ne semble toutefois pas persuadé qu'une alliance avec le FN donnerait *« de meilleurs résultats »*. Elu dans un département où le Front national a contribué à la défaite de quatre sortants de droite, M. Dehaine est hésitant. *« Je n'ai pas d'opinion »*, finit-il par lâcher.

En Alsace, où le FN est solidement implanté, les centristes s'élèvent, en revanche, pour dénoncer par avance tout accord électoral avec le parti d'extrême droite. Soulignant qu'*« un tel accord aboutirait à crédibiliser le FN »*, Germain Gengenwin (UDF-FD), aisément réélu dans une triangulaire, affirme que le parti de Jean-Marie Le Pen est *« un danger pour la démocratie »*. Le député du Bas-Rhin se dit convaincu qu'il faut *« s'attaquer aux problèmes de l'immigration et de l'insécurité, qui exaspèrent la population »*. Réélu député du Bas-Rhin, le président du conseil régional d'Alsace, Adrien Zeller (UDF-FD), est encore plus intransigeant. *« Une recomposition de la droite autour du FN serait une régression »*, affirme-t-il, en invitant ses collègues à *« être du côté de la civilisation et non pas de l'instinct »*. A ces principes, M. Zeller ajoute quelques éléments d'ordre stratégique. *« Si cela se produit, on sera mangé par le FN. »* Il souhaite toutefois se distinguer de la stratégie adoptée par les dirigeants du RPR à l'égard du FN : *« Condamner* a priori *ne résoud rien »*, confie-t-il, en appelant à *« traiter les problèmes des gens les plus faibles »*. Pour autant, M. Zeller affirme que sa décision est prise : *« Je préfère mourir debout. »*

***Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon***

# Les centristes font valoir leurs droits pour la présidence du groupe UDF

## François Léotard a proposé pour la forme de remettre en jeu son mandat à la tête de la deuxième composante de la droite

**LA PERTE** de près de la moitié de ses députés (109 contre 206) a plongé l'UDF dans une phase d'introspection qui n'a duré que le temps de la réunion de son bureau politique, lundi 2 juin. Dès mardi, une succession de réunions devait marquer le début de la compétition pour la conquête du seul poste de pouvoir disponible dans l'immédiat au sein de l'appareil de la confédération : celui de président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Dès 8 heures 30, mardi, François Bayrou, président de Force démocrate, a réuni les députés de son parti pour préparer cette compétition. Au nombre de 46 revendiqués, à une ou deux unités près, les députés FD sont pour la première fois plus nombreux que ceux du Parti républicain (41 ou 42). M. Bayrou et les responsables de FD estiment donc que ce nouvel équilibre des forces au sein de l'UDF doit se traduire par une nouvelle répartition des fonctions : si M. Léotard occupe la présidence de l'UDF, la présidence du groupe des députés UDF doit revenir à un élu centriste.

La réunion, mardi, à 11 heures, de l'ensemble des députés UDF, sous la présidence de MM. Léotard et Bayrou à l'Assemblée nationale, devait permettre aux différents concurrents potentiels d'évaluer leurs chances. M. Bayrou estime que la présidence du groupe UDF serait pour lui une position avantageuse pour tenir son rang et se faire entendre dans la période d'opposition qui commence. Il ne se lancera pas imprudemment. D'autant que Gilles de Robien (UDF-PR, Somme), qui estime n'avoir pas démérité à ce poste qu'il occupait dans l'Assemblée sortante, a fait savoir aux députés UDF, lundi, qu'il sera candidat à sa propre succession, mardi 10 juin.

Cetains responsables centristes avaient laissé planer la menace de constituer leur propre groupe parlementaire, comme ils l'avaient fait en 1988. Dans l'immédiat, il s'agit surtout d'une position tactique. Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine) estimait, lundi, que les députés Force démocrate préféreraient sans doute rester au sein d'un groupe UDF. Si la présidence de ce groupe devait leur échapper et s'ils ne parvenaient pas à *« faire entendre leur message sur des sujets-tests tels que l'Europe, les privatisations, la maîtrise des déficits ou la réforme des institutions »*, il serait toujours temps, dans quelques mois, de reconsidérer la perspective de faire cavalier seul à l'Assemblée.

### LES CRITIQUES DE M. BAUDIS

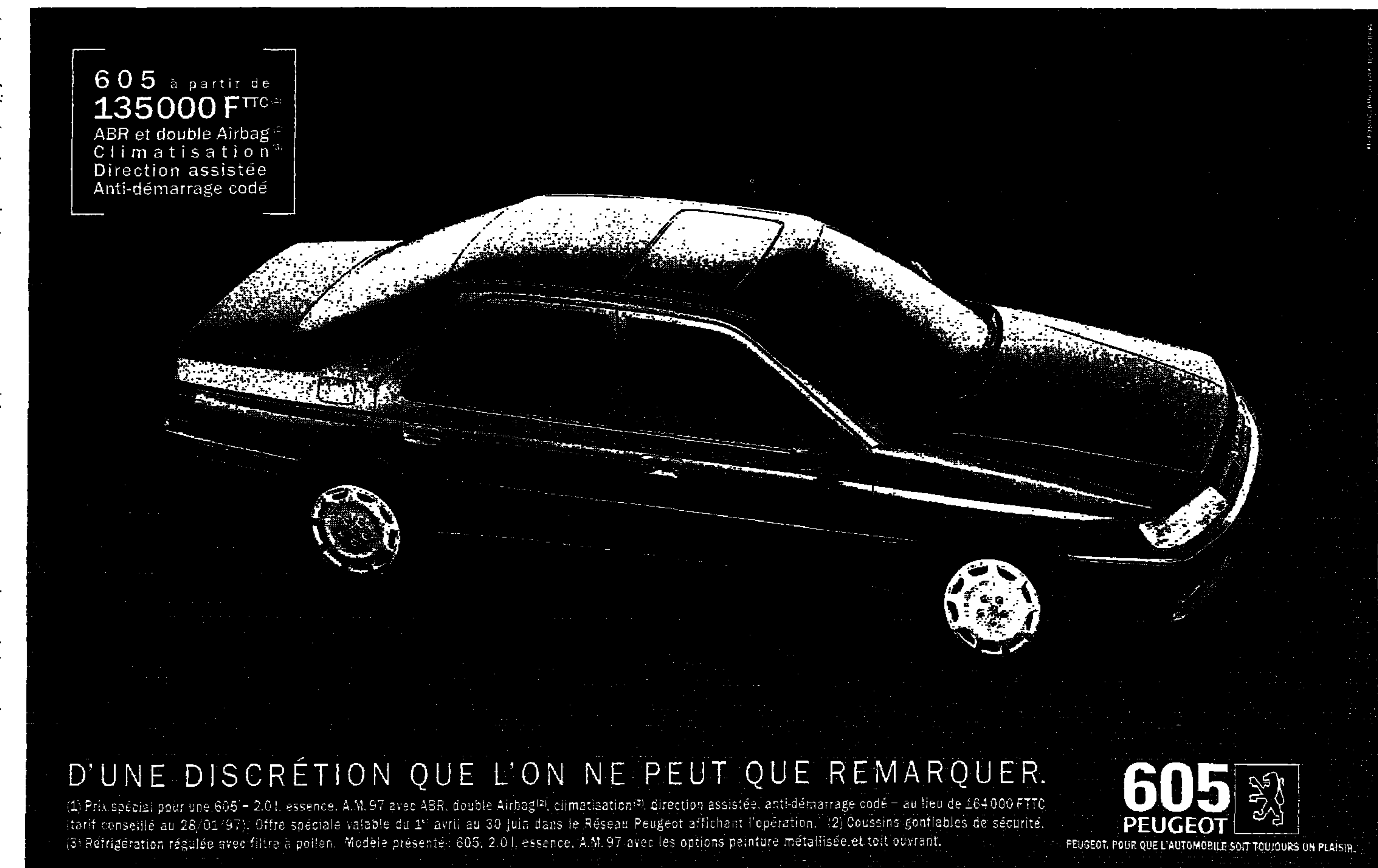
Alain Madelin a eu, lui aussi, l'occasion de mesurer, depuis dimanche, la difficulté de mener une entreprise autonomiste. Le vice-président du Parti républicain avait déclaré, après l'annonce de la défaite de la majorité sortante, qu'il reprenait sa *« liberté »*. Seul absent du bureau politique de l'UDF, lundi, le président d'Idées-Action a multiplié les contacts pour évaluer ses chances de constituer un groupe libéral dans la nouvelle Assemblée. Mais, ses principaux partisans ayant été battus, le député d'Ille-et-Vilaine s'est rendu compte de l'étroitesse des marges de manœuvre au sein d'une majorité réduite à 257 unités, RPR compris. M. Madelin est *« décidé, mais pas prêt à partir la fleur au fusil »*, faisait-on modestement savoir, lundi, dans son entourage, en estimant que cela ne devrait *« pas se faire en une semaine »*.

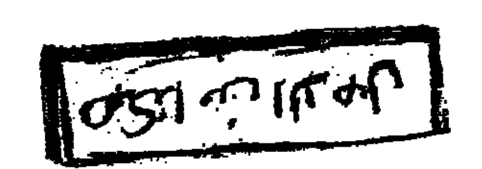
Les circonstances de la défaite semblent donc, dans un premier temps, devoir souder l'UDF. Lors de la réunion du bureau politique de la confédération, lundi, M. Léotard a, dans son introduction, reconnu sa propre part de responsabilité dans l'échec subi et proposé de remettre en jeu son mandat, *« dans un sourire »*, selon un participant. Personne n'a relevé et les membres du bureau politique se sont livrés pendant deux heures à un large débat stratégique d'où les considérations de personnes et les questions d'organisation interne ont été laissées au second plan, même si quelques participants ont évoqué le serpent de mer traditionnel de l'UDF, la fusion des composantes.

M. Bayrou, qui a toujours l'ambition de diriger l'UDF, avait déclaré, lundi matin sur France-Inter, qu'il était nécessaire de *« repenser l'architecture »* de l'opposition. Comme l'a dit Pierre-André Wiltzer (UDF-AD, Essonne), qui rendait compte de la réunion du bureau politique, *« le moment viendra de tirer des conséquences plus concrètes de la défaite sur les méthodes et le fonctionnement »*. *« Il ne faut ni verrouiller ce qui existe par réflexe de peur, ni partir dans n'importe quelle direction »*, a-t-il prudemment indiqué. En attendant, les responsables libéraux et centristes observent avec attention ce qui va se passer du côté du RPR. La situation de leur partenaires conditionne leur propre avenir.

Les membres du bureau politique de l'UDF ont réfléchi au type d'opposition qu'ils doivent pratiquer. Ce sera une opposition pas *« systématiquement négative »*, mais *« claire et convaincue »*, a résumé M. Wiltzer. Sur se sujet, Dominique Baudis (UDF-FD, Haute-Garonne) a défendu une position d'*« opposition dure »*, selon un membre du bureau. Le maire de Toulouse a également dénoncé les erreurs et les maladresses de la campagne électorale, dont le RPR est, selon lui, le principal responsable. Plusieurs participants ont approuvé M. Baudis lorsqu'il a critiqué le manque de considération des responsables chiraquiens vis-à-vis de leurs partenaires UDF. M. Baudis a cité, à titre d'exemple, le fait que Lionel Jospin occupait une meilleure place que la sienne dans la tribune du Parc des Princes, non loin de celle de Jacques Chirac, lors de la finale du championnat de France de rugby, le 31 mai, qui a vu triompher le Stade toulousain. *« Le champion, c'est Toulouse, pas Cintegabelle ! »*, a lancé M. Baudis.

***Fabien Roland-Lévy***



# Le patronat juge que le « principe de réalité » s'imposera au gouvernement de Lionel Jospin

## Le CNPF rappelle qu'« un pays est fort » si ses entreprises le sont

**La victoire de la gauche inspire aux chefs d'entreprise des réflexions sur les risques d'une politique de relance salariale, nuancées par le sentiment que le climat n'est en rien comparable à celui de 1981 et que les nouveaux responsables sauront se montrer réalistes. Le CNPF, dont le président, Jean Gandois, avait pris position en faveur de la droite, a mis en garde, lundi 2 juin, contre toute mesure de nature à affaiblir les entreprises.**

**LE MONDE PATRONAL** tâche de faire contre mauvaise fortune bon cœur. La majorité de ses membres aurait, certes, préféré voir reconduite la droite. *« Malheureusement,* soupire un grand patron en semi-retraite proche de Jacques Chirac, *il fallait procéder au changement de premier ministre avant et mieux expliquer qu'il ne s'agissait pas d'une magouille. La campagne a été ratée. »* A tout le moins, les chefs d'entreprise auraient souhaité que le PS ne soit pas obligé de composer avec le PCF, trop enclin, selon eux, à mettre des bâtons dans les roues de l'Europe et à réclamer une forte augmentation du SMIC.

Avec Jean-Yves Bloquert, PDG de Kindy, ils sont nombreux à se dire inquiets du *« désarroi du peuple français »*, qui n'arrête pas de sortir les sortants depuis 1981. Un grand patron décèle, dans ce zapping politique, un refus caractérisé des réformes. Il se gausse même du nouveau changement de majorité, *« qui ne va pas changer grand-chose puisque la droite n'a pas fait de véritable politique de droite et que l'on poursuit la même politique social-démocrate depuis Valéry Giscard d'Estaing »*. Un banquier s'alarme du temps perdu en matière de réformes et de traitement des déficits, qui risque d'inquiéter les marchés.

Pourtant, certains souhaitent sincèrement bon vent à la coalition de gauche, tout en remarquant que sa marge de manœuvre économique n'excède pas un tout petit pour cent du produit intérieur brut. D'autres la voient sous la menace d'une dissolution de l'Assemblée nationale dans un an, ce qui, selon eux, ne l'incitera pas à se lancer dans des réformes d'importance. D'autres encore redoutent un échec qui serait celui de la France.

### LA FORME ET LE RYTHME

Les chefs d'entreprise cherchent à se rassurer. Lionel Jospin n'est malheureusement pas Tony Blair, mais *« ses déclarations précisant qu'il n'appliquerait pas tout son programme tout de suite sont de bon ton et nous estimons que nous avons des gens raisonnables en face de nous »*, dit l'un. *« Ils feront comme Jacques Chirac et ne pourront tenir les promesses trompeuses sur lesquelles ils se sont fait élire »*, se moque un autre. Quant à Arnaud Leenhardt, président de la puissante Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), il ne redoute *« pas de grands dégâts, car le principe de réalité s'imposera à tout gouvernement qui ne pourra s'affranchir de l'obligation de placer nos entreprises au même niveau que leurs concurrentes étrangères »*.

Il en est beaucoup que tourmentent les promesses de la gauche : les trente-cinq heures hebdomadaires payées trente-neuf, les sept cent mille emplois annoncés et la conférence salariale. Les plus rétifs jugent ces promesses délirantes. Jean-Louis Tourret, ancien vice-président du CNPF et adjoint aux finances du maire de Marseille, déclare que *« les entreprises ont des marges de gestion tellement serrées que les quelques pour cent de coût supplémentaire générés par la réduction du temps de travail peuvent nous faire virer dans le rouge »*. Lui aussi inquiet de cette réduction, M. Bloquert prédit qu'elle va augmenter de 10 % la masse salariale, pousser les prix à la hausse et *« ouvrir un boulevard aux importations »*. Le président d'un club patronal ajoute : *« Je vois très peu de PME tenir le coup avec ce nouveau handicap. »*

En fait, leurs griefs portent plus sur la forme que sur le fond et, surtout, sur le rythme des transformations. Un chef d'entreprise reconnaît que les trente-cinq heures pourraient être acceptables dans le cadre d'une annualisation du temps de travail. Tous refusent de se voir imposer quoi que ce soit par le gouvernement et réclament de vraies négociations.

En définitive, ce grand responsable patronal ne s'inquiète guère de l'arrivée-surprise de la gauche. Il n'y aura pas de frénésie façon 1936 ou d'embardée style 1981. *« Je connais tous les hommes-clés de la gauche et je ne redoute pas leurs réactions, car ils sauront arbitrer,* dit-il, *mais je vais veiller au grain, de façon à prévenir des dérapages toujours possibles et de façon qu'ils prennent bien conscience de la situation du pays. » « Veiller au grain »* consistera notamment à rappeler que le coût du travail s'établit à l'indice 100 en France quand il est à 86 en Suède, à 69 en Espagne et à 29 au Portugal.

Le communiqué publié, lundi 2 juin, par le CNPF, dont le président, Jean Gandois, avait pris clairement et inhabituellement position en faveur de la droite, dit la même chose, mais de façon plus politique : *« Le CNPF rappelle qu'un pays est fort si ses entreprises sont capables de créer de la richesse et des emplois. Pour être efficace, une politique économique doit renforcer la compétitivité des entreprises existantes, tout faire pour faciliter la naissance d'entreprises nouvelles et augmenter la croissance dans le respect des grands équilibres financiers (...). Cette recherche de croissance doit être aussi l'un des objectifs* [de la] *construction européenne. »*

Le CNPF attend du gouvernement Jospin *« une politique dynamique et réaliste qui permette de croire en l'avenir »*. Et de susciter la confiance qui poussera les Français à investir et à consommer enfin.

**Alain Faujas**

# Les internes de Trousseau se sentent « vengés »

## Partagés entre le ressentiment contre la droite et les craintes que leur inspire la gauche, les grévistes d'avril sont pessimistes

**DE LEUR GRÈVE**, il ne reste, posé dans un coin, qu'un souvenir de manif : un parapluie ouvert, bardé de sparadraps où l'on devine encore quelques slogans frondeurs écrits au feutre noir. Dans le bureau des internes, au troisième étage du pavillon de chirurgie de l'hôpital Trousseau, dans le douzième arrondissement de Paris, Pierre et Fabrice tirent pensivement sur leurs cigarettes. *« D'habitude, je vote à droite mais, cette fois-ci, je n'ai pas voté »*, lâche le premier. *« Je connais plein d'internes qui ont fait comme moi : ils avaient voté Chirac à la présidentielle, mais, là, ils ont voté nul ou à gauche, par dépit »*, précise-t-il. *« Moi, traditionnellement, je vote à gauche, même si je ne suis pas d'accord sur tout, en particulier sur le problème de la santé, mais, là, j'avais un déménagement, je n'ai pas eu le temps d'y aller »*, bredouille le second.

L'arrivée au pouvoir des socialistes ne changera pas la donne. *« On sait d'avance que, à leurs yeux, le dossier est clos. Ils n'envisagent pas de toucher à la convention* [signée sous le gouvernement d'Alain Juppé]. *L'idée des socialistes d'organiser des états généraux sur la santé, c'est un gadget, un truc pour la galerie »*, affirme Pierre, pour qui la victoire de la gauche représente *« plutôt un mauvais coup »* pour l'avenir des professions de santé.

Son copain Ignacio se montre tout aussi sceptique. *« On risque de se retrouver avec* [Bernard] *Kouchner comme ministre. Quand on sait comment il nous a dégommés pendant la grève, il y a de quoi être inquiet... »*, soupire-t-il. Et si c'était un communiste qui héritait du portefeuille ? Tous trois haussent les épaules. Aucun n'y croit vraiment. Dominique Voynet ? Ils n'y croient pas non plus. *« C'est pourtant la seule qui nous a soutenus publiquement »*, reconnaît Ignacio. *« Le seul à nous avoir vraiment soutenus, c'est le professeur* [Bernard] *Debré »*, rétorque Fabrice. *« Mais il a été battu ! »*, ajoute-t-il aussitôt avec un petit rire amer.

*« La priorité du nouveau gouvernement socialiste, ça va être l'emploi,* prédit Pierre. *On ne va donc pas toucher au personnel hospitalier, dont les salaires représentent, grosso modo, près de 80 % des dépenses d'un CHU* [centre hospitalier universitaire], *mais, comme l'enveloppe budgétaire ne va pas augmenter – au contraire ! –, il faudra comprimer ailleurs : on va diminuer les financements pour la recherche, pour le renouvellement des équipements, les prothèses, etc. La situation va se dégrader petit à petit. Et je ne crois pas que les socialistes y changeront quelque chose »*, conclut-il.

### « CLIENTÈLE »

*« Contrairement à la droite, qui nous a tiré dans le dos, la gauche ne nous considère pas comme faisant partie de sa clientèle,* regrette Fabrice. *En bonne logique, elle ne fera donc rien pour favoriser le système libéral. »*

Attablés dans un coin de la cafétéria de l'hopital, Catherine et Ali voient l'avenir d'un œil maussade. Eux aussi, ils avaient fait grève contre la convention. Et, eux aussi, ils se sont sentis *« trahis »* par M. Juppé. *« Il y a eu une telle frustration, un tel mécontentement que, avec ces élections, on se sent comme vengés »*, dit Ali. Il s'affiche pourtant *« de droite »*, comme Catherine, qui n'a pas voté, mais le renversement de majorité ne les effraie pas.

**Catherine Simon**

# Chez Valeo : « Hier soir ? On n'a rien vu de nouveau »

**ROUEN**
*de notre correspondant*

Voilà neuf mois qu'ils vivent dans l'incertitude, depuis que les dirigeants du groupe multinational Valeo leur ont annoncé que les jours de leur usine à Evreux, dans l'Eure, sont comptés. Dans la zone industrielle de Nétreville, une cinquantaine des deux cent cinquante salariés ont passé le week-end électoral devant les grilles de l'entreprise, avec une unique préoccupation : empêcher le déménagement de machines opéré par cinq dizaines de « gros bras » aux cheveux courts et vêtus de sombre.

C'était une véritable provocation aux yeux de ces femmes et de ces hommes qui ne croient plus au maintien de leur emploi à Evreux et se battent pour négocier une prime de licenciement décente. Le 31 mai, le maire d'Evreux, Roland Plaisance (PCF), leur a apporté un soutien concret. Des employés municipaux ont déversé un tombereau de gravas et garé un camion-poubelle devant l'entrée pour empêcher toute sortie en force. *« La ville d'Evreux va perdre deux cent cinquante emplois. C'est normal que le maire mette des moyens pour défendre sa ville »*, répliquait M. Plaisance lors d'un des nombreux contacts téléphoniques qu'il a eus avec le préfet, Bernard Larvaron.

Lundi, le personnel de Valeo, rejoint par des syndicalistes d'entreprises voisines, a contre-attaqué. Un inspecteur du travail est venu vérifier si les « déménageurs » installés depuis trois jours pour protéger le site intérieur étaient employés dans le respect de la législation du travail. En début d'après-midi, les sandwichs et les merguez circulent. Evoqué, le ballet des premiers ministres, à Paris, laisse perplexes quatre ouvrières agents de production. *« Hier soir ? On n'a rien vu de nouveau. Cela nous a échappé »*, commente, désabusée, l'une de celles qui travaillent ici depuis vingt-trois ans. *« Le plus important, c'est notre prime de licenciement. Aujourd'hui, on n'a rien. On part avec rien. »*

### RENOUER DES LIENS

Marie-Louise, Portugaise, est plus positive et veut croire qu'une nouvelle majorité *« fera évoluer cette affaire »*. Le bon indicateur, c'est la campagne électorale, qui a permis à la gauche de *« nous soutenir »*. *« Alors, pourquoi ne continuerait-elle pas ? »* Marie-Louise s'interroge sur la *« nécessaire mobilité professionnelle »* prônée par un camp pour réduire le chômage. Elle a postulé pour rejoindre une usine espagnole du groupe Valeo. *« On m'a répondu que je ne parlais pas assez bien l'espagnol. On nous propose des sites étrangers, mais, quand on accepte, ils disent non ! »* L'Europe ? *« Le patron est italien, et on ne l'a jamais vu ici ! »*

Gilles Morin, porte-parole de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, n'a guère le temps de s'attarder sur l'actualité politique. Prudent, il confie que, dimanche soir, il ne voulait pas *« crier victoire comme en 1981 »*. *« Ce matin,* dit-il, *cela allait mieux, lorsque j'ai vu que les socialistes n'avaient pas la majorité tout seuls. Comme cela, ils ne feront pas n'importe quoi. Cette fois, les partis politiques vont avoir compris ! »* Stopper les plans sociaux serait une bonne chose, admet-il, en réclamant immédiatement l'arrêt du financement du chômage partiel chez Valeo, *« qui gagne des milliards »*.

Dans ce bras de fer musclé qui les oppose à la direction d'une entreprise privée, les salariés de Valeo se sont tournés vers le préfet et la direction départementale du travail, *« qui ont du mal à se mettre dans la tête qu'il y a eu un changement hier »*, confie M. Morin. *« Je crois qu'ils n'ont pas eu le résultat des élections »*, plaisante-t-il. Des contacts avec la préfecture ont incité les dirigeants de Valeo à accepter de remonter les machines prêtes à partir vers Sens, dans l'Yonne, autre usine du groupe. Les ouvriers attendent comme premier changement que le nouveau pouvoir les aide à renouer des liens et à se sentir en sécurité sur leur lieu de travail jusqu'à la fermeture complète, rendue inéluctable.

**Etienne Banzet**

# La CFDT souhaite la poursuite des politiques engagées

*« **FIDÈLE** à sa conception d'un syndicalisme autonome et indépendant »*, la CFDT a indiqué, lundi 2 juin, qu'elle jugera le gouvernement *« en fonction des actes posés »*. Dans un communiqué, la centrale dirigée par Nicole Notat demande au futur gouvernement de *« poursuivre et d'amplifier le mouvement de la réduction du temps de travail »* et de *« poursuivre la construction européenne, notamment dans sa dimension sociale et politique »*. La CFDT réclame aussi *« l'achèvement de la réforme de la Sécurité sociale »*. Sur France 2, M^me^ Notat a souligné, lundi soir, qu'elle n'était toutefois *« pas très inquiète »* sur l'avenir de cette réforme *« car, tout simplement, elle est l'avenir d'une Sécurité sociale remise sur les rails de la justice, de la solidarité »*.

# France 2 a légèrement devancé TF 1 lors de la soirée électorale

**AU COURS** de la soirée du second tour des élections législatives, dimanche 1^er^ juin, le service public a recueilli une meilleure audience que TF 1. Entre 19 h 30 et 1 heure du matin, France 2 arrive en tête avec 27,7 % de point d'audience (plus de quatre millions de téléspectateurs), contre 26,3 % pour TF 1 et 20,5 % pour France 3. En revanche, au moment de l'annonce des premiers résultats, TF 1 l'a emporté avec près de 8,5 millions de téléspectateurs à 20 h 25, alors que les deux chaînes de France Télévision réunissaient 12 millions de personnes. Entre 1 heure et 2 heures du matin, 600 000 téléspectateurs regardaient encore France 3, seule à retransmettre en direct l'arrivée de Lionel Jospin à Paris. M 6, qui avait comme au premier tour programmé un film, a réuni plus de quatre millions de téléspectateurs.

### DÉPÊCHES

■ **FSU : la Fédération syndicale unitaire (FSU)**, première fédération de fonctionnaires de l'Etat, réclame au futur gouvernement de gauche le rétablissement des postes de fonctionnaires supprimés au budget 1997 dans les secteurs en charge de la jeunesse (éducation, culture, jeunesse et sports...). La FSU souhaite un ministère de l'éducation ayant la responsabilité de tous les niveaux d'enseignement et demande la création *« de milliers de postes de fonctionnaires »* en 1998.

■ **CONSOMMATION : l'Organisation générale des consommateurs (Orgeco) a demandé**, lundi 2 juin, dans un communiqué, la création d'un ministère de la consommation. Pour l'Orgeco, ce ministère s'impose *« dans le contexte de la mondialisation et de la construction européenne, des difficultés multiples et croissantes que rencontrent les consommateurs, des abus, malversations et manipulations dont ils sont victimes »*. Le dernier gouvernement de gauche comprenait un secrétariat d'Etat en charge de la consommation. Dans le gouvernement d'Alain Juppé, la consommation était rattachée au ministère du commerce extérieur.

■ **ÉGLISE : Mgr Gérard Defois, archevêque de Reims, estime**, lundi 2 juin, dans un entretien publié par le quotidien *La Croix*, que l'Eglise n'a pas *« lieu de s'inquiéter »* de la victoire de la gauche pour ses futures relations avec l'Etat. Selon lui, *« la vieille distinction droite-gauche est tout à fait artificielle »*, et *« les vrais problèmes qui n'ont pas été assez débattus durant la campagne électorale sont devant nous »*. Il s'agit, précise-t-il, du chômage, de la protection sociale et de la sécurité.

# Les sans-papiers demandent une régularisation massive

## La coordination a écrit au nouveau premier ministre dès lundi soir

**UN SEUL MOT D'ORDRE** : ne pas relâcher la pression. Jacques Chirac avait à peine nommé son nouveau premier ministre, lundi 2 juin, que les sans-papiers, réunis en coordination nationale, écrivaient à Lionel Jospin en fin de journée. Dans une lettre programme, sorte de plate-forme de leurs revendications, ils lui demandent de respecter ses engagements en abrogeant les lois Pasqua-Debré, d'accorder des papiers aux Africains de Saint-Bernard, mais aussi de procéder à une régularisation massive des étrangers en situation irrégulière à l'image de celles pratiquées récemment en Italie et en Espagne.

C'est que les sans-papiers, persuadés que leur mouvement a favorisé le retour de la gauche au pouvoir, comptent bien obtenir de la nouvelle majorité ce qu'ils ont vainement réclamé à l'ancienne. Désireux de relancer un mouvement qui s'essoufflait, ils multiplient les initiatives pour se faire entendre. De nouveaux rassemblements sont prévus tout au long du mois de juin, une seconde marche aux flambeaux sera organisée. Déjà, les sans-papiers de Saint-Bernard ont entamé, lundi 2 juin, une longue marche au départ d'Angoulême, en Charente, qui devrait les mener le 10 juin aux portes de Matignon, où ils espèrent bien être reçus par le nouvel occupant des lieux.

### « DÉJÀ UN SOULAGEMENT »

*« Nous sommes contents que la gauche soit passée,* résume Ababacar Diop, l'un des porte-parole du mouvement, *mais cela ne suffit pas. Nous comptons bien veiller au grain en marquant à la culotte la nouvelle majorité. Il faut que la désespérance soit enfin chassée par l'espoir. »*

La partie est pourtant loin d'être gagnée. Les socialistes, majoritaires au sein de la gauche, n'ont jamais promis de nouvelles régularisations. Le Parti communiste, s'il l'a un temps évoqué, a finalement omis d'inscrire ce point à son programme. Seuls les Verts sont ouvertement favorables à une telle initiative. Pourtant, malgré les divergences de la gauche, les sans-papiers ont radicalisé leurs revendications. Les critères des médiateurs, base de la négociation engagée l'été dernier avec le gouvernement Juppé, sont dorénavant déclarés obsolètes. *« Depuis Saint-Bernard, plusieurs collectifs de sans-papiers se sont formés. Certaines personnes ne rentrent pas dans les critères des médiateurs,* explique Madjiguène Cissé. *Nous demandons donc une régularisation massive, comme celle que la gauche avait fait en 1982. »*

Au 32, rue du Faubourg-Poissonnière, à Paris (10^e^ arrondissement), où certains Africains sans-papiers sont toujours installés, on veut enfin y croire. Ici, la victoire de la gauche a été accueillie avec soulagement. *« Pour nous, c'est vraiment une heureuse surprise de voir Juppé et Debré dehors,* affirme Camara Hamadi. *Pendant toute cette année de lutte, on nous a manqué beaucoup de respect, on nous a pris pour des boucs émissaires. »* Autour de lui, les hommes, réunis pour le repas du soir, spéculent sur le nom du prochain ministre de l'Intérieur, s'interrogent sur les intentions du prochain gouvernement à leur égard. Si certains sont sceptiques, personne ne veut le montrer.

Seuls une poignée de soutiens, qui continuent à venir quotidiennement apporter leur aide, osent exprimer ce que beaucoup pensent tout bas. *« On ne peut pas être optimiste, ce mouvement n'apporte rien à la gauche sinon des ennuis »*, souffle une jeune fille. *« Ils donneront des miettes et puis c'est tout,* estime Guy. *Parce que, s'ils régularisent les sans-papiers de Saint-Bernard, tous les autres exigeront le même traitement. »*

Pour autant, les soutiens ne tiennent pas à gâcher la joie des sans-papiers : *« Ils ont besoin de croire en une nouvelle issue,* explique Annie. *Ils ont été énormément découragés au moment de la campagne, quand le gouvernement de droite a multiplié les arrestations. Alors, pour eux, la victoire de la gauche, c'est déjà un soulagement. »* Un début, en quelque sorte.

**Cécile Prieur**

## … internes de Trousseau se sentent « vengés »

**Partagés entre le ressentiment contre la droite et les craintes que leur inspire la gauche, les grévistes d'avril sont pessimistes**

## La CFDT souhaite la poursuite des politiques engagées

## France 2 a légèrement devancé TF1 lors de la soirée électorale



# Finalement, même pour le leader mondial de l'Informatique en Réseau, le meilleur moyen de devenir célèbre, c'était encore de passer à la télévision.

( Et si vous ne regardez plus la télévision voici l'adresse de notre site Internet: www.sun.fr )

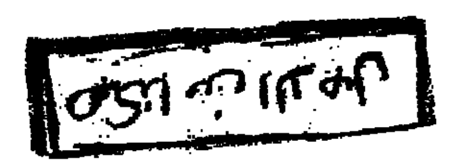
Sun microsystems

Le pouvoir de la télévision est considérable. Ainsi, partenaire informatique de TF1 lors des soirées électorales, Sun Microsystems a fait connaissance avec des millions de téléspectateurs. A vrai dire, il était temps. Créé en 1982 dans la Silicon Valley, Sun Microsystems commercialise des solutions, des technologies et des services destinés à l'informatique des entreprises. La société emploie plus de 20 000 personnes dans le monde pour un chiffre d'affaires supérieur à 8 milliards de dollars, dont la moitié réalisée hors des Etats-Unis. Créateur de Java, Sun Microsystems est reconnu aujourd'hui comme l'un des constructeurs les plus aptes à déployer les serveurs Intranet des entreprises - plus de 100 000 systèmes Sun sont déjà installés en France. Aussi, comme on le fait lors des soirées exceptionnelles à la télévision, nous voudrions ici remercier les entreprises qui nous ont fait confiance: sans elles, Sun Microsystems ne serait jamais devenu leader mondial. ● http://www.sun.fr




CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

**LEADER MONDIAL DE L'INFORMATIQUE EN RESEAU**







# Les nouveaux élus (suite et fin)

**Nous terminons la publication des biographies des nouveaux élus (*Le Monde* du 3 juin)**



### Hélène Mignon
**PS (Haute-Garonne, 6e)**

Née le 26 juin 1934 à Toulouse, Hélène Mignon a commencé ses études en Algérie, avant de revenir à Toulouse pour suivre des études de médecine. Elle a exercé la médecine de 1962 à 1986. Militante à l'UNEF pendant ses études, elle entre au Parti socialiste en 1974, lors de l'union de la gauche. Classée parmi les chevènementistes, elle fait son entrée au conseil municipal de Seysses en 1977. En 1983, elle devient première adjointe de cette petite commune. Elle est conseiller général de 1979 à 1992. En 1989, elle reprend la mairie de Muret à la droite, mais la reperd en 1995. Elle a été député de 1988 à 1993.

### Gilbert Mitterrand
**PS (Gironde, 10e)**

Né le 4 février 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), diplômé en droit et en sciences politiques, professeur de droit à Paris-XIII, Gilbert Mitterrand, fils de l'ancien président de la République François Mitterrand, est maire de Libourne depuis 1989. Conseiller régional d'Aquitaine de 1981 à 1989, M. Mitterrand a été député de la 10e circonscription de Gironde de 1981 à 1993. Il a occupé les fonctions de premier secrétaire du Parti socialiste en Gironde de 1987 à 1989. Il est fabiusien.

### Yvon Montane
**PS (Gers, 2e)**

Né le 27 avril 1937 à Fleurance (Gers), proviseur de lycée, Yvon Montane est maire de Mauvezin (Gers) depuis 1977. M. Montane a été conseiller général du Gers de 1976 à 1994.

### Gabriel Montcharmont
**PS (Rhône, 11e)**

Né le 7 avril 1940 à Autun, Gabriel Montcharmont est enseignant. Il est maire de Condrieu depuis 1983. Conseiller général depuis 1988, il a été député du Rhône de 1988 à 1993.

### Arnaud Montebourg
**PS (Saône-et-Loire, 6e)**

Né le 30 octobre 1962 à Clamecy (Nièvre), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, avocat au barreau de Paris depuis 1989, Arnaud Montebourg a travaillé sur des dossiers qui ont défrayé la chronique. Il a ainsi notamment poursuivi Alain Juppé, premier ministre, au nom de l'Association des contribuables parisiens dans l'affaire du logement de son fils. Il a été commis d'office devant la cour d'assises de Paris pour défendre l'assassin de René Bousquet, chef de la police de Vichy. Il a été proche de Laurent Fabius jusqu'en 1990.

### Pierre Moscovici
**PS (Doubs, 4e)**

Né le 16 septembre 1957 à Paris, ancien élève de l'ENA, Pierre Moscovici est magistrat à la Cour des comptes. Il a été conseiller technique puis chargé de mission au cabinet de Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, de 1988 à 1990, avant de devenir chef du service du financement au Commissariat général du Plan (1990-1993). Il a été membre du comité directeur et du bureau exécutif du PS (1990), secrétaire national aux études (1990) et trésorier (1992-1994). Il est conseiller général du Doubs et député européen depuis 1994. Il est conseiller municipal de Montbéliard depuis 1995.



### Henri Nallet
**PS (Yonne, 2e)**

Né le 6 janvier 1939 à Bergerac (Dordogne), conseiller d'Etat, Henri Nallet a été élu député de l'Yonne pour la première fois en 1986, réélu en 1988 et battu en 1993. Conseiller général de l'Yonne depuis 1992, il est maire de Tonnerre depuis 1995. Conseiller technique, chargé de l'agriculture, auprès du président de la République, François Mitterrand, de 1981 à 1985, M. Nallet a été ministre de l'agriculture en 1985-1986 et de 1988 à 1990, puis ministre de la justice (1990-1992). Il appartient au courant Jospin.

### Philippe Nauche
**PS (Corrèze, 2e)**

Né le 15 juillet 1957 à Brive, Philippe Nauche est médecin anesthésiste-réanimateur, chef du service médical des urgences du centre hospitalier de Brive. Il a adhéré au PS en 1991. Considéré comme jospiniste, il est conseiller municipal de Brive depuis 1995. Il a été candidat aux élections législatives en 1993.

### Henri Nayrou
**PS (Ariège, 2e)**

Né le 21 novembre 1944 à Suc-et-Sentenac (Ariège), Henri Nayrou est licencié de droit. Il est directeur et rédacteur en chef de *Midi-Olympique*, journal national de rugby. Socialiste jospiniste, il a été élu conseiller général de La Bastide-de-Sérou en 1983, vice-président du conseil général de l'Ariège en 1985, maire de La Bastide-de-Sérou en 1989 et président de la communauté des communes du Séronais en 1990.

### Bernard Neyral
**PS (Hérault, 4e)**

Né le 19 juillet 1941 à Montpellier, retraité de l'éducation nationale, Bernard Nayral est maire de Capestang et conseiller général de l'Hérault depuis 1977. Député de l'Hérault de 1988 à 1993, il est proche du président du conseil général, Gérard Saumade, qui avait été exclu du PS pour s'être opposé au maire de Montpellier, Georges Frêche.

### Alain Néri
**PS (Puy-de-Dôme, 2e)**

Né le 1er mai 1942 à Clermont-Ferrand, enseignant, ancien militant syndicaliste au SNI et à la FEN et responsable de nombreuses associations sportives, Alain Néri a participé à la création de sections d'éducation spécialisée pour l'enfance inadaptée dans le Puy-de-Dôme, de 1969 à 1981. Il est membre du conseil national du PS depuis le congrès de Metz (1979). Appartenant au courant Fabius, Alain Néri fut député de la 2e circonscription de 1988 à 1993. Il est maire de Beauregard-l'Evêque depuis 1983 et conseiller général du canton de Vertaizon depuis 1982. Il est également président d'un syndicat intercommunal.

### Jean-Paul Nunzi
**PS (Tarn-et-Garonne, 2e)**

Né le 25 mai 1942 à Agen (Lot-et-Garonne), professeur d'histoire et de géographie, il est conseiller général depuis 1982 et maire de Moissac depuis 1983. Il a été député de 1988 à 1993. Il est proche du courant Jospin.



### Bernard Outin
**PC (Loire, 4e)**

Né le 26 janvier 1944 à Firminy, ancien instituteur, Bernard Outin est maire de Firminy depuis 1992. Après avoir adhéré au cercle des étudiants communistes en 1960, M. Outin arrêta de cotiser au PCF en 1964, avant de reprendre sa carte du parti en 1967, à la veille du printemps de Prague. Depuis, M. Outin s'est toujours montré distant avec les dirigeants de ce parti.



### Joseph Parrenin
**PS (Doubs, 3e)**

Né le 16 mai 1941 à Trévillers (Doubs), agriculteur, engagé dès 1958 dans le mouvement de la Jeunesse agricole catholique (JAC), Joseph Parrenin a présidé une coopérative pendant vingt ans. Maire de Thiébouhans de 1979 à 1995, il l'est, aujourd'hui, de Maîche. Il est conseiller général depuis 1994 et conseiller régional de Franche-Comté, où il préside le groupe socialiste, depuis 1986.

### Paul Patriarche
**div. d. (Haute-Corse, 2e)**

Né le 17 novembre 1934 à Bastia (Haute-Corse), Paul Patriarche fait carrière entre 1954 et 1993 dans l'administration scolaire puis universitaire. Président du RPR des Bouches-du-Rhône en 1981, il est conseiller régional depuis 1982 à l'Assemblée de Corse, maire de Novella depuis 1983 et conseiller général depuis 1985. Paul Patriarche préside depuis 1992 l'Agence de développement économique de la Corse. Il a été exclu du RPR en 1993, après s'être maintenu au second tour des élections législatives contre le député sortant, Pierre Pasquini, investi par ce parti.

### François Patriat
**PS (Côte-d'Or, 5e)**

Né le 21 mars 1953 à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), docteur vétérinaire, proche du courant rocardien, François Patriat est conseiller général depuis 1976. Il a été conseiller régional de 1981 à 1986, maire de Chailly-sur-Armançon de 1989 à 1995, et député de 1981 à 1993. Il est membre du Conseil économique et social depuis 1994.

### Daniel Paul
**PC (Seine-Maritime, 8e)**

Né le 11 août 1943 à Plourivo (Côtes-d'Armor), instituteur, Daniel Paul, conseiller municipal du Havre (1977) puis adjoint au maire (1983-1994), est actuellement conseiller général (1994) et conseiller régional (1993).

### Christian Paul
**PS (Nièvre, 3e)**

Né le 26 mars 1960 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), ancien élève de l'ENA, Christian Paul a été directeur de cabinet du préfet de la Nièvre en1987 et 1988, puis sous-préfet de Château-Chinon en 1988 et 1990, avant de devenir conseiller technique de Pierre Joxe puis de Philippe Marchand, ministres de l'intérieur, en 1991, et directeur adjoint du cabinet de Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, en 1992. Aujourd'hui directeur des achats et de la distribution de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), il se veut en dehors des courants du Parti socialiste. Il est conseiller général depuis 1994 et maire de Lormes depuis 1995.

### Vincent Peillon
**PS (Somme, 3e)**

Né le 7 juillet 1960 à Suresnes (Hauts-de-Seine), Vincent Peillon, agrégé de philosophie, est professeur de philosophie dans la région parisienne. Il est membre du bureau national du PS depuis le congrès de Liévin, en 1992. Il est aujourd'hui délégué auprès du premier secrétaire, chargé d'une mission de réflexion sur les débats contemporains.

### Germinal Peiro
**PS (Dordogne, 4e)**

Né le 15 septembre 1953 à Lézignan (Aude), Germinal Peiro, ancien élève de l'école normale de Périgueux, est instituteur. Adhérent du PS depuis 1980, il est élu maire de Castelnaud-la-Chapelle en 1983, conseiller général du canton de Domme en 1984, et vice-président du conseil général depuis 1994, chargé de l'aménagement rural et des affaires européennes. M. Peiro, fabiusien, est membre du conseil fédéral du PS.

### Jean-Claude Pérez
**PS (Aude, 1re)**

Né le 31 mars 1964 à Carcassonne, Jean-Claude Pérez a suivi des études de psychologie. Il est secrétaire de mairie. Fabiusien, il devient, en 1991, premier secrétaire du PS de l'Aude et, en 1993, membre du bureau national du PS. Depuis 1989, il est adjoint au maire de Limoux, Jean-Paul Dupré (PS).

### Marie-Françoise Pérol-Dumont
**PS (Haute-Vienne, 3e)**

Née le 26 mai 1952 à Limoges, enseignante, Marie-Françoise Pérol-Dumont est vice-présidente du conseil général de Haute-Vienne, où elle siège depuis 1988, en charge des affaires culturelles et sportives. Conseiller régional depuis 1992, Mme Pérol-Dumont a été la suppléante d'Alain Rodet, député (PS) sortant de la 4e circonscription, en 1988 et en 1993.

### Geneviève Perrin-Gaillard
**PS (Deux-Sèvres, 1re)**

Née le 13 mai 1947 à Niort, Geneviève Perrin-Gaillard est docteur vétérinaire à la retraite. Elle est conseillère générale du canton de Niort-Est depuis 1992, adjointe au maire de Niort, chargée de l'environnement et du cadre de vie, depuis 1995. Elle est au PS depuis 1988.

### Bernard Perrut
**UDF-PR (Rhône, 9e)**

Né le 24 janvier 1957 à Villefranche-sur-Saône (Rhône), Bernard Perrut, avocat, a été conseiller municipal de Gleizé (1983-1989). Depuis 1989, il est premier adjoint au maire de Villefranche-sur-Saône et siège au conseil régional de Rhône-Alpes depuis 1993.

### Nicole Péry
**PS (Pyrénées-Atlantiques, 5e)**

Née le 15 mai 1943, à Bayonne, licenciée ès lettres, Nicole Péry est professeur de lettres en détachement. Adhérente de la Convention des institutions républicaines (CIR) en 1966, elle est membre du PS depuis 1971. Député européenne depuis 1981, elle est vice-présidente du Parlement de Strasbourg depuis 1986. Tête de liste de l'Union de la gauche aux élections municipales à Bayonne, à partir de 1983, elle siège depuis cette date dans l'opposition locale. Elle a été conseillère régionale d'Aquitaine de 1986 à 1994 et s'est présentée aux législatives à Bayonne, en 1993. Elle se range parmi les partisans de Lionel Jospin.

### Annette Peulvast-Bergeal
**PS (Yvelines, 8e)**

Née le 21 août 1946 à Mantes-la-Ville (Yvelines), Annette Peulvast-Bergeal est professeur agrégé d'histoire-géographie. Adhérente au PS depuis 1970, rocardienne, elle a été conseiller municipal de Mantes-la-Ville de 1977 à 1988, premier adjoint de 1988 à 1995, puis maire en 1995. Suppléante du député de la 8e circonscription, Bernard Schreiner, de 1988 à 1993, elle est conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1992.

### Jean-Jacques Peyrat
**RPR (Alpes-Maritimes, 2e)**

Né le 18 octobre 1931 à Belfort, Jacques Peyrat est licencié en droit. En mars 1954, il sort aspirant de l'école des officiers de Saint-Maixent. Avec le 5e bataillon parachutiste de la Légion étrangère, il participe aux dernières opérations d'Indochine. Il commence sa vie professionnelle dans l'immobilier et entre à la Mobil Oil France. En 1962, il est conseiller municipal de Nice sur la liste de Jean Médecin. Il devient avocat en 1968. Membre du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) puis des Républicains indépendants, il adhère au Front national en 1985 dont il démissionne à l'approche des municipales. Il s'inscrit au RPR en juin 1996, après son élection comme maire de Nice en juin 1995. Il a été député de 1986 à 1988. Il est conseiller général du 14e canton de Nice depuis 1992.

### Catherine Picard
**PS (Eure, 5e)**

Née le 14 août 1952, à La Garenne-Colombes, (Hauts-de-Seine), licenciée ès lettres, Catherine Picard est conseillère technique et pédagogique Jeunesse et sport et secrétaire générale adjointe du Syndicat de l'éducation populaire (FEN). Conseillère municipale des Andelys (Eure), elle est membre du conseil national du PS et appartient à la Gauche socialiste.

### Christian Pierret
**PS (Vosges, 2e)**

Né le 12 mars 1946 à Bar-le-Duc (Meuse), ancien élève de l'ENA, Christian Pierret débute sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'économie et travaille plusieurs années dans des sociétés bancaires publiques. Il est élu député des Vosges en 1978 et réélu jusqu'en 1993, date à laquelle il est battu par Gérard Cherpion (RPR). Conseiller régional de Lorraine de 1978 à 1986, conseiller général des Vosges de 1979 à 1989, il devient maire de Saint-Dié en mars 1989. Au Parlement, il est rapporteur général du budget de 1981 à 1986, mais il n'entre dans aucun gouvernement, en raison d'une rancoeur tenace que lui conserve François Mitterrand à la suite d'une motion que Christian Pierret avait déposée au congrès socialiste de Metz en 1979. Il a quitté le Ceres de Jean-Pierre Chevènement en 1978 et a rallié le courant de Laurent Fabius en 1982.

### Henri Plagnol
**UDF-FD (Val-de-Marne, 1re)**

Né le 11 février 1961 à Paris, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et conseiller d'Etat, Henri Plagnol a été conseiller municipal de Saint-Maur-des-Fossés de 1989 à 1995. Membre du cabinet d'Edouard Balladur, premier ministre, de 1993 à 1995, il est depuis 1993 suppléant du député sortant, Jean-Louis Beaumont, et conseiller général du canton de Créteil-Nord depuis 1994.



### Didier Quentin
**RPR (Charente-Maritime, 5e)**

Né le 23 décembre 1946 à Royan, ancien élève de l'ENA, il est haut fonctionnaire au ministère des affaires étrangères. Il a notamment été conseiller technique au cabinet du ministère de la culture et de la communication de 1978 à 1981 et conseiller diplomatique au cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, puis de Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité, de mars à septembre 1986. Il est directeur puis directeur général des relations internationales de la ville de Paris de 1986 à 1995, date à laquelle il devient secrétaire général à la mer, poste dépendant directement du premier ministre. Conseiller municipal de Royan depuis 1989, conseiller régional de Poitou-Charentes depuis 1992, il est en outre vice-président du conseil général de Charente-Maritime depuis 1994.

### Jean-Jack Queyranne
**PS (Rhône, 7e)**

Né le 2 novembre 1945 à Lyon, Jean-Jack Queyranne, maître assistant à l'université Lyon-II, a été premier adjoint au maire de Villeurbanne (1977-1989). Il est maire de Bron depuis 1989. Il a été conseiller général du Rhône de 1979 à 1990. Il a déjà siégé à l'Assemblée nationale de 1981 à 1993. Il appartient au courant Jospin.

R

### Jacques Rebillard
**PRS (Saône-et-Loire, 2e)**

Né le 24 février 1954 à Strasbourg, agriculteur titulaire d'un diplôme d'agronome, Jacques Rebillard est conseiller municipal de Montceaux-L'Etoile depuis 1985. Il est par ailleurs président de la communauté de communes du canton depuis 1994 et président du syndicat d'amélioration de l'habitat des cantons de Marcigny et Semur-en-Brionnais depuis 1992.

### Alfred Recours
**PS (Eure, 2e)**

Né le 19 mars 1945 à Tunis, inspecteur départemental de l'éducation nationale, Alfred Recours est maire de Conches-en-Ouche depuis 1983 et conseiller général de l'Eure depuis 1992. Fabiusien, il a été député de l'Eure de 1988 à 1993.

### Gérard Revol
**PS (Gard, 3e)**

Né le 9 avril 1937 à Fontaine (Isère), ancien ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, ce socialiste rocardien est entré en politique en 1977, en tant qu'adjoint au maire de Bagnols-sur-Cèze, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1989. Il a été élu maire de cette ville en 1995.

### Marie-Line Reynaud
**PS (Charente, 2e)**

Née le 17 juillet 1954 à Barbezieux (Charente), Marie-Line Reynaud est titulaire d'une maîtrise de droit. Elle est conseillère technique au Centre d'information sur les droits de la femme à Angoulême. Elle a pris sa carte au PS en 1989. Jospiniste, elle a été conseiller municipal d'opposition à Jarnac, de 1989 à 1995.

### Jean Rigal
**PRS (Aveyron, 2e)**

Né le 28 juin 1931 à Rodez, Jean Rigal est médecin généraliste retraité. Conseiller municipal de Villefranche-de-Rouergue à partir de 1977, il en est maire depuis 1983. Conseiller général de 1979 à 1992, il a été député de la 2e circonscription de l'Aveyron de 1989 à 1993, date à laquelle il ne s'est pas représenté. Il est conseiller régional de Midi-Pyrénées depuis 1986.

### Patrick Rimbert
**PS (Loire-Atlantique, 1re)**

Né le 20 juillet 1944 à Blain (Loire-Atlantique), Patrick Rimbert est professeur d'économie à l'IUT de Nantes. Adjoint au maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, depuis 1989, il fut chargé des travaux et de la vie quotidienne jusqu'en 1993 et est depuis chargé de l'urbanisme. Patrick Rimbert est par ailleurs vice-président du district de l'agglomération nantaise et conseiller général de Loire-Atlantique depuis 1992.

### Michèle Rivasi
**div. g. (Drôme, 1re)**

Née le 9 février 1953 à Montélimar, agrégée de biologie, Michèle Rivasi est professeur à l'IUFM de Valence depuis 1981. Fondatrice de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad) au lendemain de l'accident nucléaire de Tchernobyl, elle s'est illustrée en dénonçant le rôle des pouvoirs publics et des industriels du nucléaire dans diverses pollutions radioactives. Conseiller municipal de la petite commune de Félines-sur-Rimandoule, Michèle Rivasi n'est adhérente d'aucun parti politique. Elle a néanmoins obtenu l'investiture conjointe du PS et des Verts.

### Marcel Rogemont
**PS (Ille-et-Vilaine, 3e)**

Né le 3 janvier 1948 à Coye-la-Forêt (Oise), titulaire d'une maîtrise en sciences de gestion, Marcel Rogemont est cadre dans une association pour la promotion de l'animation et de l'action sociale. Adjoint au maire de Rennes depuis 1977, ce fabiusien est conseiller régional de Bretagne depuis 1992.

### Bernard Roman
**PS (Nord, 1re)**

Né le 15 juillet 1952 à Lille, diplômé d'études approfondies en histoire contemporaine et auteur d'une biographie de Roger Salengro, Bernard Roman fait partie de la garde rapprochée de Pierre Mauroy. Il en a dirigé le cabinet à la mairie de Lille de 1979 à 1982 avant d'en devenir l'un des plus proches adjoints à partir de 1983. Candidat à la succession de Pierre Mauroy dans la 1re circonscription en 1993, il a été battu par Colette Codaccioni (RPR). Vice-président de la communauté urbaine de 1983 à 1986 et de 1989 à aujourd'hui, Bernard Roman siège au conseil général depuis 1988. Premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord depuis 1985, Bernard Roman siège au conseil national au secrétariat national du PS.

### Yves Rome
**PS (Oise, 1re)**

Né le 25 avril 1950 à Marjevols (Lozère), Yves Rome a fait des études de lettres avant de devenir conseiller en formation continue au lycée Paul-Langevin de Beauvais. Adhérent au PS depuis 1977, Yves Rome a été premier secrétaire de la fédération de l'Oise de 1985 à 1993. Conseiller général depuis 1988, il est maire de Bailleul-sur-Thérain depuis 1989. Il est président départemental de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains depuis 1993. Il est fabiusien.

### Gilbert Roseau
**PS (Hérault, 1re)**

Né le 1er août 1942 à Cherchell (Algérie), biologiste, Gilbert Roseau est adjoint au maire de Montpellier depuis 1977 et conseiller général de l'Hérault depuis 1988. M. Roseau est vice-président de Recours-Hérault, association de défense des intérêts des rapatriés qui est désormais en conflit avec Recours-France, qui fut présidée par son cousin, Jacques Roseau, assassiné le 5 mars 1993 à Montpellier.

### Yvette Roudy
**PS (Calvados, 3e)**

Née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde), licenciée d'anglais, Yvette Roudy a publié plusieurs livres sur le féminisme avant d'adhérer au PS en 1973 et de devenir secrétaire nationale à l'action féminine en 1979. Député européen de 1979 à 1981, elle devient ministre des droits de la femme en 1981. Elle le reste jusqu'en 1986. Elle est, cette même année, élue député du Calvados. Elle est réélue en 1988 puis battue en 1993, au profit d'un RPR, André Fanton. Elle est maire de Lisieux depuis 1989, tendance fabiusienne.

### Jean Rouger
**PS (Charente-Maritime, 3e)**

Né le 10 avril 1940 à Anthon-Ebéon (Charente-Maritime), médecin de la SNCF après avoir exercé comme généraliste, Jean Rouger participe à sa première campagne législative. Elu en 1983 conseiller municipal de Saintes, ce socialiste sans appartenance de courant fut jusqu'en 1995 adjoint au maire, chargé des affaires culturelles.

### René Rouquet
**PS (Val-de-Marne, 9e)**

Né le 15 février 1946 à Charenton, électromécanicien, René Bouquet devient maire d'Alfortville en 1988 après en avoir été maire adjoint depuis 1971. Il est conseiller régional d'Ile-de-France de 1986 à 1988, député de 1981 à 1986 et de 1988 à 1993. Appartenant au courant jospiniste, il siège au Sénat depuis 1995.



### Michel Sainte-Marie
**PS (Gironde, 6e)**

Né le 18 août 1938 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), Michel Sainte-Marie est maire de Mérignac depuis 1974, après avoir été adjoint au maire de 1971 à 1974. Conseiller général de 1974 à 1982, il a été conseiller régional d'Aquitaine de 1973 à 1986. Président de la communauté urbaine de Bordeaux de 1977 à 1983, il en est vice-président depuis 1989. Membre du comité directeur du PS depuis 1971, mauroyiste, M. Sainte-Marie a été député de la 6e circonscription de Gironde de 1973 à 1993.

### Jean-Claude Sandrier
**PC (Cher, 2e)**

Né le 7 août 1945 à Gonnat (Allier), Jean-Claude Sandrier est titulaire d'un BTS de chimie. Il a été laborantin dans un laboratoire de poudres et explosifs (1965). Il a été élu premier secrétaire de la fédération du Cher du PCF (1977), conseiller municipal de Bourges (1983), adjoint chargé des sports (1985), conseiller général du Cher (1988), premier adjoint au maire de Bourges (1989), avant de succéder en juin 1993 à Jacques Rimbault, maire (PC) de Bourges, après son décès. Candidat à sa réélection, il est battu en 1995 par Serge Lepeltier (RPR).

### Odile Saugues
**PS (Puy-de-Dôme 1re)**

Née le 26 janvier 1943 à Clermont-Ferrand, Odile Saugues est dessinatrice industrielle à la Manufacture française des pneumatiques Michelin. Militante CFDT, elle a été pendant plusieurs années déléguée du personnel. Membre du Parti socialiste depuis 1978, elle est conseillère générale du canton de Montferrand depuis 1982 et adjointe spéciale au maire de Clermont-Ferrand pour les affaires de Montferrand, depuis les élections municipales de 1995. Elle est également administrateur à HLM-63, et conseillère communautaire suppléante à la Communauté de l'agglomération clermontoise (Comac).


SICAV
EURODYN

• Orientation : actions européennes
• Durée de placement : plus de 5 ans
• Valeur Liquidative au 15/05/1997 : 2 412,59 F

**Assemblée générale**

Les actionnaires de la Sicav Eurodyn sont convoqués à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 23 juin 1997 à 15 h 30, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

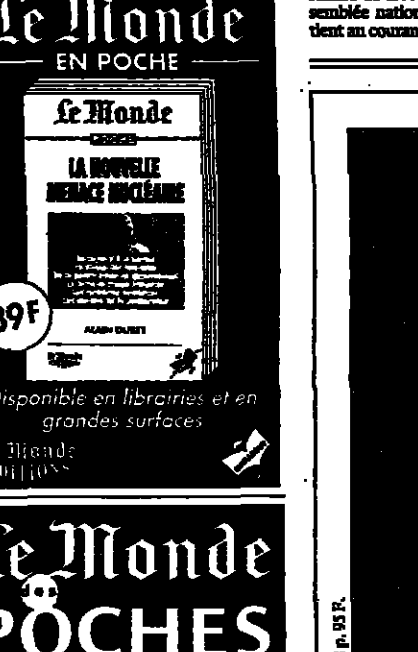
Cette Assemblée générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'EURODYN sur « SICAVÉCOUTE Tél. : 08.36.68.56.55 » Code : 34 (3 unités par mn)

INDOCAM *Asset Management* — La Société de Gestion du Crédit Agricole






Le Monde POCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Le premier jeudi de chaque mois dans Le Monde daté vendredi






*Le choix d'un avenir*

*Les HLM sont devant des choix déterminants pour leur avenir et pour l'avenir de la cohésion sociale dans le pays.*

*Les Offices Publics (OPHLM et OPAC) affirment leur volonté de réagir pour agir et marquer fermement les limites sociales pour l'action des HLM dans les évolutions qu'ils perçoivent.*

*La production de logements sociaux baisse, la réhabilitation chute, la vacance des logements s'amplifie : le scénario de l'inacceptable, redouté par le Projet HLM pour la cohésion sociale est là.*

**Les positions et les propositions des Offices d'HLM s'inscrivent dans la fidélité aux engagements du Mouvement HLM.**

158 p. 95 F.

*Rapport de l'Assemblée Générale Paris 1997*
*Disponible auprès de la Fédération*

LES OFFICES DE L'HABITAT

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC - 14, rue Lord Byron 75008 Paris - Tél. 01 40 75 78 00

*Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré.*




### André Schneider
**RPR (Bas-Rhin, 3e)**

Né le 3 janvier 1947 à Strasbourg, principal de collège, André Schneider est depuis 1991 vice-président du syndicat Education nationale, culture, recherche de la CFTC. Ancien adhérent de l'Union des jeunes pour le progrès de l'UDR puis du RPR depuis 1970, il est élu conseiller municipal de Hoenheim en 1971, adjoint au maire en 1977, puis maire en 1995. Il est conseiller de la communauté urbaine de Strasbourg depuis 1989.

### Patrick Sève
**PS (Val-de-Marne, 12e)**

Né le 14 mai 1952 à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), licencié èslettres, Patrick Sève débute sa carrière politique à Créteil, où il est maire adjoint de 1983 à 1989 et conseiller général de 1985 à 1992. Conseiller régional d'Ile-de-France de 1986 à 1989, il succède, de 1989 à 1993, au député socialiste Pierre Tabanou, dont il est le suppléant. Membre du conseil national du PS, tendance jospiniste, il est maire de L'Haÿ-les-Roses depuis 1992 et vice-président du conseil général du Val-de-Marne depuis 1994.

### Dominique Strauss-Kahn
**PS (Val-d'Oise, 8e)**

Né le 25 avril 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de HEC, agrégé en sciences économiques, Dominique Strauss-Kahn est professeur d'économie à l'université Paris-X. Jospiniste, député de Haute-Savoie en 1986 puis du Val-d'Oise de 1988 à 1993, il est maire de Sarcelles depuis 1995. Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale de 1988 à 1991, il est devenu ministre de l'industrie et du commerce extérieur de 1991 à 1993, dans les gouvernements d'Edith Cresson puis de Pierre Bérégovoy. Membre du conseil national et du bureau exécutif du PS, il fait partie du groupe d'experts qui a élaboré le programme économique de Lionel Jospin.

### Michel Suchod
**MDC (Dordogne, 2e)**

Né le 10 mai 1946 à Paris, ancien élève de l'ENA (1974), Michel Suchod est diplomate. Adhérent du PS en 1968, élu conseiller général puis vice-président du conseil général de Dordogne de 1982 à 1992, il est aussiconseiller régional d'Aquitaine de 1980 à 1988. Élu député en 1980, jusqu'en 1986, puis de 1988 à 1993, il quitte alors le PS et rejoint M. Chevènement au Mouvement des citoyens, dont il est secrétaire général depuis juillet 1995.

## T

### Michel Tamaya
**PS (Réunion, 1re)**

Né le 19 décembre 1944 à Sainte-Marie (La Réunion), directeur de section d'éducation spécialisée, Michel Tamaya est adhérent au Parti socialiste depuis 1974. Adjoint au maire de Saint-Denis de 1989 à 1994 puis maire depuis cette date, il est vice-président du conseil général depuis 1994. Michel Tamaya représente les communes d'outre-mer au comité des finances locales.

### Catherine Tasca
**PS (Yvelines, 11e)**

Née le 13 décembre 1941 à Lyon (Rhône), ancienne élève de l'ENA, Catherine Tasca débute sa carrière comme administrateur civil au ministère de la culture (1967-1972). Membre du comité économique et social de la région Rhône-Alpes de 1974 à 1977, elle a été directeur de la maison de la culture de Grenoble de 1972 à 1977, chargée de mission à l'Office national des diffusions artistiques (ONDA) de 1977 à 1978, administrateur de l'Ensemble InterContemporain de 1978 à 1982, codirecteur du Théâtre de Nanterre-Amandiers de 1982 à 1986, membre de la *Commission nationale de la communication* et des libertés de 1986 à 1988. Elle devient ministre délégué auprès du ministre de la culture, en charge de la communication, de 1988 à 1991, ministre délégué à la francophonie de 1991 à 1992, puis secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures auprès du ministre des affaires étrangères de 1992 à 1993. Elle est présidente du conseil d'administration de Canal Horizons depuis 1993.

### Yves Tavernier
**PS**
**(Essonne, 3e)**

Né le 20 octobre 1937 à Lyon (Rhône), licencié en droit, titulaire d'un diplôme de troisième cycle de sciences politiques, auteur de plusieurs ouvrages, Yves Tavernier a été directeur de recherches à la fondation nationale des sciences politiques. Rocardien, il a été conseiller régional d'Ile-de-france de 1981 à 1982, et député de 1981 à 1993. Conseiller général du canton de Dourdan depuis 1979, président du groupe socialiste au conseil général, il est maire de Dourdan depuis 1983.

### Pascal Terrasse
**PS (Ardèche, 1re)**

Né le 26 octobre 1964 à Bagnoles-sur-Cèze (Gard), Pascal Terrasse est licencié en droit. Ancien directeur des services gériatriques des Mutuelles de France, il est aujourd'hui directeur de la maison de retraite de Lavilledieu. Il a été chef de cabinet de Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, de 1988 à 1991. Il est conseiller municipal de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), depuis 1995, conseiller général depuis 1994, et membre du Comité national de la fondation Agir, de Martine Aubry, depuis 1996.

### Gérard Terrier
**PS (Moselle, 1re)**

Né le 1er février 1948 à Verdun (Meuse), ingénieur du Conservatoire national des arts et métiers, Gérard Terrier dirige un cabinet d'ingénierie. Membre du Parti socialiste depuis 1972, il est conseiller municipal de Maizières-lès-Metz depuis 1983 et maire depuis 1995.

### Marisol Touraine
**PS (Indre-et-Loire, 3e)**

Née le 7 mars 1959 à Paris, fille du sociologue Alain Touraine, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, agrégée de sciences sociales et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Marisol Touraine s'est spécialisée dans l'étude des relations internationales en complétant sa formation à l'université Harvard, aux Etats-Unis. Depuis 1985, elle enseigne les relations internationales à l'IEP de Paris et à l'Essec. Elle participe à partir de 1985 aux groupes d'experts du Parti socialiste et entre en 1988 au cabinet de Michel Rocard, alors premier ministre, comme conseiller technique pour les affaires stratégiques et de défense, ainsi que pour les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale. En 1991, elle est nommée maître des requêtes au Conseil d'Etat, au tour extérieur. Responsable du groupe des experts internationaux du PS depuis 1993, Marisol Touraine, proche de Lionel Jospin, est depuis 1995 déléguée nationale auprès de Pierre Moscovici, secrétaire national aux études.

### Alain Tourret
**PRS (Calvados, 6e)**

Né le 25 décembre 1947 à Boppard (Allemagne), titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'histoire du droit et de sciences politiques, Alain Tourret est avocat au barreau de Caen, spécialisé en droit social. Maire de Moult depuis 1981, il est conseiller régional de Basse-Normandie depuis 1986. Militant radical depuis 1972, il devient en 1996 vice-président du Parti radical socialiste, chargé de l'aménagement du territoire.

### Catherine Trautmann
**PS (Bas-Rhin, 1re)**

Catherine Trautmann est née le 15 janvier 1950 à Strasbourg. Elle est titulaire d'une maîtrise de théologie protestante de l'université des sciences humaines de Strasbourg. Entrée au Parti socialiste en 1977, militante dans le courant Rocard, elle est élue conseiller municipal d'opposition à Strasbourg en 1983. Député du Bas-Rhin en mars 1986, elle est brièvement secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, chargée des personnes âgées et des handicapés, en mai 1988. Mais elle est battue en juin 1988 dans la circonscription de Strasbourg-II par Marc Reymann (UDF-FD) et quitte le gouvernement. Elle préside alors la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie de novembre 1988 à novembre 1989. Elle est élue maire de Strasbourg en mars 1989 et devient également présidente de la communauté urbaine de Strasbourg. Elle est réélue à la mairie au premier tour de juin 1995. Elle est député européen (groupe socialiste) depuis juin 1989.

### Odette Trupin
**PS (Gironde, 9e)**

Née le 5 février 1935 à Rabat (Maroc), Odette Trupin est la femme de Guy Trupin, maire de Camblanes et conseiller général. Ancienne institutrice puis professeur de lettres, Mme Trupin est inspectrice d'académie depuis 1991. Elle est depuis novembre 1995 présidente d'une association d'aide à domicile et milite au PS dans le courant fabiusien.

## V

### Daniel Vachez
**PS (Seine-et-Marne, 8e)**

Né le 3 octobre 1946 à Lyon (Rhône), Daniel Vachez est employé de banque. Maire de Noisiel depuis 1980, conseiller général du canton de Noisiel depuis 1985, il est aussi président du syndicat d'agglomération nouvelle du Val-Maubuée (Marne-la-Vallée) depuis 1989.

### André Vallini
**PS (Isère, 9e)**

Né le 15 juillet 1956 à Tullins (Isère), licencié en droit, avocat, André Vallini est actuellement premier secrétaire fédéral du Parti socialiste. Il est maire de Tullins et conseiller régional depuis 1986. Il siège également au conseil général de l'Isère depuis 1992. Il ne se revendique d'aucun courant.

### Michel Vauzelle
**PS (Bouches-du-Rhône, 16e)**

Né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme), avocat, il est chargé de mission au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre (1969-1972). Il adhère au PS en 1976. Il est directeur adjoint du cabinet de François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, en 1981. Il devient porte-parole de l'Elysée (1981-1986), tout en étant nommé préfet au tour extérieur en 1985. Il est élu député des Bouches-du-Rhône en 1986, réélu en 1988, puis battu en 1993. Il a étéprésident de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale (1989-1992), avant d'être nommé garde des sceaux en 1992. A cette date, il est élu conseiller général à Arles et vice-président du conseil général. Fabiusien, il tente de se tenir à l'écart de la lutte entre la fédération socialiste et le président (PS) du conseil général, Lucien Weygand. Il est maire d'Arles depuis 1995. Il a déjà été investi comme tête de liste du PS aux prochaines régionales.

### Michel Vaxès
**PC (Bouches-du-Rhône, 13e)**

Né le 14 novembre 1940 à Marseille, il est conseiller d'orientation pédagogique. Conseiller municipal de Port-Bouc depuis 1971, il en est maire depuis 1990. Il est conseiller général depuis 1988. Malgré son expérience politique, il est loin d'être aussi connu que le maire de la ville voisine de Martigues, Paul Lombard, qui a longtemps été député communiste de la 13e circonscription. La fédération n'a pas réussi à convaincre Paul Lombard de revenir sur sa décision de passer le relais à Michel Vaxès, moins bien implanté.

### Michel Vergnier
**PS (Creuse, 1re)**

Né le 25 novembre 1946 à Ennery (Moselle), Michel Vergnier est instituteur. Il est conseiller municipal de Guéret depuis 1989 et adjoint au maire depuis 1992. Il est secrétaire fédéral du PS dans la Creuse.

### Emile Vernaudon
**app. RPR (Polynésie, 2e)**

Né le 8 décembre 1943 à Papeete, Tahiti (Polynésie française), géomètre, Emile Vernaudon a été membre du gouvernement territorial de 1979 à 1982, puis de 1988 à 1990. Député de la 2e circonscription de Polynésie, apparenté majorité présidentielle (François Mitterrand), il est maire de Mahina, Tahiti, et conseiller territorial depuis 1977. Président de l'assemblée territoriale de 1982 à 1983, puis de 1991 à 1992, il est président du parti Aia Api (Nouvelle Patrie).

### Alain Veyret
**PS (Lot-et-Garonne, 1re)**

Né le 16 décembre 1953 à Alger, docteur en médecine, ancien chef de clinique, Alain Veyret est aujourd'hui chirurgien. Adhérent au Parti socialiste depuis 1992, proche du courant Fabius, il est conseiller général depuis 1994 et conseiller municipal d'Agen depuis 1995.

### Alain Vidalies
**PS (Landes, 1re)**

Né le 17 mars 1951 à Grenade-sur-l'Adour (Landes), a fait des études de droit. Il est avocat à Mont-de-Marsan depuis 1979. Il est l'assistant parlementaire de Roger Duroure, député socialiste de la 1re circonscription, de 1976 à 1978. Il devient son suppléant en 1981. Il est élu député en 1988, mais est battu en 1993. Il est au PS depuis 1971, et fait partie du courant poperéniste. Il a été élu conseiller général des Landes en 1979, réélu en 1985, et battu en 1992. Il est premier adjoint au maire de Mont-de-Marsan, Philippe Labeyries, depuis 1989.

### Jean Vila
**PC (Pyrénées-Orientales, 1re)**

Né le 21 décembre 1941 à Lacourt (Ariège), Jean Vila est devenu chef de publicité après avoir obtenu un CAP d'ajusteur. Maire de Cabestany depuis 1977, il est conseiller régional du Languedoc-Roussillon depuis 1986 et conseiller général de Perpignan depuis 1992.

### Philippe de Villiers
**LDI-MPF (Vendée, 4e)**

Né le 25 mars 1949 à Boulogne (Vendée), Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon a entamé, à sa sortie de l'ENA, en 1978, une carrière préfectorale qu'il a interrompue, volontairement, en 1981, à l'arrivée de la gauche, avant de démissionner en 1985. Il a été délégué général de la chambre régionale de commerce et d'industrie des Pays de la Loire (1981-1985). Il a été secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, François Léotard, pendant la première cohabitation. Président du conseil général de Vendée depuis 1988, il a aussi été député de ce département de 1987 à 1994. Délégué national de l'UDF, chargé des relations avec les milieux culturels et les jeunes (1988), il a créé le mouvement Combat pour les valeurs en 1991, et le Mouvement pour la France, en 1994. Il é été élu député européen en juin 1994.

### Jean-Claude Viollet
**PS (Charente, 1re)**

Né le 9 juin 1951 à Ruelle-sur-Touvre (Charente), titulaire d'un diplôme universitaire d'enseignement scientifique, Jean-Claude Viollet est assistant technique des travaux publics de l'Etat à la direction départementale de l'équipement de la Charente. Proche de Michel Rocard, il est premier secrétaire fédéral de la Charente depuis novembre 1993. Il a reconstruit le PS charentais après l'affaire Boucheron, ancien député et maire poursuivi par la justice. Il est, depuis juin 1995, leader de l'opposition municipale d'Angoulême. De 1980 à 1989, il a été le permanent régional CFDT de la Fédération générale des transports et de l'équipement.

### Dominique Voynet
**Verts (Jura, 3e)**

Née le 4 novembre 1958 à Montbéliard (Doubs), diplômée de la faculté de médecine de Besançon, médecin-anesthésiste de 1985 à 1989, Dominique Voynet est depuis 1991 porte-parole nationale des Verts. Elle a été candidate de ce parti à l'élection présidentielle de 1995. Conseiller municipal de Dole depuis 1989, elle a été conseiller régional de Franche-Comté de 1992 à 1994 et député européen pendant un mois, en décembre 1991.

### Philippe Vuilque
**PS (Ardennes, 2e)**

Né le 29 janvier 1956 à Charleville-Mézières, Philippe Vuilque est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un DESS de gestion. Il a été assistant parlementaire de Gérard Istace (député PS de la 2e circonscription des Ardennes) de 1981 à 1983, et chef de cabinet de Claude Evin, ministre de la santé, de la solidarité et de la protection sociale, de 1990 à 1993. Il est actuellement cadre hospitalier à la Fédération de la santé des étudiants de France. Rocardien, il a été élu conseiller régional en 1995. Il est secrétaire fédéral chargé de la communication au PS.

## Y

### Kofi Yamgnane
**PS (Finistère, 6e)**

Né le 11 octobre 1945 à Bassari (Togo), diplômé de l'Ecole nationale supérieure des mines de Nancy, Kofi Yamgnane a été professeur de mathématiques et de sciences physiques avant de devenir ingénieur à la direction départementale de l'équipement du Finistère. Ce fabiusien est maire de Saint-Coulitz depuis 1989. Il a été nommé secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration en 1991, puis secrétaire d'Etat à l'intégration en avril 1992. Conseiller régional et conseiller général depuis 1994, il préside la Fondation pour l'intégration républicaine depuis 1993.


ELF-INFORMATIONS ACTIONNAIRES
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 30 MAI 1997

# Nos perspectives sont prometteuses

Philippe Jaffré, Président d'Elf Aquitaine, a notamment déclaré :

« Votre Groupe a pour ambition d'être en 2005 un groupe vraiment mondial et de figurer parmi les dix meilleures entreprises mondiales dans chacun de ses métiers.

Le développement international de nos activités ira de pair avec la croissance de leur rentabilité.

A horizon 2005, nous réaliserons 40% de notre chiffre d'affaires hors d'Europe. A moyen terme et sur la base d'un environnement économique nettement plus défavorable que celui que nous avons connu en 1996, nous atteindrons une rentabilité de 12%.

Nous disposons ainsi d'une base solide pour créer des richesses, donc de la valeur pour nos actionnaires. Pour que cette valeur puisse croître de façon forte, régulière et durable, nous continuerons de nous attacher à la protéger par la rigueur de nos contrôles et la transparence de notre information.

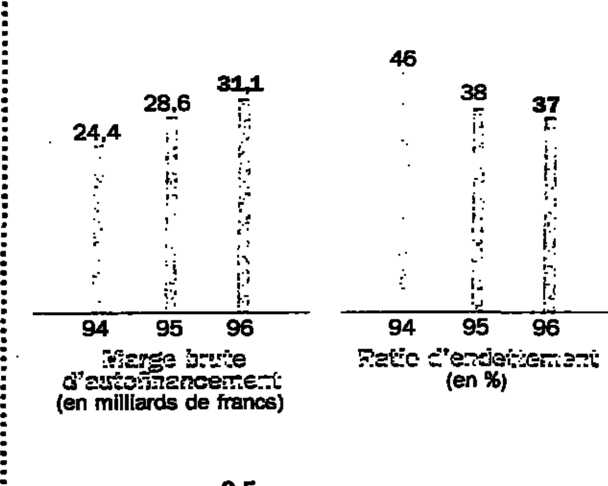
L'avenir est prometteur pour votre entreprise. L'année a bien commencé.
Il me paraît raisonnable d'attendre pour le premier semestre 1997 une progression du résultat net courant de l'ordre de 35%.

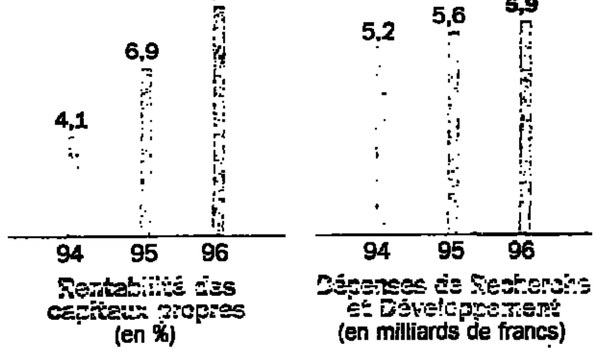
A plus long terme, l'avenir c'est aussi préparer la culture du Groupe, son organisation, ses femmes et ses hommes, dès aujourd'hui, à la construction d'une entreprise vraiment mondiale. »

*Pour toute information, contactez
Jean-Louis Piquée
Service Relations avec les Actionnaires
Tour Elf
92078 Paris-La Défense cedex.
Tél.: 01 47 44 59 86
Service Minitel : 3616 CBH
Internet : http://www.elf.fr*

## Chiffres clés

| | 94 | 95 | 96 |
|---|---|---|---|
| Résultat net courant (en milliards de francs) | 3,3 | 5,3 | 7,5 |
| Résultat net courant par action (en francs par action) | 12,7 | 20 | 28 |




Notre capacité de croissance est fondée sur des positions fortes sur des marchés porteurs et sur notre capacité d'innovation.

Dans le secteur de l'Exploration-Production, fort de sa présence de plus de cinquante ans dans le golfe de Guinée et de sa maîtrise des technologies nécessaires, Elf a déjà réalisé ou participé dans cette zone à quatre découvertes dans le domaine des grands fonds qui sont la grande province pétrolière de demain. A horizon 2005, nous escomptons une production de 1,3 million de barils par jour, soit 30% de plus qu'en l'an 2000.

Dans le Raffinage-Distribution, le rétablissement durable de notre rentabilité passe par notre capacité éprouvée à mettre au point de nouveaux produits qui répondent à la forte demande des consommateurs d'un carburant efficace et propre. Le Diesel Evolution en est un exemple, qui, par rapport à un diesel ordinaire, réduit de 25 à 30% les émissions de particules et de fumées noires et conduit à des économies de consommation dépassant les 5%.

En Chimie, Elf est devenu le premier fabricant mondial des substituts aux CFC, contribuant ainsi à préserver la couche d'ozone. Le développement de cette activité s'effectue sur une base mondiale, à l'image de notre chimie fine et de notre chimie des produits de performance qui réalisera 20% de ses ventes en Asie en l'an 2000.

Dans la Santé, avec le clopidogrel qui présente une efficacité supérieure à celle de l'aspirine dans la prévention des récidives d'accidents cardio-vasculaires graves ou mortels, mais aussi avec les autres grandes molécules que Sanofi conduit vers une commercialisation prochaine, nous allons récolter les premiers fruits de quinze années de Recherche et Développement.

## Augmentation du dividende

*L'Assemblée générale des Actionnaires a approuvé les* comptes de l'exercice 1996 et l'ensemble des résolutions qui lui étaient proposées. Le dividende net a été fixé à 14 francs par action. Il sera mis en paiement le 18 juin 1997, en espèces exclusivement.

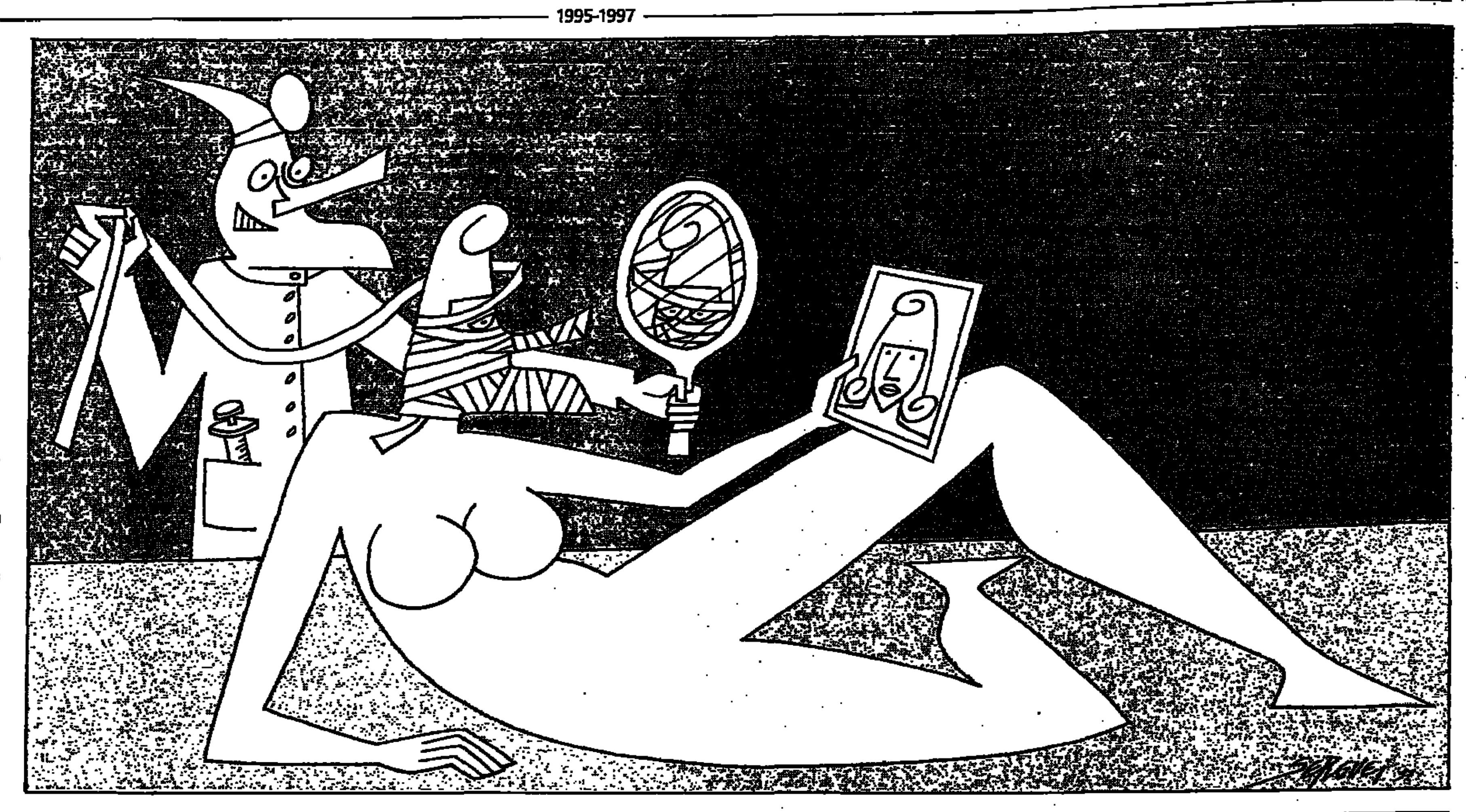



L'énergie humaine

# LE BILAN DU GOUVERNEMENT JUPPÉ

1995-1997

**ALAIN JUPPÉ, nommé premier ministre le 17 mai 1995, a été immédiatement pris à contre-pied par l'affaire de l'appartement qu'il louait à la Ville de Paris. Son premier gouvernement, composé d'hommes et de femmes qui, pour la plupart, avaient soutenu Jacques Chirac lors du premier tour de l'élection présidentielle, a commencé par augmenter les impôts pour financer quelques promesses électorales. Mais dès le 26 octobre, le chef de l'Etat donne le signal de la rigueur afin que la France soit en état de répondre aux critères de Maastricht permettant la création de l'euro. Pour mettre en œuvre cette nouvelle consigne présidentielle, Alain Juppé obtient la mise en place d'un gouvernement plus resserré. Sa seconde équipe ministérielle est composée le 7 novembre. S'ensuivent dix-sept mois au cours desquels l'action gouvernementale est orientée vers la réduction des déficits publics. La popularité du chef du gouvernement ne cesse de diminuer et la majorité parlementaire ne cache pas sa grogne.**



## Des réformes partielles, sous le signe de la rigueur

### Relance d'une politique arabe

■ *« La politique arabe de la France doit être une dimension essentielle de sa politique étrangère »*, déclarait Jacques Chirac dans un discours prononcé le 8 avril 1996 au Caire. Il donnait ainsi le cap à la diplomatie française, qui a ensuite préféré parler de politique proche-orientale, pour ne pas s'aliéner Israël. L'opération militaire israélienne « Raisins de la colère » contre le Liban, en avril 1996, devait fournir au ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, la première occasion de traduire cette diplomatie en actes. Paris s'est inséré dans la brèche qu'une attitude américaine résolument favorable à l'Etat juif laissait ouverte. Le cessez-le-feu au Liban est l'œuvre commune de Paris et de Washington. La France a aussi été le principal promoteur d'une participation européenne au processus de paix israélo-arabe. C'est à son instigation que fut désigné en novembre 1996 un *« envoyé spécial »* de l'Union européenne au Proche-Orient.

### Une diplomatie impuissante au Zaïre

■ En estimant, en mars dernier, que le maréchal Mobutu était *« incontestablement la seule personnalité capable aujourd'hui de contribuer à la solution »* du problème de l'intégrité du Zaïre, Hervé de Charette donnait des arguments de poids à tous ceux qui reprochaient à la France de soutenir le régime du président zaïrois. Par là, il décrédibilisait aussi la politique de Paris visant à envoyer une force internationale pour venir au secours des centaines de milliers de réfugiés rwandais qui étaient en train de mourir dans l'est du pays. Les craintes françaises s'avérèrent, pourtant : suspectés de massacres envers les réfugiés, les forces de l'alliance rebelle dirigées par Laurent-Désiré Kabila, aujourd'hui au pouvoir à Kinshasa, refusent toujours aux responsables de l'ONU d'enquêter sur place, et le nouveau régime mis en place à Kinshasa, dominé en fait par les militaires rwandais, présente des dérives inquiétantes, notamment pour le respect des droits de l'homme.

### Paris donne l'exemple en Bosnie

■ Lorsqu'il arrive à Matignon, en mai 1995, Alain Juppé, conformément à la répartition constitutionnelle des pouvoirs, s'efface en politique étrangère. C'est lui cependant qui a rédigé le discours de politique étrangère du candidat Chirac à la présidence, dans lequel sont exposés à propos des grands dossiers stratégiques (Europe, OTAN, relations avec la Russie, etc.) et sur la crise « chaude » du moment, la Bosnie, les principes qui inspireront pendant deux ans l'action extérieure de la France.

L'inflexion donnée d'emblée à la politique française en Bosnie va contribuer à l'évolution de la crise vers son dénouement, en incitant les Américains à s'y impliquer activement. Il s'agit de redonner à la communauté internationale une capacité de dissuasion en Bosnie, où les Casques bleus impuissants se trouvent en situation d'otages et ont fait obstacle jusque-là à toute intervention armée. C'est pour sortir de cette paralysie que, le 3 juin, Jacques Chirac fait approuver par ses partenaires la création d'une Force de réaction rapide (FRR), à laquelle participent, au côté de la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Elle n'empêchera pas le dernier grand carnage de Bosnie, celui de Srebrenica en juillet. Elle appuiera, en revanche, fin août, les raids de l'aviation de l'OTAN contre les positions serbes autour de Sarajevo. Ce sont les Américains qui, ensuite, orchestrent la négociation de Dayton, mais le rapprochement qui s'est produit entre Washington et Paris, l'engagement des Etats-Unis dans l'IFOR, dégagent le paysage franco-américain.

Les relations entre les deux pays connaissent d'ailleurs en août de la même année un développement quelque peu inattendu avec la décision de Paris de regagner la structure militaire intégrée de l'OTAN (que la France a quittée en 1966). Le gaulliste Jacques Chirac a tiré les leçons de quatorze années de vains efforts de son prédécesseur pour bâtir une défense européenne en dehors de l'OTAN. Les alliés de la France au sein de l'Union européenne n'en veulent pas. Mieux vaut essayer de bâtir, *« dans la maison »*, c'est-à-dire de développer un véritable pilier européen dans l'OTAN.

Sur ce chemin, la France va enregistrer ce qui ressemble fort à un demi-échec : elle est incapable, avec l'Allemagne, d'imposer son projet de fusion de l'Union de l'Europe occidentale dans l'UE. Au cours des travaux préparatoires de la Conférence intergouvernementale (la CIG), elle n'en mène pas moins d'obstinés efforts pour que l'UE se dote d'une politique extérieure et de sécurité commune (PESC).

### La « fracture sociale » s'est accentuée

LE 23 mai 1995, devant le Parlement, Alain Juppé affirmait son intention de provoquer *« un profond et durable mouvement de création d'emplois »*. Il s'engageait, dans le même discours, *« à ne plus traiter l'exclusion par surcroît (...), mais en faire la première exigence de l'action collective »*. Sur le terrain de la *« fracture sociale »*, le bilan n'est pas à la hauteur des espérances.

Le premier ministre a eu beau polémiquer sur l'héritage – peu brillant, mais déjà ancien – des socialistes, il n'a pas convaincu. Le chômage a bel et bien augmenté depuis juin 1995 et l'économie française, frappée d'atonie, n'a pas créé d'emplois. En retenant la norme du Bureau international du travail, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a augmenté de 367 000 depuis l'élection présidentielle et de 449 000 depuis le changement de majorité en mars 1993.

**Avec le chômage, la précarité des emplois n'a pas cessé de gagner du terrain, 80 % des embauches se faisant désormais sur des contrats à durée déterminée**

Avec le chômage, la précarité des emplois n'a pas cessé de gagner du terrain, 80 % des embauches se faisant désormais sur des contrats à durée déterminée. De plus, entre les emplois stables et le noyau dur du chômage (3,1 millions de personnes) s'est créé un « halo » où vivent plus de deux millions de personnes. Quant au temps partiel, qui concerne 16 % des salariés (3,6 millions de personnes), il s'est souvent développé contre l'assentiment des salariés, 40 % d'entre eux souhaitant travailler davantage. Est-ce à dire que le gouvernement de M. Juppé n'a rien fait ? Le premier ministre a suivi une politique de l'emploi engagée par son prédécesseur : baisse des charges sociales sur les bas salaires (amplifiée dans certains secteurs comme le textile), tentatives pour développer les emplois de proximité, timides essais pour favoriser l'aménagement et la réduction du temps de travail, notamment à travers la loi de Robien. Cette batterie de mesures, et cette réorientation de la politique vers un traitement moins social et plus économique du chômage, a sans doute permis de limiter les dégâts, mais pas d'enrayer la montée du chômage.

Parer au plus pressé sans s'attaquer aux racines du mal : sur le front de la lutte contre l'exclusion, la politique gouvernementale a souffert des mêmes défauts. Certes, l'hébergement d'urgence des sans-abri a été quantitativement amélioré. Les dépenses consacrées aux minima sociaux ont, elles aussi, augmenté. Mais, dès l'automne 1996, la priorité donnée à la réduction des déficits publics a interdit tout effort financier supplémentaire en faveur d'un traitement global de la pauvreté, qui n'a cessé de croître pour approcher les sommets historiques du milieu des années 80. En décembre 1996, le nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) a pour la première fois passé la barre symbolique du million de personnes pour s'établir à 1 010 000.

Sous la pression des associations, le thème de la lutte contre l'exclusion s'est en fait résumé à l'interminable feuilleton du projet de loi de cohésion sociale. Deux années durant, le gouvernement s'est débattu face aux exigences contradictoires de devoir honorer les engagements de réduction de la *« fracture sociale »* tout en n'y consacrant pas de nouvelles dépenses. Il a fini par livrer un texte très critiqué, avant que son examen par les députés ne soit symboliquement interrompu par la dissolution de l'Assemblée nationale.

Au premier rang des griefs, figurait l'absence de mesures d'envergure en faveur des jeunes. Les moins de vingt-cinq ans comptent en effet, avec les chômeurs de longue durée et les femmes isolées, parmi les victimes les plus durement touchées par la pauvreté. Au-delà du manque de moyens financiers, il a surtout été reproché au texte de ne pas organiser les conditions d'une vraie solidarité nationale envers les laissés-pour-compte de la société. La principale disposition du projet de loi, la transformation des minima sociaux en emplois, devait être ainsi en partie financée par un abaissement de l'allocation de solidarité spécifique versée aux chômeurs en fin de droits. Conçu pour tenir tant bien que mal la parole donnée par Jacques Chirac, le projet de loi n'a fait que trahir l'impuissance ou le manque de volonté du gouvernement pour mettre en place de vrais mécanismes de réduction des inégalités.

### L'immigration à la manière répressive

■ Contre toute attente, le thème de l'immigration s'est trouvé propulsé en première ligne, au point de devenir l'un des principaux points du bilan présenté aux électeurs par la majorité. La banalisation des « charters » pour reconduire les étrangers en situation irrégulière, l'amélioration de l'efficacité de ces procédures, et l'adoption d'une nouvelle loi répressive caractérisent en effet l'action menée par le gouvernement Juppé.

Alors que Jacques Chirac était réticent à remettre sur le tapis la question minée de l'immigration, après tous les débats provoqués par la loi Pasqua de 1993, l'opiniâtreté de Jean-Louis Debré et le retentissement inattendu du mouvement des sans-papiers ont relancé le débat.

Le président de la République a fini par avaliser les projets du ministre de l'intérieur, sous la pression conjuguée des parlementaires de la majorité et d'une opinion publique stupéfaite de l'impuissance gouvernementale dans l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard.

Mais le projet Debré ne deviendra la loi du 24 avril 1997 qu'après avoir déclenché des manifestations et un déferlement de pétitions qui obligera le gouvernement à modifier son projet sur les certificats d'hébergement.

Au total, la nouvelle loi retarde l'intervention du juge en cas de placement en rétention d'un étranger et limite les possibilités de remise en liberté ; elle permet aux policiers de pénétrer sur les lieux de travail et de fouiller les camions dans une zone de 20 kilomètres en deçà des frontières Schengen.

Ce nouveau tour de vis témoigne d'une volonté d'afficher une attitude de fermeté en matière d'immigration, alors que la politique d'intégration a été laissée en jachère.

Quant aux mesures de régularisation contenues dans la loi Debré, elles marquent la reconnaissance des impasses du texte de M. Pasqua. La gauche, en retrait du mouvement des sans-papiers, a finalement pris le train en marche, au point que le Parti socialiste a promis de *« supprimer »* les lois Debré et Pasqua.

Le consensus silencieux observé entre MM. Chirac et Jospin pendant la campagne présidentielle de 1995 n'aura pas survécu à deux années de soubresauts.

### La cour d'assises et la détention provisoire modifiées

■ Dès son arrivée place Vendôme, en 1995, Jacques Toubon avait mis les choses au point : le garde des sceaux ne serait pas l'homme de l'indépendance du parquet. *« Le ministère public a pour mission de mettre en œuvre la politique générale définie par le gouvernement »*, résumait-il en 1996.

Finalement, le texte qui marquera son passage au ministère de la justice est la réforme de la cour d'assises. Face à l'hostilité des professionnels, le garde des sceaux avait confié le dossier à un Haut Comité consultatif présidé par Jean-François Deniau. En juin 1996, le conseil des ministres a adopté un projet de loi introduisant un appel pour les dossiers criminels et obligeant les jurés à prononcer une décision motivée.

Jacques Toubon laisse également derrière lui une réforme de la détention provisoire, un texte sur l'obligation de soins des délinquants sexuels et... une suspicion grandissante autour de la gestion publique. L'envoi d'un hélicoptère dans l'Himalaya, le « saucissonnage » des dossiers du juge Halphen et les retards de l'action publique dans certaines affaires ont considérablement entamé la confiance des Français en l'impartialité de la justice.

### Réorganisation des premiers cycles universitaires

■ François Bayrou laisse derrière lui des chantiers inachevés ou tout juste esquissés. Le président de Force démocrate se félicitait d'être resté à l'éducation nationale plus longtemps que Lionel Jospin : deux ans dans le gouvernement d'Edouard Balladur, consacrés à la mise en place du Nouveau contrat pour l'école; et deux ans avec Alain Juppé, pendant lesquels il s'est attaché à une réforme de l'enseignement supérieur. Au fil de dix-huit mois de négociations, cette réforme s'est singulièrement amoindrie, pour n'aboutir qu'à une réorganisation des premiers cycles universitaires. La mise en place d'un « statut étudiant » a été renvoyée à plus tard, tout comme la définition d'une « filière technologique » ou la réforme du statut des enseignants du supérieur. Dans le même temps, cinq mille postes ont été supprimés cette année dans le secondaire.

M. Bayrou a su convaincre Jacques Chirac de renoncer à un référendum et, estime avoir réconcilié la droite avec l'éducation nationale, même si la réforme tant promise est restée en jachère.

NT JUPPÉ

de la rigueur

L'immigration à la manière répressive

La cour d'assises et la détention provisoire modifiées

Réorganisation des premiers cycles universitaires



## LES TROIS MOMENTS-CLÉS

**1 LE 15 NOVEMBRE 1995, Alain Juppé annonce une réforme de la Sécurité sociale et du système de retraites des agents de l'Etat.**
Des grèves et des manifestations sont organisées à Paris et en province. Pendant huit semaines, la France est paralysée par l'arrêt des transports en commun. Louis Viannet (CGT) et Marc Blondel (FO) font cause commune, tandis que Nicole Notat (CFDT) soutient le « plan Juppé ». Le gouvernement finira par reculer sur les régimes de retraites.

**2 LE 23 AOÛT 1996, la police évacue des étrangers « sans-papiers » qui occupaient l'église Saint-Bernard à Paris.**
Jean-Louis Debré relance son projet de loi sur l'immigration. Ce texte, d'abord *voté dans l'indifférence*, soulève une vague d'indignation, à l'initiative de cinéastes. Le 22 février, 100 000 manifestants défilent à Paris.

**3 LE 11 MARS 1997, les internes découvrent que la réforme de la Sécurité sociale va pénaliser ceux qui veulent ouvrir un cabinet privé.**
Trois semaines de grève des soins paralysent les CHU de la France entière et obligent le gouvernement à des concessions.

# Des ministres sous tutelle

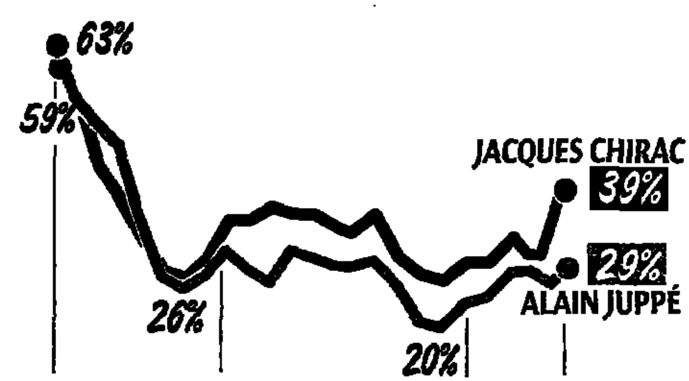
## Les principales réformes ont été élaborées à Matignon ou à l'Elysée

ILS sont partis à trente-deux autour d'Alain Juppé dans ce deuxième gouvernement du septennat de Jacques Chirac. Vingt-huit hommes et quatre femmes ayant survécu au limogeage des « juppettes » de la première équipe. Nombre d'entre eux seront vite oubliés, comme Dominique Perben à la fonction publique et à la réforme de l'Etat, ou Jean-Claude Gaudin à l'aménagement du territoire. Quelques-uns auraient pu avoir à gérer des dossiers essentiels, mais ils en ont été privés par *la concentration des pouvoirs à Matignon* : c'est le cas de Franck Borotra, à l'industrie, et de Jean Arthuis, à l'économie et aux finances, dont les avis ont été balayés d'un revers de main dans le dossier Thomson. Il est vrai que *le titulaire de Bercy* n'avait pas été particulièrement adroit dans les privatisations dont il s'était personnellement occupé, comme celle du Crédit foncier. Bien vite, d'ailleurs, il avait dû comprendre que les choix économiques et financiers ne relevaient que du premier ministre.

Certains ministres peuvent espérer attacher leur nom à une *grande réforme*. Charles *Millon*, à la défense, est du nombre, mais il n'a fait qu'appliquer les strictes consignes du président de la République. En revanche, François Bayrou, à l'éducation nationale, est le seul père de la réforme de l'enseignement *supérieur*. Jacques Barrot, au travail et aux affaires sociales, n'a pas été associé à la préparation du « plan Juppé » sur la Sécurité sociale, mais, aidé par Hervé Gaymard, à la santé, il l'a portée ensuite à bout de bras. Jacques Toubon aurait certainement aimé réformer en profondeur la justice, mais il ne l'a pas pu, son temps ayant été pris par la gestion des « affaires » et la nomination de magistrats sûrs aux postes sensibles.

D'autres ministres ont su remplir la mission qui leur avait été confiée. Philippe Vasseur a réussi à se bâtir un grand capital de sym*pathie chez les agriculteurs, dans* la grande tradition chiraquienne. Jean-Pierre Raffarin, héros de la lutte contre les grandes surfaces, fut le ministre qu'attendaient depuis longtemps les commerçants et les artisans. Jean-Louis Debré, à *l'intérieur, s'est fait apprécier par* les policiers. Et s'il a eu le plus grand mal à convaincre le premier ministre de la nécessité d'une nouvelle loi sur l'immigration, il n'a pu qu'entendre, avec satisfaction, Alain Juppé en user largement comme argument électoral pendant la campagne des législatives anticipées.

### UN RECORD D'IMPOPULARITÉ

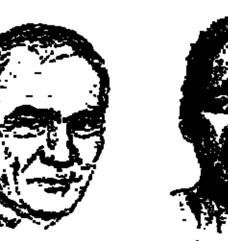



■ Jamais, depuis 1958, un premier ministre n'avait bénéficié d'une cote de popularité aussi élevée qu'Alain Juppé lors de sa nomination en mai 1995. Jamais, un chef de gouvernement n'a connu une telle dégringolade de son crédit dans l'opinion : en six mois, il a chuté de 63 % à 26 % de bonnes opinions et n'a jamais réussi à remonter la pente. Jacques Chirac n'a guère fait mieux que son premier ministre. Sa cote de popularité est restée constamment négative depuis l'été 1995.


ALAIN JUPPÉ


JACQUES TOUBON


JEAN-LOUIS DEBRÉ


CHARLES MILLON

FRANÇOIS BAYROU


JACQUES BARROT


JEAN-PIERRE RAFFARIN


PHILIPPE VASSEUR

## Une hausse fiscale sans précédent

S'IL faut s'en tenir aux chiffres officiels, le bilan qu'Alain Juppé peut afficher dans le domaine des finances publiques n'est assurément pas mauvais. Il est, en tout cas, meilleur que celui – *« calamiteux »*, avait dit le premier ministre sortant – de son prédécesseur à Matignon, Edouard Balladur.

Alors que la croissance écono*mique a plafonné, ne dépassant* pas 1,5 % en 1996, les déficits publics ont en effet baissé, au moins dans un premier temps. De 5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1995, ils sont tombés à 4,2 % en 1996.

Le gouvernement y a vu la preuve qu'il avait respecté son plan de route pour parvenir à 3 % à la fin de 1997 et donc se conformer à l'un des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, en vue de la création de la monnaie unique européenne.

Seulement voilà : cette présentation de l'état des finances publiques est sans doute exagérément flatteuse, pour au moins deux raisons. D'abord, si les déficits ont effectivement reflué, au moins en 1996, cela n'a été possible qu'au prix d'un relèvement des prélèvements sans précédent dans l'histoire fiscale du pays et *qui a sans doute lourdement pesé* dans la défaite électorale de la droite.

Qu'on se souvienne de la rafale des hausses d'impôts ! Majoration de près de 2 points du taux normal de la TVA, qui est ainsi passé de 18,6 % à 20,6 %, augmentation de 10 % de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur la fortune, relèvement de la fiscalité pétrolière, des droits sur le tabac, création du remboursement de la dette sociale (RDS) : au total, ce sont près de 120 milliards de prélèvements nouveaux, en année pleine, qui sont entrés en vigueur en 1996.

Même si le gouvernement a toujours contesté cette évaluation – parlant, lui, de seulement 80 milliards de francs, déduction faite des allégements de charges sociales – et même s'il a ensuite cherché à se faire pardonner en décidant d'alléger de 25 milliards de francs l'impôt sur le revenu en 1997 et en annonçant des baisses complémentaires de 12,5 milliards de francs les quatre années suivantes, le bilan est là, incontestable : avec M. Juppé aux commandes, à Matignon, les prélèvements obligatoires ont atteint le niveau historique de 45,7 % du PIB en 1996, après 44,5 % en 1995.

La seconde nuance au tableau a trait à la situation actuelle des comptes publics. Si, grâce à cette rafale de hausses fiscales, les déficits publics se sont effectivement redressés en 1996, l'amélioration s'est-elle poursuivie en *1997 ? On peut, à tout le moins en* douter.

D'abord, le redressement des comptes de la Sécurité sociale n'a pas été au rendez-vous, malgré le plan drastique mis au point par M. Juppé. Le déficit de la Sécurité sociale qui devait ainsi être limité à seulement 17 milliards de francs en 1996 a finalement culminé à 54,2 milliards. Plus grave, les comptes qui devaient initialement être à l'équilibre pour 1997 se sont progressivement détériorés : on a d'abord parlé d'un déficit probable de 17 milliards de francs, puis le chiffre a été révisé à 29,7 milliards de francs et enfin 35,2 milliards de francs.

Les comptes de l'Etat ne sont guère plus reluisants. Prévu pour n'atteindre que 287,8 milliards de francs, le déficit budgétaire de 1996 a finalement atteint 295,4 milliards. Pour 1997, le gouvernement s'est fixé un objectif très modeste : le ramener à 284,8 milliards. Pourtant, l'objectif pourrait être très difficile à tenir. Le bilan budgétaire publié à la fin mars fait apparaître que si les dépenses sont tenues, les recettes fiscales sont beaucoup plus faibles que prévu : en particulier, la hausse de la TVA, qui devait atteindre 5,8 % sur l'ensemble de l'année n'est pour l'instant que sur une pente de +1,5 %.

Encore plus alarmiste, une note récente de la direction du budget, révélée par *Le Monde* daté 18-19 mai, laissait entendre que les déficits publics pourraient être beaucoup plus déséquilibrés que prévu. Pour l'année 1997, il était ainsi fait mention d'un déficit possible de plus de 45 milliards de francs pour la Sécu. Au total, ce document confidentiel s'inquiétait d'une dérive possible des déficits publics, atteignant près de 3,7 % en 1997 et 4,5 % en 1998...

Le débat sur « l'héritage Juppé » ne fait sans doute que commencer...

**Majoration de la TVA, augmentation de l'impôt sur les sociétés, relèvement des droits sur le tabac : au total, près de 120 milliards de francs de prélèvements nouveaux en année pleine sont entrés en vigueur en 1996**

## Ebauche d'une double « révolution » dans la défense

■ Le 22 février 1996, lors d'un entretien télévisé, le chef des armées, Jacques Chirac, lance sa double « révolution » –, qu'il demande au ministre de la défense, Charles Millon, de mettre en forme dans un délai de six ans – *de l'institution militaire et de l'in*dustrie de défense.

Dictée par des considérations financières, qui imposent de s'en tenir entre 1997 et 2002 à un budget militaire de 185 milliards de francs (valeur 1996) par an, cette réforme vise à professionnaliser les forces armées, en créant des corps d'intervention extérieure pour des missions de maintien de la paix ou à caractère humanitaire, et à regrouper les capacités industrielles nationales autour de « pôles » de savoir-faire spécialisés, susceptibles de coopérer – voire de s'insérer – au sein de constellations européennes rivalisant avec la concurrence américaine.

*En matière militaire, cela se tra*duit par l'abandon progressif du service national obligatoire (et son remplacement par un « rendez-vous citoyen » de cinq jours pour tester les aptitudes physiques, scolaires et psychotechniques de tous les jeunes hommes et toutes les jeunes femmes), par le recours à des volontaires recrutés avec des contrats à durée déterminée, par une forte diminution des effectifs d'active (sauf dans la gendarmerie) obtenue grâce à d'importantes primes de départ, et par une rétraction du domaine immobilier des armées (qui leur font fermer des garnisons ou des camps).

Dans le domaine industriel, la voie choisie est celle de la privatisation des groupes Aerospatiale, après fusion avec Dassault-Aviation, et Thomson-CSF, après reprise par un investisseur extérieur (Matra ou Alcatel), ou celle de la réorganisation interne de GIAT *Industries et de la direction des* constructions navales (DCN), qui, par l'appel au volontariat, entraîne des suppressions d'emplois.

Au moment où le gouvernement d'Alain Juppé doit céder la place, bien des aspects de cette double « révolution » au ministère de la défense sont demeurés à l'état d'ébauche.

C'est notamment le cas pour la fin du service national obligatoire, puisque le projet de loi de M. Millon n'a pas été définitivement adopté par le Parlement, et pour la remise en ordre de l'outil industriel de défense, puisque les privatisations qui étaient à l'ordre du jour et qui ont donné lieu à de vives controverses publiques, sont concrètement restées lettre morte.

A charge pour le nouveau gouvernement de débloquer ces dossiers.

## Privatisation d'Usinor, des AGF et de Pechiney

■ Décidé à poursuivre la vague de privatisations engagées depuis 1993, le gouvernement Juppé a mis en œuvre quelques grandes offres publiques de vente : celles d'Usinor, en juillet 1995, rapportant 10 milliards de francs, de Pechiney, *en décembre 1995 (3,5 milliards)*, et des AGF en mai 1996 (8,4 milliards de francs).

Deux privatisations commencées par le gouvernement Balladur ont pu être achevées : celle de Bull, engagée en 1994, et celle de Renault où l'Etat, tout en restant le principal actionnaire, a mis en vente en juillet 1996 les 6 % du capital qui ont fait basculer le constructeur d'automobiles dans le secteur privé. Après l'échec de la tentative de privatisation du groupe Thomson dans son ensemble, le gouvernement a décidé de mettre en vente la seule branche militaire, Thomson CSF. Deux candidats, Alcatel-Dassault et le groupe Lagardère, ont dépo*sé des offres le 7 mai. Quant à la* vente de 20 % à 30 % de France Télécom, elle devait initialement démarrer le 5 mai.

## Une action culturelle homéopathique

■ Les méchantes langues diront que le bilan du ministre de la culture se borne surtout à son absence. Philippe Douste-Blazy est pourtant arrivé rue de Valois avec une cote de sympathie non négligeable. L'homme paraît ouvert, tolérant, courtois, et prêt à écouter ses interlocuteurs. Son discours sur la *« réduction de la fracture sociale »* par le biais de la culture est sympathique en dépit de son flou. Ses idées, hélas !, se limiteront à des formules martelées avec un jo*li sourire. Tout au plus appliquera*t-il quelques recettes lancées par ses prédécesseurs, comme ces ateliers implantés dans les quartiers défavorisés et confiés à un artiste. Des opérations positives mais homéopathiques. Surtout, il ne saura pas résister à la pression de Bercy qui réduira considérablement le budget de son ministère. Il lui faudra opérer des coupes claires un peu partout, au risque de mécontenter l'ensemble des acteurs du monde culturel. Toujours soucieux de ménager son image, il réduira d'un bon tiers les fonds destinés au patrimoine – les vieilles pierres ne risquent pas de défiler sous ses fenêtres. En revanche, il faut créditer le maire de Lourdes d'une détermination sans faille à égard de l'idéologie du Front national : il soutiendra notamment Gérard Paquet, directeur du Festival de Châteauvallon.

## LES AUTRES DOSSIERS

### AGRICULTURE

**QUOIQUE** très sollicité par des questions conjoncturelles brûlantes – notamment l'affaire de la « vache folle » –, le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, n'a pas négligé les questions de fond. La loi d'orientation sur la pêche et les cultures marines a été votée en première lecture par l'Assemblée et en seconde par le Sénat.

Autre texte bien engagé : la loi sur la qualité sanitaire des denrées alimentaires, qui veille au suivi des aliments, du producteur jusqu'à l'assiette. L'Assemblée nationale l'a déjà examiné. Quant à la « grande » loi d'orientation (190 articles) qui contient des mesures juridiques fiscales et sociales (amélioration des retraites), elle était prête à passer devant le Sénat le 5 juin.

### VILLE

**A PEINE** nommé ministre de la ville, Eric Raoult annonçait le grand retour de l'Etat, promettait une loi de programmation et laissait entrevoir un effort budgétaire sans précédent. Deux ans plus tard, on est loin du compte. Certes, le gouvernement a lancé, en janvier 1996, le *« pacte de relance pour la ville »*. Trente-huit zones franches urbaines (ZFU) ont vu le jour et le principe des « emplois-ville » aidés par l'Etat a été consacré par une loi. Pourtant, les avantages fiscaux considérables accordés aux entreprises dans ces ZFU n'ont permis d'y implanter qu'un peu plus de 2 000 emplois, dont les deux tiers proviennent de simples déplacements géographiques. Quant aux emplois-ville, le chiffre de 100 000 sur plusieurs années initialement envisagé semble aujourd'hui tenir de la fiction.

### LOGEMENT

**AU COURS** de la campagne présidentielle, Jacques Chirac – sur le conseil de Pierre-André Périssol, vice-président de l'Union des HLM et futur ministre du logement d'Alain Juppé – avait défini trois orientations : un grand programme de logements d'urgence pour les plus démunis, la relance de l'accession sociale à la propriété et l'encouragement de l'investissement locatif. *En décembre 1996, le Plan d'urgence était bouclé. Le « prêt à taux zéro »*, créé en octobre 1995, devait bénéficier, en 1996, à 130 000 ménages modestes tentés par l'accession à la propriété. Enfin, « l'amortissement Périssol » allait permettre aux ménages, acquéreurs d'un logement locatif neuf, de bénéficier d'importantes déductions fiscales. Ces promesses tenues n'ont pas suffi, toutefois, à relancer véritablement le secteur du logement. Contrairement aux attentes, le prêt à taux zéro n'a provoqué aucun appel d'air dans le parc HLM. En outre, la réforme des attributions de logements sociaux, très attendue depuis la vague des « affaires » parisiennes, a été sans cesse différée.

### TRANSPORTS

**LA CONSTRUCTION** de nouvelles lignes TGV a donné lieu à une valse hésitation entre le ministre, Bernard Pons, et sa secrétaire d'Etat, Anne-Marie Idrac. Sur la base des rapports Rouvillois et Blanc-Brossier, cette dernière a suggéré de développer la technique du train pendulaire et de renoncer au « tout-TGV » (programmé sur 2 300 kilomètres). M. Pons a néanmoins décidé de lancer l'avant-projet pour la totalité de la ligne nouvelle du TGV-Est. Malgré une vive opposition des riverains, le site de Beauvilliers (Eure-et-Loir) a été choisi pour accueillir *« le moment venu »* le troisième aéroport du Bassin parisien, tandis que le feu vert a été donné aux deux nouvelles pistes d'atterrisage de Roissy-Charles-de-Gaulle. Le consensus n'est pas davantage acquis pour le « plan autoroutes », de plus en plus contesté sur le terrain.

### RECHERCHE

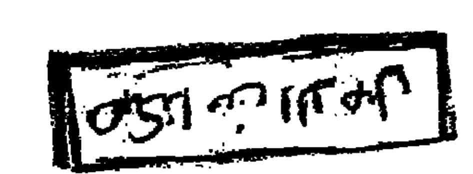
**EN 1997**, pour la première fois depuis dix ans, le budget civil de la recherche a baissé (– 1,3 % en francs courants). En dépit d'un effort de recrutement *plus soutenu, l'emploi scientifique a continué de régresser. En octobre 1996*, un comité interministériel a fixé aux établissements publics de recherche des *« objectifs socio-économiques »* et lancé des programmes prioritaires, dans le domaine de la santé et des biotechnologies, de l'agroalimentaire, de l'informatique, de l'environnement ou des transports.

La proximité des élections législatives a poussé le gouvernement à geler le projet de réforme du CNRS, préparé par son directeur, Guy Aubert. La mise à la retraite, à soixante-cinq ans, de tous les directeurs de recherche, pour favoriser l'emploi des jeunes, a provoqué une petite fronde, illustrée par le départ aux Etats-Unis du professeur Luc Montagnier.

### ENVIRONNEMENT

**CORINNE LEPAGE** aura tout essayé pour faire avancer la cause du développement durable. Pas toujours avec succès. Les pressions des différents lobbies ont eu raison du projet de lutte contre la pollution automobile : la loi sur l'air a, dès son premier passage à l'Assemblée nationale, subi les assauts de la majorité parlementaire, relayant le lobby pétrolier opposé à toute taxe sur les carburants et toute limitation de la circulation en ville. Mme Lepage est cependant parvenue à imposer un dispositif restrictif de cir*culation alternée en cas de pic de pollution* et à imposer à toutes les grandes agglomérations un plan de déplacement urbain.

Sur le dossier du nucléaire, après s'être opposée au ministre de l'industrie sur le redémarrage de Superphénix, elle est désavouée par le premier ministre, qui refuse l'ouverture d'une nouvelle enquête publique afin d'appliquer au nucléaire les règles de transparence démocratique.



DISPARITIONS

# Henry Barakat

## Le doyen des cinéastes égyptiens

**HENRY BARAKAT** est mort, lundi 26 mai, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, dans un hôpital du Caire où il séjournait depuis deux mois pour des problèmes respiratoires.

Né en 1914 au Caire dans une famille d'origine libanaise chrétienne, Barakat se destine initialement à une carrière juridique quand le démon du cinéma le détourne de sa vocation. D'abord à l'occasion d'un séjour à Paris, au cours duquel il fréquente les studios français, puis, dès son retour en Egypte, lorsqu'il s'initie au montage et à l'assistanat auprès de deux pionniers du cinéma national, Ahmad Badrakhan, un des responsables de la production des studios Misr, et Ahmad Galal, fondateur de la compagnie de production Galal Films. Il entame ainsi, à partir de 1941, une carrière prolifique avec une adaptation de Tchekhov – *Les Délinquants* – mais *ne tarde pas à s'illustrer dans la réalisation* en série d'un genre national qui connaît son apogée à cette époque, la comédie musicale.

Interprétées par les stars incontestées du genre, telles Samia Gamal et Farid Al Atrache, les plus célèbres s'intitulent *Madame la diablesse* (1949), *Ne le dites à personne* (1951) ou *Chant immortel* (1952). Elles valent à leur auteur un considérable succès, et font aujourd'hui encore les délices de millions de téléspectateurs arabes.

A l'image du cinéma égyptien dans son ensemble, qui voit apparaître un courant réaliste et engagé dès 1939 avec *La Volonté*, de Kamel Sélim, puis, plus tard, avec les réalisateurs Salah Abu Sayf, Tewfik Salah et Youssef Chahine, l'œuvre romantique et étincelante de Barakat *prend une tournure plus sociale* aux alentours des années 60. Drame rural et plaidoyer féministe sont ainsi au centre de *Hassan et Naïma* (1958), *L'Appel du courlis* (1959), *La Porte ouverte* (1963), ou *Le Péché* (1965), adapté d'une nouvelle de l'écrivain Youssef Idriss, et sélectionné en compétition officielle au Festival de Cannes. Interprétée par son actrice fétiche, Faten Hamama, l'histoire de cette jeune paysanne, violée par un garde et accouchant seule dans les champs en étouffant son enfant, rompt à la fois avec le style flamboyant des studios et constitue une approche sensible de la condition féminine qui font de ce film un classique du cinéma égyptien.

Vingt-quatre ans plus tard, après être revenu à une esthétique moins ambitieuse et à des sujets plus légers, Barakat traite de nouveau avec force le sujet, en consacrant *La Nuit de l'arrestation de Fatma* (1984) à un portrait de femme (toujours interprété par Faten Hamama) qui aliène sa vie entière à la carrière de son frère. Continuant de tourner à un rythme régulier *jusqu'en 1993, Barakat reçoit en 1996* le Prix national des arts, la plus importante distinction égyptienne décernée à un artiste, pour l'ensemble de sa carrière. Son œuvre, programmée à l'occasion de quelques rares festivals, demeure à ce jour pratiquement inconnue en France.

*Jacques Mandelbaum*

# Jeff Buckley

## Un rocker américain tourmenté

**SA MÈRE**, Mary Guibert, et ses managers, Dave Lory et George Stein, ont officiellement indiqué, lundi 2 juin, qu'ils n'avaient plus d'espoir de retrouver le chanteur de rock Jeff Buckley, âgé de trente ans, disparu et probablement noyé, jeudi 29 mai, après une baignade dans le Mississippi, à Memphis (Tennessee).

Une malédiction poursuit-elle cette famille de musiciens ? Figure culte, troubadour maudit, Tim Buckley, son père, est mort en 1975 d'une surdose d'héroïne. Le fils avait alors huit ans. Presque vingt ans plus tard, Jeff Buckley étrennait sa carrière discographique en publiant un mini-album confidentiel, *Live at Sin-é*, ne contenant que cinq chansons enregistrées en concert dans un café new-yorkais. Seul avec sa guitare à peine amplifiée, le chanteur se mettait à nu. Une impudeur troublante, *pleine de fantômes et de* promesses.

Publié en 1994, *Grace*, son premier véritable album (publié par Sony), bouleversait en profondeur, comme une onde sismique émotionnelle, le monde trop sage de la pop. Personnage tourmenté, hanté par un double qu'il n'avait pas connu – ce père dont il refusait de parler –, le jeune homme tutoyait les anges et quelques démons. Influencé par les grandes plumes du rock – *Leonard* Cohen, Morrissey, Lou Reed et Bob Dylan –, Jeff Buckley croyait aussi à la sensualité débridée des Stooges et de Led Zeppelin.

A l'onirisme de ses textes correspondait un chant qui s'exprimait avec la liberté d'un instrument. D'une voix de gorge murmurée, ce beau jeune homme au teint pâle et au regard fiévreux, passait à un aigu transluscide avant de hurler à pleins poumons. *Mojo Pin*, un des plus beaux titres de *Grace*, chantait sa dangereuse fascination pour l'héroïne. Son lyrisme bouillonnant bousculait parfois le bon goût, mais ces chansons pleines de vertiges l'imposaient comme l'un des plus sûrs espoirs de la scène rock.

Depuis trois ans, on attendait *une suite à ce coup de maître*. La longueur du délai inquiétait. A Memphis, Jeff Buckley et ses musiciens avaient commencé à répéter en vue de l'enregistrement du nouvel album. Jeudi, après dîner, le chanteur-guitariste, d'excellente humeur, avait plongé tout habillé dans le Mississippi, près d'un petit port de plaisance. Après quinze minutes, l'ami qui l'accompagnait a perdu sa trace. A la suite de plusieurs heures de recherches infructueuses, la police a conclu que le chanteur avait dû être emporté par une vague de fond provoquée par un navire. En 1994, Jeff Buckley confiait au *Monde* (22 septembre 1994) un des secrets de sa voix envoûtante : « *Mon phrasé, mes mélodies, je crois qu'ils viennent aussi des souvenirs des pleurs de ma mère. Pour me les cacher, elle s'enfermait sous sa douche. Le bruit de cette eau et de ces sanglots me faisait penser à une sirène.* »

*Stéphane Davet*

NOMINATION

### POLICE NATIONALE

**Pierre Bordry** a été nommé président du Haut Conseil de déontologie de la police nationale par un arrêté du premier ministre, du garde des sceaux et du ministre de l'intérieur, en date du 30 mai, sur proposition du vice-président du Conseil d'Etat. Le conseiller d'Etat *Pierre Bordry succède à Robert* Touzery, qui avait démissionné, il y a plusieurs mois, pour raisons de santé. Créé en 1993 par M. Pasqua pour remplacer, en limitant ses compétences, le Conseil de déontologie institué par un gouvernement socialiste, le Haut Conseil ne s'est pas réuni depuis le départ de Robert Touzery.

[Né le 22 mai 1939 à Puiseaux (Loiret), Pierre Bordry est diplômé de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales. Secrétaire général du groupe centriste au Sénat de 1967 à 1968, il a été chef du cabinet, *conseiller spécial, puis directeur du cabinet* du président du Sénat Alain Poher. Nommé conseiller d'Etat au tour extérieur en juin 1987, il a été conseiller pour les libertés publiques du ministre de l'intérieur Charles Pasqua.]

# Jean Wetz

## Un ancien correspondant du « Monde »

**ANCIEN** correspondant du *Monde* à l'étranger, Jean Wetz est mort samedi 31 mai. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Au *Monde*, où il est resté près de quarante ans, il avait choisi une spécialité : celle du correspondant à l'étranger qui transporte sa curiosité de capitale en capitale, en réduisant au minimum ses contacts avec la rédaction centrale. Mise à part une incursion en Inde, qui dura tout de même sept ans (de 1962 à 1969), Jean Wetz a promené son physique de géant débonnaire dans les pays européens. Sa carrière s'est déroulée comme une navette entre Londres, Bonn et Bruxelles, pimentée d'un bref intermède à Varsovie, de 1960 à 1962. Sans doute serait-il resté plus longtemps dans cette Pologne qui était alors une démocratie populaire, mais les autorités communistes refusèrent de lui renouveler son visa, sans donner *de raison officielle*. La raison officieuse n'était pas difficile à deviner ; bien informé, Jean Wetz ne se contentait pas de gloser sur les communiqués officiels du régime.

Il était né le 18 août 1917 à Winterthur, en Suisse, et il était citoyen d'honneur de Champéry, une petite station du Valais où il aimait se retirer. Il jetait sur les choses de ce monde un regard ironique et sympathique qui faisait le sel de ses correspondances.

*D. V.*

[*Au service du journalisme, la vie professionnelle de Jean Wetz s'identifie à celle de ce journal. S'associant à la tristesse d'Alicia Wetz, Le Monde salue la mémoire de son ancien collaborateur.*]

# Patrice Galbeau

## Un homme de radio et de théâtre

**PATRICE GALBEAU**, producteur délégué à Radio-France et homme de théâtre, est décédé, vendredi 30 mai à Paris, des suites d'une intervention chirurgicale. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Né le 7 juillet 1927, après des études classiques à Louis-le-Grand, il aborde le théâtre comme comédien puis comme metteur en scène. Il dirige notamment Edwige Feuillère dans *Rodogune*, de Corneille. Directeur des programmes de Radio-Tchad en 1967, puis réalisateur à la télévision tunisienne *en 1969, il collabore au début des* années 70 à la Radio-télévision française, radio qu'il ne quittera plus. Travailleur infatigable, il produit et adapte une soixantaine de feuilletons. Nommé responsable des émissions de fiction sur France-Inter, on lui doit « Les Tréteaux de la nuit », devenus, à la rentrée 1996, la fiction de « Nuit noire ». On le retrouve sur France-Culture avec « Rencontres », sur Radio-Bleue avec « Histoires d'un soir », et sur RFI avec des dramatiques en langue anglaise. *Pour* produire ces fictions, il a fait appel à plus de cinq cents auteurs. En 1982, il reçoit le Grand Prix de l'audiovisuel de l'Europe, décerné par l'Académie du disque français pour une adaptation d'*Un amour de Swann*, de Marcel Proust, réalisée par Patrick Liegibel. En 1996, il est le lauréat du Grand Prix pour le centenaire de la radio.

*Armelle Cressard*

## AU CARNET DU « MONDE »

### Anniversaires de naissance

– Le 4 juin 1997,

Bon anniversaire,

**Mamie.**

Paul, Charles, Félix.


**CARNET DU MONDE**

Renseignements :
01-42-17-29-94
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

| | |
|---|---|
| *Toutes rubriques* | 105 F |
| Abonnés et actionnaires | 95 F |
| Communicat. diverses | 110 F |
| Thèse étudiants | 65 F |

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.


### Décès

*« Avec celui que nous aimons, nous avons cessé de parler et ce n'est pas le silence. »*
René Char.

Rennes. Carantec. Paris. Bordeaux.

Sa famille,
Ses amis,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

**Gérald BATAIL,**

le 2 juin 1997.

Selon ses vœux, la cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame, à Rennes, le mercredi 4 juin, à 10 h 30.

Ses cendres seront dispersées au large de Carantec.

33, boulevard Duchesse-Anne,
35700 Rennes.

6 *bis*, rue Porspol,
29660 Carantec.

**Marie-Hélène CANGA-VALLES**

nous a quittés le lundi 19 mai 1997, à l'âge de trente-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 21 mai, au cimetière de Louyat, à Limoges.

*« ...Maintenant, c'est l'heure du soleil, de l'immobilité sur tous les blonds, les verts, les roses, c'est l'heure de cueillir et d'arrêter. »*

– Claire Deschamps,
Joël Barbezanges,
Anne Gloriod,
Catherine Fotiadi,
André et Chantal Fotiadi,
ses enfants,

Ainsi que ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,

font part du décès de

**Alexandre FOTIADI,**

survenu à Versailles, le 30 mai 1997, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité.

3, rond-point de Normandie,
78000 Versailles.

– La direction de France-Culture
a le regret de faire part du décès, le 30 mai 1997, de

**Patrice GALBEAU,**
producteur à France-Culture.

– Jacques Santamaria, directeur des programmes de France-Inter,
Les producteurs, réalisateurs,
Et tous les collaborateurs de la chaîne,
ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de

**Patrice GALBEAU,**

le 30 mai 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er, mardi 3 juin, à 15 heures.

*(Lire ci-dessus.)*

– Denis Le Nail,
Nadja, Aurore et Damia,
Simone, Jacques et Patricia Solier,
ont la douleur de faire part du décès de

**Corinne LE NAIL,**
**née SOLIER,**
docteur en médecine,

survenu le 29 mai 1997.

Les obsèques ont été célébrées, le 31 mai, en présence de ses proches parents et amis, au cimetière du Montparnasse.

5, rue de L'Armorique,
75015 Paris.

– Le docteur Josia Delory
et ses enfants,
Mme et le docteur Jean Levy
et leurs enfants,
Me Michel Levy,
Mme Charles Feld,
ses enfants, ses petits-enfants
et sa cousine,
*prient d'annoncer le décès, survenu le* 23 mai 1997, de

**M. José LEVY,**
ingénieur ESE et EEMI,
expert près la Cour de cassation,
la cour d'appel de Paris
et le tribunal administratif de Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

25, rue Jean-Leclaire,
75017 Paris.

– Martine Redon
et Lola,
Brigitte Bonnet-Carva
et Judith,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Arlette REDON,**
**dite BALKIS,**
**née BLOCH-CARVALLO,**

survenu le 31 mai 1997, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie funéraire aura lieu le jeudi 5 juin, à 10 h 30, au crématorium du Père-Lachaise (entrée Gambetta), à Paris-20e.

Réunion au grand salon.

15, rue Vieille-du-Temple,
75004 Paris.
5 *bis*, rue Saint-Gilles,
75003 Paris.

– La famille,
Les amis
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Sima VAISMAN,**

survenu le 31 mai 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

L'incinération aura lieu le jeudi 6 juin, à 12 h 30, au Père-Lachaise, Paris-20e.

39, boulevard Murat,
75016 Paris.

– Mme Josette Vigier,
son épouse,
Alexandrine Vigier,
sa fille,
Sa famille,
Parents alliés et amis,
font part du décès de

**M. Jean-Claude VIGIER.**

Ses obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 4 juin 1997, à 15 h 30, en l'église de Saint-Léger en Charente, suivies de l'inhumation au cimetière de cette même commune.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

4, rue Lincoln,
75008 Paris.

– Alicia Wetz,
son épouse,
La famille Wetz de Malte,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur d'annoncer la mort de

**Jean WETZ,**
ancien correspondant du *Monde*
à Londres, à Varsovie, en Inde,
en Allemagne et à Bruxelles,

survenue le 31 mai 1997.

*(Lire ci-dessus.)*

### Conférences

– Me Robert Badinter présentera son dernier ouvrage,

**« Un antisémitisme ordinaire, Vichy et les avocats juifs, 1940-1944 »,**

le jeudi 5 juin 1997, à 19 heures,

Au centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 01-42-77-44-72 – Fax 01-48-87-12-50 (entrée libre).

### Colloques

*L'Association Didier SEUX,*
**Santé mentale et sida,**

organise son dixième colloque national, le vendredi 6 juin 1997, de 8 h 30 à 18 h 30, au FIAP-Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, autour du thème : **« Médias et sida : l'information entre paradoxes et malentendus ».**

Nicolas Mauriac : Le mal entendu, le sida et les médias.

Suzanne de Chevigné : Médiations du savoir.

Christiane Mirabaud : La mise en scène médiatique du sida.

Catherine Zittoun : De représentations en réalités.

Gilles Pialoux : Presse grand public : obstacle ou relais de santé publique ?

Ange Mezzadri : Le sida à travers la presse. Le cas corse.

Hubert Lisandre : Brèves remarques sur « l'intrusion » médiatique.

Participeront aussi à ce colloque : Jeannine Chicaud, Thierry Cordes, Eric Favereau, Eric Lamien, Patrick Stoessel, Claude Veil.

Discutants de la journée : Catherine Breton, Pascal Nouvel, Laurent de Villepin.

**Inscriptions à l'association : Tél. : 01-45-49-26-78 – Fax : 01-45-48-07-77 ou sur place le jour du colloque.**


*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du* Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*


– Le colloque prévu par la

**COFRAS**

**à la Maison de la chimie le 6 juin 1997 est repoussé à une date ultérieure.**

### Communications diverses

**– Mercredi 4 juin 1997, à 20 h 30,**

Rencontre **« La médecine et l'action humanitaire dans le monde : ambition ou illusion »**, avec **Xavier Emmanuelli**, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire. Sous la présidence de **Robert Sebbag**, directeur de la Fondation Elf-Aquitaine. P.A.F. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92.

**– Jeudi 5 juin 1997, à 20 h 30,**

Table ronde **« Les crises du Messianisme juif aujourd'hui ? »** avec **Shmuel Trigano, Claude Cohen-Boulakia, Serge Brodowicz, David Banon**, à l'occasion de la parution du livre **« Les figures du Messie »** aux éditions In-Press. P.A.F. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92.

– Mendelssohn – Musique religieuse pour chœur et orgue. Chœur du Marais, vendredi 6 juin 1997, 20 h 45, Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, Paris-4e, métro Rambuteau. D. Moaty, sop. ; L. Brisset, alto ; J.-F. Chiama, ténor ; P. Mervant, basse ; F. Eschelberger, organ. Dir. : Y. Muller. Prix : 100 F, 80 F. Loc. Fnac ou 01-43-26-72-67, après 20 heures.

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, ce jeudi 5 juin 1997, à 20 h 30 : **« Informatique et mémoire ». CD-ROM (Montparnasse-Multimédia) : *Histoires du ghetto de Varsovie.* »**

**– ATLAS**
**Assises de la Traduction Littéraire en Arles.** Table ronde-débats : **Traduire le polar.** Le 7 juin 1997, à 15 heures, mairie du 3e, Paris.


**THÈSES**
**Tarif Étudiants**
**65 F la ligne H.T.**

*Révisez le BAC !*
**3615 LEMONDE**

• *Julia Kristeva*, La passion de dire • *Sylvain Auroux*, Je comprendre vous • *Françoise Atlani*, Phonétiquement correct – Entretien avec Ivan Fonagy • *Nicolas Truong/Marc Dupuis*, L'éthique du verbe – Entretien avec le philosophe Paul Ricœur • *Alain Rey*, Le « vécu » ambigu du langage • *Patrick Champagne*, Communication, piège à « con » • *Alain Garrigou*, Qui ne dit mot consent • *Joëlle Gardes-Tamine*, La règle libératrice • *Roger Pol-Droit*, La voix à suivre • *Francis Marmande*, L'air du temps • *Pascal Bouchard*, La voix de son maître • *Nicolas Truong*, ENA, le grand écart • *Michel Neyraut*, « Dites 33 » • *Luc Cédelle*, Souffrir en soi • *Bernadette Bricoud*, Le sexe des mots • *Olivier Dutreuil*, Assez d'actes, des mots • *Philippe-Jean Catinchi*, La loi du silence • *Philippe Breton*, Des promesses, toujours des promesses • *Marc Fumaroli*, Mots en fête... • *Pierre Boncenne*, Jean Lebrun, le moine ironique de France-Culture ...

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi :
• *Michel Serres*, L'émergence de grands récits • *Jean-Michel Gaillard*, Le baccalauréat : entre ambitions et illusions • *Hervé Hamon*, Lettre ouverte à ceux qui se taisent • *Macha Séry*, Le renouveau du conte • Le militantisme en débat, avec *Christophe Aguiton*, *Dan Franck* et *Albert Jacquard*...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX




Jean Wetz

Un ancien correspondant du « Monde »

Patrice Galbeau

Un homme de radio et de théâtre

**PRÉCARITÉ** Un nombre croissant de chercheurs s'attachent à mettre en évidence la corrélation entre la perte d'un emploi et la dégradation de l'état de santé. Plusieurs études récentes ont ainsi identifié la relation entre chômage et troubles psychologiques. ● LES CHERCHEURS sont toutefois plus divisés sur les conséquences physiques de la précarité. Il est ainsi difficile de démontrer une différence notable dans la consommation médicale des actifs et des chômeurs. ● UNE ÉTUDE récente du Credes constate l'existence d'un risque de vieillissement prématuré pour les chômeurs et les personnes exerçant des professions peu qualifiées, de 2,7 ans chez les hommes et 2,1 ans chez les femmes. ● DES ASSOCIATIONS, telle L'Elan retrouvé, à Paris, offrent un soutien psychologique aux personnes confrontées à ces difficultés.

# Des chercheurs cernent l'impact du chômage sur la santé publique

## De nombreux travaux ont mis en évidence la corrélation entre perte d'emploi et troubles psychologiques. Si les conséquences physiques de la précarité sont plus difficiles à identifier, une étude vient de constater que celle-ci pouvait faire courir le risque d'un vieillissement prématuré

**LE CHÔMAGE** peut-il rendre malade ? La question intéresse un nombre croissant de chercheurs, de sociologues, de médecins et de psychologues. A l'évidence, la perte d'emploi bouleverse les repères de l'individu, modifie son statut et sa vie personnelle. Mais jusqu'à quel point ? L'une des premières études cliniques réalisées en France sur le sujet avait été conduite dans les années 70 par le psychiatre Bernard Doray sur une population d'ouvriers licenciés après la fermeture de leur imprimerie. Elle mettait en évidence une série de processus de décompensation psychique propres à la perte d'emploi.

C'est d'abord dans le domaine de la santé mentale que peuvent se manifester des troubles en relation avec une situation de chômage. Les symptômes peuvent apparaître avant l'inscription à l'ANPE. Des médecins du travail de l'Isère ont écrit, dans la revue médicale *Prescrire* de février, qu'ils avaient constaté, dans les semaines précédant le plan social de leur entreprise, une recrudescence des pathologies mentales, avec *« aggravation de migraines, troubles du sommeil persistants, accroissements de l'anxiété, crises d'angoisse avec apparition de phobies et peur panique de perdre son emploi, violences physiques envers autrui ou soi-même, aggravation d'états dépressifs, de l'alcoolisme et du tabagisme »*.

Des manifestations pathologiques d'ordre psychologique liées aux différentes *« humiliations »* subies ont par ailleurs été identifiées. *« Dans les premières phases*, précise Yves Clot, maître de conférences à la chaire de psychologie du travail du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), *il y a une identification impossible : les gens ne sont plus des salariés et ils ne veulent pas être des chômeurs. Dans les associations, les nouveaux arrivants sont souvent très agressifs avec les chômeurs déjà présents. Ils ne supportent pas l'image que les autres leur renvoient. »* C'est ensuite le parcours « dépersonnalisant » dans les administrations, puis *« le corps qui lâche »* et son cortège d'affections somatiques (asthme, urticaires, eczémas, troubles intestinaux).

Yves Clot et le sociologue Jean-René Pendaries (CNRS, université de Provence) soulignent, dans une enquête effectuée au sein du milieu associatif, publiée en avril sous le titre *Les Chômeurs en mouvement*, le sentiment de *« solitude »* lié à cette situation dans un *« entre-deux-mondes »* qui recèle *« un pouvoir pathogène »*. Les conflits intérieurs qui traversent alors l'individu doivent à l'évidence *« être rapportés à l'histoire personnelle de chacun »*.

Il serait toutefois absurde de généraliser à une population très hétérogène les affections repérées chez une partie d'entre eux. *« Il n'existe pas du tout de causalité mécanique entre la situation de chômage et les troubles de l'esprit*, assure Yves Clot. *Certains arrivent même à en faire une occasion de remobilisation personnelle. »* En général, *« ceux qui résistent le moins bien sont ceux dont l'activité antérieure était peu diversifiée »*, résume le psychologue. Des différences hommes-femmes ont aussi été décelées. *« Les femmes résistent mieux au début*, explique le chercheur, *car elles ont plusieurs vies en une. »*. Cette résistance n'a cependant qu'un temps et la durée de chômage apparaît comme un facteur déterminant.

> « On trouve des symptômes communs entre des victimes du sous-emploi et des victimes du surtravail, du point de vue de la perte de sens et des souffrances psychologiques »

*« On trouve des symptômes communs entre des victimes du sous-emploi et des victimes du surtravail, du point de vue de la perte de sens et des souffrances psychologiques »*, renchérit le chercheur du CNAM. Le milieu social d'origine et le niveau de qualification des personnes à la recherche d'un emploi ne semblent pas faire varier leurs éventuelles réactions pathologiques. *« Des ouvriers spécialisés résistent parfois mieux à l'épreuve que des hauts cadres »*, souligne Yves Clot.

Une thèse de doctorat en sciences sociales soutenue en mars sous la direction du professeur André Akoun par Nathalie Frigul (université René-Descartes, Paris-V) a observé un phénomène d'*« usure mentale »* dans une population de femmes en chômage de longue durée, durant quatre ans, dans les ANPE de la Seine-Saint-Denis. Ces femmes ont déclaré être *« sujettes à la fatigue et à la nervosité, à des hypotensions artérielles, des pertes de poids »*.

Nathalie Frigul signale au passage les conclusions contradictoires de plusieurs études de type épidémiologique visant à démontrer une corrélation entre certaines pathologies et l'état de chômage. Elle en critique les biais méthodologiques. Les travaux d'inspiration anglo-saxonne *« utilisent souvent les notions de « stress social » et d'effets pathogènes du chômage pour expliquer la dégradation de l'état de santé »* et concluent à *« une surmortalité chez les chômeurs [...] d'autant plus importante que le chômage dure »*, écrit-elle. Deux chercheurs français avaient repris en 1988 la méthode britannique pour analyser les relations entre chômage et santé, mais ils n'en ont tiré aucune conclusion probante. Leur description des symptômes et des maladies *« se présente comme la résultante de multiples influences contradictoires »*, qui débouche, selon Nathalie Frigul, sur un paradoxe décrit, dès 1931, par le sociologue Paul Lazarsfeld : *« Les chômeurs sont à la fois dans la situation d'une déclaration de meilleure santé pour la plupart d'entre eux et d'un état plus mauvais pour une proportion notable. »* Il est vrai que le chômage met aussi à l'abri des accidents du travail ou du stress lié à l'activité professionnelle...

Pierre Aïach, sociologue et directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, a rappelé, dans la revue *Esprit* de février, le rôle des inégalités sociales par rapport à l'état de santé. Citant une étude effectuée par Guy Desplanques entre 1975 et 1980, qui concluait que la mortalité des chômeurs était deux fois plus élevée que celle des actifs, il affirme, pour sa part, *« vraisemblable que les chômeurs (en particulier de longue durée) vivent moins longtemps que les autres membres de la catégorie à laquelle ils appartiennent »*.

Le niveau de dépenses de soins des chômeurs pourrait servir de nouvel indicateur pour cette éventuelle « pathogenèse » du chômage. Une enquête du Centre de recherche d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes), publiée en septembre 1995, n'avait pas dégagé de disparités notables dans la consommation médicale des chômeurs et des actifs occupés. Agnès Bocognano, l'auteur de cette étude, note, avec le recul, que *« les chômeurs ont sans doute davantage à payer de leur poche »*.

*« Il faut un certain temps pour que les différences d'accès aux soins apparaissent*, ajoute la chargée de recherche du Credes. *Les législations sur le droit à la santé des RMistes, l'aide sociale et les associations permettent tout de même de retarder quelque peu la précarisation. »* La chercheuse met cependant aujourd'hui un *« bémol »* à son analyse. *« Les personnes incluses dans les enquêtes sont par définition assez bien intégrées socialement »*, dit-elle, tandis qu'*« il y a toute une frange de la population en situation de précarité que personne ne connaît »*.

*Laurence Folléa*

★ **Un recueil de textes, *Précarisation sociale, travail et santé*, publié en avril sous la direction de Béatrice Appay (CNRS) et Annie Thébaud-Mony (Inserm), fait la synthèse de l'état des travaux sur la question. Editions de l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (Iresco), 59-61, rue Pouchet, 75017 Paris. 579 pages. 125 francs.**

# L'absence d'emploi entraîne un risque de vieillissement prématuré

**SELON** une note du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes), rendue publique récemment, le chômage entraîne un vieillissement prématuré. On savait déjà que les inégalités sociales entraînaient de profondes disparités devant la mort : chez un homme entre 35 et 50 ans, la probabilité de décéder s'élevait, durant les années 80, à 3,1 % pour un cadre supérieur et à presque 8 % pour un ouvrier non qualifié. Mais il n'avait jamais été démontré que le chômage avait une incidence sur la durée de la vie, ou tout du moins sur le vieillissement.

L'étude constate en effet une plus grande morbidité pour les personnes ayant des professions peu qualifiées, au chômage ou à faible niveau d'instruction – les effets négatifs se cumulant en partie. *« Aux inégalités sociales de mortalité connues depuis longtemps s'ajoutent des inégalités de morbidité pour les vivants qui s'avèrent tout aussi importantes et semblent perdurer »*, écrivent les auteurs de l'étude, Andrée et Arié Mizrahi.

En combinant des paramètres sur l'état de santé, l'âge et le sexe à des données socioprofessionnelles (profession ou activité, niveau d'instruction et de diplôme, milieu social), les chercheurs du Credes sont parvenus à évaluer et à qualifier le vieillissement relatif. Celui-ci est prématuré si l'état de santé est moins bon que la moyenne à un âge donné, ou au contraire retardé s'il est meilleur.

### PRONOSTIC VITAL

C'est en constatant qu'en période de chômage la variable de la dernière profession exercée n'était pas une caractéristique suffisante que le Credes est parvenu à cette conclusion. *« Les plus grandes inégalités portent sur l'exercice ou non d'une profession »*, ajoutent les auteurs.

Si les actifs et les étudiants présentent ainsi un vieillissement retardé d'environ un an, les chômeurs présentent, pour les hommes, un vieillissement prématuré de 2,7 ans et de 1,2 an chez les femmes. Les hommes non scolarisés ont en outre un pronostic vital amputé d'un an et demi à deux ans, alors que ceux qui ont suivi des études supérieures peuvent espérer vivre deux ans à deux ans et demi de plus que la moyenne. Les femmes actives ont un meilleur pronostic vital que les inactives, *« qui accusent un vieillissement prématuré de 0,5 an »*, précise le Credes.

*« Les facteurs défavorables se cumulent »*, indique la note du Credes, et les différences de vieillissement relatif entre actifs et inactifs ont tendance à s'accentuer. Entre un cadre supérieur actif et un ouvrier non qualifié au chômage, la différence de vieillissement est ainsi de plus de 5 ans, *« ce qui, compte tenu de la durée potentielle de vie active d'une quarantaine d'années maximum, semble considérable »*, conclut l'enquête.

Enfin, le milieu social joue un rôle non négligeable. Le vieillissement est retardé de deux ans et plus pour les membres de ménages de cadres supérieurs, mais il est prématuré de près de trois ans pour les membres des ménages d'ouvriers non qualifiés sans emploi.

*M. A.*

## *Une population hétérogène*

● **Statistiques.** Les dernières statistiques publiées lundi 2 juin par le ministère du travail chiffrent à 3 081 100 le nombre de chômeurs en France et soulignent une baisse de leur nombre de 0,2 % entre mars et avril. Si l'on retient *l'ancien mode de calcul officiel*, leur nombre atteint 3 494 200.
Le chômage des moins de 25 ans a reculé de 2,5 % en un an chez les hommes et de 3,7 % chez les femmes. Environ 120 000 jeunes chômeurs de longue durée sont recensés par l'ANPE. Les plus de 50 ans au chômage sont de plus en plus nombreux (+ 8 % sur un an pour les hommes et + 9 % pour les femmes). La situation des 25-49 ans reste inchangée chez les hommes (+ 3,1 % en un an), comme chez les femmes (+ 1,8 %).
Le chômage de longue durée, qui a diminué de 0,2 % en avril, a progressé de 7,9 % en une année et touche désormais plus d'un demandeur d'emploi sur trois.
● **Caractéristiques.** Selon l'enquête annuelle santé et protection sociale du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes), la majorité des personnes à la recherche d'un emploi ont entre 25 et 49 ans, environ un quart ont moins de 25 ans et plus de 55 % sont des femmes. L'âge moyen des actifs exerçant une activité professionnelle est 39 ans, contre 35 ans pour les chômeurs.
Les moins de 25 ans représentent 9 % des actifs, contre 24 % des chômeurs. Les femmes sont elles aussi plus nombreuses parmi les demandeurs d'emploi (60 %) que *parmi les gens qui travaillent* (40 %). Le niveau de scolarisation est plus faible chez les demandeurs d'emploi (76 % n'ont pas dépassé le premier cycle – BEPC ou CAP –, contre 64 % dans la population ayant un travail).
● **Santé.** La morbidité (nombre de maladies) semble plus élevée chez les sans-emploi que chez les autres, sauf chez les plus jeunes. Le *« risque vital moyen »* calculé par le Credes s'établit à 9,5 chez les chômeurs et à 7,7 chez les actifs occupés.
Les chercheurs d'emploi semblent plus souvent atteints d'affections cardio-vasculaires (19 % présentent au moins une maladie cardio-vasculaire, contre 15 % chez les actifs occupés), de troubles du système nerveux (17 % contre 13 %), troubles mentaux ou du sommeil (16 % contre 10 %). 57 % des chômeurs seulement ont une couverture maladie complémentaire, contre 84 % des *actifs ayant un emploi*.

# Les consultations et le soutien psychologique de L'Elan retrouvé

**DEPUIS NEUF MOIS,** Yvon Raulic se rend chaque jour à l'Institut Paul-Silvadon, dans le 9e arrondissement de Paris. Aux heures d'ouverture des bureaux, il se glisse sous le porche de la rue La Rochefoucauld et ne repart qu'en fin de journée, lorsque les administrations ferment elles aussi leurs portes.

**REPORTAGE**

**A Paris, une écoute des chômeurs pour leur permettre de « souffler un peu »**

A quarante-trois ans, Yvon Raulic n'a pas de travail. Il voudrait reprendre son emploi de porteur de journaux mais, ne supportant pas le rythme imposé par les tournées, nerveusement trop éprouvantes, il voudrait ne travailler qu'à mi-temps. *« Le marché de l'emploi est trop dur actuellement pour les enfants du baby-boom, comme moi, qui n'ont pas de travail*, explique cet homme brun à la mise recherchée. *Heureusement qu'il y a des lieux comme ici, pour souffler un peu. »*

L'Elan retrouvé est une association où l'on peut reprendre son souffle. Si, au lendemain de la seconde guerre mondiale, elle a voulu proposer aux malades mentaux une alternative à l'internement psychiatrique, la palette de ses activités est beaucoup plus large aujourd'hui.

Une consultation psychopédagogique du travail a été mise en place. Elle s'adressait d'abord à des personnes qui, du fait d'une fragilité psychologique, se mettait en situation précaire dans leur travail.

*« Puis, avec la crise, nous avons accueilli des gens qui, à cause de la perte de leur emploi, se trouvaient fragilisés. D'une consultation du travail, nous sommes passés à une consultation du chômage*, explique le docteur Jean-Paul Liauzu, directeur de l'Institut Paul-Silvadon, qui accueille deux mille deux cents patients chaque année. *L'objectif a été de les amener à prendre conscience que la précarité sociale n'a rien à voir avec la précarité du sujet. »* Autrement dit, ce n'est pas parce que l'on perd son emploi que l'on n'existe plus.

Les manifestations de cette perte d'identité en cas de chômage sont multiples. Tel patient, alors qu'il n'a plus de travail depuis des mois, continuera à sortir de chez lui aux mêmes heures que lorsqu'il travaillait. Tel autre refusera de partir en vacances parce qu'il *« n'y a pas droit »*. Un troisième se privera du pique-nique dominical car *« il n'y a plus de dimanche... »*. Certains perdront le sommeil, l'appétit, le désir, développeront des maladies digestives, voire cardio-vasculaires...

### « SITUATION DE SURVIE »

*« Depuis quatre ou cinq ans, la situation a encore évolué*, reprend le docteur Régine Lefebvre, qui dirige la consultation psychopathologique du travail. *Ce ne sont plus seulement des gens qui ont perdu leur travail qui viennent ici. Mais des personnes qui ont encore leur emploi et qui craignent tellement de le perdre qu'elles ont besoin d'un soutien. »* Cette femme au regard clair sous une frange blonde estime que le monde du travail *« redevient limite pour l'individu »*. Jusque-là, les conquêtes sociales avaient permis de contenir des horaires excessifs, des conditions de travail difficiles.

Mais les contraintes économiques exercent à nouveau une pression très forte sur certains salariés. *« La menace d'un licenciement est traumatisante*, explique un autre médecin de l'association, le docteur Martine Balette. *D'autant que les demandes des employeurs deviennent très déstabilisantes : on dit au salarié qu'il a des compétences et en même temps qu'on n'a plus besoin de lui. »*

Cette situation a obligé l'équipe de psychiatres de L'Elan retrouvé à travailler différemment. Les personnes qui avaient perdu leur emploi entreprenaient souvent une démarche à long terme, sur plusieurs années. *« Maintenant, beaucoup de patients n'ont plus le temps*, reprend Régine Lefebvre, *ils ont besoin d'une réponse immédiate. Au bout de quatre ou cinq séances, ils disparaissent, quitte à revenir plus tard. Pour moi, c'est parce qu'ils sont en situation de survie. »* Les liens entre la santé mentale et la situation économique paraissent évidents à tous. *« Le mot "dépression" n'est-il pas apparu en psychiatrie avec le krach de 1929 ? »*, conclut un autre psychiatre de L'Elan retrouvé, le docteur Daniel Bartoli.

*Michèle Aulagnon*

Changez d'air

STOCKHOLM

C'est dans l'air du temps

Documentation gratuite sur week-ends et séjours :

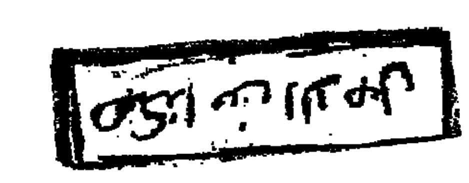
Office Suédois du Tourisme,
18, boulevard Malesherbes,
75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27

Nom : ..............................

Adresse : ..............................

.............................. M3



# Un décret définit les conditions de la recherche sur l'embryon humain

## Complétant les lois sur la bioéthique, ce texte organise un encadrement strict de telles « études »

**Un décret d'application des lois sur la bioéthique, publié au *Journal officiel* du 1er juin, définit les conditions dans lesquelles peuvent être menées des recherches sur l'embryon humain, sous le contrôle du ministère. Celles-ci ne pourront avoir lieu qu'à titre *« exceptionnel »* et devront présenter *« un avantage direct »* pour l'embryon concerné, excluant tout risque de modification de son patrimoine génétique.**

**TROIS ANS** après la promulgation des lois sur la bioéthique, un décret d'application, très attendu et publié au *Journal officiel* du 1er juin, définit les conditions dans lesquelles des recherches scientifiques peuvent, en France, être conduites sur les embryons humains. Ce texte encadre de manière très stricte ce type d'activité et suscite déjà les critiques des milieux scientifiques spécialisés. Les lois du 29 juillet 1994 n'excluaient pas la possibilité de telles recherches. Toutefois, elles n'avaient pas donné de statut à l'embryon humain – dans lequel le Comité national d'éthique voit une *« potentialité de personne humaine »* – et ne précisaient pas les modalités à respecter pour de telles recherches.

Comblant cette lacune, le décret d'application rappelle que ces recherches (qu'il qualifie d'*« études »*) ne sont prévues qu'à titre *« exceptionnel »* et qu'elles ne pourront être entreprises qu'à deux conditions : il faudra qu'elles *« présentent un avantage direct pour l'embryon concerné, notamment en vue d'accroître les chances de réussite de son implantation »*, ou qu'elles *« contribuent à l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, notamment par le développement des connaissances sur la physiologie et la pathologie de la reproduction ». « Aucune étude ne peut être entreprise si elle a pour objet ou risque d'avoir pour effet de modifier le patrimoine génétique de l'embryon ou est susceptible d'altérer ses capacités de développement. »*

### CONSENTEMENT ÉCRIT

Le décret précise d'autre part que *« les actes accomplis dans le cadre du diagnostic biologique effectué à partir de cellules prélevées sur l'embryon* in vitro *»* ne constituent pas des *« études »*. En d'autres termes, l'encadrement très strict ainsi défini n'interdit nullement, dans le cadre du diagnostic pré-implantatoire, de procéder au prélèvement d'une ou plusieurs cellules sur un embryon humain conçu *in vitro* pour identifier tel ou tel aspect de son patrimoine génétique (puis de procéder à son implantation utérine ou à sa destruction). Le texte détaille en outre les multiples conditions que devront remplir les équipes scientifiques : il leur faudra notamment avoir l'autorisation préalable du ministre chargé de la santé, ce dernier se prononçant après avis de la Commission nationale de médecine et biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal.

*« L'autorisation est requise pour toute étude portant sur un embryon humain* in vitro *dès le stade de la fécondation, que le développement de l'embryon soit en cours, suspendu ou interrompu, et quel que soit son aspect morphologique »*, précise le décret. Le caractère *a priori* pathologique de tel ou tel embryon ne saurait ainsi autoriser ce qui est interdit sur un embryon apparemment normal. Le responsable médical devra, enfin, recueillir *« le consentement écrit des deux membres du couple dont les embryons seront soumis à l'étude »*, étant entendu que ce consentement sera *« révocable par écrit à tout moment par le couple ou par l'un de ses membres »*. Ces précautions, qui ne sont pas sans rappeler les dispositions concernant les expérimentations médicales sur les personnes saines, s'inscrivent dans un contexte législatif déjà très contraignant, interdisant notamment *« la conception* in vitro *d'embryons humains à des fins d'étude, de recherche ou d'expérimentation »*.

En pratique, à la différence de ce qui peut être effectué dans certains pays européens, ce décret ne laisse guère de marge de manoeuvre aux équipes de recherche. *« Ce texte a des aspects contradictoires dans la mesure où il n'autorise la recherche qu'à la condition de laisser se développer l'embryon concerné, tout en interdisant cette même recherche dès lors qu'elle risquerait d'altérer ses capacités de développement »*, a déclaré au *Monde* le professeur Axel Kahn (hôpital Cochin), spécialiste de génétique et de biologie moléculaire. *« En d'autres termes, soit on ne fait pas de recherche, soit on la fait dans des conditions éthiquement inacceptables. Il faudra à mon sens revoir ces dispositions en 1999, lors du réexamen prévu des lois sur la bioéthique. »*

*Jean-Yves Nau*

## *Des dispositions concernant le diagnostic prénatal*

**Le *Journal officiel* daté du 31 mai a publié deux décrets d'application des lois sur la bioéthique relatifs à l'assistance médicale à la procréation. Le premier concerne les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal. Ces derniers, qui ne pourront fonctionner que dans le cadre d'établissements de santé publics ou privés à but non lucratif, devront avoir, entre autres, dans leur équipe, *« un médecin spécialiste ou compétent qualifié en psychiatrie »* ou *« un psychologue »*. Ce texte précise les conditions dans lesquelles une femme peut avorter dès lors qu'il existe *« une forte probabilité que l'enfant à naître soit atteint d'une affection d'une particulière gravité, reconnue comme incurable au moment du diagnostic »*. Le second décret fixe les règles à respecter en matière d'information due à la femme enceinte en vue d'établir un diagnostic prénatal *in utero*.**

# Limogé à propos de l'affaire Dreyfus, un colonel obtient gain de cause

**LIMOGÉ** en février 1994 par François Léotard, alors ministre de la défense, le colonel Paul Gaujac, ancien directeur du Service historique de l'armée de terre (SHAT), qui réclamait l'annulation de la décision ministérielle, vient d'obtenir gain de cause auprès du tribunal administratif de Paris. Le 31 janvier 1994, la revue *Sirpa-Actualités*, destinée à la presse, publiait une note rédigée par le service du colonel Gaujac – et contestée par d'autres historiens – sur le centenaire de la condamnation et de la déportation du capitaine Alfred Dreyfus (*Le Monde* des 10, 17 février, 16 mars et 19 mai 1994). Dans ses considérants, le tribunal administratif de Paris a estimé que le colonel Gaujac est fondé à soutenir que *« la décision de M. Léotard est entachée d'illégalité »* puisque l'intéressé n'a pas eu communication préalable de son dossier, ni des reproches qui ne lui avaient pas été notifiés par le ministre de tutelle du SHAT, contrairement à la règle administrative.

### DÉPÊCHES

■ **POLICE : un homme ivre, qui tirait de sa fenêtre avec un fusil à pompe, a été tué par un policier**, dans la nuit du 1er au 2 juin, à Nantes (Loire-Atlantique). Le parquet de la ville a indiqué qu'il ne faisait *« aucun doute »* que le policier auteur du coup de feu avait agi en état de légitime défense.

■ **CORSE : deux attentats simultanés** ont visé les villas du directeur départemental des services d'incendie de Corse-du-Sud et du chef des sapeurs-pompiers d'Ajaccio, mardi 3 juin, vers 4 h 30 du matin, à Ajaccio. Les villas et les voitures des fonctionnaires ont été légèrement endommagées dans ces explosions, qui n'ont blessé personne.

■ **ÉDUCATION : le syndicat SUD-éducation** a demandé, lundi 2 juin, dans un communiqué, *« l'annulation définitive »* des épreuves du concours réservé aux maîtres auxiliaires. Des incidents avaient empêché la tenue de la session en Ile-de-France (*Le Monde* du 31 mai). Le syndicat a exigé *« la garantie d'emploi et la titularisation automatique pour tous les non-titulaires »*.

■ **JUSTICE : le président délégué de la commission d'appel d'offres du conseil général des Yvelines**, Jean Giamello, a été mis en examen vendredi 30 mai par le juge d'instruction Richard Pallain, chargé d'un dossier de corruption. Conseiller général (RPR) depuis 1988 et premier adjoint de Michel Péricard à la mairie de Saint-Germain-en-Laye depuis 1977, M. Giamello a été mis en examen pour *« complicité de faux et usage »*, pour être intervenu en faveur d'une société d'imprimerie, prestataire de services auprès du conseil général, dans des conditions pouvant avoir enfreint les règles d'attribution des marchés publics.

# Jean-Michel Boucheron reconnaît des manquements « à la morale »

**JEAN-MICHEL BOUCHERON** s'ennuie. Debout dans le box des accusés de la 11e chambre correctionnelle de Paris, les mains jointes devant lui comme un garçonnet timide, il se balance d'avant en arrière, fixe l'un de ses pieds avec un air surpris, puis se livre à une longue contemplation du plafond. A l'évidence, l'ancien député et maire socialiste d'Angoulême (Charente) a hâte d'en finir.



PROCÈS

Certes, il a fait opposition au jugement du 8 juillet 1994 le condamnant, par défaut, à quatre ans de prison et à 1 million de francs d'amende, principalement pour *« trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, complicité de faux en écritures de commerce et complicité de recel et d'abus de biens sociaux »*. M. Boucheron est donc rejugé en sa présence, mais il subit l'audience comme une formalité incontournable. Sur un ton las, il explique sa fuite en Argentine, où il est resté cinq ans, avant d'être extradé le 25 mars. *« Je suis parti parce que j'ai eu peur. La pression était très forte, c'était la première poursuite contre un homme politique (...). J'ai pas eu le courage d'affronter ce que j'affronte aujourd'hui. »*

### « LA TENTATION ÉTAIT FORTE »

Du monologue du président, il ressort qu'on reproche notamment à M. Boucheron d'avoir profité d'un mécanisme destiné à financer le Parti socialiste pour s'enrichir personnellement. L'ancien élu, manifestement décidé à ne pas rallonger les débats, ne se souvient pas des détails, mais, globalement, admet : *« J'ai fait des erreurs, des faux pas. La tentation était forte. J'ai manqué à la morale ou, à tout le moins, aux devoirs d'un parlementaire. »*

C'est ainsi qu'il a reçu 300 000 francs en espèces et 248 186 francs en chèques d'un « bureau d'études » qui faisait payer des fausses factures aux entreprises obtenant les principaux marchés de la ville d'Angoulême. Mais M. Boucheron est formel : le paiement de ces factures se faisait après, ce n'était pas une condition pour obtenir les marchés. Il admet sa faiblesse pour les voitures de collection, qui lui ont coûté une fortune tant en achat qu'en réparations. Mais il faisait aussi payer son chauffage, des safaris et des locations de voiliers.

Aussi, l'accusation lui reproche d'avoir utilisé 99 % des sommes destinées au financement politique pour son seul profit. Elle lui reproche aussi d'avoir touché 347 000 francs de salaire en tant qu'*« ingénieur technico-commercial »* dans une entreprise qui bénéficiait d'une « dîme » versée par une filiale de la Compagnie générale des eaux ayant obtenu le marché des eaux de la ville. Michel Gabaude, dirigeant de cette entreprise et du bureau d'études utilisé pour les fausses factures, a été condamné, en 1994, à trente mois de prison, dont quinze avec sursis, et à 1 million de francs d'amende.

Aujourd'hui, maintenant qu'il est jugé seul, M. Boucheron se défend mollement, dit qu'il ne se souvient pas bien et explique qu'il était nécessaire de renégocier le contrat de gestion de l'eau d'Angoulême qui, de toute façon, ne pouvait revenir qu'à l'un des deux grands groupes : la CGE ou la Lyonnaise des eaux. Son successeur, le centriste Georges Chavanes, n'est pas du même avis. Il est parvenu à faire annuler le contrat avec la CGE mais affirme, à la barre des témoins, que *« la ville était ruinée »*.

M. Boucheron proteste doucement en refusant qu'on lui impute la totalité de l'endettement de la ville. Mais, en attendant le réquisitoire, prévu mardi 3 juin, il doit encore subir la plaidoirie de Me Jean-Claude Guillard, conseil de la société d'économie mixte pour l'eau et l'environnement d'Angoulême, qui a dénoncé *« un système mafieux »*, dans lequel M. Boucheron aurait reçu *« la part du parrain »*.

*Maurice Peyrot*

Nucléaire

Installer une centrale nu
de 50 000 tonnes d'ox

Constamment polluée par les rejets provenant des combustions diverses et des activités quotidiennes de l'homme, notre atmosphère s'alourdit de poussières, de dioxyde de carbone, de vapeurs d'hydrocarbures, d'anhydrides sulfureux, de plomb... Chargées de cette pollution, les pluies acides détériorent les forêts et la végétation. Aujourd'hui, de nombreux scientifiques et écologistes se prononcent pour l'énergie nucléaire : une énergie propre, non polluante, capable de produire de l'électricité à grande échelle tout en assurant le futur écologique de notre planète. **Franchement, vous le saviez ?**



**Implantée sur une très petite surface, une centrale nucléaire peut alimenter toute une mégalopole en électricité. Sans polluer l'atmosphère et sans contribuer au préoccupant "effet de serre".**

L'énergie nucléaire est mal connue, donc mal perçue. Elle est pourtant aujourd'hui l'énergie la plus propre, la plus surveillée et la plus respectueuse de l'environnement. Reposant sur un savoir-faire unique, le nucléaire français est l'un des plus sûrs du monde. Partie intégrante de cette filière nucléaire, Framatome est leader mondial, à la fois comme concepteur-constructeur, fournisseur de combustible et prestataire de services. Son expertise et sa réputation l'ont amené à étendre ses compétences et ses technologies en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, notamment en République Populaire de Chine. Les efforts de Framatome en recherche et développement rejoignent ceux des milliers de chercheurs du monde entier qui travaillent quotidiennement à l'amélioration des techniques nucléaires, en particulier celles des réacteurs et de leur combustible pour demain. Car, de toute évidence, notre futur énergétique aura une forte composante nucléaire : pour des raisons économiques et surtout écologiques. Un futur dont nous devons bien sûr continuer à apporter des preuves de sécurité. C'est un devoir qui nous incombe à tous, industriels, techniciens, chercheurs et écologistes. Et qui suppose une grande rigueur dans toutes les actions, une amélioration constante de la sûreté et une meilleure diffusion de l'information.

FRAMATOME

**TERRITOIRE** Grenoble, avec ses 400 000 habitants et forte d'une ascension économique fulgurante au cours des dernières décennies, bâtie autour des technologies de pointe et des activités liées au milieu montagnard, souhaiterait accroître son rayonnement sur l'ensemble des Alpes françaises. ● DEPUIS DEUX ANS, le maire de la ville, Michel Destot (PS), s'efforce de renouveler les liens avec les villes voisines inscrites dans le sillon alpin afin d'étendre son influence. ● D'AUTRES PÔLES lui disputent toutefois cette prépondérance. Aussi Grenoble pourrait-elle renoncer à déposer sa candidature pour accueillir le siège de la Convention de protection des Alpes, instituée en 1991. ● LA CONVENTION ALPINE, qui réunit sept Etats, se propose d'assurer le meilleur équilibre possible entre les objectifs de protection de l'environnement et ceux du développement.

# Grenoble aimerait se hisser au rang de capitale des Alpes

**La cité dauphinoise, malgré un essor économique fulgurant au cours des trois dernières décennies, ne parvient pas à s'imposer comme métropole régionale. Depuis deux ans, le maire, Michel Destot, tente de renouveler les liens avec les villes voisines**

**GRENOBLE**
*de notre correspondant régional*

Grenoble souhaite s'arroger un nouveau titre : celui de capitale des Alpes. Mais le chemin qui y conduit pourrait être long et périlleux. Son maire, Michel Destot (PS), s'accroche à un chiffre et à une position géographique pour défendre cette prétention.

Avec leurs 400 000 habitants, Grenoble et son agglomération constituent sans conteste la plus grande cité installée à l'intérieur de l'arc alpin. De Vienne à la Méditerranée, aucune métropole n'approche cette importance. Etablie à 220 mètres d'altitude, au pied des falaises du Vercors et de la Chartreuse, et face à la puissante chaîne de Belledonne, Grenoble est au cœur des montagnes. Elles sont une réalité physique incontournable. Les pentes et les sommets font partie du paysage et de la vie quotidienne de la population. Parmi ses habitants, beaucoup sont issus des communes d'altitude, notamment de celles de l'Oisans, ou continuent d'y résider. C'est ainsi qu'un flot d'automobiles converge quotidiennement vers ce puissant pôle d'activités économiques, universitaires et de recherches.

L'histoire de la ville et son développement s'inscrivent tout naturellement dans cet environnement exceptionnel. A la fin du XIX[e] siècle, Grenoble a su transformer en énergie les forces naturelles qui descendent des montagnes et retenir les activités industrielles que généra l'hydro-électricité. L'électrochimie, l'électrométallurgie, ou encore la fabrication des turbines des barrages – spécialité, pendant plusieurs décennies, de la société Neyrpic – et, bien entendu, les équipements électriques, avec Merlin-Gerin, ont construit entre les deux guerres sa renommée et fait sa fortune. Puis, dans les années 50 et 60, la ville accompagnera sur le plan industriel l'ascension des sports d'hiver et des activités liées au milieu montagnard : le ski, avec Rossignol et Dynamic, les remontées mécaniques, avec Pomagalski et Montaz-Mautino. L'organisation des Jeux olympiques de 1968 couronnera cette vocation alpine.

Ingénieur en physique nucléaire, Michel Destot regrette que Grenoble ait, depuis un quart de siècle, *« oublié ses montagnes »* et bâti son image de cité entreprenante et conquérante essentiellement à partir des technologies de pointe qui y ont été développées depuis trente ans. Il constate que l'on vient à Grenoble davantage pour contempler les innovations issues des laboratoires de recherches que pour admirer le cadre naturel remarquable qui entoure cette cité. L'ascension fulgurante de l'économie grenobloise au cours des trois dernières décennies aurait, selon lui, gommé l'image alpine de la ville. *« Il faut repositionner Grenoble dans ses montagnes »*, affirme l'élu.

*« La montagne* [qui entoure Grenoble] *n'est plus celle du géographe Raoul Blanchard : l'école, rude, à laquelle ont été formés les nouveaux Grenoblois de la fin du XIX[e] siècle. Elle n'est plus le terreau ou la source propice à l'épanouissement de la ville. Elle est devenue un écrin. Dès lors, le mythe grenoblois évacue l'idée d'une consubstantialité entre la ville et la montagne. Tout comme l'écrin ne suscite pas la perle qu'il contient, la montagne n'est plus perçue comme l'origine mythique de la ville. Elle n'est plus que le superbe faire-valoir d'un objet de convoitise qui s'appelle Grenoble »*, expliquait récemment le géographe Bernard Debardieux au cours d'un colloque organisé à Fontaine (Isère) sur la place de Grenoble dans l'arc alpin.

> **« D'autres pôles, en dehors de la chaîne, peuvent pousser leurs réseaux »**

La cité dauphinoise serait en effet *« une capitale incomplète »*, car trop étriquée dans son territoire. Son influence réelle ne déborderait pas la plaine du Grésivaudan, la vallée du Drac et le massif de l'Oisans. L'entité savoyarde à l'est, la région lyonnaise à l'ouest limitent, en effet, très vite son emprise. Des géographes et certains hommes politiques, de droite comme de gauche, déplorent que cette *« capitale sans territoire »* ait cultivé un comportement *« insulaire »* vis-à-vis de Lyon et des autres villes de Rhône-Alpes au cours des années 60 à 90. Son image se rapprochait alors de celle d'une « île » dont les montagnes proches lui servaient de rivages.

Depuis deux ans, le successeur d'Alain Carignon à l'hôtel de ville s'efforce de renouveler des liens avec les villes voisines inscrites dans le sillon alpin, notamment Chambéry (Savoie), Annecy (Haute-Savoie) et Genève (Suisse), qui, comme Grenoble, ont de fortes ambitions montagnardes. *« Le sillon alpin fonctionnera tant que le problème de sa capitale ne sera pas posé »*, prévient un élu de l'Isère parfaitement conscient des difficultés auxquelles se heurterait l'ancienne capitale du Dauphiné si elle s'avisait de prendre la tête de cet espace métropolitain des Alpes du Nord.

La taille de Grenoble, sa situation et son indéniable dynamisme ne suffiraient donc pas à assurer son rayonnement sur l'ensemble des Alpes françaises. *« D'autres pôles, en dehors de la chaîne, peuvent pousser leurs réseaux dans la région physique et lui donner une autre signification : on peut émettre l'hypothèse pour Genève, Nice, Lyon, Marseille... A l'inverse, de vraies capitales provinciales se détachent, comme Innsbruck* [Autriche] *pour le Tyrol ; d'autres chefs-lieux, plus petits, sont des relais incontournables du pouvoir, tels Chambéry ou Trente* [Italie]. *Dès lors, on peut poser la question iconoclaste : Grenoble, capitale de quoi ? »*, demande le géographe Pierre Préau.

Consciente de ses faiblesses, Grenoble pourrait renoncer à déposer sa candidature pour accueillir le siège de la Convention de protection des Alpes. Celle-ci fut constituée en 1991, sous la pression des mouvements de protection de la nature, par les Etats constituant l'arc alpin et par la Communauté européenne. Aujourd'hui, les chances d'Innsbruck apparaissent les plus fortes. Mais la ville de Sion, dans le Valais suisse, pourrait remporter cette bataille. La Confédération helvétique, qui fut associée à l'élaboration de la Convention, prit ensuite ses distances à son égard sous la pression de plusieurs cantons de montagne. En échange de la ratification de ce document, elle pourrait alors obtenir ce siège convoité.

*Claude Francillon*

## Concilier protection et développement

**La Convention alpine réunit sept Etats de l'arc alpin – Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Slovénie, Suisse – et l'Union européenne. Elle n'est entrée en vigueur qu'en 1995, à la suite de sa ratification par cinq Etats. Aujourd'hui, seuls les Parlements italien et suisse ne se sont pas encore prononcés. La Convention alpine se propose d'aborder d'une manière globale et cohérente les problèmes de protection de la montagne et d'assurer le meilleur équilibre possible entre deux objectifs généralement contradictoires, la protection de l'environnement et le développement.**

# A Loos, une vision différente du sport

**LILLE**
*de notre correspondante*

Trois salles de sport, des paniers de basket, des vestiaires et des douches, des ballons et des tapis de sol... A priori, rien ne distingue vraiment le nouveau complexe sportif ouvert en début d'année à Loos, près de Lille, d'un autre équipement de ce type. Ici comme ailleurs, on croise des enfants pressés de poser leur cartable et de chausser leurs baskets. Ici comme ailleurs, encadrés par trois professeurs d'éducation physique (EPS) et sportive, collégiens et lycéens s'initient au badminton, à la musculation, au volley ; mais aussi au tor-ball, discipline olympique pratiquée par les déficients visuels.

**UN ÉQUIPEMENT EXEMPLAIRE**

Car le nouvel équipement, au bout de l'allée Glatigny, du nom du président-fondateur de l'Association des parents d'enfants aveugles, n'est pas tout à fait comme les autres : il se situe sur un terrain mitoyen de l'Ecole régionale pour déficients visuels (ERDV), un des trois établissements de ce type en France. Ouvert depuis 1975, entièrement conçu pour répondre aux besoins et aux attentes de ces élèves, il accueille aujourd'hui près de 200 élèves aveugles ou amblyopes (malvoyants dont l'acuité visuelle est inférieure ou égale à 4/10[e]), de la primaire au lycée, originaires du Havre jusqu'aux Ardennes.

Financé par le conseil régional, l'équipement est exemplaire à plus d'un titre. L'architecte Annie Troncquoy a travaillé en étroite collaboration avec les services de la région, mais aussi avec les professeurs d'EPS. *« Nous avons des élèves aveugles complets qui n'ont aucune perception visuelle, mais aussi des enfants qui ont des restes visuels plus ou moins importants »*, explique Jacques Bermont, l'un des professeurs impliqués dans ce projet. L'idée a donc été de multiplier les repères – tactiles, sonores, visuels –, de stimuler l'un des sens pour permettre à chacun de se situer en fonction de son handicap. On a ainsi joué sur les couleurs, l'alternance de clair et de sombre pour favoriser le repérage dans l'espace, l'acoustique, l'éclairage. Le toucher est également sollicité : alternance de murs rugueux et de murs lisses, utilisation de carrelages de différentes textures.

*« Il ne s'agit pas de surprotéger les enfants – la philosophie de l'établissement étant de les mener à l'autonomie la plus grande possible – mais de leur permettre de pratiquer l'activité physique et sportive en toute confiance »*, souligne Jacques Bermont. Comme le reste de l'équipe pédagogique, l'enseignant est convaincu que le sport est aussi, sinon plus, indispensable aux jeunes malvoyants qu'*« aux autres »*.

*Nadia Lemaire*




Limogé à propos de l'affaire Dreyfu
un colonel obtient gain de cause

DÉPÊCHES

TÉMOIGNAGE

# Chronique d'un désenchantement

*par Denis Tillinac*

## 1. L'euphorie et le doute

**Les deux premières années du septennat ont viré au drame. L'erreur de l'entourage de Chirac fut de ne pas comprendre que le gaullisme se situe aux frontières du bonapartisme, du populisme et de l'anarchisme**

C'EST l'histoire triste et pas drôle d'un désenchantement qui, depuis des mois, me pèse sur la conscience. Tous les vrais amis de Jacques Chirac, lorsqu'ils se sont croisés ou appelés au soir du 25 mai, l'ont résumée spontanément à deux mots : quel gâchis ! Les faux amis, eux, préparaient déjà leurs arrières.

Souvent, j'ai écrit à Chirac des brouillons de lettre pour lui dire que tout se délitait à son insu, ici et là, près de son bureau, dans les faubourgs, les patelins et les cours de ferme. Tout : l'espérance, la moralité, la sociabilité, la compassion pour son prochain et même l'envie de tenter l'aventure de la vie.

Ces brouillons, je les déchirais à mesure. Petit Quichotte rêveur, me disais-je, à quoi bon estoquer avec des mots les moulins à vent innombrables de la pesanteur qui l'ont bridé, puis altéré ? Des mots, il n'en entend que trop. Le Prince moderne, où qu'il règne, réclame des notes concises qui synthétisent l'écume du réel, et ce que j'avais sur le cœur eût exigé de longues digressions. Ce qui grouille dans l'inconscient d'un peuple n'apparaît jamais dans l'instantané des sondages dits « qualitatifs ». L'élucidation des traumatismes implique pour le moins un détour réflexif, et le temps d'un homme politique est une montre folle. Surtout à l'Elysée.

J'aurais voulu le convaincre que le passage à droite de l'imaginaire et du désir, en France, n'est rien moins qu'anodin après un demi-siècle de « progressisme » ambiant. Pour des raisons liées à la formation, à l'environnement mondain et au passé de ses proches, personne ne pouvait disséquer les états de l'âme meurtrie et du cœur brisé de cet antique peuple gaulois qu'on voudrait calibrer à l'anglo-saxonne. L'usage inconsidéré de ce mot vénéneux – « modernité» – traduit entre mille autres symptômes la futilité des analyses servies au président de la République sur un plateau exclusivement technique, mal rehaussé de quelques ors communicants.

J'aurais voulu lui dire que nous avons quitté le monde virtuel ou un slogan escamote une exigence, ou un « bleu » de Matignon, rédigé par des bleus politiques, maquille un reniement. Nous sommes dans un monde où les « images » s'élaborent, se succèdent et s'effacent à mesure : on les gobe et puis on les oublie. Seuls tiendront la rampe les vrais prophètes et les durs à cuire.

Nous sommes dans un monde où la réalité commence à se venger des simulacres chers à Baudrillard, et je conseille aux apprentis politiciens désireux de tricoter une paisible carrière de notable de s'enfuir dans le privé : la France est une bombe, la mèche brûle et les ciseaux pour la couper se font attendre.

Pour la première fois depuis Bonaparte, chaque Français pense que le sort de ses enfants sera socialement inférieur au sien. On n'a pas connu le quart des effets de ce cataclysme psychologique. L'ascension sociale de Jules Ferry est une pièce d'antiquité. Elle nous berce d'une nostalgie de préaux d'école autour des mairies, mais ce monde-là est aussi révolu que les canotiers de Bougival ou l'anticléricalisme de Clemenceau.

Pour la première fois depuis l'Empire romain, les Français ne sont plus encadrés par les valeurs catholiques (ou leur prolongement laïque), mais par un précipité sulfureux d'hédonisme et d'amoralisme de la jungle. Faire la guerre économique est peut-être une nécessité, c'est radicalement contradictoire avec l'enseignement des Evangiles. On n'a pas fini non plus d'en payer les conséquences. Pour la première fois depuis l'exode, les Français doutent de la pérennité de la France de nos manuels d'écoliers – la France de Clovis, de Bouvines, de Rocroi, de la Fronde et de Versailles, des soldats de l'an II, des poilus de Verdun et de l'armée des ombres magnifiée par Kessel, *La France* de Jules Michelet et des « pays » chers à Fernand Braudel.

Et pour la première fois depuis la Libération, les Français ne sont plus captifs de la théologie, de la liturgie, des références et du langage de la gauche. Je crains qu'on ait négligé de développer devant Jacques Chirac les attendus de cette métamorphose. Mes frères de génération détiennent encore le pouvoir politique, économique et médiatique. Ils avaient vingt ans en mai 68. Ils ont tous été moulés par le style soixante-huitard, ils en ont gardé les réflexes. Ils ont tous lu Herbert Marcuse, Michel Foucault, Félix Guattari, Roland Barthes ou Jacques Lacan. Ils sont restés, mentalement, « de gauche », même s'ils votent à droite, écrivent dans *Le Figaro*, se réclament de Friedrich von Hayek et se prosternent devant la « logique » des marchés financiers.

Or, la France, dans ses profondeurs, a déserté ce champ mental. *Sur l'acte de divorce entre le peuple et ses élites*, le notaire politique doit consigner que désormais on réagit « à gauche » dans les hautes sphères, « à droite » dans le métro. Le référendum sur Maastricht a confirmé ce fait de société. Foin du relativisme en usage dans les salons : le peuple veut renouer avec la morale de ses ancêtres, la patrie de ses maîtres d'école, l'autorité d'un chef qui lui garantisse la supériorité du bien sur le mal. Rien de moins. Sa culture est aux antipodes de celle du Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauvallon. Et l'Europe, que la nomenklatura essaie de lui refiler, avec toutes les ressources d'une propagande de facture stalinienne, ne lui dit rien qui vaille. Surtout celle des circulaires de Bruxelles et des critères de convergence pour accéder à l'euro.

Que le peuple ait tourné à droite ôte au vieux clivage beaucoup de sa pertinence et déroute les sociologies routinières. On ne fera plus longtemps l'économie d'une mise en demeure de cette sémantique usée. Pour l'heure, je constate que les mentalités ont reflué des mythologies de la marginalité et du paroxysme vers des aspirations au bucolisme, à la tradition, à l'intimisme – avec une soif intense de religiosité qui menace de s'étancher à n'importe quelle source, y compris islamique, et, à cet égard, nos beurs aussi ont viré de bord. Ils sont embarqués sur la même galère, ces Français des confins, laminés entre SOS-Racisme qui les isole, Le Pen qui les récuse et leurs casquettes de base-ball qui les acculturent.

De cette configuration nouvelle, Jacques Chirac n'a pas été averti. Je l'ai senti dès la campagne présidentielle. Peu importe l'antigermanisme d'Emmanuel Todd, et ses options récentes, dont il se repentira : son diagnostic sur la nouvelle lutte des classes en France était juste. La preuve : il nous a permis de déquiller Edouard Balladur, contre la raison des politologues. Il fallait sentir que les classes populaires – 40 % – aspiraient sourdement à la révolte et que les classes moyennes s'éloignaient mentalement des cadres supérieurs et autres dirigeants habitués du Concorde à destination de Wall Street. Il fallait sentir la propagation de la précarité hors des lieux de transit des SDF, la prolétarisation des médecins, la paupérisation des commerçants.

Jacques Chirac l'a senti. Physiquement. Sincèrement. Il n'a pas emménagé à l'Elysée avec l'intention de réciter le catéchisme sot des laudateurs du « miracle » des quatre « dragons » asiatiques. Je revois, comme les images d'un film jauni par le temps, les séquences d'une euphorie que j'ai partagée jusqu'à l'automne 1995, malgré les municipales qui nous ramenaient au ras des pâquerettes, malgré les tracas immobiliers de Juppé. Malgré la certitude qu'il ne fallait pas nourrir trop d'illusions à l'endroit d'une classe politiquement décervelée par l'obsession du passage à la télé et qui manque d'ancrages culturels authentiques.

Oui, j'étais heureux qu'un gaulliste tourne la page du siècle dans ce palais où plane un grand fantôme coiffé d'un képi à deux étoiles. J'étais fier de savoir dans ces murs celui qui, en 1966, débarqua sous le préau de mon village, nez au vent, Winston aux lèvres, prodigieusement chaleureux, attentif et mobile. J'étais attendri comme une midinette le 8 mai 1995 – et porté à l'optimisme en voyant l'équipe de campagne (Maurice Ulrich, Dominique de Villepin, Jean-Pierre Denis, Xavier Patier, Christine Albanel) et les fidèles (Bertrand Landrieu, Annie Lhéritier, Daniel Lecomte) planter leurs pénates à l'Elysée.

Pour toutes ces raisons – la « droite », le gaullisme, la Corrèze, et d'autres qui ne regardent que lui et moi –, j'avais envie d'aider Chirac. Il ne m'en a pas découragé. Je voulais – je veux encore – qu'au terme d'un septennat empanaché le mot « SDF » disparaisse du vocabulaire courant. Je voulais que le souci de remettre en selle les chômeurs, de sécuriser les banlieues inflammables et d'équilibrer la population sur le territoire prime toute considération budgétaire ou européiste.

Je voulais que la France évite la dilution dans un magma communautaire et oppose à l'ordre international de l'argent un modèle exemplaire. J'espérais même que, dans le sillage d'une élection miraculeuse, une pensée française risquerait l'aventure intellectuelle la plus urgente : inventer une sortie du capitalisme radicalement autre que l'utopie socialiste éclose au siècle dernier, décédée sous le mur de Berlin. Une sortie « de droite ».

Je voulais aussi qu'avec les Nations unies, si possible, et seule à défaut, la France anime une croisade contre les tyrans, les exploiteurs et les spéculateurs, en redevenant le porte-voix des pays pauvres et des peuples opprimés. Du discours d'Halifax à celui de Brazzaville en passant par le G 7 de Lyon, rien ne m'interdisait d'y croire. En Afrique notamment, le prestige de Chirac promettait l'émergence d'un partenariat rafraîchi, sans porteurs de valise, sans paternalisme genre La Baule non plus. Et comme je savais que Chirac nourrissait des ambitions francophones, je voyais la France de Péguy ressusciter par enchantement à l'orée d'un siècle qui laisse présager du rififi sur la planète.

*J'ai découvert la géographie de l'Elysée. C'est une maison de famille dont l'exiguïté prédispose aux macérations névrotiques. Des haines à la Mauriac y peuvent cuire à l'étouffée, non loin du Prince, qui se doit de les ignorer. La première fois que je suis entré dans le bureau présidentiel, ma gorge s'est nouée*

J'ai découvert la géographie de l'Elysée. C'est une maison de famille dont l'exiguïté prédispose aux macérations névrotiques. Des haines à la Mauriac y peuvent cuire à l'étouffée, non loin du Prince, qui se doit de les ignorer. La première fois que je suis entré dans le bureau présidentiel, ma gorge s'est nouée. De Gaulle, avant Chirac, s'était penché sur ce meuble pour écrire deux chapitres d'*Histoire de France*. L'écrivain le plus prosaïque, pour peu qu'il ait la passion du bien public, ne peut s'empêcher de rêver aux pages à venir.

JE suis gaulliste. Jacques Chirac me consent une amitié plus ou moins paternelle, et, depuis vingt ans, mon refus du marxisme m'a privé d'activisme. Pourquoi ne pas *contribuer, sur un pied modeste, à l'ensoleillement du* septennat puisque le maître des lieux m'inspire de l'affection, du respect et de la confiance ? Puis je me suis avisé que la pièce est nettement moins vaste que le bureau du maire de Paris. « Il va étouffer là-dedans ! », me suis-je dit en cherchant les copains derrière des portes capitonnées. Ils étaient studieux, appliqués, enthousiastes, et je connaissais leurs capacités. Mais ils étaient reclus, confinés et peu complémentaires.

Il m'a semblé qu'une ouverture des fenêtres s'imposait d'urgence, afin que l'on soumette à Chirac des vues transversales. François Mitterrand avait sous le coude Michel Charasse, Maurice Benassayag, Jacques Attali, Régis Debray, Erik Orsenna, et tels visiteurs du soir susceptibles d'agrémenter ou de contrer l'opinon des gardiens officiels du temple, les secrétaires généraux de la présidence.

Dominique de Villepin n'a eu personne. A-t-il souhaité qu'on l'aide à lever son nez du guidon ? Au début, sans doute. Puis le temps s'est mis à tourner comme une toupie. Christine Albanel, Jean-Pierre Denis, Maurice Ulrich ont organisé des déjeuners sectoriels dont chacun sait qu'ils n'éclairent jamais la lanterne de quiconque. *Au mieux*, ils flattent des vanités ; au pire, ils indisposent ceux qui espéraient caser une théorie, un projet ou une requête. L'idée même de sectoriser des intellectuels, des journalistes, des industriels, des politiques, dans un monde où l'imbrication est la règle, relève de l'aberration.

Elle dispose le Prince à croire que la complexité est rationalisable, donc à éroder son potentiel intuitif. Mais, pour des technocrates, cette approche va de soi, on leur a appris à fragmenter les choses de la vie comme fait l'enquêteur de *La Lettre volée* d'Edgar Poe. Ecoutez-les : ils ne résolvent plus un problème, ils ne règlent plus une affaire : ils bouclent un dossier.

L'entourage s'est mis en place. Les journalistes épris d'anecdotes ont vite repéré la distribution des rôles, l'officielle et l'implicite. Qu'on ait si rapidement colporté des rumeurs d'escarmouches à la florentine prouve seulement que le marigot est étroit : deux ambitions, ou trois, ont du mal à s'y ébattre conjointement. Ennemi par principe des conflits de personnes, je me suis efforcé de connaître et de comprendre Dominique de Villepin, qui dirigeait la manœuvre, et Jacques Pilhan, qui l'orchestrait pour l'image et le son. Les autres, je les connaissais déjà.

ON va tirer Villepin et Pilhan comme des lapins de garenne. C'est la loi du sport. Ils ont échoué dans les grandes largeurs, et pourtant aucun des deux n'est médiocre. L'un et l'autre avaient perçu d'emblée l'enlisement d'un système dont chaque rouage tournait à plein régime, dont la mécanique s'enrayait déjà au début de l'hiver 1996. Cela s'est aggravé au fil des jours, des mois. Des aigreurs ont tourné au ressentiment. Des dévouements se sont lassés. Chacun, à l'Elysée, savait que le moteur ronflait à côté de la carrosserie, personne n'avait de solution parce que le four élyséen cuisait un pain dont le moulin de Matignon avait mal trié le froment.

Jacques Chirac avait décidé de ne point dissoudre et de nommer Alain Juppé. J'aurais préféré qu'il se donnât les moyens d'une franche rupture en expédiant à Matignon un casseur résolu à réformer l'Etat, à juguler Bercy et à sortir des circuits de commande cinq mille têtes amollies à la fois par le relativisme soixante-huitard et le cynisme postmoderne. Bref, à injecter du sang frais et à investir de l'argent public sur les chantiers du changement annoncé.

Les Français n'en attendaient pas moins, puisque, à l'exception d'Edouard Balladur, tous les candidats à l'élection présidentielle avaient prôné la rupture, d'Arlette Laguiller à Jean-Marie Le Pen en passant par Robert Hue, Philippe de Villiers et Lionel Jospin. Alain Juppé ne pouvait pas incarner cette ligne de front. Il n'y croyait pas – et après tout c'était son droit. Ce qu'on apprenait de son entourage laissait à penser que personne, dans le bunker de Matignon, ne prenait au sérieux les ambitions de Jacques Chirac. Personne n'avait le moindre désir de rompre avec les usages des prédécesseurs, Pierre Bérégovoy et Edouard Balladur. Or, la Constitution dispose que la politique de la France se conduit à Matignon.

A-t-on jamais conçu une politique à Matignon ? On y lançait des réformes, certes, auxquelles l'Histoire rendra justice, et en somme les ministres étaient souvent bons. Philippe Vasseur, Guy Drut, Jacques Godfrain, Jean-Pierre Raffarin, Hervé Gaymard se sont acquis un crédit mérité. Hervé de Charette conduisait sans accrocs la politique étrangère de la France et Charles Millon préparait sereinement l'armée de métier, ce qui n'est pas une mince affaire. Jacques Toubon, Jacques Barrot, Bernard Pons tenaient droit dans leurs bottes. Ils eussent fait, eux, de la politique si on les en avait priés. On s'en est bien gardé.

Philippe Douste-Blazy plaisait à gauche, Jean-Louis Debré à droite, François Bayrou traçait sa route sans tirer dans les pattes de Juppé. Peu de gouvernements, depuis ceux de De Gaulle, auront été aussi sérieux et compétents ; aucun n'aura été aussi populaire, au sens sociologique du terme. Avec ces ingrédients tout à fait comestibles, Matignon n'a concocté qu'un brouet indigeste, et acquis la réputation d'un lieu plus inhospitalier que la prison de la Santé.

Je m'y revois un matin de froidure, avec Claude Chirac. Le premier ministre nous invitait à prendre un café en échangeant quelques vues. On nous fit asseoir à l'étage et nous attendîmes d'être introduits. Passèrent devant nous un certain nombre de petits messieurs poudrés à frimas, dont la mine, la mise et le port exprimaient une arrogance extraordinaire. Je me suis dit que si Alain Juppé *croyait avoir un problème* d'« image », mieux vaudrait qu'il pende ces muscadins bouffis de suffisance plutôt que de requérir Jacques Chirac pour le tirer de sa nasse. Le président avait d'autres chats à fouetter, mais, au mépris de sa fonction, on le travestissait en dir-com du premier ministre.

Je ne sais pas qui faisait quoi à Matignon ; je parierais qu'Alain Juppé n'a jamais eu les moyens de comprendre les raisons profondes de son impopularité. Il a seulement compris qu'il tenait le rôle de bouc émissaire, et on lui a fait croire qu'il s'agissait d'une simple affaire d'« image ». Toujours les images, alibis des aveuglements et des carambouillages mentaux. Dix kilos de plus, un sourire attendri devant le berceau de votre fille à la « une » de *Paris-Match*, et vous êtes au plafond dans les indices de popularité ! Voilà le genre de conneries qu'on serine depuis quinze ans aux hommes politiques – et c'est déjà une grande tare de la démocratie qu'ils consentent à les écouter. Qu'ils sachent, ces naïfs, que l'ère des images est aussi démodée qu'une chanson de Luis Mariano !

Il suffisait pourtant de fréquenter des gens de la rue, des députés de base, des journalistes localiers, voire des ministres sans renom, pour sentir l'exaspération monter comme une lave mauvaise. Pas la grogne rituelle de ce peuple râleur et gouailleur : l'exaspération. Elle venait de loin, c'était un volcan au bord de l'éruption – et, pour s'en prémunir, on improvisait des restaurations d'« image »...

Pire : on ne cessait de commettre Chirac au sauvetage de Juppé. Cela me gênait beaucoup. Un président de la République n'est pas le porte-voix du premier ministre, même si sa voix porte plus loin. Il le savait. Pouvait-il agir différemment, étant donné qu'il semblait refuser l'hypothèse d'un remplacement de Juppé ?

GILLES ROLLE

***Denis Tillinac,*** ancien journaliste, écrivain, est PDG des éditions de la Table ronde. C'est aussi un proche de Jacques Chirac. Ce dernier, une fois élu à l'Elysée, en a fait son représentant personnel pour la francophonie. « Spleen en Corrèze » (1979), « Le Bonheur à Souillac » (1982), « L'Eté anglais » (1983) figurent parmi ses principaux romans. Il a notamment reçu le prix Roger-Nimier en 1983 et le Prix populiste en 1994. Parallèlement à cette œuvre romanesque, Denis Tillinac a publié plusieurs essais, dont une « Lettre ouverte à Jacques Chirac pour le sauver de ses amis » (1995). « Vous avez seulement incarné la France des gens simples qui, depuis deux siècles, n'aiment pas le rouge *parce qu'il a trop le goût* du sang », écrivait-il alors. Ce Corrézien, membre du Rotary-Club de Tulle, supporteur du club de rugby briviste, a aussi été un fidèle du club de réflexion parisien Phares et Balises.



chantement





CHAM/SIPA

*On a promu Jacques Chirac directeur de la communication d'Alain Juppé. Mais un président ne peut pas être le porte-voix du premier ministre, même si sa voix porte loin.*

J'aime bien Alain Juppé. J'apprécie sa loyauté, sa rugosité, sa franchise, ses pudeurs. Il fut un remarquable ministre des affaires étrangères, parce que le Quai est un univers virtuel de codes et de signaux. Virtuel et autonome. Ayant pigé les codes, Alain Juppé a dirigé cet en-soi fascinant (et irritant) qui continuerait de fonctionner avec ses rituels mallarméens, si l'humanité s'était sabordée.

La politique, c'est du réel bouseux et poisseux. Juppé aime le pouvoir, les dossiers, les chantiers, les projets. C'est une volupté estimable d'ingénieur, ou de patron d'entreprise. Aime-t-il vraiment la politique ? Sa *Tentation de Venise* autorise à poser la question. Il va trouver enfin le loisir d'y répondre, dans le secret de sa conscience. Il sait que son retour sur les planches ne peut être banal et exigera une métamorphose.

Est-il gaulliste ? Son esprit répondra oui, sans équivoque. Je suis sûr qu'il se pense gaulliste, sur la foi d'un indéniable volontarisme qui est dans son caractère.

Reste que le gaullisme ressortit d'un érotisme très particulier : plébéien, sentimental, aux frontières mouvantes du bonapartisme, du populisme et de l'anarchisme. Ne pas oublier que cette famille politique insolite célèbre le culte d'un héros factieux, condamné à mort par les autorités légales de son pays. Un gaulliste aime l'insoumission, méprise les notables et brûle de tirer l'épée. On peut l'exalter en l'appelant à combattre l'Allemand (jadis), le coco, le socialo, les puissants, les planqués et les riches. On ne saurait provoquer une érection en l'appelant à combattre... des déficits. Surtout pas pour satisfaire à la théologie de gouverneurs de banque centrale.

D'où le malaise, pour ne pas dire la catalepsie d'un mouvement RPR dont le président – imposé par Chirac – présente les dehors d'un conservateur libéral armé de convictions essentiellement européennes. Ces convictions sont sincères, donc respectables. Elles expliquent que le siège du RPR, rue de Lille à Paris, et ses annexes départementales étroitement contrôlées par des hommes de Juppé, *via* Patrick Stéfanini et Jean-François Mancel, ressemblent à un local de la Sécu, avec des fonctionnaires voués à « gérer » la docilité de militants sans cause désirable et qui, pour cette raison, risquent bientôt de grossir les bataillons du FN.

Etre « de droite » et être « gaulliste », ce n'est pas la même chose. Il se trouve que le militant RPR est par ailleurs « de droite ». L'a-t-on compris, autour de Juppé ? L'a-t-on admis ? Le troupier RPR est aussi nationaliste que Béranger. Il a voté contre Maastricht. Il accepte l'Europe des nations, sans plus. Il acceptera l'immigré si on lui garantit la sécurité dans le RER, mais il voue aux gémonies tout avatar de la « contre-culture ». NTM, ça ne passe pas. Ni Arte.

A-t-on compris qu'un militant RPR peut aller au charbon contre le FN mais n'acceptera jamais de voir traiter les dirigeants du FN plus mal que ceux du PCF ?

On peut considérer que le FN est plus intrinsèquement pervers que les derniers brandons du stalinisme et qu'il importe d'organiser des exorcismes, comme Catherine Trautmann s'y est employée à Strasbourg. Mais il ne faut pas compter sur le renfort du gaulliste de base : il n'aime pas Le Pen, mais il endosse le mépris haineux de la classe dirigeante comme s'il lui était adressé, et une manière de fraternité prolétarienne le rapproche d'un parti dont le propos du chef, hélas, est plus audible que celui des clones de Juppé.

Ce point n'est pas accessoire. Je ne suis pas membre du RPR. Je n'ai jamais appartenu à un parti, un syndicat ou une secte, en vertu d'une certaine idée que je me fais d'un écrivain.

Des fibres, cependant, me rapprochent de cette prétaille RPR foncièrement populaire, viscéralement chiraquienne, absolument déboussolée à force d'avaler par amour du chef suprême des couleuvres européistes ou libérales.

Le RPR n'est pas libéral, dans quelque sens qu'on entende le terme. La France, avec la Suède et le Danemark, est sûrement le pays le plus enraciné dans le culte de l'Etat. Et les gaullistes, par définition, sont, avec les communistes... et le FN, la famille politique la plus attachée aux prérogatives d'un Etat qui, à leur aune, doit dire la morale, imposer l'ordre et protéger les manants. Huit siècles de monarchie et deux siècles de jacobisme les y prédisposent.

Les libéraux ne pensent rien de tel et chacun leur concède une part de vérité. Il est évident que le chômage reculerait si l'on abolissait le SMIC, libérait d'engagements l'embauche et la débauche et si les salariés n'étaient pas couverts. C'est évident, à cette réserve près que les Français ne le supporteraient pas. Aussi les gloses démarquées du reaganisme n'ont-elles aucun intérêt politique ; l'échec du gouvernement de la première cohabitation en fournit la preuve. Pour battre alors un Chirac à côté de lui-même par la faute des quadras du PS, il a suffi à François Mitterrand de relire Lavisse, ou Bainville.

Quoi qu'il en soit, le libéralisme, fût-il social, ne saurait cimenter les ardeurs actuellement défuntes d'un RPR que la disparition du diable rouge a privé en sus de cible repérable. D'où l'hypothèse que je formule très sérieusement : Alain Juppé, au fond, au tréfonds de lui-même, de ses neurones, de ses valeurs, n'est-il pas le chef idéal... de l'UDF ? N'est-il pas las de trinquer au gros rouge avec des bœufs franchouillards qui ne veulent pas casser du « socialo » parce qu'ils auraient peur des nationalisations, mais parce que les raps et les tags snobinards de Jack Lang les mettent en rage ? Ou qui fulminent quand Juppé nomme un camarade de promotion socialiste à la tête de la future chaîne éducative ? Ou qui se foutent éperdument de la monnaie unique – cet objet inanimé, cette poupée gonflée par l'aveuglement de ses acolytes ?

*D'où l'hypothèse que je formule très sérieusement : Alain Juppé, au fond, au tréfonds de lui-même, de ses neurones, de ses valeurs, n'est-il pas le chef idéal... de l'UDF ? N'est-il pas las de trinquer au gros rouge avec des bœufs franchouillards qui ne veulent pas casser du « socialo » ?*

Les historiens diront peut-être que la déroute a parachevé une série d'inversions des rôles, aggravée par la candidature unique RPR-UDF qui, en restreignant l'offre politique, brouillait la vue du citoyen droitier. Les historiens relèveront que le RPR s'est UDF-isé dans le style et les messages, au groupe parlementaire, rue de Lille, dans chaque permanence – et à chaque étape de cette normalisation Le Pen s'est frotté les mains.

REVENONS sur la rive droite. J'ai toujours pensé, j'ai écrit, j'ai dit à Jacques Chirac et à l'intéressé que l'ancien bras droit de Juppé au Quai d'Orsay n'aurait pas dû devenir secrétaire général de l'Elysée. Le faux confort de relations huilées avec Matignon refermerait automatiquement le spectre des avis soumis au président, avec tous les risques d'autisme afférents. A court terme se reproduirait, par une pente fatale, ce que nous – les amis de Chirac – avions reproché à la camarilla de Balladur : l'appropriation des tableaux de bord par un clan restreint. Avec le recul, je suis au regret de constater qu'ils furent plutôt moins maladroits. Il m'en a coûté de l'avouer à Nicolas Sarkozy, mais autant être lucide par les temps orageux qui courent.

Dominique de Villepin est un homme de grande valeur, sans lequel Jacques Chirac ne serait peut-être pas à l'Elysée. Dès la première rencontre, j'ai admiré son brio et ses fulgurances. Il voyait la France en poète et en gaullien, ça ne pouvait que me plaire. Il a en outre tellement de charme et d'entregent qu'au gouvernement il eût incarné magistralement le renouveau pour lequel nous combattions. Mais son tempérament réactif, l'autoritarisme qu'il avoue complaisamment et des relations avec le cabinet de Juppé trop exclusives ont donné à la presse, aux députés, aux ministres et finalement à l'opinion le sentiment d'un Charles VII prisonnier dans le faubourg Saint-Honoré, attendant une Jeanne d'Arc pour le sortir de Bourges.

Les candidats à ce rôle difficile se déclaraient à table avant de se désister aux marches du palais. Moi comme les autres. Tous : les plus vieux grognards de Chirac comme les convertis de 1995 prêts à rebâtir une République franche comme l'or et gaie comme une prison. Avec Chirac, ça paraissait possible. Encore eût-il fallu qu'on lui présentât des tronches et des pensées un peu iconoclastes. J'entends : des pensées qui éclairent, pas des cautères bâclés sous l'emprise d'une fausse nécessité consécutive à un mauvais sondage.

Assez vite, j'ai entendu des ministres, et non des moindres, se plaindre de n'avoir accès ni au président ni au premier ministre. Assez vite, la teneur des récriminations s'est mise à ressembler à celle que nous avions tâché de fédérer, Villepin en tête, lorsqu'à l'Hôtel de Ville Chirac guettait une relance de son destin. Bernard Pons, qui fut héroïque durant la longue traversée de l'hiver 1994, ne me démentira pas. Ni Roger Romani ni Michel Péricard. Ni les jeunes députés – Philippe Briand, Renaud Muselier, etc. – qui n'avaient pas l'heur de plaire. Le plus grave, c'était la convergence de deux ressentiments : celui du peuple, là-bas, dans sa géhenne, et celui des officiers politiques subalternes, autour de deux geôles dorées dont l'accès leur était interdit.

Certes, l'allocution présidentielle du mois d'octobre 1995 a glacé les sangs. On n'a pas le droit de la reprocher à Chirac. Dès son installation à l'Elysée, je l'ai senti en proie à deux hantises, qui sont à son honneur, même si je ne les partage pas : la fuite des capitaux et le sac de l'intimité franco-allemande. Chaque fois qu'on abordait devant lui la question européenne, il rappelait à son interlocuteur que nous avions, à trois reprises en un siècle, fait la guerre à l'Allemagne, et qu'il valait mieux organiser des jumelages. Il disait cela avec une gravité si peu feinte qu'en mon fort le débat n'est pas clos. Pas tout à fait.

Je me souviens du déjeuner, organisé par une Christine Albanel déjà morose, avec Emmanuel Todd, Jean-Claude Guillebaud et Régis Debray. Ce dernier approuvait la reprise des essais nucléaires, décision d'autant plus courageuse qu'elle avait réveillé les écolos à quinze jours du scrutin municipal. Le trio signifia à Chirac son désaccord de fond sur la nouvelle ligne économique : franc fort, critères de convergence, etc.

Emmanuel Todd se montra si véhément que Régis Debray lui reprocha presque d'avoir manqué de respect au président de la République. Todd était déçu. Il se sentait floué. Je doute qu'il serait allé aussi loin dans sa récusation du chiraquisme si, autour du Président, certaines de ses analyses avaient été prises en considération. Pas toutes : certaines. Aucun des trois n'a revu Jacques Chirac. Aucun n'a eu le tête-à-tête qu'il était en droit de souhaiter pour aller au-delà des propos banals qu'on tient sous un lustre lorsque le président de la République vous convie. Aucun intellectuel, aucun universitaire, aucun politologue, aucun guerrier de la politique n'a été associé de près aux gamberges de l'Elysée. Quelques journalistes étaient sollicités, mais comme ils propageaient chez Edgar que les vrais patrons de la France s'appelaient Dominique de Villepin et Maurice Gourdault-Montagne, il eût mieux valu que la rétention fût totale.

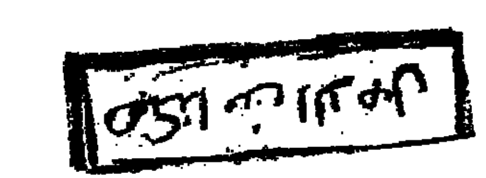
Aux duettistes, ils ajoutaient un nom, celui de Jacques Pilhan. Doit-on, par souci d'équité, tirer aussi sur ce pianiste ? Je ne crois pas. Il décrivait les états de l'opinion et proposait en toute lucidité des thérapies dans l'ordre de l'éphémère. Il faisait habilement le métier qu'il a inventé. Le problème de fond, pour ce qui le concerne, était de décider si le conseil en communication d'un monarque ambigu et retors pouvait devenir celui de son successeur qui, grâce au ciel, ne lui ressemble en rien.

En vérité, si Dominique de Villepin et Jacques Pilhan avaient tenu leur place sur un pied d'égalité avec dix autres conseillers de choc et d'estoc, ils auraient aidé Jacques Chirac. Passé l'amertume de la défaite, je veux croire qu'ils en conviendront.

*Qui est qui ?*

**Albanel** (Christine) : conseiller technique à l'Elysée.
**Chirac** (Claude) : fille du président de la République, conseiller en communication à l'Elysée.
**Debray** (Régis) : écrivain, ancien membre du Conseil d'Etat, membre fondateur de l'ex-club de réflexion Phares et Balises.
**Denis** (Jean-Pierre) : secrétaire général adjoint à l'Elysée.
**Gourdault-Montagne** (Maurice) : directeur du cabinet d'Alain Juppé à Matignon.
**Guillebaud** (Jean-Claude) : journaliste, écrivain et éditeur, membre fondateur de l'ex-club de réflexion Phares et Balises.
**Landrieu** (Bertrand) : directeur du cabinet du président de la République.
**Lecomte** (Daniel) : responsable des voyages présidentiels.
**Lhéritier** (Annie) : chef de cabinet du président de la République.
**Mancel** (Jean-François) : secrétaire général du RPR (démissionnaire le 2 juin).
**Patier** (Xavier) : diplomate, écrivain proche de Jacques Chirac.
**Péricard** (Michel) : président du groupe RPR à l'Assemblée nationale.
**Pilhan** (Jacques) : conseiller en image de François Mitterrand, actuel conseiller de Jacques Chirac.
**Romani** (Roger) : ministre des relations avec le Parlement (1995-1997).
**Stefanini** (Patrick) : conseiller auprès d'Alain Juppé, secrétaire général adjoint du RPR.
**Todd** (Emmanuel) : sociologue à l'origine de la réflexion de Jacques Chirac sur la « fracture sociale », ancien membre de l'ex-club Phares et Balises.
**Ulrich** (Maurice) : sénateur RPR, conseiller auprès de Jacques Chirac.
**Villepin** (Dominique de) : secrétaire général à la présidence de la République, ancien directeur du cabinet d'Alain Juppé au Quai d'Orsay.

**DEMAIN**
**2. La tristesse et le désarroi**



# Des élections disqualifiées en Algérie

*par Hocine Aït-Ahmed*

LES conditions dans lesquelles les Algériens sont appelés à élire une Assemblée législative le 5 juin suffisent déjà à disqualifier ce scrutin : arrestations dans les quartiers « chauds » et au sortir des mosquées ; administration tout entière au service du « parti du président » ; destruction ou disparition des fichiers électoraux dans des mairies abandonnées ou brûlées permettant d'énormes manipulations de voix ; effectifs (inconnus) des forces de l'ordre, des miliciens et de leurs familles votant à l'intérieur des casernes et donc sans la moindre possibilité de contrôle ; Constitution adoptée par référendum après une fraude sans précédent et verrouillant tous les pouvoirs du futur Parlement ; fermeture totale du champ politique et médiatique ; possibilité pour les *walis* de rectifier les listes électorales ; impossibilité pour les partis politiques d'obtenir copie des procès-verbaux du dépouillement...

Terreur, massacres et attentats à la bombe font de ces élections une mascarade macabre. Où est le libre choix pour une population prise en otage entre les atrocités commises au nom de Dieu, mais trop souvent aussi au nom de « la patrie », et les bombardements aériens ? Le pouvoir algérien, pour crédibiliser un processus électoral en état de guerre, fait depuis plusieurs semaines grand bruit autour des « *observateurs internationaux qui contrôleront le scrutin* ».

L'absence de tout recours interne *exige effectivement un dispositif* international de vérification. Mais pas celui voulu par les autorités algériennes et finalement accepté par l'ONU, qui est sans commune mesure avec les exigences de la situation. Au total, 200 observateurs – dont 120 de la Ligue arabe et de l'OUA – ont répondu à l'appel. Le rôle de l'ONU se résumera à coordonner quelque 80 observateurs venus d'une quarantaine d'Etats sollicités par Alger. Pour positif qu'il soit, le fait qu'il y ait parmi eux une douzaine d'Américains, deux Britanniques, quelques Allemands et Suédois – dont on peut penser qu'ils ne « couvriront » pas de fraude patente dans les bureaux auxquels ils auront eu accès – ne change pas fondamentalement la donne.

On peut même dire le contraire : leur présence crédibilisera un faux-semblant de contrôle : comment 200 observateurs, quelle que soit la bonne volonté de quelques dizaines d'entre eux, pourraient-ils surveiller 33 000 bureaux de vote répartis sur un territoire immense ? A fortiori quand le gros de leurs troupes est formé par la Ligue arabe et l'OUA, deux organisations dont la précédente mission d'observation, lors de l'élection présidentielle de 1995, n'a pas marqué par son impartialité. Le satisfecit alors accordé, avant même le vote, par le secrétaire général de la Ligue arabe, est resté dans toutes les mémoires. L'ONU *ne s'y trompe* d'ailleurs *pas* puisqu'elle ne fera pas de déclaration finale sur le déroulement du processus faute d'avoir été « *réellement et longuement impliquée* » dans sa vérification.

La situation aurait pourtant exigé qu'il en soit ainsi. L'insécurité généralisée et l'étouffement des libertés publiques requièrent un processus de surveillance d'amont en aval, depuis le contrôle des listes électorales jusqu'à celui des résultats finaux, ainsi que le déploiement d'effectifs importants et présents sur les lieux longtemps à l'avance. Ce ne sera pas le cas. Les observateurs seront en outre accompagnés des forces de sécurité. Qui osera dès lors les aborder – à supposer qu'on ait pu les trouver – pour les saisir d'éventuelles manipulations ou irrégularités ? Pouvoir les contacter est fondamental ; s'ils sont inatteignables, leur mission devient purement fictive.

Le régime algérien ne fait en réalité appel à la communauté internationale que pour donner une crédibilité à des élections qui visent à légitimer le processus de normalisation mais ne régleront pas la crise. Un contrôle international de façade le renforcera dans l'idée qu'il peut tout se permettre, à commencer par persister dans son refus d'envisager une solution politique à cet interminable conflit. Il n'y a pas meilleure manière, en envenimant la crise, de compromettre l'espoir de stabilité sur lequel misent les partenaires de l'Algérie. L'opposition démocratique réelle est contrainte d'accepter une élection imposée pour demeurer dans le jeu politique et préserver la vie de ses militants. Les Algériens ne comprendront pas, en revanche,

**Les Algériens ne comprendront pas que des institutions internationales et des pays démocratiques cautionnent une vérification qui n'est que poudre aux yeux et avalisent les résultats officiels d'une élection jouée d'avance**

que des institutions internationales et des pays démocratiques cautionnent une vérification qui n'est que pure poudre aux yeux démocratique et avalisent les résultats officiels d'une élection jouée d'avance.

Une telle attitude décrédibilisera davantage le politique et l'idée même de démocratie – ce que le pouvoir s'acharne à faire –, ne laissant d'autre voie d'expression que la violence et l'extrémisme. Les islamistes les plus radicaux y trouveront leur compte, eux qui voient seulement « *hypocrisie et discrimination* » dans le discours des Occidentaux sur la démocratie.

Pour les décideurs d'Alger, la normalisation s'accompagne d'une volonté de fragmentation, de division et de soumission de la société. Les partis politiques n'ont qu'un choix : être vassalisés ou réprimés. On s'étonnera ensuite que l'appel à Dieu apparaisse comme un recours et que des aventuriers islamistes aillent toujours plus loin dans leurs exactions !

Il est fondamental de préserver en Algérie un espace de contestation démocratique. C'est aussi le sens de notre participation à ces élections dans un état de guerre que les militaires s'évertuent à nier. Les Occidentaux, en faisant eux aussi l'impasse sur ce conflit, se sont condamnés à entrer dans la logique d'un dispositif électoral militarisé. Cette logique ne vise qu'à poursuivre et légitimer une guerre sans issue.

Si toute illusion est vaine – cette échéance ne ramènera pas la paix –, il n'est pas trop tard néanmoins pour tout faire afin de contrôler au plus près ce scrutin. C'est-à-dire empêcher qu'il serve à peaufiner une recomposition politique programmée pour poursuivre l'option du « tout sécuritaire », qui a fait la preuve de son échec. Si cette recomposition fictive n'était pas le véritable objectif du pouvoir, pourquoi a-t-il refusé dans des termes particulièrement peu diplomatiques que les socialistes européens envoient une mission d'observation, arguant qu'ils « *soutiennent une formation politique algérienne* », le Front des forces socialistes en l'occurrence ?

Comment, dès lors, maîtriser la colère des Algériens face à des irrégularités manifestes... sauf à croire que, pour la conscience occidentale, le truquage tire moins à conséquence à Alger qu'à Belgrade ? Depuis six ans, les occasions perdues pour la paix ne se comptent plus. Il est temps d'en tirer les leçons : un vrai dialogue entre Algériens – et entre Algériens seuls – est indispensable, et le pouvoir ne s'y résoudra que si ses partenaires l'y engagent fermement. La paix et la stabilité sont à ce prix.

***Hocine Aït-Ahmed** est président du Front des forces socialistes (FFS) algérien.*

# Nous n'avons plus le droit à l'erreur

*par Sami Naïr*

CETTE victoire de la gauche aux élections législatives n'a rien d'exceptionnel : depuis plus de quinze ans, la France est plongée dans une quête identitaire, sociale et morale dont les élites politiques, de droite ou de gauche, n'ont apparemment pas pris exactement la mesure. C'est ce qui explique que, depuis 1981, toutes les échéances législatives ont été marquées par des changements de majorité à l'Assemblée nationale (1981, 1986, 1988, 1993, 1997). De fait, les couches salariées (moyennes et ouvrières) ne donnent plus de contenu fort à la séparation idéologique gauche-droite. Elles se décident plutôt sur des programmes conjoncturels en fonction de trois paramètres : le maintien de l'Etat-providence, c'est-à-dire la défense de l'emploi et de la protection sociale (ce n'est pas un hasard si, sur ce point, aussi bien le libéralisme économique de la gauche que le néo-thatchérisme de la droite ont à chaque élection été condamnés au nom de la tradition sociale de l'Etat républicain) ; la sécurité, pour parer aux effets sociaux dissolvants du libéralisme dans la vie quotidienne (banlieues laissées à l'abandon, insécurité dans les villes, etc.) ; enfin, la place de l'identité nationale-républicaine dans la construction européenne.

La gauche a été battue en 1986 et 1993 parce qu'elle a « oublié » ses promesses sur ces questions. La droite a été défaite en 1988 et 1997 parce qu'elle voulait accentuer la politique libérale de la gauche. Inversement, la gauche a gagné les élections présidentielles en 1981 et 1988 parce qu'elle prônait soit une avancée dans la défense de l'Etat-providence (1981), soit le maintien des acquis sociaux contre l'ultralibéralisme chiraquien de la première cohabitation (1988).

Preuve par neuf : Jacques Chirac a gagné (contre une partie de son propre camp – Edouard Balladur) l'élection présidentielle de 1995 sur un programme de lutte contre la « fracture sociale », c'est-à-dire, encore, pour la défense du modèle social-républicain français. Note finale : la gauche gagne aujourd'hui sur ce même thème.

La leçon est claire : les couches moyennes et populaires sont animées, depuis quinze ans, par la volonté obstinée de défendre le modèle social républicain, quoi qu'en disent les apologistes de l'ultralibéralisme ou les défenseurs de la société civile « américanisée ». Et ceux qui abandonnent tout espoir en ce modèle sont désormais condamnés soit à grossir les rangs des abstentionnistes, soit à rejoindre dans le vote protestataire, nihiliste et néo-fascisant l'extrême droite lepéniste.

*C'est pour ces raisons de fond* – au-delà de la confiance excessive dans les sondages d'opinion, de l'incompétence politique de ses conseillers, de la division profonde de sa majorité, de l'aveuglement technocratique d'Alain Juppé – que Jacques Chirac a perdu les élections. Et la gauche a gagné parce qu'elle a su prendre en compte – du moins dans ses déclarations – la signification profonde du mouvement social enclenché en 1995 (avec les grèves), la quête civique contre les lois xénophobes à l'encontre des étrangers et immigrés, la nécessité de renouveler son personnel politique, notamment en permettant aux femmes (qui ont fait partout un excellent score) d'être beaucoup plus nombreuses sur les listes. Enfin, la gauche a su donner, avec Lionel Jospin, l'image d'un acteur politique dont l'honnêteté ne peut être mise en doute, à un moment où la vertu réapparaît comme une valeur essentielle de l'idéal républicain.

**Les couches moyennes et populaires sont animées par la volonté obstinée de défendre le modèle social républicain, quoi qu'en disent les apologistes de l'ultralibéralisme ou les défenseurs de la société civile « américanisée »**

Pour Jacques Chirac, les conséquences de ce vote ne sont guère reluisantes : il se retrouve paralysé en politique intérieure, sauf erreur grave de la gauche. Il aura ainsi tout loisir pour donner sa mesure en politique extérieure. Il devra gérer une crise profonde de la droite, déjà écartelée entre son aile thatchérienne (Alain Madelin) et son tropisme gaulliste (Philippe Séguin). Surtout, il lui faudra éviter que la droite « classique » ne se décompose sous les coups de boutoir de l'extrême droite.

Pour la gauche, les échéances ne sont pas moins pressantes. Il lui faudra faire face à une offensive certaine et dure des marchés financiers. De plus, personne ne peut dire comment la droite vaincue va réagir dans une cohabitation qui ne lui profite pas directement : le pire est possible. Ensuite, il est clair qu'en dépit du respect proclamé pour la monnaie unique, la gauche devra renégocier les critères de convergence du traité de *Maastricht*.

Lionel Jospin a déclaré : « *Nous sommes au bord d'un événement qui va stupéfier l'Europe, mais qui, en même temps, va lever un espoir magnifique en Europe après la victoire de la gauche travailliste en Grande-Bretagne.* » Ceci n'est en rien un chant gallocentrique, mais bien le pressentiment que l'épreuve cruciale se joue, pour la France, sur le terrain européen. Une nouvelle étape s'ouvre en effet, ne serait-ce que parce que France et Allemagne ont un rôle central dans la construction européenne.

Ou bien la gauche française, radicalisant la victoire des travaillistes anglais, saura offrir un débouché social à cette construction, ou bien elle dépérira dans les rets de l'ultralibéralisme maastrichtien. Dans le premier cas, elle pourrait rapidement influer sur les recompositions politiques en cours en Allemagne, et aider sérieusement le SPD a redevenir une alternative politique crédible pour les élections législatives allemandes de l'automne 1998. Le champ européen en serait bouleversé. Par ailleurs, l'insistance avec laquelle *Lionel Jospin a réaffirmé la nécessité* absolue de la participation de l'Espagne et de l'Italie à la monnaie unique aura aussi des conséquences sur ces pays. Mais si, dans le cas contraire, la gauche française fait la même chose qu'en 1983, et qu'elle se laisse phagocyter par les lobbies financiers, alors la défaite politique et culturelle du modèle social européen qui en résulterait serait probablement définitive.

La victoire de la gauche est certes une belle victoire. Mais c'est aussi celle de la dernière chance. Si la gauche échoue, la droite française, fortement influencée par l'extrême droite, en tirerait un profit tel qu'elle pourrait imposer une des politiques les plus conservatrices du siècle. Si elle réussit, c'est la tradition social-républicaine et l'Europe sociale qui, au prix de batailles très dures, finiront par prévaloir contre l'approche strictement financière. La maîtrise et la réorientation de la mondialisation vers le bien-être des peuples et des nations sont à ce prix... En attendant que l'Allemagne et les pays du sud de l'Europe entrent aussi dans cette bataille, la majorité des électeurs français ont clairement dit à la gauche : « Oui pour cette fois encore, mais nous n'avons plus le droit à l'erreur ! »

***Sami Naïr** est professeur de science politique à l'université Paris-VIII.*

# N'oubliez pas les sans-papiers !

*par Dan Franck et Gérard Mordillat*

POURQUOI la question des sans-papiers a-t-elle *mobilisé des centaines* de milliers de signataires dans toute la France, et pourquoi risque-t-elle d'en mobiliser tout autant dans les mois qui viennent ?

Parce qu'au-delà du problème spécifique des travailleurs étrangers vivant en France, c'est la question de l'autre qui est posée. La question fondamentale de la place de l'autre. C'est-à-dire la question de la démocratie elle-même : celle des libertés.

La vision fantasmatique de l'immigration que propagent la droite et l'extrême droite nie la démocratie et combat les libertés. C'est elles qui sont visées, elles qui sont atteintes lorsque le doigt du législateur désigne l'autre, celui qui incarne une différence, le bord, la marge.

Aujourd'hui, la gauche est là. Elle est aussi là grâce à nous. Parce que nous l'avons soutenue.

Nous nous sommes adressés à elle au mois de février dernier, lui demandant de se déterminer clairement par rapport aux lois sur l'immigration, jugées par nous et par beaucoup d'autres scandaleuses et gravement attentatoires aux droits de l'homme.

Chacun sait, aujourd'hui, que l'immigration ne constitue pas le problème majeur de nos pays, et que l'étranger n'est responsable d'aucun des maux dont souffrent nos opulentes sociétés. Grâce aux actions communes, les vérités ont déchiré les mensonges.

L'étranger est là. S'il choisit de rester, nous ne devons pas lui fermer les portes, nous qui, à d'autres *époques, l'avons appelé pour défendre* nos frontières, pour nous permettre de cultiver nos richesses à venir. L'étranger n'est le bouc émissaire de rien ni de personne, sauf des fascistes et des racistes d'une extrême droite qui a toujours fait son lit des différences.

Battre la droite, ce n'est pas remplacer la droite, mener une politique parallèle simplement repeinte aux couleurs de la victoire.

Battre la droite signifie opérer une rupture radicale, briser définitivement les vieilles pratiques.

C'est la raison pour laquelle nous demandons à ceux qui nous gouvernent aujourd'hui de respecter les valeurs qui fondent nos dignités. Nous attendons d'eux qu'ils libèrent tous les sans-papiers incarcérés au titre des lois Pasqua et Debré ; que, conformément à leurs engagements de campagne, ils abrogent ces lois iniques ; qu'ils autorisent le retour des expulsés ; qu'à l'instar du gouvernement italien, ils régularisent en une fois les sans-papiers présents sur le territoire ; qu'ils reconnaissent leurs droits.

Ces mesures seraient à leur honneur. Elles constitueraient une réponse immédiate et généreuse à des situations qui nous révoltent par leur violence et leur inhumanité.

***Dan Franck** est écrivain.*

***Gérard Mordillat** est cinéaste*

## AU COURRIER DU « MONDE »

### « ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS »

Je serais resté indifférent à la longue exégèse proposée à vos lecteurs, dans une pleine page de votre journal (*Le Monde* du 20 mai 1997), par Fethi Benslama, si elle ne portait gravement atteinte à la réputation d'un ouvrage unanimement reconnu, l'*Encyclopaedia Universalis*, et à l'honorabilité d'un de ses auteurs les plus prestigieux, Alain Girard, disparu l'année dernière et qui ne peut donc faire valoir son bon droit.

M. Benslama se trompe sur les dates : la mise à jour par Alain Girard de son article rédigé pour l'édition originale de l'ouvrage (publiée entre 1968 et 1974) figurait déjà dans la troisième édition (publiée entre 1989 et 1990) avant d'être reprise telle quelle dans la quatrième (publiée fin 1995).

Il se trompe également sur les textes qu'il cite : notre auteur n'a jamais parlé, à propos de « *l'étranger* », d'une « manière d'être et de se sentir » mais tout simplement d'une « *manière d'être et de sentir* ». Il se trompe enfin et surtout sur le sens même de ces textes, au point de leur faire dire le contraire, très précisément, de ce qu'ils disent. « *Ce qu'on appelle "xénophobie" ou "racisme" est une manifestation pathologique d'un sentiment normal* » (Alain Girard) se transforme, par un coup de plume magique de notre inquisiteur, en « le pathologique n'est que la réaction normale d'un corps infesté par l'extérieur ».

Le déni des mots, comme Paulhan l'a bien montré, cache toujours un déni des choses. Et c'est ainsi que le *vrai* fascisme commence ...

**Jacques Bersani,**
**Paris**

### LA TURQUIE EST-ELLE UN PAYS EUROPÉEN ?

A une question posée par un de vos lecteurs (« La Turquie est-elle un pays européen ? »), M. Pierlot répond (dans *Le Monde* daté 11-12 mai) en renvoyant à son interlocuteur, désigné ainsi comme représentant d'une « Europe par essence coupable », les exactions que celle-ci a commises, sans rémission possible, à l'encontre d'un monde par essence innocent.

Le problème en l'occurrence, que M. Pierlot fait mine d'ignorer, c'est celui du négationnisme d'Etat (un génocide a été commis en 1915 contre le peuple arménien par l'Etat turc, qui s'en lave les mains) auquel on pourra opposer tant qu'on voudra vingt siècles de turpitudes européennes.

**Bernard Noroyan**
**Metz (Moselle)**

# Algérie

# N'oubliez pas les sans-papiers !

*par Dan Franck et Gérard Mordillat*



# Na ! *par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française*

« QU'EST-CE qui lui a pris, au président, de se tirer une balle dans le pied ? Ça va pas, la tête ? » Le vote-séisme du 1er juin n'a pas déchaîné que les politologues. Les psychiatres se demandent si ce geste reflète un mal-être intime. Ce n'est pas notre affaire. Ce qui nous regarde, c'est que les difficultés personnelles d'un seul homme puissent infléchir à ce point le destin de tout un peuple adulte.

Oui, adulte, ce peuple, et non pas versatile, comme on le lui reproche déjà. Il n'est pas exact que nous changions d'avis comme de tract électoral. C'est le mode de scrutin majoritaire qui, sous couvert d'efficacité, amplifie en coups de balancier, de boutoir, nos envies légitimes de tout essayer. L'autre défaut du système apparu dimanche dernier tient à la personnalisation outrancière de la présidence. Il n'est pas raisonnable que le pouvoir dépende des fragilités éventuelles d'un homme élu pour sept ans.

De Gaulle ne voyait qu'avantage à cette incarnation monarchique, en ancien chef de guerre qu'il était, et d'une solidité de menhir. Sa seule pathologie avait été de vouer à la France un amour à la fois courtois et métaphysique. Il n'y avait pas place, sous son règne, pour l'homme Charles. Les failles privées, il se les gardait pour lui. Il mourrait sans les abandons ordinaires d'une agonie, en Commandeur foudroyé à la don Juan. La puissance qu'il léguait à ses successeurs supposait la robustesse psychique des héros d'épopée dans son genre. Il s'en est fallu de beaucoup.

Chez Pompidou, des blessures se devinaient sous la bonhomie rusée de normalien passé à la banque. Giscard d'Estaing prouvait à quel point l'ambition politique naît d'affectivités mal mûries. Se croire supérieur à des millions de contemporains, et disposer d'eux tout en rêvant d'en être aimé, jouer en public de son narcissisme et d'une sensibilité tremblée, avant de se lancer dans un roman d'impubère, cela n'aide pas à régner, à en imposer, à laisser des traces, quand même on le prend de haut. Le refus hautain de faire campagne lui a coûté sa réélection de 1981.

Avec Mitterrand, l'envie de séduire que postule la fonction présidentielle a atteint, jusqu'après la mort, un degré rare de perversité. Du moins celle-ci s'accompagnait-elle d'une maîtrise manœuvrière de champion d'échecs, diabolique au dire des proches, mais rassurante pour les gouvernés quand il s'agissait de penser le monde et de négocier nos intérêts.

Le dernier hôte de l'Elysée n'a pas donné l'impression d'une telle éminence intellectuelle. Ses partisans ne se cachaient pas d'en douter, avant l'élection de 1995. Depuis l'opération-suicide de la dissolution, le pays a été fait témoin de décisions et manifestations proprement névrotiques.

Entre les deux tours, un homme débordé par lui-même nous a parlé, comme à des soignants, d'« énergies » qui le fuyaient, et que nous pourrions lui rendre par le miracle d'un scrutin. Dans une des entreprises modernes selon ses vœux, ses faux pas multipliés lui auraient valu la porte. Que faire dans l'isoloir si l'homme qui mène le pays en appelle à vous comme un enfant à problèmes ? Le même qui avait construit le château de sable rêvé depuis trente ans, qui avait planté son fanion en haut des tourelles, comment comprendre, comment éviter, qu'il se mette à sauter à pieds joints sur son fier chef-d'œuvre, na ?

Là encore, c'est la faute d'un présidentialisme aggravé par la mode des parlotes psychologisantes, la courtisanerie des conseillers et le charlatanisme des experts en « image ». *« Nous ne nous sommes pas assez expliqués »*, se désolent les perdants de l'ex-majorité. On dirait au contraire qu'ils n'ont fait que cela : se bercer de formules passe-partout telle l'ineffable « entrée dans le XXIe siècle », oublier que les slogans publicitaires n'ont jamais abusé personne.

En démocratie, le vote a pour effet de rendre au peuple plus que la parole : le contraire de la parole, un sens du réel enfoui sous les leurres de la communication. Et sa décision fait l'effet d'un verre d'eau jeté à la figure du gosse pleurant le château qu'il a lui-même piétiné.

# Phénix *par Ronald Searle*



# Le pari des socialistes sur la croissance

*Suite de la première page*

Pourtant, M. Jospin s'est bien gardé de chanter victoire. Il a prévenu qu'il ne faudra pas juger sa politique économique seulement à l'aune des premières mesures du gouvernement socialiste, mais sur la durée de la législature. Dans cette mise en garde, il y a plus que du pragmatisme ; c'est aussi la preuve que le nouveau premier ministre n'ignore rien des difficultés qui l'attendent.

D'abord, il ne fait pas de doute que les socialistes ont été pris de court par la dissolution. Même s'ils avaient adopté en décembre 1996 une plate-forme économique, de nombreuses propositions de réforme n'étalent encore qu'à peine ébauchées quand la joute électorale a commencé. On en a d'ailleurs vu la trace au travers de nombreux flottements, durant la campagne, avec le pas de deux auquel a donné lieu la controverse sur France Télécom, les ajustements successifs du plan en faveur de l'emploi des jeunes ou, encore, les imprécisions du plan de réforme fiscal.

Accédant à Matignon, M. Jospin va donc devoir rendre des arbitrages dans l'urgence, sans toujours avoir eu le temps de la réflexion ou en étant prisonnier des engagements pris, à la hâte, pendant la campagne.

La seconde difficulté est plus embarrassante : les instruments de politique économique à la disposition de M. Jospin pour stimuler la croissance sont, à la vérité, bien peu nombreux. Ainsi, le levier monétaire est inutilisable : avec des taux d'intérêt qui ont atteint un niveau historiquement bas, le gouvernement n'a, dans ce domaine, aucune latitude nouvelle pour réactiver la croissance.

Le levier budgétaire est, pour sa part, totalement grippé. Les socialistes en sont d'ailleurs bien conscients puisque, indépendamment même de Maastricht et de ses critères, ils excluent toute augmentation des déficits et prévoient de financer les mesures nouvelles par des redéploiements de crédits.

## IMPACT PSYCHOLOGIQUE

Reste donc le levier salarial. Autrement dit, la réussite de la politique de relance préconisée par les socialistes – et ce n'est pas le moindre des paradoxes – dépendra d'un levier qu'il ne sera pas en leur pouvoir d'actionner directement. L'Etat pourra, certes, envoyer des signaux en donnant un « coup de pouce » au SMIC ou en menant une politique salariale un peu plus expansive dans la fonction publique ; mais, à ces mesures près – qui resteront sans doute très prudentes, a prévenu M. Jospin –, la balle sera d'abord dans le camp des partenaires sociaux.

Avec une politique salariale dont il ne faudra pas attendre des merveilles et une politique budgétaire qui devra nécessairement rester restrictive, quels seront donc les effets réels de la politique économique sur la conjoncture ? Même si les socialistes ne dédaignent plus de se référer à Keynes et affirment qu'il faut combiner une politique de l'offre et une politique de la demande, ils sont les premiers à savoir que l'impact de leurs mesures sera d'abord psychologique.

S'ils préconisent une politique de relance, ils ne le font désormais que de manière très modérée et comptent, au premier chef, sur une amélioration de la conjoncture européenne pour consolider la reprise économique française.

Or les socialistes ont impérativement besoin d'une accélération de la croissance pour pouvoir mener à bien nombre de leurs réformes. Il en va ainsi du plan en faveur de l'emploi des jeunes. Officiellement, celui-ci doit, en effet, être financé par des redéploiements de crédits. En clair, certaines aides à l'emploi seront réorientées en faveur du nouveau dispositif, mais ce genre d'opération « à somme nulle » est toujours plus facile à annoncer qu'à mettre en œuvre, car la suppression de crédits pour une forme d'aides à l'emploi risque d'avoir des effets immédiats sur les chiffres du chômage, tandis que la montée en puissance d'un nouveau dispositif est toujours lente.

Le projet de réduction du temps de travail à 35 heures est également illustratif de la marge étroite qui s'ouvre au nouveau gouvernement. Si la croissance s'accélère et si les entreprises bénéficient d'un environnement plus porteur, l'invitation lancée aux partenaires sociaux de se plier au calendrier arrêté par une loi-cadre a quelques chances d'être entendue.

En revanche, si la croissance reste anémiée, les socialistes pourront-ils honorer leur promesse d'abaisser la durée du travail pour créer des emplois, sans pertes de salaires ? Quoi qu'ils en disent, aujourd'hui, leur projet risque alors de buter sur les inévitables difficultés inhérentes à toute solution de partage : il est évidemment possible de mieux répartir la pénurie, mais c'est toujours délicat, socialement, quand l'emploi n'est pas au rendez-vous.

Et cela risque d'être politiquement périlleux : si à l'évidence M. Jospin veut prendre son temps, il a des partenaires – à commencer par les Verts et les communistes, sans parler des syndicats – qui, eux, risquent de manifester leur impatience.

*Laurent Mauduit*

## RECTIFICATIFS

### ELECTIONS LÉGISLATIVES

Dans l'article consacré au Parti communiste français dans nos éditions du 2 juin, il fallait lire : *« Au second tour, avec 34 députés* [et non 37 comme indiqué par erreur], *auxquels il faudra ajouter... »*.

### IMMACULÉE CONCEPTION

Contrairement à ce que suggérait notre article consacré au film de Claire Simon *Sinon, oui* (*Le Monde* du 14 mai), l'Immaculée Conception ne désigne pas, pour les catholiques, la virginité de Marie, mais le dogme selon lequel elle est exemptée du péché originel.

**Le Monde**

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# La faute de Peugeot

**LES coïncidences font sens. Un plan social de réduction de 2 816 emplois a été annoncé par le groupe Peugeot, lundi 2 juin, au lendemain de la victoire de la gauche aux élections législatives. Sans doute l'industrie automobile française supprime-t-elle des emplois depuis des années. Elle n'est d'ailleurs pas la seule à le faire puisqu'il s'agit d'une tendance mondiale à laquelle même les constructeurs japonais n'échappent pas. Mais la date surprend, choque même.**

**L'annonce d'un tel plan au lendemain du second tour des élections législatives ne semble rien devoir au hasard. Le président du directoire de PSA, Jacques Calvet, qui doit partir à la retraite au plus tard le 30 septembre, voulait se présenter comme candidat de l'ex-majorité à Levallois-Clichy. M. Calvet visait, on le sait aussi, un poste ministériel en cas de victoire de la droite. Finalement, le patron le plus médiatique de France a dû renoncer. Mais ni pour son éventuelle élection ni pour ses amis, M. Calvet n'avait intérêt à dévoiler le plan social de Peugeot.**

**Le plan surprend aussi par son ampleur soudaine. M. Calvet avait déclaré en mars que les ajustements d'effectifs se poursuivraient au sein du groupe dans le cadre de son plan stratégique à dix ans, *« sans accélérer le rythme »* des années antérieures. En 1996, Peugeot n'avait supprimé que 1 760 postes, aucun en 1995. En réalité, la direction du groupe avait, dès mars, une idée assez précise du nombre de postes qu'elle entendait supprimer cette année.**

**La forme est tout aussi contestable. Une fois encore, les grands groupes français renvoient brutalement à l'Etat, et donc au contribuable, le coût des restructurations dont ils sont aussi responsables au moins par manque d'anticipation. En effet, M. Calvet réclame des aides du Fonds national pour l'emploi, comme il l'avait fait en 1992, se heurtant alors au ministre du travail qui était Martine Aubry.**

**L'industrie automobile française va mal. Les ventes se sont effondrées cette année de 22,6 %. Personne ne peut prétendre bloquer l'adaptation indispensable des entreprises françaises. Mais M. Calvet rejoint, par la méthode, les erreurs de son concurrent Renault. L'annonce faite par Louis Schweitzer, le PDG de l'ex-Régie, de fermer son usine belge de Vilvorde et de supprimer 2 800 emplois en France avait été dénoncée unanimement comme un contre-exemple de ce qui est souhaitable en Europe.**

**MM. Calvet et Schweitzer ont certes besoin de l'Etat, ne serait-ce que pour les aider à se moderniser sans explosion sociale. Le nouveau gouvernement dispose peut-être là d'une carte pour imposer un changement dans les méthodes de gestion sociale des grands groupes industriels. S'adapter en évitant la « casse ». Ce qui passe, au minimum, par le dialogue et la clarté des chiffres et des objectifs.**

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

# Etymologie et synonymes

**VOICI** deux livres excellents, propres à faire plaisir à tous les écrivains dignes de ce nom, et plus généralement à toutes les personnes qui aiment et respectent notre langue : le *Dictionnaire étymologique*, de notre collaborateur Albert Dauzat, et le *Dictionnaire des synonymes*, de René Bailly. Qu'on parle, qu'on écrive, qu'on lise, il s'agit d'utiliser les mots avec justesse, et de les prendre exactement.

Ainsi l'adjectif « formidable », qui signifiait autrefois, d'après le latin, « qui fait peur », et que nos plus frêles compagnes utilisent aujourd'hui indifféremment pour caractériser une coiffure réussie, un rouge à lèvres inamovible ou la perfection d'un petit chien. Il va de soi qu'on ne s'élève pas contre l'usure naturelle des mots, aussi fatale que celle d'une pièce de monnaie, qui, à circuler, devient fruste. L'erreur est de les prendre l'un pour l'autre, de les charger d'un sens qu'ils n'ont pas et n'ont jamais eu.

« Emérite » n'a jamais signifié excellent, ou d'un mérite supérieur ; mais « qui a accompli son service militaire », et, par extension, qui a cessé de servir dans son emploi ou sa fonction. Un avocat émérite n'est pas un avocat éloquent ; c'est seulement un avocat qui n'exerce plus. Il ne faut pas croire que l'appliquer à contresens, puisque tout le monde le fait, justifie l'acception fautive : la loi du nombre n'y peut rien. Les bons écrivains savent cela d'instinct quand ils ont le génie de la langue ; et les personnes scrupuleuses aiment à s'informer de ces choses et à les contrôler à l'occasion.

*Emile Henriot*
*(4 juin 1947.)*

**Le Monde** SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

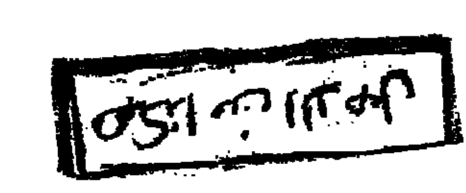
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



**ASSURANCES** Les mutuelles d'assurances françaises se portent plutôt bien. La période des diversifications hasardeuses et des pertes dans l'automobile semble révolue. ● BONNE ANNÉE 1996 pour l'assurance auto comme pour l'assurance habitation : avec moins d'accidents de voitures et peu de sinistres climatiques, les bénéfices ont augmenté sensiblement dans la plupart des mutuelles. ● UNE SITUATION qui leur permet de faire face avec plus de sérénité à la croissance rapide des filiales d'assurances des groupes bancaires, et notamment du Crédit mutuel et du Crédit agricole. Les mutuelles ne se sentent pas concernées par la course au gigantisme et à la concentration dans leur secteur. Protégées par leur statut, elles sont à l'abri du jeu capitalistique. ● LE 15 JUIN, Jacques Vandier, soixante-dix ans, surnommé le « pape du mutualisme », va tourner la page et quitter la présidence de la Macif.

# Les mutuelles affrontent sereinement la vive concurrence des groupes bancaires

## Avec moins d'accidents de voitures, peu de sinistres climatiques et une bonne tenue des marchés financiers, les compagnies mutualistes enregistrent presque toutes une progression de leurs bénéfices

**PROLONGEANT** la tendance de 1995, l'année 1996 a été bonne pour l'assurance-auto comme pour l'assurance-habitation. Moins d'accidents de voitures, peu de sinistres climatiques, le résultat technique des compagnies – solde des primes d'assurance encaissées et des indemnités versées – s'améliore dans de nombreux groupes.

Dans certaines compagnies, les résultats financiers sont aussi très bons et permettent d'obtenir une forte croissance du bénéfice net. Celui de la Macif a gagné 58,7 % en consolidé en 1996 atteignant 549 millions de francs. Celui de la MAAF a bondi de 58,5 % à 504 millions. La GMF, quant à elle, a pour le deuxième exercice consécutif réalisé un résultat bénéficiaire de 354 millions (+ 62 %). La Matmut, avec un résultat en hausse de 90 % à 59 millions de francs, a profité de cette année favorable pour passer un montant record de provisions techniques (1,4 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards).

Tous les groupes n'affichent pas d'aussi bonnes performances. La MAIF, la mutuelle des instituteurs, a vu ses résultats pratiquement divisés par deux l'an dernier, à 281 millions de francs. « *Mais la situation n'est aucunement préoccupante* », s'empresse de préciser Roger Belot, son président, « *car elle est liée à une moindre rentabilité de nos placements financiers alors que nos résultats techniques s'améliorent toujours* ». Cette situation souligne toutefois une des limites des compagnies mutualistes : certaines d'entre elles restent réfractaires aux placements boursiers et peuvent pâtir d'une gestion de leurs placements un peu dépassée, au nom de la prudence.

Grâce au recul des accidents et sinistres climatiques, les mutuelles peuvent affronter dans de bonnes conditions la concurrence âpre des filiales d'assurance des banques. Comme les mutuelles sans intermédiaires, celles-ci ont des coûts de distribution faibles puisqu'elles utilisent à coût marginal les canaux de distribution bancaires.

Ces compagnies, et en particulier celles affiliées à deux groupes bancaires mutualistes, le Crédit mutuel et le Crédit agricole, ne cessent de gagner des parts de marché. En Alsace, leur bassin d'origine, les Assurances du Crédit mutuel (ACM) assurent déjà un particulier sur quatre en dommage. Ailleurs, le Crédit mutuel utilise les produits d'assurance-dommage comme produits d'appel, lors du lancement de nouvelles agences, par exemple. Une stratégie qui réussit aux ACM. En 1996, leur chiffre d'affaires a progressé de 16 % en assurance-auto et de 13 % en habitation. Un rythme très supérieur à la moyenne du marché de l'assurance-dommage, qui a gagné 3,3 %. Pacifica, la filiale du Crédit agricole, qui n'existait pas il y a cinq ans, connaît un développement encore plus spectaculaire : elle dépasse aujourd'hui 1 milliard de francs de primes et plus d'un million d'assurés, soit une croissance de plus de 30 % en 1996, au grand dam de Groupama, l'assureur mutualiste du monde agricole.

Face à cette montée en puissance, les mutuelles défendent pied à pied leur position. Le Groupement des entreprises mutuelles d'assurance (GEMA), qui regroupe les principales mutuelles sans intermédiaires (Macif, MAAF, MAIF, Matmut...), assure toujours un Français sur trois pour leur risque-habitation et presque la moitié des véhicules de particuliers (40 % des cotisations). Mais en 1996, elles ont tout juste réussi à stabiliser leur part de marché, en gagnant 400 000 sociétaires, pour un total de 15,1 millions.

Prenant le taureau par les cornes, la MAAF, la plus agressive dans sa politique de baisse de tarif, a passé un accord de partenariat avec le groupe des Banques populaires pour distribuer des produits d'assurance-dommage. Et son président, Jean-Claude Seys, soucieux d'atteindre une certaine taille critique, se déclare prêt à sous-traiter la gestion du portefeuille d'assurance-dommages d'assureurs classiques. La MAAF se développe également dans le domaine de la santé et bien sûr de l'assurance-vie.

Le groupe Azur et la GMF, la mutuelle des fonctionnaires, tous deux présidés par Christian Sastre, ont modernisé leur gamme de produits, ce qui contribue à améliorer leurs tarifs. La Macif, numéro un en automobile, a également baissé ses tarifs en 1996, mais fait preuve de davantage de prudence que la MAAF cette année. Quant à la Matmut, qui n'a pas cherché à jouer sur l'effet d'annonce, elle constate que plus des quatre cinquièmes de ses sociétaires ont bénéficié d'une baisse de tarif supérieure à 3,5 %.

> **Seuls de mauvais résultats ou des placements financiers désastreux sont de nature à les affaiblir, comme cela a été le cas pour la GMF**

La plupart des mutuelles ont en outre des filiales qui leur permettent d'élargir leur clientèle d'origine. C'est le cas de la MAIF, la mutuelle des enseignants, avec Filia MAIF créée pour accueillir de nouveaux sociétaires parrainés par des sociétaires traditionnels, mais n'appartenant pas directement au milieu enseignant ou socio-culturel. Roger Belot y voit une réserve potentielle, car « *nous n'avons jamais appuyé sur l'accélérateur du parrainage* », explique-t-il.

De fait, si les mutuelles veulent protéger leur domaine, elles ne se sentent pas concernées par la course au gigantisme et à la concentration dans leur secteur. « *Certes*, reconnaît Daniel Havis, président de la Matmut, *l'apparition du groupe AXA-UAP peut changer les choses à moyen terme sur le marché français. Mais aujourd'hui, il y a encore peu de conséquences sur l'assurance de particuliers. Nous ne sommes pas dans la même course* », renchérit M. Belot.

Les mutuelles sont de toute façon à l'abri des mouvements capitalistiques du secteur, protégées par leur statut. Seuls de mauvais résultats ou des placements financiers désastreux sont de nature à les affaiblir et à les faire tomber dans l'escarcelle de concurrents, comme cela a été le cas pour la GMF. Aujourd'hui, ce n'est pas la tendance. Et les nouveaux présidents des assureurs mutualistes, comme Roger Belot, Jean-Claude Seys, Daniel Havis ou encore Jean Germain à la Macif, qui ont pris le relais des pères fondateurs du mutualisme, ont bien l'intention de défendre l'autonomie de leurs maisons.

***Sophie Fay***

### *Pas de « maison commune » pour les assureurs*

Dans l'assurance, on distingue traditionnellement deux types de compagnies : les sociétés anonymes et celles à caractère mutuel. La particularité de ces dernières est de ne pas avoir d'actionnaires, mais d'être la propriété collective de leurs assurés. Si toutes les sociétés anonymes sont regroupées au sein d'un même organisme professionnel, la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), les mutuelles ne sont pas parvenues à un accord pour se regrouper. On distingue donc :

● **La Fédération française des sociétés d'assurance mutuelle** (FFSAM), une des branches de la FFSA, fédère des groupes comme les Mutuelles du Mans, le groupe Azur, la GMF, la SMA BTP, la Mondiale, ou encore Groupama ou Pacifica. Certaines de ces mutuelles n'ont pas d'intermédiaires, d'autres travaillent avec des agents généraux.

● **Le Groupement des entreprises mutuelles d'assurance** (GEMA) regroupe une douzaine de compagnies, exclusivement sans intermédiaire, comme la Macif, la MAIF, la MAAF ou la Matmut.

● **Il existe une troisième famille** de mutuelles, celles dites de la Mutualité de 45, spécialisées dans le domaine de l'assurance-maladie complémentaire. Régies par le code de la mutualité et non par celui des assurances, elles ont pour ministère de tutelle le ministère des affaires sociales et non celui des finances. Elles bénéficient d'avantages fiscaux, ce qui leur est souvent reproché.

# Jacques Vandier, le pape du mutualisme, quitte la Macif

**PORTRAIT**

**Il aura incarné l'économie sociale pendant près d'un demi-siècle**

**UNE PAGE** va être tournée dans l'histoire de la mutualité. Le 15 juin, jour de l'assemblée générale de la Macif, Jacques Vandier, soixante-dix ans, va quitter la scène. Enfin presque. Il est probable que l'on verra encore son éternelle casquette de marin à la Helmut Schmidt et son inséparable écharpe rouge dans les coulisses. Prenant du champ, conformément aux statuts, par rapport à la direction du groupe, il devrait conserver un poste qui lui permettra de garder un œil sur son enfant.

La Macif, c'est lui. Pendant près d'un demi-siècle il a incarné l'économie sociale, au point d'être surnommé « le pape du mutualisme ». Un comble pour un protestant. C'est quasiment le seul assureur que Claude Bébéar, patron d'AXA, reconnaisse et respecte. Son départ marque un tournant dans la profession.

L'aventure de Jacques Vandier dans l'assurance débute en 1960, lorsqu'il entre comme directeur général à la Macif. Il a trente-trois ans. L'assurance, il connaît déjà pour avoir été, pendant dix ans, à sa sortie de Polytechnique, commissaire contrôleur à la commission de contrôle de la profession. Il tombe au bon moment : l'assurance automobile vient d'être rendue obligatoire. Le champ est pratiquement libre. Seule la Mutuelle assurance des instituteurs de France (MAIF) existe déjà et elle ne s'intéresse qu'aux instituteurs. Aucun des autres secteurs de l'économie n'a encore rallié l'esprit mutualiste. Il va les conquérir.

Pour y parvenir, l'homme à la casquette a une idée de génie : exploiter le circuit des comités d'entreprise. C'est par eux – et les syndicats – qu'il décroche ses premiers contrats. Il se révèle un gestionnaire hors pair et sans états d'âme. Ses placements sont exclusivement obligataires. Il sélectionne les risques en faisant remplir à la main les contrats par les clients potentiels – celui qui ne rédige pas en bon français n'est pas accepté ! – et invoque la trahison de l'esprit mutualiste pour résilier les contrats dès qu'un sociétaire collectionne les accidents ou paie tardivement sa prime. A ce régime, le succès est total. La Macif mange rapidement la laine sur le dos des assureurs traditionnels. En 1978, dix-huit ans après sa création, la mutuelle compte 1 million de sociétaires.

**LE TEMPS DES « AFFAIRES »**

Son fonctionnement repose sur les principes de la solidarité. Le conseil d'administration respecte un savant équilibre politique où sont représentés l'ensemble des syndicats, le Parti socialiste, le Parti communiste et... les francs-maçons. Sa santé est florissante. L'arrivée au pouvoir des socialistes, en 1981, vient encore renforcer son influence.

L'année 1987 marque un tournant. Alors qu'il détient déjà le pouvoir, puisque, dans une mutuelle, c'est le directeur général qui est le patron, il devient président de la Macif. Dans le même temps, il décentralise. Mais si les onze régions créées sont autonomes pour la constitution de leurs provisions techniques, c'est le siège à Niort qui arrête les comptes, représente la mutuelle auprès des pouvoirs publics, impose un relèvement de tarifs dans une région si celle-ci est déficitaire, négocie la réassurance et gère les placements financiers destinés à préserver ou augmenter les fonds propres.

Le premier dérapage date de cette époque. Les régions continuent à placer leurs fonds dans les obligations. Jacques Vandier, lui, se lance dans les valeurs mobilières et se prend dangereusement au jeu. Un malheur n'arrivant jamais seul pour les sociétaires, le nom de la Macif est mêlé à quelques-unes des affaires les plus controversées de la décennie : la banque Saga avec Altus, les projets immobiliers à Saint-Martin où sont engloutis 500 millions de francs aux côtés de la GMF ; la Banque commerciale privée, dans laquelle la Macif perd son investissement et surtout Trema, la société de promotion de centres commerciaux.

Les noms qui sont, de près ou de loin, associés à ces affaires ont eu de nombreuses fois – et pour de mauvaises nouvelles – les honneurs de la presse et l'attention des juges : Michel Baroin, Jean-Louis Pétriat, Jean-François Hénin, l'ex-patron d'Altus, Roger Flament, celui de Trema...

Trema. L'affaire la moins médiatique mais la plus lourde financièrement. C'est un ami, Gilbert Mingal, alors président de la GMF et franc-maçon, qui met en relation Jacques Vandier et Roger Flament, le fondateur de Trema. Leur association débute sous de bons auspices, mais bientôt Roger Flament s'attaque à des opérations trop importantes. Pis, il se révèle peu scrupuleux. Pour la Macif, qui a consenti des garanties à hauteur de 1,4 milliard de francs et des avances en compte courant de 800 millions, l'affaire vire au cauchemar. En 1994, sur injonction de la commission de contrôle, la mutuelle doit provisionner massivement sur sa filiale et plonge dans le rouge.

Les pertes qu'ont engendrées cette gestion peu orthodoxe et les diversifications hasardeuses ont été payées par les sociétaires, solidarité oblige : les tarifs ont régulièrement été majorés. Les années 1993, 1994, 1995 ont été déficitaires.

Personnalité contradictoire, Jacques Vandier, membre du PS, a été fidèle à sa démarche militante en allant jusqu'au mandat politique : il est conseiller régional de Poitou-Charentes. Paradoxalement, il a échoué dans les relations sociales à l'intérieur de la Macif. Et il n'a pas su résister au syndrome des années 80 en s'essayant à l'argent facile, en contradiction avec la philosophie des mutualistes.

Le pape du mutualisme a su *in extremis* redresser la barre. Il laisse la Macif et ses 3,8 millions de sociétaires à nouveau bénéficiaires. Son règne aurait peut-être dû s'achever plus tôt. Son aventure a pourtant une vertu : poser la question du système de contrôle des mutuelles.

***Babette Stern***

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

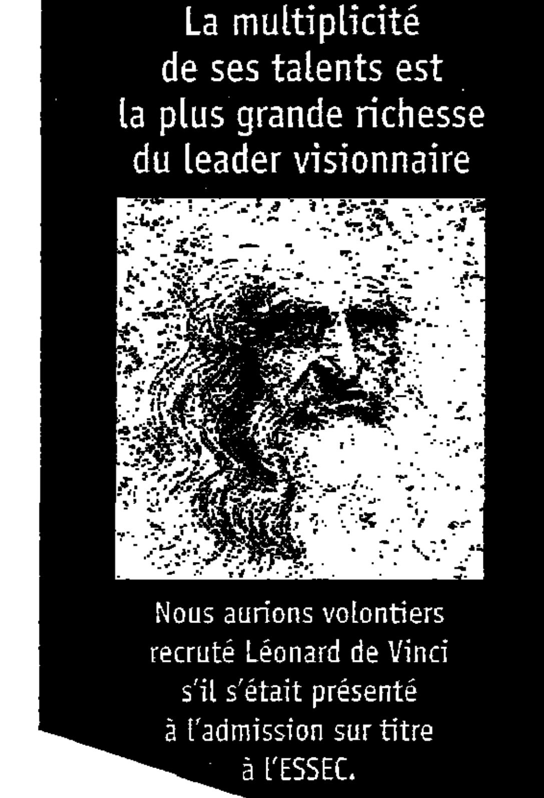
Comme Léonard de Vinci, c'est grâce à une double formation que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien ou titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...), vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2e année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du management.

ESSEC : premier centre européen de management accrédité par l'A.A.C.S.B. - The International Association for Management Education.

Informations clés :
- cursus personnalisé à votre initiative,
- statut d'apprentissage possible,
- date limite de candidature pour la session de septembre 1997 : le 30 juin 1997.

Contactez Julie
Tél. : 01 34 43 31 26 - Fax : 01 34 43 31 11
E-mail : dhalluin@edu.essec.fr
ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105
95021 Cergy Pontoise cedex

La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du leader visionnaire



Nous aurions volontiers recruté Léonard de Vinci s'il s'était présenté à l'admission sur titre à l'ESSEC.

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Groupe ESSEC, affilié à la C.C.I. Versailles Val d'Oise - Yvelines. MCR ADVERTISING - Illustration Chantal Beaurient, d'après Léonard de Vinci.

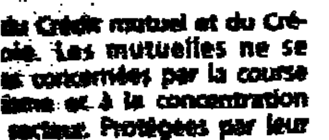
LÉGISLATIVES 1997

*La campagne en direct sur INTERNET*

http://www.lemonde.fr

Le journal de la campagne, ses enjeux et un forum de discussion

Le Monde





# Renault justifie la fermeture de Vilvorde et son opposition à la baisse du temps de travail

## La direction répond aux demandes du PS d'élaborer des propositions alternatives

**La direction de Renault devait réunir son comité de groupe européen le mardi 3 juin, dans la matinée. Pour la première fois depuis l'annonce de la fermeture de Vilvorde, la direction chiffre le coût des propositions alternatives élaborées par les syndicats et souhaitées par le Parti socialiste. Selon elle, ni une baisse des salaires ni une réduction du temps de travail ne permettent de réaliser autant d'économies que la fermeture de cette usine.**

**À VILVORDE,** les syndicalistes de la FGTB (socialistes) se réjouissent de la victoire de la gauche en France. Avec leurs collègues français, ils devraient rencontrer les responsables du PS mercredi 4 juin. Jeudi 29 mai, Lionel Jospin avait déclaré que les *« les représentants de l'Etat au conseil d'administration exigeraient que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coûts de production de l'usine de Vilvorde »* (*Le Monde* daté 1er-2 juin). Elisabeth Guigou a affirmé mardi 3 juin, sur RTL, qu'il fallait *« examiner toutes les possibilités pour éviter »* la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, ajoutant que c'est *« une affaire très grave, symbolique »*.

Renault leur donne en partie satisfaction. Prenant acte du jugement de la cour d'appel de Versailles (*Le Monde* du 9 mai), la direction de Renault devait en effet réunir, mardi 3 juin, dans la matinée, son comité de groupe européen. Au cours d'une séance extraordinaire, elle devait lui communiquer les éléments qui ont présidé à sa décision de fermer l'usine belge de Vilvorde. Pour la première fois, le dossier remis aux trente membres de cet organisme présente le coût et l'impact d'une réduction du temps de travail telle que la préconisent plusieurs syndicats belges et français.

Dans le document remis aux représentants des salariés, le constructeur rappelle que le marché automobile européen accuse depuis 1993 *« un déficit global de 2 millions de véhicules par an par rapport au marché espéré en 1991 »*. Comme Renault détient environ 10 % du marché européen, le manque à produire est, pour lui, d'environ 200 000 véhicules, soit à peu près ce que produit Vilvorde. Par ailleurs, pour réduire le prix de revient de fabrication des véhicules, Renault doit *« rationaliser »* son appareil industriel, explique la direction. Après avoir fermé une ligne de production en Espagne en 1991, l'usine de Billancourt en 1992, celle de Creil en 1996 et cédé l'usine portugaise de Setubal, *« l'appareil industriel de Renault a encore aujourd'hui une capacité trop supérieure aux volumes potentiels de ses ventes »*.

### HYPOTHÈSES IRRÉALISTES

Pour être compétitif, Renault estime devoir encore fermer un site de montage. Pourquoi Vilvorde ? Parce que sa capacité de 192 000 véhicules par an correspond au déficit de ventes pour Renault *« du fait de la stagnation du marché européen »* et parce que *« le coût salarial ouvrier moyen de Renault industrie-Belgique est supérieur d'environ 30 % au coût salarial français, et d'environ 70 % au coût salarial espagnol »*. Selon la direction, l'économie réalisée par la fermeture de Vilvorde est évaluée à *« environ 850 millions de francs par an, dont 300 en main-d'œuvre directe, 300 en main-d'œuvre de structure, 80 en frais indirects de production et 170 en amortissements »*.

Après avoir dressé ce constat, Renault présente, pour la première fois, une évaluation des hypothèses alternatives. Estimant que le coût de fabrication d'une Mégane à Vilvorde est supérieur d'environ 2 000 francs à Douai et à Palencia (dont 1 500 francs de surcoûts salariaux et 500 francs d'écarts de performance), la direction calcule qu'un alignement des coûts de Vilvorde sur les deux autres usines n'entraînerait que 300 millions de francs d'économies et nécessiterait une réduction de la masse salariale de 40 %, ce qui n'est pas *« réaliste »*.

Reste la seconde solution : la non-fermeture compensée par une réduction du temps de travail, de 10 % en France dans le cadre de la loi Robien et de 9 % en Belgique grâce à la loi Vande Lanotte. Sans réduction parallèle de salaire, cette mesure entraînerait au départ une augmentation du coût unitaire du travail de 2,2 % en France et de 4 % en Belgique. Les exonérations de charges représenteraient 398 millions de francs la première année et diminueraient progressivement pour devenir négligeables la quatrième année. Du fait de cette dégressivité, le surcoût atteindrait 11 % en France à partir de la quatrième année et 10 % en Belgique à partir de la cinquième.

Pour obtenir une économie équivalente aux 850 millions de francs apportés par la fermeture de Vilvorde, il faudrait, selon la direction, réduire les salaires de près de 10 % la première année et de 16 % par la suite. En élargissant le dispositif à l'Espagne, la réduction de la rémunération nécessaire resterait de *« près de 13 % »* au lieu de 16 %. Selon la direction, *« une réduction de salaire de cette ampleur (...) apparaît difficilement réalisable. De plus, une réduction uniforme du temps de travail suppose que les surcapacités actuelles soient réparties uniformément sur les sites, ce qui n'est pas le cas. Elle suppose également que les heures de travail soient substituables (...). Enfin, elle ne résoudrait pas le problème de dispersion et de complexité des usines Renault en Europe. Renault, à l'inverse, concentre la production plutôt que de répartir les surcapacités afin de réduire tout particulièrement les coûts fixes. »*

La dernière partie du document concerne le plan social belge, dont la négociation, interrompue le 3 avril, a repris le 2 juin sous la houlette d'un médiateur nommé par le ministère du travail. Outre des mesures d'âge, Renault propose de reclasser 62 employés et 210 ouvriers en France (dont 100 à Douai et 100 à Batilly). Par ailleurs, 200 postes sont proposés chez un fournisseur près d'Anvers et 30 postes de techniciens et ingénieurs au Luxembourg.

*Frédéric Lemaître*

# Peugeot annonce un plan de suppression de 2 816 emplois

**EN MARS,** Jacques Calvet, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, avait indiqué que son groupe continuerait d'ajuster les effectifs, dans le cadre de son plan stratégique à dix ans, mais *« sans accélérer le rythme des années antérieures »*. Le 11 juin, Automobiles Peugeot présentera au cours d'un comité central d'entreprise un plan social portant sur 2 816 personnes.

Sur ce total, 1 481 départs en préretraite bénéficiant des aides du fonds national pour l'emploi seront proposés, ainsi que des passages à temps partiel et 495 reclassements externes. En 1996, le plan social portait sur 1 760 personnes. En parallèle, le constructeur a embauché 835 salariés, des jeunes. En 1995, la marque au lion n'avait pas supprimé de postes et avait même embauché 2 300 jeunes. En 1994, un plan social avait concerné 4 023 salariés et en 1993, 2 597.

### ACCÉLÉRATION

Peugeot accélère donc ses réductions d'effectifs, contrairement aux affirmations de M. Calvet. Comme chez Renault, qui en sus de la fermeture de son usine belge de Vilvorde (3 100 personnes) à la fin du mois de février avait présenté un plan social en France portant sur 2 800 emplois. Dans les dernières années, l'ex-Régie avançait des pertes d'emplois de l'ordre de 2 000 personnes. Son président, Louis Schweitzer, a déclaré à la fin du mois de mars que Renault supprimerait désormais 3 000 postes par an en France.

La direction d'Automobiles Citroën, de son coté, a présenté en avril un plan social 1997 prévoyant 800 suppressions d'emplois et 382 reconversions internes.

Les deux groupes automobiles français ont donc mis en place des plans sociaux plus importants que les années précédentes. Ceci pour deux raisons.

La première est le refus du précédent gouvernement de financer 40 000 départs en pré-retraite sur cinq ans contre l'embauche de 14 000 jeunes. MM. Schweitzer et Calvet voulaient ainsi rajeunir leur pyramide d'âge.

### DÉGRADATION DU MARCHÉ

Ces mesures s'expliquent, en second lieu, par la dégradation continue du marché français depuis le fin de la prime Juppé le 30 septembre 1996. Le mois de mai ayant enregistré une nouvelle baisse de 23 % des ventes, le recul depuis le début de l'année atteint 22,6 %.

La CGT critique *« la volonté de la direction de passer en force, au lendemain des élections législatives »*. *« Les ouvriers sont demandeurs, après avoir passé quarante ans sur les chaînes de montage »*, a nuancé à l'AFP Alain Stefen, le secrétaire du syndicat FO de Peugeot-Sochaux.

Mais *« Le problème c'est que ce plan est plus important que prévu et qu'il n'y a pas d'embauches à la clé »*. Pour la CSL de Peugeot-Sochaux, *« ce plan est à la mesure de l'effort de restructuration engagé par l'entreprise, mais traduit aussi l'incertitude quant au devenir de nos emplois »*.

*Virginie Malingre*

**Les immatriculations de voitures neuves en recul**

| 1997 | J | F | M | A | M |
|---|---|---|---|---|---|
| Immatriculations | 122 552 | 133 112 | 151 404 | 164 036 | 120 600 |

*Les ventes de véhicules neufs continuent de chuter fortement. A nombre comparable de jours ouvrables, les immatriculations ont reculé de 23 % en mai, à 120 600 unités, par rapport à l'an dernier. Sur les cinq premiers mois, le recul s'élève à 22,6 %. Les marques françaises continuent à céder du terrain, avec une part de marché de 52,5 % en mai et de 54,8 % depuis le début de l'année.*

# La restructuration bancaire s'accélère en Suède

**STOCKHOLM**
*correspondance*

Les marchés financiers suédois attendent, avec une pointe de nervosité, la prochaine étape du vaste mouvement de restructuration du secteur bancaire entamé dans le pays en 1996. C'est tout logiquement qu'ils supputent depuis plusieurs mois un rapprochement, voire une fusion, entre deux des trois principales banques du royaume, Nordbanken et Skandinaviska Enskilda Banken (S-E Banken). Ne sont-elles pas les seules à s'être jusqu'à présent abstenues de toute initiative d'envergure pour se préparer à affronter la sévère concurrence étrangère qui devrait résulter de l'Union économique et monétaire ?

Début février, les deux établissements, qui emploient ensemble 17 000 personnes, avaient mis fin à plusieurs semaines de négociations discrètes, sans pouvoir se mettre d'accord sur un plan de fusion. Le week-end dernier, le quotidien économique *Dagens Industri* croyait pouvoir affirmer que de nouveaux pourparlers étaient en cours. A la clé, selon le journal, une opération qui verrait Nordbanken reprendre les 274 agences suédoises de S-E Banken, à qui elle céderait en contrepartie ses activités internationales et de gestion de portefeuilles. Les deux entreprises n'ont pas tardé à démentir séparément ces informations, tout en confirmant chercher chacune à se restructurer dans un avenir plus ou moins proche.

*« A long terme, nous ne pouvons pas rester compétitifs en proposant tous les services à tout le monde »*, a commenté, lundi 2 juin, le nouveau président de S-E Banken, Jacob Wallenberg, dont la famille contrôle quelque 20 % de cette dernière. S-E Banken s'est d'ores et déjà réorientée vers les opérations de banque d'affaires et l'international. Quant à Nordbanken, détenue à 59 % par l'Etat, elle a réaffirmé être *« ouverte aux discussions concernant un changement structurel »*, à condition que cela profite à ses actionnaires et qu'elle ne perde pas en chemin le contrôle de certaines de ses activités principales.

Les experts s'accordent sur un point : une opération du genre de celle esquissée par *Dagens Industri* désavantagerait Nordbanken. La gestion de portefeuille constitue actuellement son seul véritable créneau porteur. S'en priver la confinerait au rang d'établissement secondaire. Or Nordbanken est redevenue une entreprise rentable, après avoir failli succomber à la grave crise ayant secoué le secteur bancaire suédois au début des années 90, causée en particulier par l'effondrement du marché de l'immobilier. Elle n'avait alors dû sa survie qu'à l'intervention massive de l'Etat, qui avait repris les créances douteuses de la banque au sein d'une société holding, Securum, créée à cet effet par le ministère des finances.

### « ARDOISE SALÉE »

Au prix d'une ardoise salée, réglée en grande partie par le contribuable, d'un recentrage sur la clientèle « populaire » suédoise et grâce à une baisse des taux d'intérêt, Nordbanken a pu afficher un bilan honorable en 1996 : bénéfice d'exploitation de 15,6 milliards de couronnes (11,6 milliards de francs), pertes sur crédits ramenées à 651 millions de couronnes. Alors qu'il prévoit de dissoudre Securum d'ici la fin de l'année, le ministère des finances espère bien, de son côté, retrouver une partie de la mise injectée dans le sauvetage de Nordbanken, en privatisant au meilleur prix le reste de ses parts. La Cour des comptes les a évaluées récemment à 26 milliards de couronnes (19,4 milliards de francs).

S-E Banken représente-t-elle le bon choix ? L'Etat ne semble pas avoir de réelle alternative s'il cherche un acheteur en Suède. L'autre grosse banque du pays, Handelsbanken, commence tout juste à digérer son rachat de l'établissement spécialisé dans le crédit immobilier Stadshypotek pour près de 23 milliards de couronnes. Quant à Swedbank (connue en Suède sous le nom de Sparbanken), quatrième du royaume par sa taille, elle s'apprête à absorber la cinquième, Föreningsbanken. Les acteurs étrangers ne sont pas absents de ce remue-ménage. En mars, la principale banque danoise, Den Danske Bank, a fait une entrée remarquée sur le marché suédois en s'offrant l'Ostgöta Enskilda Banken.

*Benoît Peltier*

# Les Mutuelles du Mans ne veulent pas payer pour le Crédit martiniquais

**LES MUTUELLES DU MANS** ont confirmé officiellement, dans un communiqué, leur refus de participer à la remise à flot du Crédit martiniquais, comme elles l'avaient déjà laissé entendre au moment du bouclage du plan de sauvetage, juste avant le premier tour des législatives (*Le Monde* du 20 mai). Le groupe souligne qu'il est un *« actionnaire tout à fait minoritaire, avec 11,58 % du capital et n'exerce pas de fonction d'administrateur. Il ne participe en aucune façon à la direction et à la gestion du Crédit martiniquais »*.
Le refus d'un actionnaire solvable de participer au renflouement de la banque risque de remettre en question la bonne volonté des banques mutualistes et de l'Association française des banques (AFB). Pressées par les pouvoirs publics, elles avaient accepté de participer à un plan prévoyant l'apport de 1,8 milliard de francs, au nom de la solidarité de place et à la condition que les actionnaires fassent aussi leur devoir. Cofidom, la holding des familles békés, principal actionnaire du Crédit martiniquais avec 76 % du capital, est réputée insolvable.

# PepsiCo filialise ses activités d'embouteillage

**L'ÉTERNEL** concurrent de Coca-Cola, PepsiCo, a décidé de filialiser ses activités d'embouteillage en Amérique de Nord, dans une entreprise baptisée Pepsi Cola Bottling Co. L'entreprise, qui réalise l'essentiel de ses profits dans les snack-foods avec la marque Frito Lay's, a démenti vouloir se séparer des ses activités de boisson en se scindant, comme elle compte le faire avec ses chaînes de restaurants peu rentables Pizza Hut, Taco Bell et KFC.
En revanche, les analystes financiers prévoient que PepsiCo pourrait à l'avenir introduire en Bourse sa filiale d'embouteillage tout en en conservant le contrôle, comme l'a fait Coca-Cola avec ses embouteilleurs. Selon Goldman Sachs, interrogé par *Bloomberg*, PepsiCo pourrait récupérer jusqu'à 5 milliards de dollars en vendant 51 % de Pepsi Cola Bottling & Co. PepsiCo vendrait alors le concentré destiné à la fabrication de ses produit, activité très rentable et peu gourmande en capitaux, contrairement à l'embouteillage et à la distribution.

### DÉPÊCHES

■ **DEUTSCHE TELEKOM : la compagnie publique allemande de télécommunications** est suspectée d'abuser de sa position dominante dans la télévision par câble (17 millions de foyers abonnés). Selon le quotidien munichois *Süddeutsche Zeitung* du mardi 3 juin, l'Office allemand des cartels, qui la soupçonne d'imposer des conditions à la diffusion de nouvelles chaînes, a engagé une procédure contre elle.

■ **LOCKHEED MARTIN : le groupe aéronautique américain** et l'organisation intergouvernementale Intersputnik ont annoncé, lundi 2 juin, la constitution d'une société conjointe dans le domaine des satellites de télécommunications.

■ **THYSSEN TELECOM : la filiale du groupe sidérurgique allemand** a annoncé vendredi 30 mai avoir chargé la banque Investmentbank SBC Warburg de la conseiller dans sa stratégie dans les télécommunications. Thyssen est actionnaire du réseau de téléphonie mobile E-Plus.

■ **EASTMAN KODAK : le groupe américain devait annoncer,** mardi 3 juin, une alliance avec le groupe allemand Heidelberger Druckmachinen, premier fabricant mondial de machines d'imprimerie. Les deux groupes veulent développer ensemble leur activité dans les technologies de l'image.

■ **GRUNDIG : le fabricant allemand de téléviseurs** a creusé sa perte nette à 631 millions de deuschemarks (2,1 milliards de francs) pour 1996, selon des chiffres définitifs communiqués, lundi 2 juin. Le déficit sera supporté par le groupe néerlandais Philips, actionnaire qui assumait encore en 1996 la direction industrielle de Grundig.

■ **PHILIPS : le groupe néerlandais** a indiqué vendredi 30 mai qu'il envisage de céder Philips Photonique, qui fabrique des tubes professionnels. Installé à Brive (Corrèze) et employant 374 personnes en France, Philips Photonique a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 202 millions de francs.

■ **HOCHTIEF : le numéro deux allemand de la construction** a renoncé, lundi 2 juin, à fusionner avec son concurrent Philipp Holzmann, devant un refus prévisible des autorités de la concurrence. Hochtief avait convenu fin mars avec la Deutsche Bank, détentrice de 25,86 % de Holzmann, de grouper leurs actions et d'user ensemble de leurs droits de vote. Hochtief et la Deutsche Bank ont toutefois déclaré vouloir *« faire avancer la coopération entre Hochtief et Philipp Holzmann »*.

■ **CATHAY PACIFIC : la compagnie aérienne de Hongkong** estime que le premier de ses onze A 330-300 immobilisés à la suite d'une succession d'arrêts en vol des réacteurs Rolls Royce Trent 700, devrait pouvoir reprendre ses vols. 164 vols de Cathay Pacific ont été annulés depuis le début de la crise, le 23 mai.

■ **LLOYD'S : le marché britannique de l'assurance**, qui publie ses résultats avec un décalage de trois ans, a dégagé en 1994, pour la deuxième année consécutive, un bénéfice de plus de 1 milliard de livres (plus de 9 milliards de francs). Entre 1988 et 1992, il avait perdu plus de 8 milliards de livres.

■ **STRAFOR FACOM : Verneuil Finances et Wyser Pratte, actionnaires minoritaires du groupe** (outillage et mobilier de bureau), qui contestaient depuis plusieurs mois la stratégie de l'entreprise, ont vu leurs droits de vote suspendus par la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg. Le tribunal les sanctionne ainsi pour ne pas avoir respecté l'obligation de déclarer les franchissements de seuil statuatires.

RHÔNE-POULENC RAPPELLE A SES ACTIONNAIRES

**Paiement du dividende 1996**

**Actions ordinaires A**
dividende de 3,50 F plus un avoir fiscal de 1,75 F.
**Actions privilégiées B**
dividende de 4,75 F plus un avoir fiscal de 2,375 F.

**Détachement du coupon le 3 juin 1997.**

Chaque actionnaire, pour la totalité de ses dividendes, a la possibilité, **du 3 au 23 juin inclus**, d'opter pour un paiement en actions ordinaires A ou en espèces.
A défaut de déclaration durant cette période à son intermédiaire financier, le paiement sera effectué en espèces.

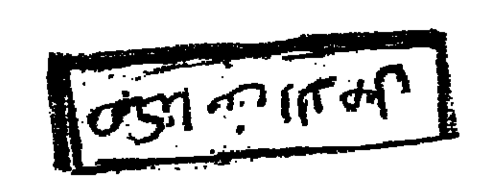
- Prix d'émission des actions ordinaires A remises en paiment du dividende : 169 F, portant jouissance le 1er janvier 1997.
- Paiement en espèces : à partir du **4 juillet 1997.**

Pour toute information complémentaire :
Relations actionnaires, 25 Quai Paul Doumer, 92408 Courbevoie cedex

N° Vert 0.800.40.53.43

Internet : http://www.rhone-poulenc.com



■ LA BOURSE de Tokyo a fini en hausse de 0,54 %, mardi 3 juin, terminant à son plus haut niveau de l'année. L'indice Nikkei a gagné 111,31 points à 20 563,16 points.

■ L'OR a ouvert en baisse, mardi 3 juin, sur le marché international de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 343,50-343,80 dollars contre 343,90-344,20 dollars lundi en clôture.

■ LE DOLLAR était orienté à la baisse sur le marché des changes japonais. Le billet vert cotait 116,36 yens mardi matin, en baisse par rapport à son cours de lundi soir à New York (116,57 yens).

■ LE PRIX DU CAFÉ a chuté lourdement, lundi 2 juin, sur le marché à terme de Londres, en raison de ventes spéculatives. Le robusta a reculé de 370 dollars (15 %) à 2 130 dollars/tonne.

■ LE MONTANT total des primes échangées en mai sur le Monep a atteint 4,5 milliards de francs, en hausse de 43,3 % sur avril. C'est le plus fort montant depuis l'ouverture de ce marché.

# LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

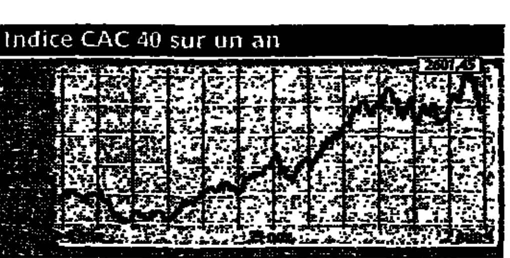
## Poursuite de la hausse à Paris

**APRÈS SON REBOND** de lundi, la Bourse de Paris poursuivait sur sa lancée, mardi 3 juin, en attendant notamment la formation du gouvernement de Lionel Jospin. En hausse de 0,59 % à l'ouverture et de 1,20 % par la suite, l'indice CAC 40 affichait à 11 h 30 un gain de 0,74 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un gain de 1,02 % à 2 628 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,15 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Lundi, au lendemain de la victoire de la gauche aux élections législatives et à la surprise de nombreux opérateurs, le marché des actions avait effectué un spectaculaire redressement en fin de journée, gagnant 0,68 %. En début de journée, cet indice avait perdu jusqu'à 3,3 %.

Les opérateurs attendent la formation du gouvernement pour avoir une idée plus précise des orientations prises par Lionel Jospin. La question de la participation de ministres communistes préoccupe notamment les milieux financiers.

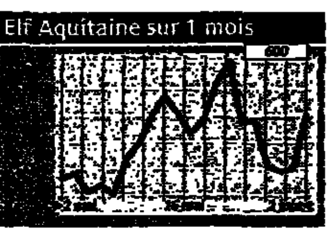
Les valeurs en baisse très nette ces derniers jours, notamment celles liées à la restructuration de l'armement, rebondissaient : Dassault Aviation regagnait 7,5 %, Dassault Systèmes + 5 % et Lagardère + 3,8 %.

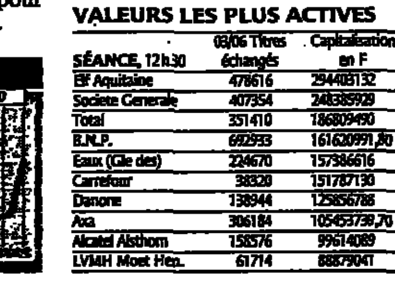



CAC 40/5 jours

## Elf Aquitaine, valeur du jour

**L'ACTION** Elf Aquitaine a terminé en nette hausse, lundi 2 juin, à la Bourse de Paris, bénéficiant de l'annonce d'une prévision d'une hausse de son bénéfice de 35 % au cours du premier semestre. Le titre a gagné 4 % à 600 francs avec des échanges portant sur 2,1 millions de titres. La société de Bourse Dupont Denant a relevé sa recommandation sur la valeur passant de « neutre » à « surperformance ». L'Européenne d'intermédiation fiancière et boursière (EIFB) a revu en hausse ses prévisions de bénéfice pour 1997 (+1,50 franc à 32,50 francs) et pour 1998 (+2,50 francs à 36 francs).



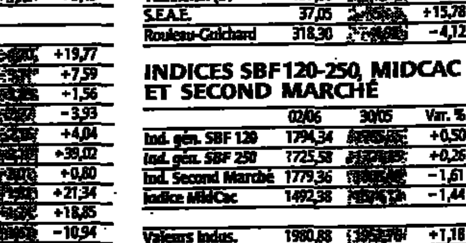



**PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL**

| HAUSSES, 12 h 30 | Cours au 03/06 | Var. % 02/06 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Dassault-Aviation | 1070 | [illegible] | −8,54 |
| Labinal | 1300 | [illegible] | +31,18 |
| Moulinex | 139 | [illegible] | +25,08 |
| Essilor Intl.ADP | 1430 | [illegible] | +10 |
| CGIP | 1687 | [illegible] | +17,88 |
| Metrologie Inter. | 17,60 | [illegible] | +11,74 |
| Metaleurop | 67 | [illegible] | +58,95 |
| Ciments Fr.Priv.B | 202 | [illegible] | +24,07 |
| Lapeyre | 352,90 | [illegible] | +18,42 |
| S.I.T.A | 1138 | [illegible] | +3,45 |
| **BAISSES, 12 h 30** | | | |
| Jean Lefebvre | 324 | [illegible] | +19,77 |
| Bouygues Offs. | 143,10 | [illegible] | +7,59 |
| Pernod-Ricard | 291,50 | [illegible] | +1,56 |
| Peugeot | 561 | [illegible] | −3,93 |
| Gascogne (B) | 475,50 | [illegible] | +4,04 |
| Finextel | 111,50 | [illegible] | +39,02 |
| Dev.R.N-P.Cal Li # | 43,85 | [illegible] | +0,80 |
| Dassault Electro | 540 | [illegible] | +21,34 |
| Christian Dalloz | 2200 | [illegible] | +18,85 |
| Eurotunnel | 6,10 | [illegible] | −10,94 |

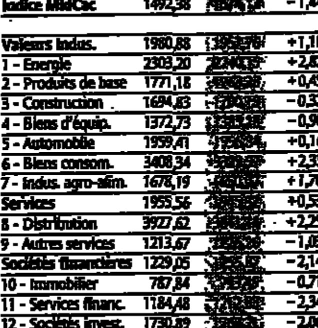
**VALEURS LES PLUS ACTIVES**

| SÉANCE, 12 h 30 | 03/06 Titres échangés | Capitalisation en F |
|---|---|---|
| Elf Aquitaine | 478616 | 294408132 |
| Societe Generale | 407354 | 248385929 |
| Total | 351410 | 186809490 |
| B.N.P. | 692933 | 161620991,80 |
| Eaux (Gle des) | 224670 | 157386616 |
| Carrefour | 38320 | 151787130 |
| Danone | 138944 | 125856788 |
| Axa | 306184 | 105453739,70 |
| Alcatel Alsthom | 158576 | 99614089 |
| LVMH Moet Hen. | 61714 | 88879041 |



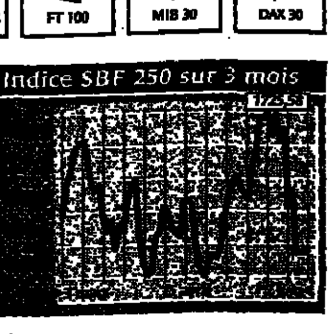
**PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ**

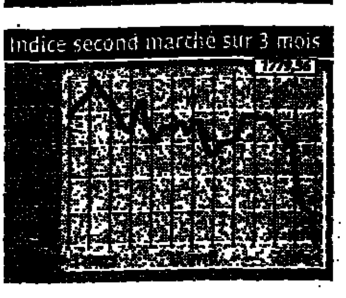
| HAUSSES, 12 h 30 | Cours au 03/06 | Var. % 02/06 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Maxi-Livres/Profr. | 50,90 | [illegible] | −70,25 |
| Penauille Poly.CB# | 1416 | [illegible] | +20 |
| Norbert Dentres.# | 810 | [illegible] | +10,95 |
| Synchrony# | 266,50 | [illegible] | — |
| Hyparlo #(Ly) | 583 | [illegible] | +16,60 |
| **BAISSES, 12 h 30** | | | |
| ICOM Informatique | 352 | [illegible] | +43,67 |
| Moneyline # | 73 | [illegible] | −9,87 |
| Technofan (B) | 157,60 | [illegible] | +13,79 |
| S.E.A.E. | 37,05 | [illegible] | +15,78 |
| Rouleau-Guichard | 318,30 | [illegible] | −4,12 |

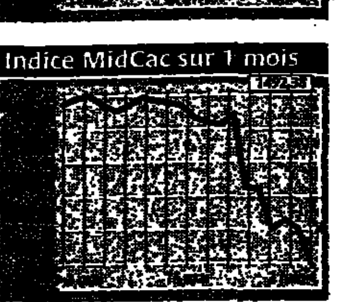


**INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ**

| | 02/06 | 30/05 | Var. % |
|---|---|---|---|
| Ind. gén. SBF 120 | 1794,34 | [illegible] | +0,50 |
| Ind. gén. SBF 250 | 1725,58 | [illegible] | +0,26 |
| Ind. Second Marché | 1779,36 | [illegible] | −1,61 |
| Indice MidCac | 1492,38 | [illegible] | −1,44 |
| Valeurs indus. | 1980,88 | [illegible] | +1,18 |
| 1 - Energie | 2303,20 | [illegible] | +2,82 |
| 2 - Produits de base | 1771,18 | [illegible] | +0,45 |
| 3 - Construction | 1694,83 | [illegible] | −0,32 |
| 4 - Biens d'équip. | 1372,73 | [illegible] | −0,90 |
| 5 - Automobile | 1959,41 | [illegible] | +0,16 |
| 6 - Biens consom. | 3408,34 | [illegible] | +2,35 |
| 7 - Indus. agro-alim. | 1678,19 | [illegible] | +1,70 |
| Services | 1955,56 | [illegible] | +0,53 |
| 8 - Distribution | 3927,62 | [illegible] | +2,25 |
| 9 - Autres services | 1213,67 | [illegible] | −1,03 |
| Sociétés financières | 1229,05 | [illegible] | −2,14 |
| 10 - Immobilier | 787,84 | [illegible] | −0,71 |
| 11 - Services financ. | 1184,48 | [illegible] | −2,34 |
| 12 - Sociétés invest. | 1730,89 | [illegible] | −2,06 |




## La Bourse de Tokyo au plus haut

**LA BOURSE** de Tokyo a atteint, mardi 3 juin, son plus haut niveau de l'année. L'indice Nikkei s'est inscrit au-dessus du seuil des 20 500 points pour la première fois depuis le mois de décembre. Le baromètre de la place nippone a gagné 111,31 points (0,54 %), à 20 563,16 points. La fermeté des contrats sur actions et un intérêt permanent pour les valeurs technologiques, surtout celles qui étaient à la traîne du marché, ont permis cette performance.

La veille, Wall Street a baissé, déprimée par les valeurs du tabac et une légère tension du marché obligataire après l'annonce d'une progression inattendue de l'indice national des directeurs d'achat des principaux groupes manufacturiers américains en mai. L'indice Dow Jones a perdu 41,63 points (− 0,57 %), à 7 289,41 points.

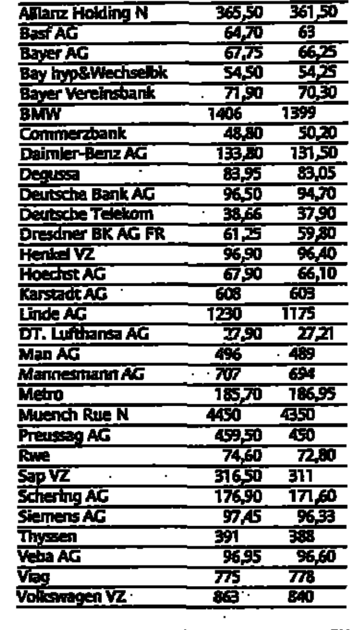
En Europe, la Bourse de Londres a subi lundi sa plus forte baisse depuis deux mois dans la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt cette semaine. L'indice Footsie a terminé en baisse de 58,5 points, soit 1,27 %, à 4 562,8 points. La Bourse de Francfort s'est remise de ses émotions lundi, l'indice DAX reprenant 1,63 %, à 3 605,62 points.

**INDICES MONDIAUX**

| | Cours au 02/06 | Cours au 30/05 | Var. en % |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 2600,25 | [illegible] | +0,63 |
| New-York/DJ indus. | 7306,58 | [illegible] | −0,33 |
| Tokyo/Nikkei | 20451,90 | [illegible] | +1,87 |
| Londres/FT100 | 4584,10 | [illegible] | −0,81 |
| Francfort/Dax 30 | 3605,62 | [illegible] | +1,60 |
| Frankfort/Commer. | 1225,95 | 1217,78 | +0,67 |
| Bruxelles/Bel 20 | 2727,54 | [illegible] | — |
| Bruxelles/Général | 2269,31 | [illegible] | +0,95 |
| Milan/MIB 30 | 1032 | [illegible] | — |
| Amsterdam/Gé. Cbs | 546,20 | [illegible] | +1,08 |
| Madrid/Ibex 35 | 547,56 | [illegible] | +0,02 |
| Stockholm/Affarsal | 2215,79 | 2215,79 | — |
| Londres FT30 | 2951 | [illegible] | −0,31 |
| Hong Kong/Hang S. | 14990,90 | [illegible] | +1,55 |
| Singapour/Strait t | 2060,90 | [illegible] | −0,22 |

**NEW YORK — Les valeurs du Dow-Jones**

| | 02/06 | 30/05 |
|---|---|---|
| Alcoa | 73,50 | 73,62 |
| Allied Signal | 75,87 | 76,75 |
| American Express | 69 | 69,50 |
| AT & T | 35,62 | 36,87 |
| Boeing Co | 105,25 | 105,25 |
| Caterpillar Inc. | 97,75 | 97,62 |
| Chevron Corp. | 70,12 | 70 |
| Coca-Cola Co | 67,62 | 68,25 |
| Disney Corp. | 80,87 | 81,87 |
| Du Pont Nemours&Co | 107,87 | 108,87 |
| Eastman Kodak Co | 82,87 | 82,87 |
| Exxon Corp. | 59,75 | 59,25 |
| Gén. Motors Corp.H | 57 | 57,25 |
| Gén. Electric Co | 60,62 | 60,37 |
| Goodyear T & Rubbe | 58 | 58,50 |
| Hewlett-Packard | 53 | 51,50 |
| IBM | 87,25 | 86,50 |
| Intl Paper | 48,50 | 48 |
| J.P. Morgan Co | 106,75 | 107,50 |
| Johnson & Johnson | 59,37 | 59,87 |
| Mc Donalds Corp. | 48,62 | 50,25 |
| Merck & Co.Inc. | 90,25 | 89,87 |
| Minnesota Mng.&Mfg | 90,87 | 91,75 |
| Philip Moris | 42,75 | 44 |
| Procter & Gamble C | 133,62 | 137,87 |
| Sears Roebuck & Co | 48,75 | 49,12 |
| Travelers | 54,87 | 54,87 |
| Union Carb. | 46,75 | 46,75 |
| Utd Technol | 79,12 | 80,37 |
| Wal-Mart Stores | 30,50 | 29,75 |

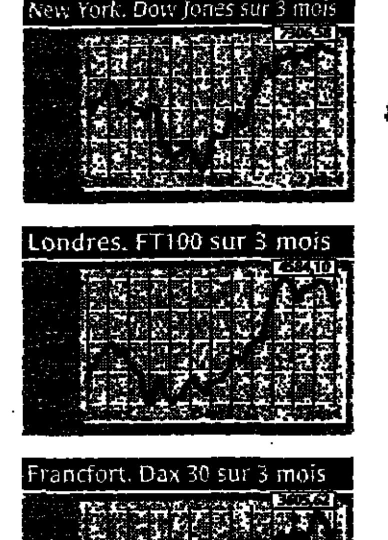


**LONDRES — Sélection de valeurs du FT 100**

| | 02/06 | 30/05 |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 4,33 | 4,45 |
| Barclays Bank | 11,32 | 11,87 |
| B.A.T. industries | 5,43 | 5,47 |
| British Aerospace | 12,25 | 12,42 |
| British Airways | 6,97 | 7,11 |
| British Petroleum | 7,30 | 7,24 |
| British Telecom | 4,40 | 4,42 |
| B.T.R. | 1,99 | 1,98 |
| Cadbury Schweppes | 5,43 | 5,47 |
| Eurotunnel | 0,66 | 0,66 |
| Forte | — | — |
| Glaxo Wellcome | 12,21 | 12,21 |
| Granada Group Plc | 8,69 | 8,66 |
| Grand Metropolitan | 5,70 | 5,68 |
| Guinness | 5,70 | 5,69 |
| Hanson Plc | 0,87 | 0,87 |
| Great Ic | 6,45 | 6,46 |
| H.S.B.C. | 18,20 | 18,24 |
| Impérial Chemical | 8,13 | 8,13 |
| Legal & Gen. Grp | 4,17 | 4,41 |
| Lloyds TSB | 5,87 | 6,14 |
| Marks and Spencer | 5,07 | 5,08 |
| National Westminst | 7,29 | 7,44 |
| Peninsular Orienta | 6,45 | 6,37 |
| Reuters | 6,81 | 6,86 |
| Saatchi and Saatch | 1,27 | 1,23 |
| Shell Transport | 11,96 | 12,04 |
| Tate and Lyle | 4,51 | 4,50 |
| Univeler Ltd | 16,27 | 16,36 |
| Zeneca | 18,46 | 18,53 |

**FRANCFORT — Les valeurs du DAX 30**

| | 02/06 | 30/05 |
|---|---|---|
| Allianz Holding N | 365,50 | 361,50 |
| Basf AG | 64,70 | 63 |
| Bayer AG | 67,75 | 66,25 |
| Bay hyp&Wechselbk | 54,50 | 54,25 |
| Bayer Vereinsbank | 71,90 | 70,30 |
| BMW | 1406 | 1399 |
| Commerzbank | 48,80 | 50,20 |
| Daimler-Benz AG | 133,80 | 131,50 |
| Degussa | 83,95 | 83,05 |
| Deutsche Bank AG | 96,50 | 94,70 |
| Deutsche Telekom | 38,66 | 37,90 |
| Dresdner BK AG FR | 61,25 | 59,80 |
| Henkel VZ | 96,90 | 96,40 |
| Hoechst AG | 67,90 | 66,10 |
| Karstadt AG | 608 | 603 |
| Linde AG | 1230 | 1175 |
| DT. Lufthansa AG | 27,90 | 27,21 |
| Man AG | 496 | 489 |
| Mannesmann AG | 707 | 694 |
| Metro | 185,70 | 186,95 |
| Muench Rue N | 4450 | 4350 |
| Preussag AG | 459,50 | 450 |
| Rwe | 74,60 | 72,80 |
| Sap VZ | 316,50 | 311 |
| Schering AG | 176,90 | 171,60 |
| Siemens AG | 97,45 | 96,33 |
| Thyssen | 391 | 388 |
| Veba AG | 96,95 | 96,60 |
| Viag | 775 | 778 |
| Volkswagen VZ | 863 | 840 |




Londres. FT100 sur 3 mois

Francfort. Dax 30 sur 3 mois

# LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bonds 10 ans

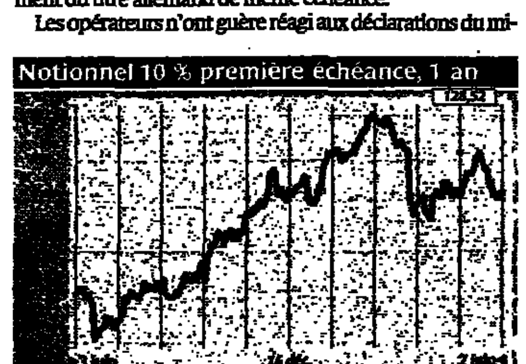
## Progression du Matif

**LE CONTRAT** notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, mardi 3 juin. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 26 centièmes, à 128,76 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,81 %, soit 0,08 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

Les opérateurs n'ont guère réagi aux déclarations du ministre allemand des finances Theo Waigel qui a envisagé lundi un compromis avec la Bundesbank consistant à reporter de 1997 à 1998 son projet de réévaluation des réserves d'or de la banque centrale.

Le marché obligataire américain avait terminé la séance de lundi en hausse, malgré l'annonce d'une hausse de l'indice des directeurs d'achats en mai (57,1 points). Le rendement du titre à trente ans s'était inscrit à 6,90 % en clôture.




**LES TAUX DE RÉFÉRENCE**

| TAUX 02/06 | Taux jour le jour | Taux 10 ans | Taux 30 ans | Indice des prix |
|---|---|---|---|---|
| France | 3,18 | 5,86 | 6,75 | [illegible] |
| Allemagne | 2,80 | 5,96 | 6,75 | [illegible] |
| Grande-Bretagne | 6,25 | 7,24 | — | [illegible] |
| Italie | 6,50 | 7,35 | 8,01 | [illegible] |
| Japon | 0,44 | 2,80 | — | [illegible] |
| Etats-Unis | 5,53 | 6,79 | 6,98 | [illegible] |

**MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS**

| TAUX DE RENDEMENT | Taux au 02/06 | Taux au 30/05 | Indice (base 100 fin 96) |
|---|---|---|---|
| Fonds d'État 3 à 5 ans | NC | NC | NC |
| Fonds d'État 5 à 7 ans | NC | NC | NC |
| Fonds d'État 7 à 10 ans | NC | NC | NC |
| Fonds d'État 10 à 15 ans | NC | NC | NC |
| Fonds d'État 20 à 30 ans | NC | NC | NC |
| Obligations françaises | NC | NC | NC |
| Fonds d'État à TME | NC | NC | NC |
| Fonds d'État à TRE | NC | NC | NC |
| Obligat. franç. à TME | NC | NC | NC |
| Obligat. franç. à TRE | NC | NC | NC |

**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,30 %)

| | Achat 02/06 | Vente 02/06 | Achat 30/05 | Vente 30/05 |
|---|---|---|---|---|
| Jour le jour | 3,1875 | — | 3,1875 | — |
| 1 mois | 3,38 | 3,50 | 3,37 | 3,47 |
| 3 mois | 3,59 | 3,63 | 3,49 | 3,59 |
| 6 mois | 3,60 | 3,70 | 3,56 | 3,66 |
| 1 an | 3,64 | 3,76 | 3,61 | 3,73 |
| **PIBOR FRANCS** | | | | |
| Pibor Francs 1 mois | 3,5039 | — | 3,5039 | — |
| Pibor Francs 3 mois | 3,6348 | — | 3,6348 | — |
| Pibor Francs 6 mois | 3,7090 | — | 3,7090 | — |
| Pibor Francs 9 mois | 3,7227 | — | 3,7227 | — |
| Pibor Francs 12 mois | 3,7539 | — | 3,7539 | — |
| **PIBOR ÉCU** | | | | |
| Pibor Ecu 3 mois | 4,1979 | — | 4,1929 | — |
| Pibor Ecu 6 mois | 4,2396 | — | 4,2396 | — |
| Pibor Ecu 12 mois | 4,3125 | — | 4,3125 | — |

**MATIF**

| Échéances 02/06 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| **NOTIONNEL 10 %** | | | | | |
| Juin 97 | 182766 | 128,52 | 128,78 | 127,98 | 128 |
| Sept. 97 | 13307 | 126,96 | 127,18 | 126,40 | 126,40 |
| Déc. 97 | 2 | 95,82 | 95,82 | 95,82 | 95,82 |
| **PIBOR 3 MOIS** | | | | | |
| Juin 97 | 82222 | 96,38 | 96,45 | 96,21 | 96,21 |
| Sept. 97 | 47933 | 96,37 | 96,45 | 96,24 | 96,25 |
| Déc. 97 | 15724 | 96,37 | 96,47 | 96,25 | 96,25 |
| Mars 98 | 6840 | 96,32 | 96,42 | 96,27 | 96,28 |
| **ÉCU LONG TERME** | | | | | |
| Juin 97 | 437 | 94,46 | 94,70 | 94,16 | 94,20 |
| Sept. 97 | — | [illegible] | — | [illegible] | — |

**CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40**

| Échéances 02/06 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| Juin 97 | 40669 | 2571 | 2622 | 2473 | 2495 |
| Juillet 97 | 610 | 2578 | 2614,50 | 2495 | 2498,50 |
| Sept. 97 | 433 | 2582 | 2621 | 2500 | 2515,50 |
| Déc. 97 | — | [illegible] | — | [illegible] | — |

# LES MONNAIES

US/F ↗ 5,8172 | US/DM ↗ 1,7307 | US/¥ ↗ 116,6100 | DM/F ↘ 3,3727 | £/F ↗ 9,5005

## Le dollar continue de monter

**LE DOLLAR** s'inscrivait en forte hausse, mardi matin 3 juin. Il s'inscrivait à 1,7285 mark, 5,8322 francs et 116,21 yens, dopé par la victoire de la gauche aux élections législatives françaises, qui a augmenté les chances d'assister à la création d'une Union monétaire élargie à tous les pays d'Europe du Sud, privilégiant l'approche sociale sur les aspects purement monétaires et financiers, et s'affranchissant des critères fixés par le traité de Maastricht. Ce scénario conduirait à la création d'un euro faible. *« L'euro doit avoir, et il aura, conformément aux critères de convergence, l'héritage des plus crédibles et des plus solides monnaies participant au système monétaire européen »*, s'est empressé de rappeler, lundi, le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet.

Le franc était stable, mardi matin, face à la monnaie allemande, cotant 3,3750 francs pour 1 deutschemark.

**MARCHÉ DES CHANGES À PARIS**

| DEVISES | cours BDF 02/06 | % 30/05 | Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne (100 dm) | 337,2700 | [illegible] | 326 | [illegible] |
| Ecu | 6,5725 | [illegible] | — | [illegible] |
| Etats-Unis (1 usd) | 5,8172 | [illegible] | 5,5100 | [illegible] |
| Belgique (100 F) | 16,3380 | [illegible] | 15,8200 | [illegible] |
| Pays-Bas (100 fl) | 299,7800 | [illegible] | — | [illegible] |
| Italie (1000 lir.) | 3,4230 | [illegible] | 3,1700 | [illegible] |
| Danemark (100 krd) | 88,5600 | [illegible] | 84,2500 | [illegible] |
| Irlande (1 iep) | 8,7405 | [illegible] | 8,3600 | [illegible] |
| Gde-Bretagne (1 L) | 9,5005 | [illegible] | 9,0900 | [illegible] |
| Grèce (100 drach.) | 2,1150 | [illegible] | 1,9000 | [illegible] |
| Suède (100 krs) | 74,6400 | [illegible] | 70 | [illegible] |
| Suisse (100 F) | 406,0600 | [illegible] | 394 | [illegible] |
| Norvège (100 k) | 81,3000 | [illegible] | 77,5000 | [illegible] |
| Autriche (100 sch) | 47,9180 | [illegible] | 46,4500 | [illegible] |
| Espagne (100 pes.) | 3,9900 | [illegible] | 3,7000 | [illegible] |
| Portugal (100 esc. | 3,3450 | [illegible] | 3 | [illegible] |
| Canada 1 dollar ca | 4,2215 | [illegible] | 3,9200 | [illegible] |
| Japon (100 yens) | 4,9912 | [illegible] | 4,7700 | [illegible] |
| Finlande (mark) | 111,9400 | [illegible] | 107 | [illegible] |

| PARITÉS DU DOLLAR | 03/06 | 02/06 | Var. % |
|---|---|---|---|
| FRANCFORT : USD/DM | 1,7307 | [illegible] | +1,59 |
| TOKYO : USD/Yens | 116,6100 | [illegible] | +0,38 |

**MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES**

| DEVISES comptant: | demande | offre | demande 1 mois | offre 1 mois |
|---|---|---|---|---|
| Dollar Etats-Unis | 5,7440 | [illegible] | 5,7520 | [illegible] |
| Yen (100) | 4,9462 | [illegible] | 4,9650 | [illegible] |
| Deutschemark | 3,3810 | [illegible] | 3,3760 | [illegible] |
| Franc Suisse | 4,0767 | [illegible] | 4,0444 | [illegible] |
| Lire ital. (1000) | 3,4016 | [illegible] | 3,4269 | [illegible] |
| Livre sterling | 9,4202 | [illegible] | 9,3919 | [illegible] |
| Peseta (100) | 3,9900 | [illegible] | 4,0031 | [illegible] |
| Franc Belge (100) | 16,376 | [illegible] | 16,359 | [illegible] |

**TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES**

| DEVISES | 1 mois | 3 mois | 6 mois |
|---|---|---|---|
| Eurofranc. | 3,43 | [illegible] | 3,63 |
| Eurodollar | 5,55 | [illegible] | 5,93 |
| Eurolivre | 6,34 | 6,50 | 6,68 |
| Eurodeutschemark | 3,05 | [illegible] | 3,12 |

# L'OR

| | cours 02/06 | cours 30/05 |
|---|---|---|
| Or fin (k. barre) | 63000 | 63800 |
| Or fin (en lingot) | 63950 | 64000 |
| Once d'Or Londres | 345,60 | 343,90 |
| Pièce française(20f) | 369 | 370 |
| Pièce suisse (20f) | 369 | 371 |
| Pièce Union lat(20f) | 369 | 371 |
| Pièce 20 dollars us | 2400 | 2260 |
| Pièce 10 dollars us | 1370 | 1480 |
| Pièce 50 pesos mex. | 2385 | 2400 |

# LE PÉTROLE

| En dollars | cours 03/06 | cours 02/06 |
|---|---|---|
| Brent (Londres) | 19,38 | 19,52 |
| WTI (New York) | 20,95 | 19,38 |
| Light Sweet Crude | 20,85 | 20,95 |

# LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | 03/06 | 02/06 |
|---|---|---|
| Dow-Jones comptant | 165,08 | [illegible] |
| Dow-Jones à terme | 162,74 | [illegible] |
| CRB | 250,96 | [illegible] |
| **METAUX (Londres)** | | dollars/tonne |
| Cuivre comptant | 2611,50 | [illegible] |
| Cuivre à 3 mois | 2532 | [illegible] |
| Aluminium comptant | 1604,50 | [illegible] |
| Aluminium à 3 mois | 1619 | [illegible] |
| Plomb comptant | 625 | [illegible] |
| Plomb à 3 mois | 632,50 | [illegible] |
| Etain comptant | 5537,50 | 5527,50 |
| Etain à 3 mois | 5565 | [illegible] |
| Zinc comptant | 1329,75 | [illegible] |
| Zinc à 3 mois | 1338,50 | [illegible] |
| Nickel comptant | 7185 | [illegible] |
| Nickel à 3 mois | 7200 | [illegible] |

| METAUX (New-York) | | $/once |
|---|---|---|
| Argent à terme | 470,60 | [illegible] |
| Platine à terme | 388,50 | [illegible] |
| Palladium | 172,35 | [illegible] |
| **GRAINES, DENREES (Chicago)** | | $/boisseau |
| Blé (Chicago) | 360,50 | [illegible] |
| Maïs (Chicago) | 270,75 | [illegible] |
| Grain. soja (Chicago) | 880,50 | [illegible] |
| Tourt. soja (Chicago) | 290,50 | [illegible] |
| **GRAINES, DENREES (Londres)** | | £/tonne |
| P. de terre (Londres) | 16 | [illegible] |
| Orge (Londres) | — | [illegible] |
| **SOFTS** | | $/tonne |
| Cacao (New-York) | 1469 | [illegible] |
| Café (Londres) | 2505 | [illegible] |
| Sucre blanc (Paris) | 324 | [illegible] |
| **OLEAGINEUX, AGRUMES** | | cents/tonne |
| Coton (New-York) | 72,45 | [illegible] |
| Jus d'orange (New-York) | 76,60 | [illegible] |

# RÈGLEMENT MENSUEL

**MARDI 3 JUIN**
Liquidation : 23 juin
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,68 %
CAC 40 : 2619,09

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % +- | Montant coupon (1) |
|---|---|---|---|---|
| B.N.P. (T.P) | 990 | 992 | + 0,20 | 54,22 |
| Cr.Lyonnais(T.P.) | 912 | 900 | - 1,31 | 51,99 |
| Renault (T.P.) | 1645 | 1650 | + 0,30 | 95,39 |
| Rhone Poulenc(T.P) | 2141 | 2148 | + 0,32 | 105,00 |
| Saint Gobain(T.P.) | 1322 | [illegible] | - 0,90 | 85,41 |
| Thomson S.A (T.P) | 1039 | [illegible] | - 3,75 | 51,64 |
| Accor | 796 | [illegible] | + 3,14 | 20 |
| AGF-Ass.Gen.France | 167,90 | 172,20 | + 2,56 | 5 |
| Air Liquide | 903 | [illegible] | + 0,77 | 14 |
| Alcatel Alsthom | 621 | 629 | + 1,28 | 8 |
| Axa | 343,60 | 345,30 | + 0,49 | 7,50 |
| Axime | 655 | 664 | + 1,37 | — |
| Bail Investis | 780 | 795 | + 1,92 | 71,52 |
| Bancaire (Cie) | 660 | 668 | + 1,21 | 10 |
| Bazar Hot. Ville | 579 | 572 | - 1,20 | 16 |
| Bertrand Faure | 258,30 | 262 | + 1,43 | 3,50 |
| BIC | 880 | 886 | + 0,68 | 5 |
| BIS | 495 | 490 | - 1,01 | 8 |
| B.N.P. | 228,90 | 231,90 | + 1,31 | 3,80 |
| Bollore Techno. | 702 | 711 | + 1,28 | 5 |
| Bongrain | 2200 | [illegible] | — | 63 |
| Bouygues | 504 | 505 | + 0,19 | 17 |
| Bouygues Offs. | 147,70 | [illegible] | - 3,11 | — |
| Canal + | 973 | 982 | + 0,92 | 28 |
| Cap Gemini | 324 | 334 | + 3,08 | 2 |
| Carbone Lorraine | 1310 | 1329 | + 1,45 | 14 |
| Carrefour | 3938 | [illegible] | - 0,07 | 26 |
| Casino Guichard | 264,90 | [illegible] | + 3,05 | 4 |
| Casino Guich.ADP | 215 | 215,50 | + 0,23 | 4,25 |
| Castorama Dub.(Li) | 807 | [illegible] | + 3,59 | 11 |
| C.C.F. | 239 | 236,40 | - 1,08 | 5,80 |
| Cegid (Ly) | 560 | 565 | + 0,89 | 90 |
| Cerus Europ.Reun | 31,20 | 31 | - 0,64 | 18 |
| Cetelem | 618 | [illegible] | + 4,20 | 10 |
| CGIP | 1609 | [illegible] | + 4,84 | 37 |
| Chargeurs | 314,50 | 315 | + 0,15 | — |
| Christian Dalloz | 2239 | [illegible] | - 1,74 | — |
| Christian Dior | 890 | [illegible] | + 1,34 | 5,88 |
| Ciments Fr.Priv.B | 193 | 202 | + 4,66 | 17,50 |
| Cipe France Ly # | 710 | [illegible] | + 3,52 | 2 |
| Clarins | 730 | 728 | - 0,27 | 7 |
| Club Mediterranee | 415 | 416 | + 0,24 | 4,50 |
| Coflexip | 327,40 | [illegible] | + 0,03 | 3,30 |
| Colas | 796 | 819 | + 2,88 | 25 |
| Comptoir Entrep. | 10,15 | 10,50 | + 3,44 | 2,50 |
| Comptoirs Mod. | 2768 | 2805 | + 1,33 | 32 |
| CPR | 418 | 428 | + 2,36 | 22 |
| Cred.Fon.France | 67,90 | 67,90 | — | 25 |
| Credit Lyonnais CI | 207 | 210 | + 1,44 | 10 |
| Credit National | 300 | 310 | + 3,33 | 10 |
| CS Signaux(CSEE) | 239 | 240 | + 0,41 | 5 |
| Damart | 4350 | 4380 | + 0,68 | 65 |
| Danone | 884 | 915 | + 3,50 | 17 |
| Dassault-Aviation | 981 | 1070 | + 9,07 | 8,50 |
| Dassault Electro | 550 | 540 | - 1,81 | 4,30 |
| Dassault Systemes | 354,20 | 369,10 | + 4,20 | — |
| De Dietrich | 246 | 246 | — | 6,50 |
| Degremont | 438 | 436,80 | - 0,27 | 9 |
| Deveaux(Ly)# | 800 | 810 | + 1,25 | 21 |
| Dev.R.N-P.Cal Li # | 44,75 | 43,85 | - 2,01 | — |
| Dexia France | 535 | 549 | + 2,61 | 13,90 |
| DMC (Dollfus Mi) | 114,40 | 113,20 | - 1,04 | 4 |
| Dynaction | 140 | 145 | + 3,57 | 3 |
| Eaux (Cie des) | 700 | 694 | - 0,85 | 11,25 |
| Eiffage | 299,90 | 301 | + 0,56 | 28,80 |
| Elf Aquitaine | 600 | 614 | + 2,33 | 13 |
| Eramet | 290 | 287 | - 1,03 | 6,60 |
| Eridania Beghin | 831 | 859 | + 3,36 | 33 |
| Essilor Intl | 1495 | 1529 | + 2,27 | 13,50 |
| Essilor Intl.ADP | 1350 | 1430 | + 5,92 | 14,50 |
| Esso | 517 | 533 | + 3,09 | 8 |
| Eurafrance | 2375 | 2355 | - 0,84 | 72 |
| Euro Disney | 8,90 | 8,95 | + 0,56 | 0,68 |
| Europe 1 | 1190 | 1190 | — | 19 |
| Eurotunnel | 6,20 | 6,10 | - 1,61 | — |
| Filipacchi Medias | 1250 | 1275 | + 2 | 33 |
| Fimalac SA | 502 | 500 | - 0,39 | 160 |
| Finextel | 113,90 | 111,50 | - 2,10 | 4,23 |
| Fives-Lille | 420 | 428 | + 1,90 | 14 |
| Fromageries Bel | 4300 | 4301 | + 0,02 | 45 |
| Galeries Lafayette | 2217 | 2220 | + 0,13 | 11 |
| GAN | 119,10 | 120 | + 0,75 | 4 |
| Gascogne (B) | 486 | 475,50 | - 2,16 | 13 |
| Gaumont # | 438 | 448 | + 2,28 | 2,50 |
| Gaz et Eaux | 2464 | 2470 | + 0,24 | 55 |
| Geophysique | 484 | 490 | + 1,23 | 8 |
| G.F.C. | 548 | 548 | — | 18,50 |
| Groupe Andre S.A. | 500 | 512 | + 2,40 | 6 |
| Gr.Zannier (Ly) # | 141 | 142,80 | + 1,27 | 2 |
| GTM-Entrepose | 309,90 | 313 | + 1 | 8 |
| Guilbert | 857 | 889 | + 3,73 | 12 |
| Guyenne Gascogne | 1850 | 1890 | + 2,16 | 26 |
| Havas | 378,90 | 385 | + 1,60 | 8,50 |
| Havas Advertising | 590 | 615 | + 4,23 | 17,80 |
| Imetal | 770 | 760 | - 1,29 | 14,50 |
| Immeubl.France | 358 | 360 | + 0,55 | 6 |
| Infogrames Enter. | 764 | 779 | + 1,96 | — |
| Ingenico | 119 | 122,50 | + 2,94 | 5 |
| Interbail | 230 | 229,90 | - 0,04 | 20 |
| Intertechnique | 1212 | 1223 | + 0,90 | 13,60 |
| Jean Lefebvre | 340 | 324 | - 4,70 | 10 |
| Klepierre | 807 | 810 | + 0,37 | 28 |
| Labinal | 1220 | 1300 | + 6,55 | 21,50 |
| Lafarge | 356,70 | 359,80 | + 0,86 | 10 |
| Lagardere | 158,90 | 164 | + 3,20 | 3 |
| Lapeyre | 338 | 352,90 | + 4,40 | 5,60 |
| Lebon | 202 | 200 | - 0,99 | 7 |
| Legrand | 938 | 961 | + 2,45 | 3,65 |
| Legrand ADP | 640 | 661 | + 3,28 | 6,16 |
| Legris indust. | 250 | 249,50 | - 0,20 | 4 |
| Locindus | 830 | 849 | + 2,28 | 90,50 |
| L'Oreal | 2168 | 2172 | + 0,18 | 13,50 |
| LVMH Moet Hen. | 1418 | 1442 | + 1,69 | 5,80 |
| Lyonnaise Eaux | 553 | 545 | - 1,44 | 11,50 |
| Marine Wendel | 571 | 584 | + 2,27 | 16 |
| Metaleurop | 64 | 67 | + 4,68 | 4 |
| Metrologie Inter. | 16,50 | 17,55 | + 4,76 | — |
| Michelin | 313,30 | 317,60 | + 1,37 | 2,75 |
| Moulinex | 130,60 | 139 | + 6,43 | 4 |
| Nord-Est | 121,70 | 124,50 | + 2,30 | 5,50 |
| Nordon (Ny) | 385 | 400 | + 3,89 | — |
| NRJ # | 835 | 865 | + 3,59 | 6 |
| OLIPAR | 73 | 76 | + 4,10 | — |
| Paribas | 356,90 | 361,70 | + 1,34 | 13 |
| Pathe | 1310 | 1322 | + 0,91 | — |
| Pechiney | 199 | 201 | + 1 | 3,50 |
| Pernod-Ricard | 300 | 291,50 | - 2,83 | 4,40 |
| Peugeot | 577 | 561 | - 2,77 | 5 |
| Pinault-Print.Red | 2438 | 2485 | + 1,92 | 24,50 |
| Plastic-Omn.(Ly) | 471,10 | 476 | + 1,04 | 7,50 |
| Primagaz | 532 | 545 | + 2,44 | 7,60 |
| Promodes | 1990 | 2045 | + 2,76 | 12 |
| Publicis | 520 | 530 | + 1,92 | 4 |
| Remy Cointreau | 142 | 144 | + 1,40 | 4,60 |
| Renault | 126,50 | 126,90 | + 0,31 | 3,50 |
| Rexel | 1500 | 1530 | + 2 | 14,50 |
| Rhone Poulenc A ■ | 184 | 188,10 | + 2,22 | 3,50 |
| Rochette (La) | 24 | 24 | — | 1,20 |
| Rue Imperiale(Ly) | 5560 | 5620 | + 1,07 | 108 |
| Sade (Ny) | 194,10 | 195 | + 0,46 | 12,50 |
| Sagem SA | 2899 | 2880 | - 0,65 | 24,50 |
| Saint-Gobain | 801 | 797 | - 0,49 | 16,50 |
| Saint-Louis | 1330 | 1330 | — | 58 |
| Salomon (Ly) | 429 | 427 | - 0,46 | 55 |
| Salvepar (Ny) | 410 | 416 | + 1,46 | 18 |
| Sanofi | 514 | 506 | - 1,55 | 6,30 |
| Sat | 1518 | 1529 | + 0,72 | 29 |
| Saupiquet (Ns) | 685 | 685 | — | 10 |
| Schneider SA | 283,90 | 292,10 | + 2,88 | 4 |
| SCOR | 234 | 236 | + 1,70 | 5 |
| S.E.B. | 1019 | 1019 | — | 10,20 |
| Sefimeg CA | 399 | 409 | + 2,50 | 14,20 |
| SEITA | 196,80 | 195,20 | - 0,81 | 5,72 |
| Selectibanque | 65 | 65 | — | 6 |
| SFIM | 939 | 925 | - 1,49 | 30 |
| SGE | 121 | 124,10 | + 2,56 | 5 |
| Sidel | 414,30 | 429 | + 3,54 | 16,50 |
| Silic CA | 860 | 866 | + 0,69 | 37,34 |
| Simco | 525 | 518 | - 1,33 | 20,76 |
| S.I.T.A. | 1090 | 1138 | + 4,40 | 11 |
| Skis Rossignol | 125,50 | 127 | + 1,19 | 30 |
| Societe Generale | 610 | 602 | - 1,31 | 17,50 |
| Sodexho Alliance | 2733 | 2740 | + 0,25 | 26 |
| Sommer-Allibert | 187 | 190 | + 1,60 | 38 |
| Sophia | 215 | 216 | + 0,46 | 17,25 |
| Spir Communication | 450 | 465 | + 3,33 | 15 |
| Strafor Facom | 395,70 | 393 | - 0,68 | 5 |
| Suez | 286,30 | 284 | - 0,76 | 8,20 |
| Synthelabo | 694 | 689 | - 0,72 | 4,34 |
| Technip | 577 | 578 | + 0,17 | 10,50 |
| Thomson-CSF | 153 | 155,10 | + 1,37 | 2,68 |
| Total ■ | 527 | 529 | + 0,37 | 18,50 |
| UFB Locabail | 520 | 540 | + 3,84 | 10 |
| UIF | 434 | 430 | - 0,92 | 22 |
| UIS | 198 | 197,90 | - 0,05 | 14,79 |
| Unibail | 550 | 559 | + 1,63 | 28 |
| Union Assur.Fdal | 672 | 666 | - 0,89 | 16 |
| Usinor Sacilor | 84,70 | 86 | + 1,53 | 4 |
| Valeo | 342 | 345 | + 0,87 | 2 |
| Vallourec | 314,90 | 323 | + 2,57 | 5 |
| Via Banque | 165 | 163 | - 1,21 | 12 |
| Worms & Cie | 330 | 332 | + 0,60 | 8 |
| Zodiac ex.dt divd | 1386 | 1401 | + 1,08 | 10 |
| Elf Gabon | 1700 | 1709 | + 0,52 | 43,50 |

| VALEURS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours | % +- | Montant coupon (1) |
|---|---|---|---|---|
| ABN Amro Hol.# | 110 | 108,90 | - 1 | 5,39 |
| Adecco S.A. | 2150 | 2150 | — | 13,16 |
| Adidas AG # | 622 | 628 | + 0,96 | 2,71 |
| American Express | 402,70 | 404 | + 0,32 | 1,10 |
| Anglo American # | 338 | 345 | + 2,07 | 1,85 |
| Amgold # | 400 | 390 | - 2,50 | 8,31 |
| Arjo Wiggins App. | 16,50 | 16 | - 3,03 | 0,42 |
| A.T.T. # | 209 | 208,80 | - 0,09 | 1,62 |
| Banco Santander # | 505 | 500 | - 0,99 | 2,98 |
| Barrick Gold # | 146,70 | 145 | - 1,15 | 0,27 |
| B.A.S.F. # | 216,50 | 218,90 | + 1,10 | 4,18 |
| Bayer # | 230 | 230 | — | 4,19 |
| Cordiant PLC | 11,75 | 11,80 | + 0,42 | — |
| Crown Cork ord.a | 334 | 331 | - 0,89 | 1,21 |
| Crown Cork PF CV# | 310 | 330 | + 6,45 | 2,28 |
| Daimler Benz # | 449,50 | 450 | + 0,11 | 2,70 |
| De Beers # | 204,60 | 207,50 | + 1,41 | 1,94 |
| Deutsche Bank # | 324,40 | 323,60 | - 0,24 | 4,44 |
| Dresdner Bank # | 206,50 | 207,90 | + 0,67 | 3,82 |
| Driefontein # | 48,95 | 48,95 | — | 0,89 |
| Du Pont Nemours # | 632 | 630 | - 0,31 | 3,07 |
| Eastman Kodak # ■ | 477,90 | — | — | 2,14 |
| East Rand # | 2,18 | 2,13 | - 2,29 | 0,10 |
| Echo Bay Mines # | 35,40 | 34,30 | - 3,10 | 0,15 |
| Electrolux # | 344 | 344 | — | 6,46 |
| Ericsson # | 205,60 | 207,10 | + 0,72 | 1,30 |
| Ford Motor # | 218 | — | — | 2,96 |
| Freegold # | 37,80 | 38 | + 0,52 | 2,68 |
| Gencor Limited # | 26 | 26 | — | 0,11 |
| General Elect. # | 355 | 352,30 | - 0,76 | 2,55 |
| General Motors # | 331,20 | 331 | - 0,06 | 2,44 |
| Gle Belgique # | 536 | 544 | + 1,49 | 14,19 |
| Grd Metropolitan | 54 | 54,75 | + 1,38 | 0,95 |
| Guinness Plc # | 53,90 | 54,05 | + 0,27 | 1,86 |
| Hanson PLC reg | 30 | 29 | - 3,33 | — |
| Harmony Gold # | 39,25 | — | — | 0,47 |
| Hitachi # | 64 | 63,80 | - 0,31 | 0,21 |
| Hoechst # | 229,70 | 231,20 | + 0,65 | 3,45 |
| I.B.M # | 1010 | 1015 | + 0,49 | 0,98 |
| I.C.I # | 76,10 | 76,60 | + 0,65 | 1,83 |
| Ito Yokado # | 331,60 | 337 | + 1,62 | 0,75 |
| Matsushita # | 110,60 | 111,80 | + 1,08 | 0,26 |
| Mc Donald's # ■ | 287 | 284 | - 1,04 | 4,02 |
| Merck and Co # | 520 | 528 | + 1,53 | 2,81 |
| Mitsubishi Corp.# | 70 | 69,10 | - 1,28 | 0,15 |
| Mobil Corporat.# | 813 | 812 | - 0,12 | 5,24 |
| Morgan J.P. # | 623 | 625 | + 0,32 | 4,52 |
| Nestle SA Nom. # | 7250 | 7350 | + 1,37 | 70,80 |
| Nipp. MeatPacker # | 73,20 | 76,20 | + 4,09 | 0,62 |
| Nokia A | 386,20 | 391 | + 1,24 | 3,94 |
| Norsk Hydro # | 295 | 295 | — | 4,78 |
| Petrofina # | 2021 | 2025 | + 0,19 | 48,95 |
| Philip Morris # | 252 | 248 | - 1,58 | 5,90 |
| Philips N.V # | 326 | 334,30 | + 2,54 | 3,59 |
| Placer Dome Inc # | 104 | 103 | - 0,96 | 0,32 |
| Procter Gamble # | 796 | 782 | - 1,75 | 2,21 |
| Quilmes | 321 | 322 | + 0,31 | 10,07 |
| Randfontein # | 15,55 | 15,70 | + 0,96 | 0,62 |
| Rhone Poul.Rorer # | 437 | 441,10 | + 0,93 | 1,58 |
| R T Z # | 100,90 | 100,70 | - 0,19 | 1,23 |
| Royal Dutch # | 1130 | 1132 | + 0,17 | 14,06 |
| Sega Enterprises | 193 | 194,50 | + 0,77 | 0,90 |
| Saint-Helena # | 30 | 30 | — | 0,63 |
| Schlumberger # ■ | 692 | 714 | + 3,17 | 2,15 |
| SGS Thomson Micro. | 487 | 484,50 | - 0,51 | — |
| Shell Transport # | 114 | 114 | — | 2,09 |
| Siemens # | 328,70 | 332 | + 1 | 3,70 |
| Sony Corp. # | 499,50 | 507 | + 1,50 | 0,98 |
| Sumitomo Bank # | 82,70 | 84,50 | + 2,17 | 0,16 |
| T.D.K # | 450 | 456,80 | + 1,51 | 1,37 |
| Telefonica # ■ | 167 | 167,40 | + 0,23 | 1,62 |
| Toshiba # | 36 | 36,60 | + 1,66 | 0,19 |
| Unilever # | 1121 | 1137 | + 1,42 | 10,68 |
| United Technol. # | 466 | 463,80 | - 0,47 | 1,50 |
| Vaal Reefs # | 344 | 347 | + 0,87 | 12,97 |
| Volkswagen A.G # | 3755 | 3869 | + 3,03 | 14,86 |
| Volvo (act.B) # | 160,60 | 160,20 | - 0,24 | 2,26 |
| Western Deep # | 162,80 | 161,90 | - 0,55 | 4,60 |
| Yamanouchi # | 145,50 | 148,30 | + 1,92 | 0,54 |
| Zambia Copper | 13,10 | 13,70 | + 4,58 | — |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**MARDI 3 JUIN**

| OBLIGATIONS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| BFCE 9% 91-02 | — | [illegible] |
| CEPME 8,5% 88-97CA | 100,24 | [illegible] |
| CEPME 9% 89-99 CA# | 110,36 | [illegible] |
| CEPME 9% 92-06 TSR | 120,90 | [illegible] |
| CFD 9,7% 90-03 CB | 121,76 | [illegible] |
| CFD 8,6% 92-05 CB | 118,50 | [illegible] |
| CFF 10% 88-98 CA# | 107,68 | [illegible] |
| CFF 9% 88-97 CA# | 101,61 | [illegible] |
| CFF 10,25%90-01CB# | 118,29 | [illegible] |
| CLF 8,9% 88-00 CA# | 112,65 | [illegible] |
| CLF 9%88-93/98 CA# | 103,34 | [illegible] |
| CNA 9% 4/92-07 | 121,90 | [illegible] |
| CRH 8,6% 92/94-03 | 116,75 | [illegible] |
| CRH 8,5% 10/87-88# | 107,75 | [illegible] |
| EDF 8,6% 88-89 CA# | 111,04 | [illegible] |
| EDF 8,6% 92-04 # | 117,72 | [illegible] |
| Emp.Etat 6%93-97 # | 100,31 | [illegible] |
| Finansder 9%91-06# | 121,81 | [illegible] |
| Finansd.8,6%92-02# | 115,20 | [illegible] |
| Floral9,75% 90-99# | — | [illegible] |
| OAT 8,5% 87-97CA# | 100,25 | [illegible] |
| OAT 88-98 TME CA# | 100,98 | [illegible] |
| OAT 9/85-98 TRA | — | [illegible] |
| OAT 9,50%88-98 CA# | 106 | [illegible] |
| OAT TMB 87/99 CA# | 99,88 | [illegible] |
| OAT 8,125% 89-99 # | 108,11 | [illegible] |
| OAT 8,50%90/00 CA# | 111,55 | [illegible] |
| OAT 85/00 TRA CA# | 106,60 | [illegible] |
| OAT 10%5/85-00 CA# | 116,04 | [illegible] |
| OAT 89-01 TME CA# | 104,55 | [illegible] |
| OAT 8,5% 87-02 CA# | 116,81 | [illegible] |
| OAT 8,50% 89-19 # | 122,99 | [illegible] |
| OAT 8,50%92-23 CA# | — | [illegible] |
| SNCF 8,8% 87-94CA | — | [illegible] |
| Lyon.Eaux 6,5%90CV | 937 | [illegible] |

| ACTIONS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Arbel | 76 | 76 |
| Baccarat (Ny) ◆ | 490,10 | 490,10 |
| Bains C.Monaco | 600 | 630 |
| Bque Transatlant. ◆ | 173 | 173 |
| B.N.P.Intercont. | 662 | 680 |
| Bidermann Intl. ◆ | 110 | 110 |
| B T P (la cie) ◆ | 7,60 | 7,60 |
| Centenaire Blanzy | 460 | 460 |
| Champex (Ny) ◆ | 25,10 | 25,10 |
| CIC Un.Euro.CIP | 312 | 314 |
| C.I.T.R.A.M. (B) ◆ | 2010 | 2010 |
| Concorde-Ass Risq | 1327 | 1340 |
| Continental Ass.Ly. ◆ | 557 | 557 |
| Darblay ◆ | 415 | 415 |
| Didot Bottin | 853 | 853 |
| Eaux Bassin Vichy ◆ | 3960 | 3960 |
| Ecia | 861 | 861 |
| Ent.Mag. Paris ◆ | 1562 | 1562 |
| Fichet Bauche | 79 | 80 |
| Fidei | 37,50 | 37,50 |
| Finalens ◆ | 351 | 351 |
| F.I.P.P. ◆ | 290 | 290 |
| Fonciere (Cie) | 548 | 549 |
| Fonc. Lyonnaise # | 725 | 720 |
| Foncina # ◆ | 485,10 | 485,10 |
| Francarep | 285 | 289,90 |
| France I.A.R.D. ◆ | 1006 | 1006 |
| France S.A. | 1163 | 1166 |
| From. Paul-Renard ◆ | 2050 | 2050 |
| Gevelot ◆ | 1100 | 1100 |
| G.T.I (Transport) ◆ | 223 | 223 |
| Immobail | 146,10 | 146,30 |
| Immobanque | 655 | 648 |
| Locamion (Ly) ◆ | 504 | 504 |
| Lucia ◆ | 54 | 54 |
| Monoprix | 244 | 248,50 |
| Metal Deploye ◆ | 400 | 400 |
| Mors # | 8,45 | 8,15 |
| Navigation (Nle) ◆ | 83 | 83 |
| Optorg | 350 | 354,70 |
| Paluel-Marmont | 320 | 320 |
| Exa.Clairefont(Ny) | 894 | 894 |
| Parfinance | 245 | 245 |
| Paris Orleans | 276,90 | 276,90 |
| Promodes (CI) ◆ | 1490 | 1490 |
| PSB Industries Ly | 397 | 391 |
| Rougier # | 360 | 352 |
| Saga | 80,75 | 84 |
| S.I.P.H. ◆ | 230 | 230 |
| Sofragi | 4440 | 4440 |
| Taittinger | 2500 | 2360 |
| Tour Eiffel ◆ | 299 | 299 |
| Vicat | 508 | 510 |
| Caves Roquefort | 1942 | 1996 |
| Eiyo | 317 | 319,90 |
| Finaxa | 295 | 292 |
| Gaillard (M) | 1600 | 1600 |
| Givaudan-Lavirotte ◆ | 1072 | 1072 |
| Grd Bazar Lyon(Ly) ◆ | 155 | 155 |
| Gd Moul.Strasbourg ◆ | 1457 | 1457 |
| Hotel Lutetia ◆ | 237,60 | 237,60 |
| Hotels Deauville | 572 | 583 |
| Immeubl.Lyon(Ly)# | 550 | 550 |
| L.Bouillet (Ly) ◆ | 308 | 308 |
| Lloyd Continental ◆ | 8050 | 8050 |
| Lordex (Ny) ◆ | 18 | 18 |
| Machines Bull# | 43,80 | 44,15 |
| Mag.Lyo.Gerl.(Ly)# ◆ | 159 | 159 |
| Matussiere Forest | 60 | 60 |
| Moncey Financiere ◆ | 2946 | 2946 |
| M.R.M. (Ly) ◆ | 241,50 | 241,50 |
| Navigation Mixte | 852 | 860 |
| Part-Dieu(Fin)(Ly) ◆ | 116,40 | 116,40 |
| Pechiney CIP | 217 | 217 |
| Pechiney Intl | 86,50 | 89 |
| Poliet ◆ | 502 | 502 |
| Sabeton (Ly) | 800 | 820 |
| Samse (Ly) | 814 | 815 |
| Sechilienne (Ly) ◆ | 1152 | 1152 |
| Sucr.Pithiviers | 3500 | 3560 |
| Tanneries Fce (Ny) ◆ | 260 | 260 |

| ACTIONS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Bayer.Vereins Bank | 239,20 | 239,20 |
| Commerzbank AG | 168,60 | 171,90 |
| Fiat Ord | 18,90 | 19 |
| Gevaert | 410 | 410 |
| Gold Fields South | 141,20 | 141,20 |
| Kubota Corp. | 28 | 28 |
| Montedison act.ep. | 10,05 | 10,05 |
| Olympus Optical | 47,50 | 47,50 |
| Robeco | 525 | 525 |
| Rodamco N.V. | 182,10 | 182,90 |
| Rolinco | 536 | 546 |
| Sema Group Plc | 123,10 | 125 |
| Solvay SA | 3505 | 3505 |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**MARDI 3 JUIN**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Aclal (Ns) # | 37 | [illegible] |
| Adecco Trav.Tem.Ly ◆ | 460 | [illegible] |
| AFE # | 479 | [illegible] |
| Aigle # | 225 | [illegible] |
| Albert S.A (Ns) | 145 | [illegible] |
| Altran Techno. # | 1807 | [illegible] |
| Arkopharma# | 326 | [illegible] |
| Montaignes P.Gest. | 2694 | [illegible] |
| Assystem # | 394,50 | [illegible] |
| Bque Picardie (Li) ◆ | 800 | [illegible] |
| Bque Tarneaud(B)# | 323 | [illegible] |
| Bque Vernes ◆ | 116 | [illegible] |
| Beneteau # | 800 | [illegible] |
| B I M P | 80,65 | [illegible] |
| Boiron (Ly) # | 661 | [illegible] |
| Boisset (Ly)# | 475 | [illegible] |
| But S.A. ■ | 308,60 | 316 |
| Cardif SA | 648 | 655 |
| C.E.E # | 170 | 170 |
| CFPI # ◆ | 400 | 400 |
| Change Bourse (M) | 269,90 | [illegible] |
| CNIM CA# | 209 | 218,80 |
| Codetour | 361 | [illegible] |
| Comp.Euro.Tele-CET | 495 | 484 |
| Conflandey S.A. | 279 | [illegible] |
| C.A.Haute Normand. | 316,90 | 310 |
| C.A. Paris IDF | 775 | [illegible] |
| C.A.Ille & Vilaine | 331,90 | [illegible] |
| C.A.Morbihan (Ns) | 321,50 | [illegible] |
| C.A.du Nord (Li) | 516 | 516 |
| C.A. Oise CCI | 298 | [illegible] |
| Devanlay | 570 | 580 |
| Devernois (Ly) | 673 | [illegible] |
| Ducros Serv.Rapide | 84 | 82,35 |
| Europ.Extinc.(Ly)# | 420 | [illegible] |
| Expand s.a | 530 | [illegible] |
| Factorem | 675 | 625 |
| Faiveley # | 250 | [illegible] |
| Finacor | 65 | [illegible] |
| Fininfo | 700 | [illegible] |
| Fructivie | 601 | 600 |
| Gautier France # | 268 | [illegible] |
| Gel 2000 | 54 | [illegible] |
| GFI Industries # | 812 | [illegible] |
| Girodet (Ly) # | 29,95 | 29,95 |
| GLM S.A. | 293 | 293 |
| Grandoptic.Photo # | 884 | 901 |
| Gpe Guillin # Ly | 208 | 198 |
| Kindy # | 150 | 150 |
| Guerbet | 230 | 236,50 |
| Hermes Internat.1# | 1525 | 1562 |
| Hurel Dubois ◆ | 561 | 561 |
| ICBT Groupe # | 229 | 227 |
| I.C.C. | 127 | 129,90 |
| ICOM Informatique | 399,90 | 352 |
| Idianova ◆ | 69,80 | 69,80 |
| Int. Computer # | 86,50 | 87 |
| IPBM | 64 | 62,10 |
| Jacques Bogart # | 175 | 181 |
| M6-Metropole TV | 533 | 551 |
| Manitou # | 751 | 724 |
| Manutan | 400 | 400 |
| Marie Brizard # | 970 | 946 |
| Maxi-Livres/Profr. | 42 | 50,90 |
| Mecelec (Ly) | 69,70 | 72,80 |
| MGI Coutier | 280 | 282 |
| Monneret Jouet Ly# ◆ | 126 | 126 |
| Naf-Naf # | 64,90 | 67 |
| NSC Schlum. Ny | 758 | 751 |
| Onet # | 1000 | 995 |
| Paul Predault # | 176 | 175 |
| P.C.W. ◆ | 19 | 19 |
| Petit Boy # | 94,75 | 95 |
| Phyto-Lierac # | 420 | 421 |
| Pochet | 751 | 751 |
| Poujoulat Ets (Ns) ◆ | 222 | 222 |
| Radiall # | 660 | 661 |
| Robertet # | 1235 | 1285 |
| Rouleau-Guichard | 335 | 318,30 |
| Securidev # | 116 | 115 |
| Smoby (Ly)# | 600 | 588 |
| Sofco (Ly) ◆ | 36,90 | 36,90 |
| Sofibus ◆ | 366 | 366 |
| Sogepag # ◆ | 190 | 190 |
| Sogepart (Fin) | 779 | 774 |
| Sopra | 465 | 485 |
| Steph.Kelian # | 121 | 121 |
| Sylea | 490,20 | 500 |
| Teisseire-France ◆ | 176,20 | 176,20 |
| TF1-1 | 532 | 547 |
| Thermador Hold(Ly) | 266,50 | 256 |
| Trouvay Cauvin # | 100 | 99 |
| Unilog | 675 | 674 |
| Union Fin.France | 661 | 671 |
| Viel et Cie # | 145 | 146,80 |
| Vilmorin et Cie # | 458 | 465 |
| Virbac | 527 | 535 |

# NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
**MARDI 3 JUIN**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Appligene Oncor | 39 | 38 |
| Belvedere | 675 | 680 |
| BVRP | 240 | 240 |
| Coil | 200 | 200 |
| Electronique D2 | 780 | 778 |
| FDM Pharma n. | 228 | 227 |
| Genset ◆ | 290 | 290 |
| Guyanor action B ◆ | 21,30 | 21,30 |
| High Co. ◆ | 114 | 114 |
| Infonie | 107 | 115 |
| Iollez-Regol ◆ | 75,95 | 75,95 |
| Mille Amis | 109,90 | 100 |
| Naturex | 85 | 87 |
| Olitec | 1160 | 1200 |
| Picogiga ◆ | 276,50 | 276,50 |
| Proxidis | 26,50 | 27 |
| R21 Santé | 279 | 286 |
| Stelax | 4,05 | 4 |

# HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
**MARDI 3 JUIN**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Eridania-Béghin CI ◆ | 805 | 806 |
| Crédit Gén.Ind. ◆ | 8,25 | 17,35 |
| Générale Occidentale ◆ | 795 | 795 |
| Mumm ◆ | 1100 | 1100 |
| Sté lecteurs du Monde ◆ | 141 | 141 |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

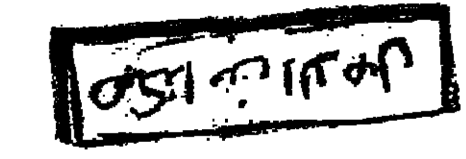
**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

# SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 2 juin

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| **AGIPI** | | |
| Agipi Ambition (Axa) | 135,64 | [illegible] |
| Agipi Actions (Axa) | 107,96 | [illegible] |
| **BANQUES POPULAIRES** | | |
| Valorg | 2414,88 | [illegible] |
| **BNP** | | |
| Antigone Trésorerie | 881904 | [illegible] |
| Natio Court Terme | 14163 | [illegible] |
| Natio Court Terme2 | 384618 | [illegible] |
| Natio Epargne | 2201,57 | [illegible] |
| Natio Ep. Capital C/D | 16823,50 | [illegible] |
| Natio Ep. Croissance | 3014,14 | [illegible] |
| Natio Ep. Obligations | 221,02 | [illegible] |
| Natio Epargne Retraite | 156,15 | [illegible] |
| Natio Epargne Trésor | 11180,89 | [illegible] |
| Natio Epargne Valeur | 660,81 | [illegible] |
| Natio Immobilier | 1335,02 | [illegible] |
| Natio Inter | 2121,71 | [illegible] |
| Natio Opportunités ◆ | 185,75 | [illegible] |
| Natio Patrimoine | 1698,21 | [illegible] |
| Natio Perspectives ◆ | 1481,55 | [illegible] |
| Natio Placements C/D | 78537,12 | [illegible] |
| Natio Revenus | 1102,91 | [illegible] |
| Natio Sécurité | 11419,31 | 11419,31 |
| Natio Valeurs | 1238,75 | [illegible] |
| **BRED BANQUE POPULAIRE** | | |
| Moneden | 92132,21 | 92132,21 |
| Oblig. tres caté. | 262,82 | 258,94 |
| **CDC-GESTION** (Groupe Caisse des dépôts) | | |
| Livret Bourse Inv. D | 752,17 | [illegible] |
| Nord Sud Dévelop. C ◆ | 2494,92 | [illegible] |
| Nord Sud Dévelop. D | 2376,76 | [illegible] |
| **MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC** | | |
| Patrimoine Retraite C ◆ | 310,07 | [illegible] |
| Patrimoine Retraite D ◆ | 300,69 | [illegible] |
| Sicav Associations C | 2418,09 | [illegible] |
| **CDC TRÉSOR** | | |
| Fonsicav C | 19596,55 | [illegible] |
| Mutual. dépôts Sicav C | 19210,02 | [illegible] |
| **CAISSE D'EPARGNE** | | |
| Écur. Actions Futur D | 250,97 | 246,05 |
| Écur. Capitalisation C | 246,46 | [illegible] |
| Écur. Distrimonétaire D. | 10211,50 | 10211,50 |
| Écur. Expansion C | 82512,94 | 82512,94 |
| Écur. Géovaleurs C | 3396,46 | [illegible] |
| Écur. Investis. D | 202,86 | [illegible] |
| Écur. Monépremière | 11295 | 11295 |
| Écur. Monétaire C | 13008,52 | 13008,52 |
| Écur. Monétaire D | 12388,96 | 12388,96 |
| Écur. Trésorerie C | 319,60 | 319,60 |
| Écur. Trésorerie D | 307,19 | 307,19 |
| Écur. Trimestriel D | 1989,37 | 1989,37 |
| Éparcourt-Sicav D | 191,45 | 191,45 |
| Géoptim C | 12482,37 | [illegible] |
| Géoptim D | 12147,78 | 11968,26 |
| Horizon C | 2121,02 | 2079,43 |
| Prévoyance Écur. D | 102,29 | 102,29 |
| Sensipremière C | 12930,29 | 12898,04 |
| *Fonds communs de placements* | | |
| Écur. Capipremière C | 11905,78 | 11905,78 |
| Écur. Sécuripremière C | 11929,24 | 11917,32 |
| **CRÉDIT AGRICOLE — CNCA** | | |
| Amplia ◇ | 119373,02 | 119373,02 |
| Atout Amérique | 175,84 | 171,55 |
| Atout Asie | 114,38 | 111,59 |
| Atout Futur C | 722,06 | 704,45 |
| Atout Futur D | 679,73 | 663,15 |
| Coexis | 1939,82 | 1907,39 |
| Dieze | 2058,48 | 2024,87 |
| Ellcash ◇ | 947313,09 | 947313,09 |
| Epargne-Unie | 201,06 | 196,16 |
| Eurodyn | 2489,37 | 2428,65 |
| Indicia ◆ | 1534,54 | 1496,84 |
| Moné.JC ◇ | 11927,34 | 11927,34 |
| Moné.JD ◇ | 11548,17 | 11548,17 |
| Oblifutur C | 536,64 | 527,67 |
| Oblifutur D | 514,22 | 505,62 |
| Oraction | 1847,16 | 1802,11 |
| Revenu-Vert | 1208,67 | 1188,47 |
| Sévéa ◆ | 115,27 | 112,46 |
| Synthésis | 17611,89 | 17300,48 |
| Uni Association ◇ | 120,53 | 120,53 |
| Uni Foncier | 1345,23 | 1312,42 |
| Uni France | 780,73 | 761,69 |
| Uni Garantie C | 1858,44 | 1827,57 |
| Uni Garantie D | 1421,80 | 1390,64 |
| Uni Régions | 1736,37 | 1694,02 |
| Univar C ◇ | 309,02 | 309,02 |
| Univar D ◇ | 303,14 | 303,14 |
| Univers Actions | 234,34 | 228,62 |
| Univers-Obligations | 242,24 | 238,19 |
| **CIC BANQUES** | | |
| Francic ◆ | 682,51 | 662,63 |
| Francic Pierre | 131,57 | 127,74 |
| Francic Régions | 1833,40 | 1806,31 |
| **CIC PARIS** | | |
| Associc | 1117,67 | 1117,67 |
| Cicamonde | 1514,15 | 1470,05 |
| Convertic | 388,15 | 382,41 |
| Ecocic | 1611,61 | 1564,67 |
| Mensuelcic | 10153,19 | 10052,66 |
| Oblicic Mondial | 3804,97 | 3748,74 |
| Oblicic Régions | 1200,99 | 1192,05 |
| Rentacic | 165,02 | 162,58 |
| **CRÉDIT LYONNAIS** | | |
| Eureo Solidarité | 1362,34 | 1348,85 |
| Lion 20000 C | 17132,96 | 17132,96 |
| Lion 20000 D | 16435,09 | 16435,09 |
| Lion Association C | 11000,65 | 11000,65 |
| Lion Association D | 11000,65 | 11000,65 |
| Lion Court Terme C | 26347,71 | 26347,71 |
| Lion Court Terme D | 23890,45 | 23890,45 |
| Lion Plus C | 1536,49 | 1506,36 |
| Lion Plus D | 1465,67 | 1436,93 |
| Lion Trésor | 2399,67 | 2375,91 |
| Oblilion | 2066,80 | 2046,34 |
| Sicav 5000 | 672,92 | 659,73 |
| Slivafrance | 1124,81 | 1102,75 |
| Slivam | 556,41 | 545,50 |
| Slivarente | 248,66 | 243,98 |
| Slivinter | 753,28 | 738,51 |
| Trilion | 5236,07 | 5168,87 |
| **CRÉDIT MUTUEL** | | |
| Avenir Alizes ◆ | 2276,33 | 2231,70 |
| CM Option Equilibre | 256,57 | 249,70 |
| Créd.Mut.Mid.Act.Fr. ◆ | 152,36 | 148,28 |
| Créd.Mut.Ep.Cour.T. | 913,55 | 913,55 |
| Créd.Mut.Ep.Ind. C | 125,96 | 122,99 |
| Créd.Mut.Ep.I | 22897,81 | 22897,81 |
| Créd.Mut.Ep.Monde | 1616,63 | 1573,36 |
| Créd.Mut.Ep.Oblig. | 1850,79 | 1814,50 |
| Créd.Mut.Ep.Quatre | 1108,62 | 1086,88 |
| **LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE** | | |
| Asie 2000 ◆ | 878,69 | 840,85 |
| Saint-Honoré Capital ◆ | 19474,16 | 18906,95 |
| St-Honoré March. Emer. ◆ | 861,02 | 823,94 |
| St-Honoré Pacifique ◆ | 790,99 | 756,93 |
| **LEGAL & GENERAL BANK** | | |
| Sécuritaux | 1829,53 | 1829,53 |
| Strategie Actions | 1116,82 | 1093,87 |
| Stratégie Rendement | 1933,98 | 1873,10 |
| **LA POSTE** | | |
| Amplitude Amérique | 109,95 | 107,27 |
| Amplitude Europe C/D | 150,16 | 146,50 |
| Amplitude Monde C | 1021,89 | 996,97 |
| Amplitude Monde D | 974,90 | 951,12 |
| Amplitude Pacifique | 112,25 | 109,51 |
| Elanciel D | 161,92 | 157,97 |
| Émergence Poste D | 134,64 | 131,36 |
| Géobilys C | 644,30 | 634,78 |
| Géobilys D | 614,94 | 605,85 |
| Kaleis Dynamisme | 1042,14 | 1021,21 |
| Kaleis Equilibre | 1033,05 | 1012,29 |
| Kaleis Sérénité | 1016,24 | 1005,18 |
| Latitude C | 148,20 | 148,20 |
| Latitude D | 135,01 | 135,01 |
| Oblitys D | 609,43 | 600,42 |
| Plénitude D | 187,46 | 182,89 |
| Poste Gestion C | 14824,12 | 14824,12 |
| Revenus Trimestr. D | 5225,05 | 5173,32 |
| Solstice D | 2365 | 2359,10 |
| **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT** | | |
| Actimonétaire C | 37919,38 | 37919,38 |
| Actimonétaire D | 30876,81 | 30876,81 |
| Cadence 1 D | 1074,28 | 1063,64 |
| Cadence 2 D | 1065,59 | 1055,04 |
| Cadence 3 D | 1065,09 | 1054,54 |
| Capimonétaire C | 409,53 | 409,12 |
| Capimonétaire D | 369,51 | 369,14 |
| Sogeoblig C/D | 9122,57 | 9032,25 |
| Interoblig C | 7315,62 | 7243,19 |
| Intersélection France D | 663,61 | 650,60 |
| S.G. France oppor. C | 1881,59 | 1844,70 |
| S.G. France oppor. D | 1796,22 | 1761 |
| Sogenfrance C | 1682,92 | 1649,92 |
| Sogenfrance D | 1538,27 | 1508,31 |
| Sogépargne D | 310,78 | 307,70 |
| Sogінter C | 2386,65 | 2339,85 |
| *Fonds communs de placements* | | |
| Favor D ◆ | 1436,66 | 1408,49 |
| Sogeliance D ◆ | 1725,34 | 1708,26 |
| Sogenfrance Tempo D ◆ | 189,58 | 185,86 |

**SYMBOLES**
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



**SPORTS** Le départ de la Course de l'Europe a été donné de Cherbourg, lundi 2 juin. Après des escales à Rotterdam (Pays-Bas), Arendal (Norvège), Kiel (Allemagne) et Helsinki (Finlande), les seize voiliers devraient atteindre Stockholm (Suède) le 25 juin. ● LA COMMISSION de Bruxelles apporte son soutien à une épreuve – organisée pour la septième fois depuis 1985 – dont elle fait cette année une vitrine de l'euro, la future monnaie unique. ● TROIS CATÉGORIES de voiliers participent à cette compétition : cinq trimarans, autant d'Ericsson 80 – une nouvelle classe appelée jusqu'à maintenant Grand Mistral – et six monocoques de 50 et 60 pieds. ● DES ÉQUIPAGES INATTENDUS ont été constitués à cette occasion. Paul Vatine, spécialiste des multicoques, partage la barre de son trimaran avec Pierre Mas, ancien vainqueur de l'Admiral's Cup.

# La Course de l'Europe ouvre les frontières de la voile

## Placées sous le signe de l'euro, trois catégories de bateaux rivalisent jusqu'au 25 juin entre Cherbourg et Stockholm, avec des équipages où cohabitent parfois spécialistes des régates et des courses au large

**CHERBOURG**
*de notre envoyé spécial*

La Course de l'Europe est un symbole. Les cinq étapes, d'une longueur totale de 3 000 milles (5 550 kilomètres) entre Cherbourg et Stockholm, sont censées célébrer la solidarité entre les nations du Vieux Continent. Pour que seize bateaux soient au départ, lundi 2 juin, sur une mer encore agitée par la tempête de la veille, des rencontres, parfois surprenantes, ont dû être mises sur pied.

Certes, les retrouvailles attendues entre Raphael Dinelli et Pete Goss n'ont pas eu lieu : le chevaleresque sauveteur du naufragé de la nuit de Noël est resté en Angleterre pour négocier les droits d'un livre, destinés à apurer les dettes que n'ont pas effacées son exploit du Vendée Globe. Mais la Course de l'Europe est l'occasion de retrouver Tony Bullimore, autre miraculé de l'océan Indien, sur le bateau d'Eric Dumont, classé 4e de ce tour du monde.

L'obligation pour les gens de voile d'unir désormais leurs forces pour participer aux grandes épreuves internationales en équipage est également illustrée par l'équipe à la barre de *Corum-Watches*. Après avoir fait demi-tour après quelques heures de course lundi, le trimaran devrait retrouver la flotte dès les prochaines étapes, une fois effectuée la réparation d'une avarie dans le mât. Le bateau voit l'association improbable de deux coskippers aussi dissemblables que Paul Vatine, sec et volubile, et Pierre Mas, massif et posé.

Jusqu'à l'arrivée à Stockholm, prévue le 25 juin, la Course de l'Europe va permettre cette singulière collaboration entre un spécialiste des courses au large franco-françaises sur multicoque et l'as du *match-racing* et des courses à l'anglo-saxonne. L'envie commune de naviguer à nouveau rapproche le dernier vainqueur de la Route du café, entre Le Havre et Carthagène, et l'un des artisans du seul succès français dans le pré carré des marins britanniques : l'Admiral's Cup, en 1991.

### MARIN ET CHEF D'ENTREPRISE

Depuis son arrivée victorieuse en Colombie en octobre 1995, Paul Vatine avait eu peu d'occasions de reprendre la barre du trimaran qu'il avait conçu en 1993. Avec l'arrêt des subventions des collectivités locales en 1997, *Région-Haute-Normandie* a perdu son nom et son budget de fonctionnement. A près de quarante ans, Paul Vatine avait vainement passé les derniers mois à chercher un nouveau partenaire capable de lui apporter les 6 millions de francs nécessaires au remboursement et à l'entretien du bateau.

*« Je me suis retrouvé chef d'entreprise, obligé de licencier trois de mes quatre salariés*, explique-t-il. *Pour garder mon outil de travail en état de marche, j'ai de toutes façons besoin de 400 000 francs par an. L'offre de Corum d'un contrat de cinq mois a donc été bienvenue. »*

Les montres suisses, partenaires depuis dix ans, du Corum Sailing Team, ont loué le bateau pour poursuivre leur fructueuse collaboration avec Pierre Mas et Luc Gellusseau, les vainqueurs de l'Admiral's Cup. Cette première expérience des deux hommes sur trimaran intervient alors qu'ils ont dû, ces derniers mois, s'adapter eux aussi aux nouveaux paysages de la voile. Après la Course de l'Europe, le bateau participera au Trophée des multicoques et surtout au Fastnet, l'épreuve phare de l'Admiral's Cup, ouverte pour la première fois aux multicoques.

Mas et Gellusseau avaient un tout autre objectif pour 1997 : la Whitbread, la course autour du monde en équipage qui doit partir en septembre de Southampton. Faute de partenaires français désireux de compléter le financement apporté par Corum, ils ont abandonné ce projet pour un tout autre défi : celui de la Coupe de l'America. Un enjeu lointain, en l'an 2000 à Auckland, pour une première participation destinée à préparer une équipe vraiment capable de gagner l'édition suivante.

Avec l'appui de la Fédération française de voile, le défi Yaka-France a réussi à faire oublier en partie le coûteux échec de Marc Pajot. Les initiateurs de cette campagne *« jeune et modeste »* ont ainsi pu déposer le 14 mai les 200 000 dollars (environ 1 160 000 francs) d'une inscription tardive, un an après le dépôt de la candidature du défi Port-Camargue. Il leur reste cependant 40 millions de francs à trouver avant la fin de l'année pour lancer la construction d'un bateau et la constitution d'une équipe. Pour Pierre Mas, participer à la Course de l'Europe s'inscrit dans une *« démarche professionnelle »* : *« C'est une occasion de montrer que les frontières tombent entre les différentes formes de compétitions à la voile. »*

*Christophe de Chenay*

# Hicham Arazi croque Marcelo Rios

## Il est le premier Marocain à atteindre un quart de finale dans un tournoi du Grand Chelem

**LE VENT** *pour Filip Dewulf, la veille.* La pluie pour Hicham Arazi. A Roland-Garros, le temps aime la jeunesse. Lundi 2 mai, sur le coup de 18 heures, l'averse est venue, d'abord toute douce, comme pour prévenir Hicham Arazi qu'il pourrait bientôt avoir un répit. Vainqueur des deux premières manches en une petite heure, le Marocain venait de perdre le troisième set après avoir senti la victoire de près. Avec son bandana, sa boucle d'oreille et ses dents en bataille, il avait déjà l'air d'un môme perdu et en montrait les symptômes : il roulait des grands yeux, geignait dans ses coups droits, grimaçait de ses amorties ratées et moulinait sa raquette pour se détendre.

En un sens, il n'en revenait pas d'être là en vainqueur potentiel, pourfendeur des coups subtils de Marcelo Rios. *Du Chilien, il avait lu* les trajectoires, compris la stratégie, enrayé le cruel jeu coupe-mollets. Gaucher comme son adversaire, Hicham Arazi jouait en miroir, et cela donnait le vertige au mauvais garçon du circuit. Cette même insolence des angles improbables, ce même toucher de balle intuitif. Qu'est-ce que le toucher de balle ? Le don le plus précieux pour un joueur de tennis, une capacité, en semblant effleurer la balle, à lui donner un effet inattendu ou à la frapper fort. Pour cela, accepter de casser son corps, de tordre son poignet, de forcer sa nature : aimer la balle pour mieux la rejeter. Souvent, Hicham l'a renvoyée dans les pieds de Marcelo.

Et puis la fatigue est venue, et Rios a eu un sursaut d'orgueil. Son tennis s'est fait un peu plus teigneux. Hicham n'a pas pu profiter d'un service volé et a cédé le troisième set. Il a entamé la quatrième manche en naufragé quand la pluie est venue. A l'abri, il a pris une douche rapide et s'est jeté dans un coin. Son entraîneur lui a dit de continuer à jouer comme il aimait. Pour calmer une dent douloureuse, Hicham a croqué des clous de girofle. Une anecdote de plus dans un tournoi où il a défrayé la chronique.

*Jeudi, après sa belle victoire sur* Todd Woodbridge, Hicham Arazi avait expliqué qu'il lisait la poésie de Jacques Prévert avant de rentrer sur le court. Un truc contre le trac suggéré par son coach, l'Italien Alberto Castellani, diplômé en psychologie. Le lendemain, celui-ci a expliqué : *« Hicham n'aime faire que des beaux points. »* Pour vaincre, finalement, Marcelo Rios (6-2, 6-1, 5-7, 7-6 [7-4]), il les a accumulés.

Sa quête de la beauté relève de la fraîcheur. A vingt-trois ans, ce joueur de petit gabarit (1,76 m, *65 kilos) possède un tennis d'ins*tinct. Son plus beau coup, et sans aucun doute l'un des plus beaux du circuit, ce revers frappé à plat distribué dans tous les sens et dans toutes les positions.

Et puis, Hicham Arazi joue au tennis comme il s'amuse. Il serait un peu un cascadeur du jeu. Dans un monde où les jeunes loups brillent avec un service et un coup droit, lui sait tout faire. Il aime l'ivresse de la volée, quitte à prendre des roustes. Il cogne au plus près des lignes, quitte à laisser la balle derrière le court.

### PLUS PATIENT

1997 est son année. A force de prendre des risques, son jeu est devenu insaisissable à nombre de ses adversaires. Il a été demi-finaliste à Doha en janvier. Il a gagné sur la terre battue de Hambourg après avoir battu Thomas Muster. Surtout, Hicham Arazi a gagné le premier tournoi de sa carrière à Casablanca, dans son pays d'origine. De sa victoire, il dit : *« J'espère que ce match aidera le tennis marocain et permettra de trouver des sponsors pour aider les juniors marocains. »*

Né au Maroc, venu en France à l'âge de deux ans, Hicham est fier de ses origines. Il ne va plus si souvent dans son pays maintenant qu'il est sur le circuit, mais il dit : *« Je me sens marocain à 100 %. »*

Il vit à Magny-les-Hameaux, dans les Yvelines. Il a commencé le tennis à Chatou. Il avait cinq ans. C'est son père, Ali Mohammed Arazi, qui lui a mis une raquette dans la main : *« Je n'ai jamais eu de doute sur Hicham*, assure-t-il. *J'ai toujours expliqué qu'il deviendrait un champion. Seulement, il ne brûle pas les étapes. Quand il arrive à un bon niveau, il reste à ce niveau avant de poursuivre sa route. »* Ali Mohammed dit qu'il a mentalement progressé. Ainsi sait-il patienter, construire, parfois. Il sait être calme. Il explique aussi : *« Avec lui on peut s'attendre à tout. »*

M. Arazi père gomme une rumeur. Non, Hicham n'a pas été renvoyé d'un stage de détection de la Fédération française de tennis, jadis, parce qu'il était Marocain. Hicham Arazi, en revanche, a demandé la nationalité française quand il avait dix-huit ans. Il a renoncé, dit-il, *« parce que ça prenait trop, trop de temps »*. Mardi, Hicham Arazi devait soigner sa dent malade chez le dentiste. Mercredi, il rencontrera l'Espagnol Sergi Bruguera. De ce match, Marcelo Rios a annoncé : *« S'il joue contre lui comme il l'a fait contre moi pendant les deux premiers sets, il le tuera. »*

*Bénédicte Mathieu*



JÉRÔME PRÉVOST/TEMPSPORT

*Sergi Bruguera ne veut pas être favori*

*« Si je ne pensais pas que je peux à nouveau gagner Roland-Garros, je serais chez moi. »* Vainqueur du tournoi en 1993 et 1994, longtemps blessé et souvent démoralisé, Sergi Bruguera retrouve sa fougue. Vainqueur lundi 2 juin de l'Américain Michael Chang, numéro deux mondial, l'Espagnol, tête de série nº 16, ne se met pas pour autant dans la peau d'un favori. Un genre d'étiquette porte-poisse par les temps qui courent. Il rencontrera le Marocain Hicham Arazi en quart de finale.

# Galo Blanco, révélation espagnole de Roland-Garros

**ILS SONT** le passé et l'avenir. Petr Korda, nº 30 mondial, pas fâché d'avoir perdu en huitième de finale, lundi 2 juin, et Galo Blanco, 111e dans la hiérarchie, ébahi d'avoir battu le finaliste de 1992 (1-6, 6-1, 7-5, 6-4). On avait presque oublié le Tchèque taillé à la serpe, qui va sur ses trente ans dont dix de professionnalisme. On a découvert l'Espagnol, que la détermination d'Evgueni Kafelnikov avait muselé l'an passé au premier tour, après qu'il se fut extrait des qualifications.

Korda court après sa splendeur passée. Il pointait au cinquième rang mondial à l'été 1992. Sollicité, il déballe ses misères : trois ans de tennis perdus pour avoir ignoré des douleurs à l'aine, une hernie opérée de chaque côté. Maigre et fragile, il a encore été terrassé il y a trois semaines par un virus qui a provoqué un évanouissement lors d'un match, au deuxième tour du tournoi de Coral Springs, en Floride (Etats-Unis).

Pourtant, il ne démord pas. *« J'ai encore des choses à me prouver*, dit-il. *Depuis mes opérations, j'ai regagné un tournoi, maintenant je veux faire mieux. »* Mieux, c'est un gros coup dans un tournoi du Grand Chelem. Mais un freluquet lui a barré la route. *« Je vais me concentrer sur la deuxième partie de la saison puisque je vais mieux »*, philosophe alors Petr Korda.

A vingt ans, Galo Blanco, lui, a tout son temps. Et il le prend. Il n'a pas bien réalisé la situation. Le regard ébahi, il remercie papa – un radiologue – et maman, venus de Barcelone toutes affaires cessantes saluer la performance inattendue du rejeton. Il dédie ses victoires à son entraîneur uruguayen, promet de faire de son mieux.

Remarqué lors d'un tournoi benjamin dans sa ville natale d'Oviedo par le père d'Alex Corretja, il émigre à Barcelone, où l'on façonne les joueurs espagnols (*Le Monde* du 27 mai). La fédération l'intègre dans ses structures. Après une bonne carrière junior et un titre de champion d'Espagne emporté aux dépens de Carlos Moya (finaliste surprise de l'Open d'Australie en janvier), Galo Blanco devient professionnel en 1995. Javier Duarte, le coach d'Alex Corretja et d'Alberto Berasategui, finaliste à Roland-Garros en 1994, le prend, gratuitement, sous son aile.

### RESCAPÉ DES CHALLENGERS

Sa constance dans les tournois challengers – deuxième division du circuit ATP Tour – lui a ouvert la porte du club des cent meilleurs mondiaux (il était 111e à la veille de Roland-Garros). Mais Galo Blanco n'a remporté qu'un match, cette saison, en six tournois ATP Tour : celui contre l'Indien Leander Paes. Trois apparitions en quart de finale en six « challengers » disputés n'ont pas redoré son blason. Les Internationaux de France tombent à pic.

Il est, avec Sergi Bruguera, le dernier rescapé des dix-huit Espagnols du tableau. Et le double vainqueur de Roland-Garros (1993 et 1994) n'y trouve rien à redire. Si l'inattendu vient à bout de l'Australien Patrick Rafter, la perspective de le retrouver en demi-finale ne l'effraye pas. Galo Blanco est son cadet de presque six ans, et, pour décontracté qu'il ait été face au Sud-Africain Neville Godwin, au Suédois Magnus Gustafsson, à l'Américain Chris Woodruff et à Petr Korda, il n'envisage probablement pas encore de déboulonner l'idole nationale.

*Patricia Jolly*

### SUR LES COURTS

● **Un quart en quarts.** Il restait seulement deux têtes de série, le Russe Evgueni Kafelnikov (nº 3) et l'Espagnol Sergi Bruguera (nº 16), sur les huit derniers joueurs en lice pour les quarts de finale dans le tableau masculin des Internationaux de France de tennis. Pareille hécatombe des meilleurs joueurs mondiaux constitue un nouveau record dans l'histoire des tournois du Grand Chelem. En 1994, aux Internationaux des Etats-Unis, et en 1996, à Wimbledon, trois têtes de série avaient rejoint les quarts.

● **Gustavo Kuerten use Andreï Medvedev.** Le match avait été arrêté, dimanche 1er juin à la nuit, alors qu'Andreï Medvedev et Gustavo Kuerten en étaient à deux jeux partout dans le cinquième set. Lundi, l'Ukrainien a ravi le service de Gustavo pour mener quatre jeux à deux et puis 0-40. Le Brésilien a alors *« frappé cinq points gagnants incroyables, une volée, un coup droit et trois services gagnants »*. Et le demi-finaliste des Internationaux 1993 a lâché prise (5-7, 6-1, 6-2, 1-6, 7-5).

● **Duel australien.** Sur une terre battue alourdie par l'humidité, la confrontation des Australiens Marc Woodforde et Patrick Rafter a tourné à l'avantage du second (6-2, 5-7, 6-1, 6-2). Ex-jeune prodige aujourd'hui âgé de vingt-quatre ans, classé 25e mondial, Rafter atteint ainsi les quarts de finale d'un tournoi du Grand Chelem pour la première fois de sa carrière. Il est le premier Australien quart de finaliste à Roland-Garros depuis 1982.

### Résultats du 2 juin
**SIMPLE MESSIEURS**

***Huitièmes de finale***
● **Premier quart du tableau**
G. Kuerten (Bré.) b. A. Medvedev (Ukr.) 5-7, 6-1, 6-2, 1-6, 7-5.
● **Troisième quart du tableau**
P. Rafter (Aus.) b. M. Woodforde (Aus.) 6-2, 5-7, 6-1, 6-2 ; G. Blanco (Esp.) b. P. Korda (Rép. tch.) 1-6, 6-1, 7-5, 6-4.
● **Quatrième quart du tableau**
H. Arazi (Mar.) b. M. Rios (Chi., nº 7) 6-2, 6-1, 5-7, 7-6 (7/4) ; S. Bruguera (Esp., nº 16) b. M. Chang (E-U, nº 2) 3-6, 6-4, 6-3, 6-4.

PRJET

250
Eté 1997

**Comment peut-on être Européen ?**

L'Europe vécue par les citoyens : ce qui les pousse à s'unir ou les inquiète. Des liens se tissent entre régions, syndicats, associations... Comment développer la solidarité et la participation ?

***F. Gonzalez, P. Herzog, J. Lapeyre, P. Maragall i Mira, F. Perigot, M. Wulf-Mathies...***

En vente dans les grandes librairies

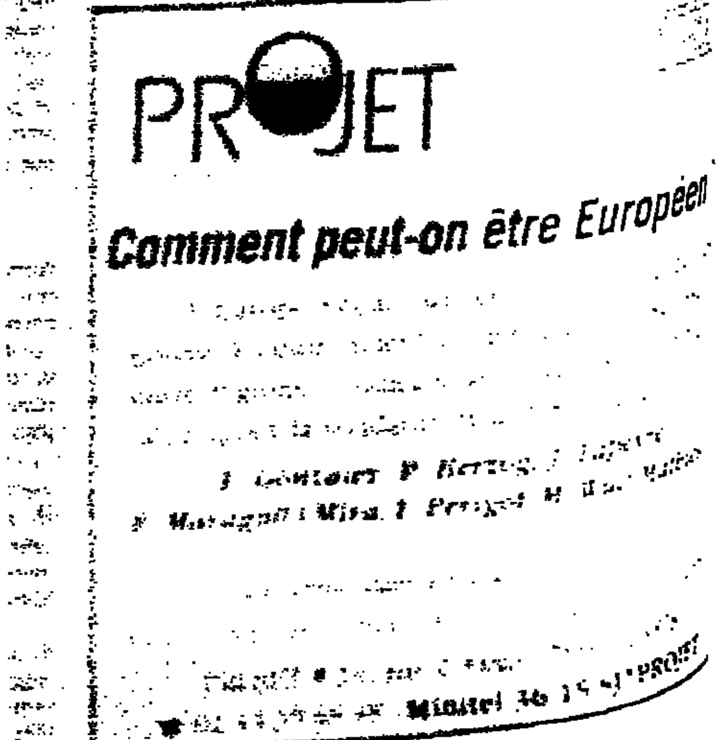
Le nº : 65 F - étr. : 70 F   Abt (4 nos) : 250 F - étr. : 285 F

PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS
☎ 01 44 39 48 48 - Minitel 36 15 SJ*PROJET

ıtières de la voile

SUR LES COURTS

le de Roland-Garros




# Les Maldini père et fils à la conquête du Tournoi de France

## Cesare, l'entraîneur de l'équipe d'Italie, a fait de Paolo son porte-parole sur le terrain

**L'Italie devait affronter, mercredi 4 juin, à Nantes, l'Angleterre lors du Tournoi de France organisé en vue de la Coupe du monde 1998, qui aura lieu sur dix stades de l'Hexagone. Cette rencontre, qui opposera deux styles de jeu très différents, est aussi l'occasion d'une revanche. Le 12 février, les hommes de Cesare Maldini avaient dominé (1-0) ceux de Glenn Hoddle, devant leur public à Wembley.**

**CESARE** aux commandes, Paolo à la manœuvre. Les Maldini, père et fils, réunis pour une mission commune : remporter la prochaine Coupe du monde avec la Squadra Azzurra. Depuis de longues années, dans toute l'Italie, les Maldini sont des monstres sacrés. Cesare, soixante-cinq ans, né à Trieste, sélectionneur de la Squadra depuis le 16 décembre 1996, est un monument du Calcio. Ancien international, capitaine et libero du Milan AC, équipe dont il porta le maillot durant deux ans, Cesare s'est forgé un beau palmarès en tant que joueur.

FOOTBALL

C'est lui qui brandit, en 1963, la première Coupe d'Europe des clubs champions remportée par une équipe italienne. Sous le célèbre maillot rouge et noir qu'il porta pendant douze ans, il fut également sacré champion d'Italie à quatre reprises.

**PREMIÈRES AMOURS**

Grand joueur, l'homme a réussi le délicat pari d'enchaîner une carrière d'entraîneur, elle aussi haut de gamme. Fidèle à ses convictions, celles d'un football basé sur la solidité défensive, *« un libero décroché, deux stoppeurs »* et la contre-attaque, Cesare Maldini a conduit la sélection des espoirs italiens à trois titres continentaux consécutifs (1992, 1993 et 1996). Aujourd'hui, le voilà à la tête de la Squadra, succédant à Arrigo Sacchi.

La défense en ligne et le marquage de zones de son prédécesseur ne sont plus de mise. Avec Maldini aux commandes, la Squadra retourne à ses premières amours, un 5-3-2 en acier trempé. Sacchi a beau avoir réussi à emmener la Squadra jusqu'en finale de la Coupe du monde, il y a trois ans, aux Etats-Unis, jamais le style plutôt flou d'une équipe sans cesse renouvelée n'a paru convenir aux tifosi.

Et le cinglant échec subi l'an dernier lors de l'Euro, en Angleterre, a signé la fin de l'expérience. Désormais, la Squadra a retrouvé son style *« naturel, historique »*.

Depuis son entrée en fonctions, Cesare Maldini est invaincu. En six matches de qualification pour la prochaine finale de Coupe du monde, l'équipe d'Italie a remporté cinq victoires, inscrivant onze buts et n'en encaissant qu'un seul. Le 12 février, à Wembley, lors d'un très attendu Angleterre-Italie, les derniers sceptiques ont dû se rendre à l'évidence : cette équipe est redevenue une terrible machine à gagner. Vainqueurs (1-0) grâce à un but de Gianfranco Zola, les hommes de Maldini ont fait grande impression. Sur la pelouse londonienne, on ne retrouvait que trois joueurs ayant disputé la finale de la Coupe du monde 1994 : Dino Baggio, Demetrio Albertini et Paolo Maldini.

Joueur de talent, entraîneur efficace, Cesara Maldini est également l'heureux papa de Paolo, considéré comme un des meilleurs défenseurs de la planète. L'Italie, qui avait déjà eu l'occasion de voir un père et un fils faire le bonheur du Calcio (Valentino et Sandro Mazzola), est en train de revivre le même conte de fée avec les Maldini. Beau gosse, mannequin à ces heures, garçon charmant et timide, Paolo qui fêtera ses vingt-neuf ans le 26 juin, compte déjà quatre-vingt sélections. Porter un nom aussi célèbre n'a pas particulièrement été facile dans un milieu aussi féroce que le Calcio. Mais il n'a pourtant pas fallu attendre longtemps pour que le talent de joueur du fils dépasse celui du père.

**« AUCUN RÉGIME DE FAVEUR »**

*« J'ai toujours cru en lui*, affirme Cesare. *Lorsque je le voyais, gamin, jouer dans la cour de notre immeuble, j'étais déjà convaincu que Paolo deviendrait un grand joueur. Aujourd'hui, il ne m'a pas seulement dépassé par la taille, mais aussi par le talent. Désormais, au yeux du grand public, il n'est plus le fils de Cesare. C'est moi qui suis le père de Paolo. »*

Réponse du fils prodige : *« Mon père a toujours été proche de ses enfants. Mais lorsque j'ai débuté, à l'âge de dix ans, dans l'équipe de jeunes du Milan AC, il m'a conseillé, encouragé, mais je devais me débrouiller tout seul. Quand je me suis retrouvé, sélectionné en équipe espoir sous ses ordres, je ne bénéficiais d'aucun régime de faveur. Ma chance, outre les conseils de mon père, a été de travailler avec des grands entraineurs techniciens : Niels Liedholm, Arrigo Sacchi et Fabio Capello apprennent à manier le ballon et à jouer avec votre tête, pas à casser les jambes adverses. »*

La carrière de Paolo ressemble à une marche triomphale. A seize ans et demi, Liedholm, le vieux sorcier suédois du Milan AC, le titularise en première division. Le potentiel physique du jeune Maldini est déjà prometteur. Aujourd'hui encore, avec son 1 m 80 et ses 77 kilos, celui qui est devenu capitaine de la Squadra Azzurra impressionne partenaires et adversaires. *« Lorsque j'ai débuté en série A, je n'étais pas une force de la nature. Mais j'ai toujours beaucoup travaillé en salle de musculation. J'ai aussi eu la chance de posséder une jolie pointe de vitesse qui n'a pas disparu pendant ma période de croissance. Ces dernières années, j'ai travaillé plus spécifiquement la musculature des cuisses pour améliorer ma force de frappe. »*

A dix-neuf ans, Paolo le prodige est sélectionné pour la première fois dans la grande Squadra Azzurra. Depuis, il ne l'a jamais quittée, héritant même d'un brassard de capitaine. L'arrivée de son père aux commandes, en décembre 1996, n'a rien changé aux relations des deux hommes. Cesare compte désormais beaucoup sur le talent et le charisme de son fils pour emmener l'Italie au titre mondial.

Lors du récent match à Wembley, alors que la presse italienne l'attendait au tournant, le nouveau sélectionneur semblait plus stressé que son fils. A la mi-temps du match, pour la première fois depuis des lustres, Cesare a piqué une colère contre Paolo. Ce dernier avait eu du mal à contenir David Beckham, nouvelle idole du football anglais. *« Ce soir-là, mon père avait un trac de débutant ! »*, se rappelle Paolo, amusé. Quoi qu'il en soit, voilà la Squadra placée sous la protection des Maldini. Un gage de sécurité et de talent pour la suite des événements.

*Alain Constant*

### *La Beaujoire se rode avant le Mondial 1998*

**Le stade de la Beaujoire, à Nantes, où doit avoir lieu le match Angleterre-Italie du Tournoi de France, ne sera pas en totale configuration Coupe du monde pour l'occasion. Mais près de 38 000 spectateurs pourront déjà y prendre place. Construit en 1984, à l'occasion du Championnat d'Europe des nations organisé en France, le stade de la Beaujoire a subi, depuis mai 1996, plusieurs travaux de modernisation en vue de la prochaine phase finale de la Coupe du monde. Si le restaurant, la boutique et la tribune de presse ne présentent pas encore le visage qui sera le leur en 1998, si le deuxième tableau d'affichage, l'éclairage amélioré et le système de vidéosurveillance ne sont pas encore en place, le gros des travaux est déjà terminé. Seul stade du Grand Ouest à accueillir des rencontres de la Coupe du monde, la Beaujoire sera le théâtre d'un quart de finale programmé le 3 juillet 1998. *« Le tournoi constitue une occasion idéale pour tester nos installations en vue du Mondial »*, indique Jean-Pierre Maffe, directeur du site.**

# Michael Jordan délivre les Chicago Bulls

## L'issue de la première manche des finales NBA, face aux Utah Jazz, s'est jouée sur un panier à l'ultime dixième de seconde de jeu (84-82)

**ATLANTA**
*correspondance*

La ville de Chicago s'est endormie sur de beaux rêves, dimanche 1er juin, aux premières heures de la nuit. Et elle l'a fait en murmurant doucement, presque tendrement, le nom de Michael Jordan. *Son* Michael Jordan. Plus tôt dans la soirée, le joueur l'a soulagée d'une intense et profonde angoisse en bouclant par un panier décisif, dans l'ultime dixième de seconde de jeu, la première des sept manches des finales NBA disputée par les Bulls face aux Utah Jazz.


BASKET

Deux points marqués dans un silence d'église, puis salués par un interminable hurlement d'allégresse. 84-82, un succès longtemps indécis, souvent incertain et finalement arraché d'un cheveu. Mais peu importe la manière, seul compte le résultat. Et cet avantage d'une victoire pris par Jordan et les siens dès le coup de pistolet d'une compétition qui doit se jouer en quatre.

Chicago Bulls contre Utah Jazz, l'affiche de ces finales NBA 96-97 se présente plutôt bien. L'équipe des *nineties*, déjà couronnée quatre fois depuis le début de la décennie, opposée au perdant le plus obstiné du basket américain (*Le Monde* du 22 mai) enfin admis sur cette dernière marche après quatorze années de présence stérile en play-off. Le champion de la côte atlantique (69 victoires en saison régulière, 13 défaites), confronté au prétendant le plus solidement charpenté de l'Ouest américain (64 succès, 18 échecs). Michael Jordan, Scottie Pippen et Dennis Rodman face à Karl Malone et John Stockton. Presque trop beau.

Difficile, pourtant, de conserver de ce premier chapitre un souvenir très emballant. L'assurance souvent arrogante des Chicago Bulls a longtemps eu pour effet de les pousser à la faute. Une succession de maladresses, et seulement trente-deux points marqués en première mi-temps, dont les Utah Jazz n'ont pas su pleinement profiter. Ils ont souvent mené l'échange (42-38 à mi-parcours, 64-62 à la fin du troisième quart-temps), mais jamais pu prendre leurs distances.

Les Bulls, eux, se sont fréquemment cherchés du regard et pas toujours trouvés. Mais la quête du geste parfait n'est plus depuis longtemps leur première préoccupation. *« Nous avons eu parfois besoin de jouer un horrible basket pour en arriver là, mais nous sommes prêts, s'il le faut, à en jouer un plus horrible encore en finale »*, avait prévenu Michael Jordan peu avant le coup de gong. Il a tenu parole. Et brillamment montré l'exemple.

A eux seuls, Michael Jordan (31 points) et Scottie Pippen (27) ont marqué plus des deux tiers des points de leur équipe. Ils ont débuté la rencontre au petit trot pour l'achever le sourire aux lèvres. A sept secondes de la fin, Karl Malone a renvoyé par le fond la dernière illusion des Utah Jazz en échouant à ses deux lancers francs. Dans l'action suivante, Michael Jordan a réclamé la balle, osé un dribble ou deux puis déplié son bras et conclu la soirée par le panier de la victoire. Deux points. Mais un monde d'écart.

*Alain Mercier*

# La délicate mission de Glenn Hoddle, gentleman-sélectionneur anglais

**LES CHANTS** de Wembley se sont tus, la fête est terminée. Après des années de désillusions, les supporteurs de la sélection anglaise avaient retrouvé fierté et ambition le temps de l'Euro 96, une compétition organisée *« at home »*. Sous la houlette du volubile Terry Venables et dans une ambiance festive, les joueurs aux maillots frappés des trois lions parvinrent jusqu'en demi-finale. Les buts d'Alan Shearer, les passes de Paul Gascoigne et les arrêts de David Seaman avaient permis de croire au miracle d'une victoire finale. Mais face aux Allemands de Berti Vogts, le rêve s'est envolé lors d'une éprouvante séance de tirs au but. Aujourd'hui, trente et un ans après son dernier titre international (la World Cup de 1966 disputée, elle aussi, à domicile), l'Angleterre attend toujours son heure de gloire.

La fête est donc terminée, et le retour sur terre s'avère délicat. Comme prévu, Terry Venables a tiré sa révérence à l'issue de l'Euro. Comme prévu, son successeur est Glenn Hoddle, quarantenaire élégant, mesuré. Pourtant, en dépit de leurs différences, les deux hommes ont en commun une expérience enrichissante à l'étranger. En tant qu'entraîneur pour Venables, en charge du FC Barcelone pendant quelques années. Au titre de joueur pour Hoddle, qui fit les beaux jours de l'AS Monaco pendant trois ans, remportant un titre de champion de France. Ouverts aux influences étrangères, dédaignant le traditionnel *« kick and rush »*, Venables puis Hoddle ont voulu, avec la sélection, rattraper le temps perdu par des clubs anglais longtemps privés de compétitions internationales.

Pendant l'Euro 96, les lacunes de l'équipe anglaise avaient été plus ou moins occultées par la hargne de l'ensemble et les buts de Shearer. Aujourd'hui, Hoddle ne peut se contenter de gérer l'héritage. Il lui faut redonner une touche plus technique à une sélection finalement peu bouleversée par rapport à celle de Venables. Quand à l'afflux récent de joueurs étrangers talentueux en Football League, il n'est pas pour lui déplaire : *« Lorsqu'un joueur anglais a la chance d'évoluer aux côtés de types aussi doués que Zola, Vialli, Juninho ou Lebœuf, il ne peut que progresser. »*

**LA HANTISE DES TABLOÏDS**

Hoddle a des idées. Notamment pour changer l'organisation défensive d'une sélection habituée à jouer la zone : *« Je tente de montrer aux garçons l'intérêt d'un marquage avec deux défenseurs centraux. »* Arsène Wenger, son entraîneur à Monaco, ne tarit pas d'éloges sur son ancien élève : *« Glenn possédait une vision globale du jeu. A travers le joueur, je pouvais déjà deviner l'entraîneur. »* Admirable meneur de jeu sous les couleurs de Tottenham, Monaco, Swindon et Chelsea, *« Gentleman Glenn »* a donc réussi sa reconversion, faisant d'abord monter en première division le modeste club de Swindon avant de qualifier Chelsea pour la finale de la Cup. Sa nouvelle mission est autrement plus délicate.

Il sait que le droit à l'erreur n'existe pas. Ses prédécesseurs, Alf Ramsey, Don Revie, Ron Greenwood, Bobby Robson, Graham Taylor et Venables, ont tous, à un moment donné, été victimes d'attaques d'une violence inouïe de la part de la presse tabloïd. *« Je ne suis pas naïf, je sais que mon job est très risqué*, lance le nouveau patron de la sélection anglaise. *L'important est que les garçons respectent le cadre de jeu que je leur impose. Si un ou deux doutent, tout risque de s'écrouler. »*

Débutant sa carrière de sélectionneur par un facile succès en Moldavie (3-0), Hoddle a enchaîné avec deux autres victoires contre la Pologne puis en Géorgie. Mais le 12 février, à Wembley, face à l'Italie, les limites actuelles de son équipe ont sauté aux yeux. Logiquement battus 1-0, les Anglais ont fait peine à voir. Les absences pour cause de blessures d'habituels titulaires (David Seaman, Tony Adams, Paul Gascoigne, Gareth Southgate) n'expliquent pas tout.

Pris en flagrant délit de mauvaise foi – *« Nous méritions le match nul et nous aurions même pu l'emporter »* –, Hoddle a eu du mal à encaisser le camouflet. Heureusement pour lui, la victoire de son équipe, samedi 31 mai, en Pologne (2-0, buts de Shearer et Sheringham), a calmé les chasseurs de tête. *« Cette victoire va nous permettre de participer au Tournoi de France l'esprit plus libre »*, déclare le sélectionneur, privé de cinq titulaires habituels blessés (Adams, Pallister, McManaman, Merson, Fowler), qui doit retrouver, mercredi 4 juin, à Nantes, la Squadra Azzurra. Il y a de la revanche dans l'air.

*Al. C.*

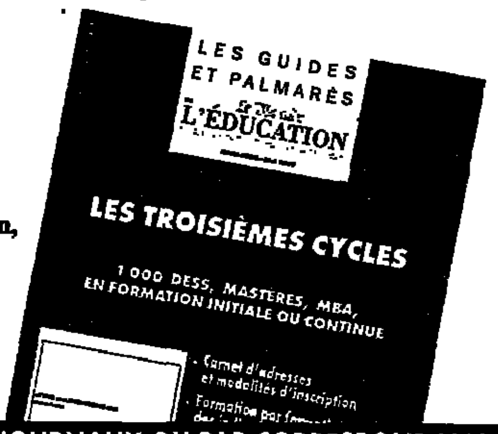
**Jeunes diplômés**
**à la recherche d'une formation professionnelle**

**Cadres, ingénieurs, techniciens**
**à la recherche d'une spécialisation ou d'une reconversion**

**Responsables de formation**
**à la recherche d'une information fiable et pratique**

**1 000 formations de troisième cycle en formation initiale ou continue passées au crible de l'évaluation**

**Sélectivité, partenariat, professionnalisation, habilitation : quatre critères pour mieux choisir**
**Plus toutes les informations pratiques pour s'inscrire**




EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

**BON DE COMMANDE** « LES GUIDES ET PALMARÈS » 1997
A retourner à : Boutique *Le Monde*, 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

**Oui,** je souhaite recevoir :
☐ Les résultats des classes préparatoires
☐ Les résultats des IUT et STS
☐ Les résultats des lycées au baccalauréat
☐ Les troisièmes cycles
Prix unitaire frais de port compris : 34 F.

**TOTAL :** ______ Montant : .................. FF
Etablissement : ..........
Nom : ..........
Adresse : ..........
Ville : .......... Code postal ______

**Mode de règlement :**
☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*
☐ Carte bancaire n° ______
Date et signature obligatoires
☐ Je souhaite recevoir une facture acquittée.

# New York et la saga du Cirque

## Les as de la cuisine française ont la cote dans une ville où dîner au restaurant obéit à des modes et à des codes très affirmés

**Nos correspondants dressent un état des plaisirs de bouche dans quatre métropoles étrangères. Après Prague (*Le Monde* du 28 mai), la deuxième étape de ce tour de table, New York.**

NEW YORK
*de notre correspondante*

En crise, la cuisine française ? Pour ceux qui doutent de ses capacités à se renouveler, un seul remède : un voyage à New York. Vibrante de prospérité retrouvée, New York, plus que jamais, déjeune et dîne dehors avec des exigences de plus en plus affirmées et se délecte d'un choix infini de restaurants où les chefs français – ou formés en France – continuent de tenir le haut du pavé. Mieux : les batailles au sommet se déroulent entre virtuoses de la cuisine française, alliés, puisque nous sommes à New York, capitale de l'immigration, à quelques éléments italiens et asiatiques, pour le plus grand plaisir des palais.

Rien n'illustre mieux cette saine rivalité que la saga du Cirque, qui défraie la chronique gastronomique. Sous la houlette de Sirio Maccioni, venu de sa Toscane natale, le restaurant Le Cirque, sur la 65e Rue Est, était devenu en vingt-deux ans « *le* » restaurant de New York, symbole du *society restaurant* où l'on ne va pas seulement pour dîner mais surtout pour être vu et se galvaniser, l'espace d'une soirée, d'une électricité toute new-yorkaise. Andy Warhol, Jackie Kennedy-Onassis, Henry Kissinger comptaient parmi les habitués. Ancien maître d'hôtel, passé par la France, Sirio Maccioni n'a jamais vraiment approché les fourneaux mais eut l'idée de recruter comme chef des cuisines, en 1986, Daniel Boulud, un jeune Lyonnais qui avait fait ses classes avec Georges Blanc, Roger Vergé et Michel Guérard.

En six ans, Daniel Boulud et sa brigade révolutionnaire de jeunes chefs firent du Cirque un temple de la haute cuisine, un restaurant où l'on venait désormais *aussi* pour manger, raflant les plus belles distinctions gastronomiques américaines.

« *Sirio a su au bon moment qu'il fallait changer, sortir des plats de brasserie sans grande personnalisation, supprimer ce décalage entre ce que l'on savait faire en France et ce que l'on faisait ici*, se souvient Daniel Boulud. *Cela a été mon rôle.* » L'expérience fut intense – « *plus il y avait de clients, plus il y avait de joie* » – et la presse conquise.



THIERRY DALBY

#### DÉBAUCHE DE REDÉCORATION

L'alchimie entre ces deux « *béliers fonceurs* » fit des merveilles : « *Sirio assurait devant, moi derrière* », raconte Boulud. Intense, mais épuisant. Au bout de six ans, Daniel Boulud quitta Le Cirque pour ouvrir en 1993 sa propre maison, Chez Daniel, sur la 76e Rue, après avoir tenté de rentrer à Lyon, où l'ampleur des difficultés l'avait fait reculer. Avec Sirio, la séparation fut tout aussi intense : « *L'annonce de mon départ, ç'a été très dur. Un gros éclat...* »

Il y a un an, Le Cirque fermait, pour des raisons immobilières. Entre- temps, Chez Daniel s'est hissé au plus haut niveau, classé par Patricia Wells, de l'*International Herald Tribune*, parmi les dix meilleurs restaurants du monde, multipliant les honneurs et attirant à son tour la *high society* de New York. Sexagénaire énergique, Sirio Maccioni avait ouvert un autre restaurant, plus familial, l'Osteria del Circo, mais piaffait, d'autant plus que ses trois fils, envoyés se former en France, étaient prêts à reprendre le flambeau ; lorsque le New York Palace Hotel, qui venait d'être racheté par le sultan de Brunei, lui proposa d'ouvrir un restaurant dans les somptueux locaux de Villard Houses, classés monument historique, sur Madison Avenue, il n'hésita guère. Le 1er mai 1997, après une débauche de redécoration qui a coûté si cher que personne ne veut en dire le prix, Sirio Maccioni triomphant, avec à ses côtés sa femme, ses trois fils et une indispensable poignée de stars (dont Paul Bocuse), a ouvert Le Cirque 2000.

Evénement médiatique, couvert sur trois numéros par le *New York Times*, pour lequel « *le Cirque 2000 a dépassé le concept du restaurant-théâtre : ce n'est plus un théâtre, c'est un cinéma multiplexe* ». Aux commandes à la cuisine, beaucoup plus impressionnante (« *la plus belle du monde* », annonce modestement Maccioni) que le décor terriblement chargé (« *grave* », dit l'un de ses concurrents) du restaurant, l'arme secrète du Cirque 2000 : Sottha Kuhnn, le chef cambodgien, réfugié politique en France puis adjoint de Daniel Boulud au Cirque, prodige discret qui dirige désormais une brigade de cinquante-deux cuisiniers, français pour la plupart.

En manque depuis près d'un an, New York se bouscule aux portes du nouveau Cirque : « *C'est de la folie* », s'extasie Sirio avant de bondir pour chasser un intrus en cravate, certes, mais en manches de chemise. « *Ce n'est pas New York*, maugrée-t-il en se rasseyant, *c'est une maison chic, ici.* »

#### CHANGER QUATRE FOIS PAR AN

Mais voilà que, au même moment, la saga du Cirque connaît un nouveau rebondissement : Daniel Boulud annonce qu'il vient de racheter l'ancien Cirque (pour, dit-on, quelques millions de dollars), qu'il rouvrira en 1998, après de longs travaux, pour en faire un haut lieu de l'élégance gastronomique et architecturale. Le Tout-New York ne saura bientôt plus où donner de la bouche.

Pour Daniel Boulud, qui, à quarante-deux ans, revient comme propriétaire au restaurant où il s'est fait un nom, c'est le rêve de toute une vie qui se réalise. Chez Daniel est devenu trop petit pour ses envies et celles de sa clientèle : « *Je ne peux pas pousser les murs* », regrette-t-il ; sa cuisine, conçue pour cinquante employés, explose, et son superbe chef pâtissier, François Payard, va à son tour, avec son aide, voler de ses propres ailes à New York.

Comme Sirio Maccioni, Daniel Boulud a saisi le secret du succès aux Etats-Unis : savoir évoluer, ne jamais se reposer sur ses lauriers. Comme dans la high-tech. « *Un chef qui a la passion de son travail doit toujours évoluer*, dit Sirio. *Je connais des grands restaurants en Europe qui ne changent leur menu que tous les deux ou trois ans. Nous, on le change quatre fois par an.* » Le goût des Américains s'est affiné ; la clientèle d'aujourd'hui connaît les bons vins, connaît l'Europe, sait faire la comparaison.

*Sylvie Kauffmann*

## L'œuf mutant

**Il y a quelques semaines, Bernard Loiseau présentait à la presse un repas sous forme de trois pilules, mis au point avec des chercheurs de la NASA. La nouveauté de ces substituts de repas était bien sûr leur aspect hautement gastronomique. Le chef a réussi à concocter en entrée une gélule qui concentre les pointes d'asperges vertes aux huîtres creuses, suivie d'une poularde contenant les essences essentielles d'une poularde de Bresse cuite à la vapeur et accompagnée d'une infusion de truffe. En guise de dessert, la troisième capsule est un habile mélange de chocolat amer et de compote d'oranges.**

**Cette incroyable avancée technologique n'est bien sûr qu'un poisson d'avril, minutieusement mitonné par une agence de publicité. Pourtant, certains nouveaux produits, qui ont à première vue tout l'aspect d'une bonne blague, repoussent les limites du possible. Témoin l'œuf « Oméga » mis en vente depuis quelques jours.**

**Ce sont nos comptines qu'il va falloir réviser, car en voici à peu près la recette : « *Une poule sur un mur qui picotait du poisson. Picoti-picota, lève la queue et pond un Oméga.* » Le groupe Matines, qui produit plus du tiers des œufs pondus en France, a mis au point un œuf « *qui nous fait du bien* ». Pour fabriquer cet objet riche en acides gras essentiels – ceux que l'on nomme Oméga 3 –, le volatile avale, en plus de ses céréales habituelles, de l'huile de poisson. C'est elle qui contient ces fameux acides gras.**

**« *Nous avons retrouvé un œuf traditionnel, proche de celui de l'œuf de basse-cour d'autrefois* », raconte Jean-Jacques Jarjanette, de la société Matines. Ah bon ? Les poules naguère picoraient à l'étal des poissonniers ? « *Pas du tout, mais elles avaient, en liberté, une alimentation plus variée, et notamment elles mangeaient du pourpier, une plante elle-même très riche en Oméga.* » Alors pourquoi n'avoir pas tenté de nourrir ces volailles avec des plantes comme du pourpier ou de l'huile de noix, qui auraient eu le même résultat ? « *Des essais ont été faits, mais pour des questions de prix, on y a renoncé. Chaque œuf aurait dû être vendu 5 F pièce, l'Oméga vaut déjà 2,10 F à l'unité, soit plus du double d'un œuf normal.* »**

**A ce tarif, l'œuf mutant est-il gastronomique ? Il n'a pas le goût du poisson, c'est déjà ça. Dans la becquée des poules, cette huile provenant des pêches des mers froides se retrouve désaromatisée et en petite quantité, à moins de 3 %. Pour le reste, ce sont surtout ses vertus paramédicales qui sont mises en avant.**

**Deux médecins ont porté cet Oméga sur les fonts baptismaux en insistant sur ses effets positifs en cas de maladie cardiovasculaire. Les poules solognotes, qui pondent chaque jour 30 000 de ces nouveaux œufs, vont peut-être amener le Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO) à réviser sa copie. Le slogan auquel il avait songé pour sa prochaine campagne publicitaire devait être « *l'œuf, il y en a là-dedans* ». De quoi susciter désormais quelque méfiance.**

*Guillaume Crouzet*

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

**LES BACCHANTES**

Disparus l'Olympia et le souvenir de Marlene Dietrich, le Bar Romain, son sandwich tartare et ses fameux cocktails. Reste le rassurant Raymond Pocous, qui persiste et signe, rue Caumartin, sur le trottoir d'en face. Dans un décor de bistrot égayé par les charcutailles suspendues entre les flacons, l'on sert toujours le grand ordinaire du Sud-Ouest, le menu du jour avec l'oeuf mayonnaise, la quenelle de foie maison, le feuilleté aux asperges sauce morilles, le gratin de pommes de terre et lard paysan. Et encore l'andouillette et la côte de boeuf, imbattable de tendreté, avec ses frites fraîches. Vins au verre, côtes-du-rhône, domaine des Espiers, un beaujolais non chaptalisé et un muscadet presque chatoyant. Service attentif et véloce. A la carte, compter 100 F.
**★ Paris. 21, rue Caumartin (75009), tél. : 01-42-65-25-35. Tous les jours sauf dimanche.**

### Brasseries

**LA GAULOISE**

Les patrons de cette maison centenaire ont entrepris une opération de recentrage. Dans le cadre ancien, on s'est employé à rajeunir carte et clientèle tout en revoyant les prix. C'est chose faite avec des menus attrayants et un plat du jour à 98 F. Poulet et purée à l'huile d'olive le lundi ; le mardi, c'est le jarret de porc aux lentilles ; foie de veau au bacon et tête de veau gribiche les jours suivants. Vendredi, brandade. Samedi, boeuf gros sel. Dimanche, gigot, gratin dauphinois. Vins en carafe et carte de grands bordeaux à prix raisonnables. Formules à 125, 135 et 155 F (enfant : 75 F). A la carte, compter 200 F.
**★ Paris. 56, avenue La Motte-Picquet (75015), tél. : 01-47-34-11-64. Tous les jours.**

**LE COMPTOIR DU VICTUAILLER**

Les Alsaciens savent conjuguer gastronomie et terroir. Michel Schmitt a suivi la cigogne, celle qui emprunte la route des vins jusqu'en Provence et joue sa partie à Gordes, face au château, dans un modeste restaurant-épicerie. La cave est grandiose ; l'aïoli, les caillettes et les pieds paquets sont le rituel du grand ordinaire. Asperges épluchées et cuites à la commande : le patron meuble le délai par un va-et-vient incessant entre la cave, à l'extérieur, et la cuisine, où s'affaire Joëlle Chaudat. Il en remonte des trésors qui font merveille avec la compote de lapereau aux herbes fraîches, la terrine d'anguilles, la blanquette de chevreau ou le bar de ligne au beurre rouge. Menu provençal au déjeuner : 175 F. A la carte, compter 250 F.
**★ Gordes. Place du Château (84220), tél. : 04-90-72-01-31. Fermé mardi soir et mercredi hors saison, et le mardi soir seulement en juillet et août.**

*Jean-Claude Ribaut*


*Publicités*

PARIS 1er
AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
TOUS LES JOURS DE 8H A 1H NON STOP
BRUNCH 85 F DE 10 H A 17 H
FORMULE A 60 F EN SEMAINE JUSQU'A 21 H
TEL : 01 42 33 81 84
64 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

PARIS 6e
Yugaraj
"... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde" Le Monde 1/10/94
A midi le Delhi-Express 130 F
Carte environ 180 F à 190 F
14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91
Fermé lundi midi

PARIS 7e
Le VARENNE (Fermé le soir et dim.)
"L'effort porte sur les produits" J-C RIBAUT
Tranche de gigot à l'ail et romarin avec purée maison... Excellent tartare servi copieusement... Carte 140 F (vin et café compris). Vins de propriétés à prix sage. (Alsace, Beaujolais, Touraine)
36, rue de Varenne - Tél. 01.45.48.62.72

PARIS 14e
BISTRO D'ANTAN
Sympathique bistro belle époque, idéal pour déjeuner ou dîner avant et après spectacles. Chaque jour sur l'ardoise, des plats typiques bistro :
- salade du bistro (saumon et magret fumés)
- jambonnette de volaille à la crème de morilles
- magret de canard entier
- pâtisseries maison. Belle sélections de vins.
Formule déj. 88 F. Formule dîner 92 F et 128 F
TLJ jusqu'à minuit - 21, rue de la Gaîté
01.43.20.67.67

PARIS 16e
BRASSERIE DE LA POSTE TLJ jusqu'à minuit
Huîtres Escargots Choucroute Cassoulet Tartare
Menu 125 F et 185 F + Carte
"A deux pas du Trocadéro, cette incontournable brasserie art-déco, présente sa nouvelle carte d'été..."
54, rue de Longchamp - 01.47.55.01.31

PARIS 5e
Depuis 1913

Marty
LA BRASSERIE DES ANNEES 30
20, AVENUE DES GOBELINS - 75005 PARIS
TEL. 01.43.31.39.51

PARIS 6e
Vagenende
Maison classée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi à 1h du matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 7e
Thoumieux
SPECIALITE DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD
Tous les jours jusqu'à minuit.
Dimanche service continu de 12 h. à minuit.
Banquet de 10 à 110 pers. Salons climatisés.
79, rue St-Dominique (7e) Tél. 01.47.05.49.75

PARIS 8e

UN PATIO UNIQUE au calme des Ch.-Elysées
FLORA DANICA (165 F)
COPENHAGUE salle climatisée
MENU 240 F (boisson comprise)
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.
142, avenue des Ch.-Elysées - 01.44.13.86.26

PARIS 15e
LE POSTAL (TLJ sauf sam. & dim.)
Le jour, une sympathique brasserie de quartier. Le soir une confortable adresse gourmande. Chaque jour 4 plats au gré du marché :
- émincé de veau au basilic - ravioles au pistou - confit de canard maison - andouillette AAAAA.
Bons vins de propriété à prix sage.
Formule déjeuner 70 F. Le soir 85 F et 105 F (entrée plat dessert).
279, rue de Vaugirard. 01.48.28.11.13
M° Vaugirard (proche Convention, Pte Versailles).

PARIS 16e
Chez Candido
Venez déguster nos spécialités espagnoles dans une ambiance typiquement Andalouse.
Terrasse sur jardin, été comme hiver.
Carte de 150 F à 200 F
40, av. de Versailles - Tél. 01.45.27.86.68

PARIS 1er
LE PLUVINEL
Dans un cadre 1900 donnant sur une cour-jardin loin du bruit et de l'agitation, le Chef Hervé RIEBBELS vous propose sa nouvelle carte saveur printemps été
- salade de loup et gambas au céleri frit, crème de ciboulette
- petits filets de rouget poêlés, ratatouille minute aux deux céleris et tomates fraîches
- côte de veau de lait fondant, pommes Anna aux échalottes confites
- blanc-manger à l'Armagnac et fruits rouges.
A partir de 238 F hors boissons.
Menu du marché : entrée, plat, dessert et café inclus 160 F (du lundi au vendredi, sauf j. fériés)
HOTEL REGINA
2, place des Pyramides (1er) - 01.42.60.31.10

PARIS 6e
ALSACE A PARIS T.l.j. 01.43.26.21.48
9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS
CHOUCROUTES, GRILLADES, FLAMMEKUECHE, POISSONS,
Terrasse, plein air.

PARIS 6e
La Table d'ERICA
Cuisine gastronomique créole.
"Blaff, lambis, chatou sont les noms magiques de cette cuisine des tropiques. C'est la fête à petit prix avec un charmant service féminin" J-C RIBAUT
- Salade marine (salade de poissons crus, marinée au citron vert et au lait de coco) ;
- Coquelet boucané à l'ancienne, migan de légumes du pays.
Désormais ouvert au déjeuner. Menu midi 62 F et 89 F. Le soir, menu 89 F et 120 F + Carte.
6, rue Mabillon - Tél. 01.43.54.87.61
(Fermé le dimanche)

PARIS 9e

NEW BALAL
Restaurant indien et pakistanais
"Laurier d'or. Marmite d'or"
recommandé par des guides prestigieux.
Près de l'Opéra. Salle climatisée
25, rue Taitbout - Tél. 01.42.46.53.67

PARIS 16e
LE LORY
Une cuisine de femme dans un authentique bistrot de quartier. Depuis bientôt 20 ans, Annie MARTIN a su séduire une belle et fidèle clientèle grâce à sa présence chaleureuse, son souci de la qualité et ses bons plats mijotés au fil du marché.
- Marmite de lotte à l'armoricaine
- Bar grillé au fenouil
- Rognons de veau grillés aux champignons.
Des prix étudiés, 120 F et 170 F.
56, rue Poussin (Pte d'Auteuil)
Tél. 01.46.51.47.99 - Ouv. tous les jours.

77 SEINE ET MARNE

LA MARE AU DIABLE
le restaurant romantique de George Sand
Un havre de paix, pour déjeuner ou dîner, dans un parc fleuri de 17 ha.
Menu d'affaires 216 F (vin et café compris)
Superbe menu carte découverte de la cuisine du moment à 245 F.
Déjeuner en terrasse fleurie et dîner aux chandelles auprès des cheminées.
(35 km de Paris) Accès direct autoroute A5a, sortie 12 - RN 6 - Melun Sénart
01.64.10.20.90 - Séminaires. Hélisurface.

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE"
renseignements au : ☎ 01.42.17.39.44 - Fax : 01.42.17.39.25

# Orageux au Sud

**UNE ZONE** perturbée active arrive depuis l'Espagne, donnant des orages de l'Aquitaine au Languedoc-Roussillon. Ailleurs, la journée sera plus agréable.

**Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie.** – Après une matinée ensoleillée, les nuages arrivent du sud avec quelques ondées. La Normandie est épargnée. Les températures varient de 8 à 11 au petit matin à 20 à 23 l'après-midi.

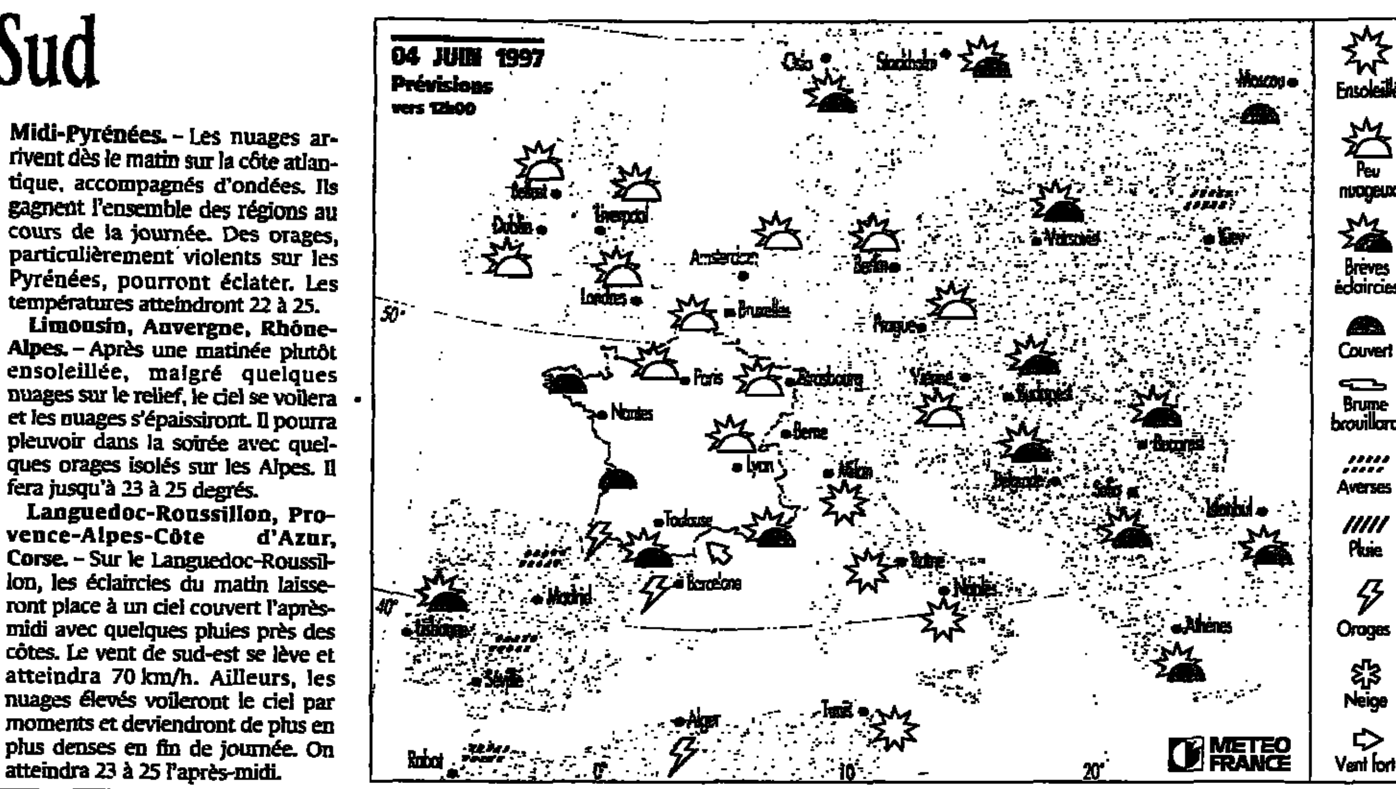
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** – Les quelques passages nuageux n'empêchent pas cette journée d'être globalement plutôt ensoleillée. Les températures seront de 22 à 24 au meilleur de la journée.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** – Les nuages du matin laisseront une part de plus en plus belle au soleil, qui réchauffera l'atmosphère et fera grimper le mercure jusqu'à 23 à 25 l'après-midi.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** – Les nuages arrivent dès le matin sur la côte atlantique, accompagnés d'ondées. Ils gagnent l'ensemble des régions au cours de la journée. Des orages, particulièrement violents sur les Pyrénées, pourront éclater. Les températures atteindront 22 à 25.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** – Après une matinée plutôt ensoleillée, malgré quelques nuages sur le relief, le ciel se voilera et les nuages s'épaissiront. Il pourra pleuvoir dans la soirée avec quelques orages isolés sur les Alpes. Il fera jusqu'à 23 à 25 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** – Sur le Languedoc-Roussillon, les éclaircies du matin laisseront place à un ciel couvert l'après-midi avec quelques pluies près des côtes. Le vent de sud-est se lève et atteindra 70 km/h. Ailleurs, les nuages élevés voileront le ciel par moments et deviendront de plus en plus denses en fin de journée. On atteindra 23 à 25 l'après-midi.




## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Après les serveurs télématiques DT (invendus de l'industrie touristique), RT (achats anticipés de voyages), VALISE (banque de données sur le voyage), SORTEZ (spectacles à prix réduits) et DTLUXE (grandes tables à prix réduits), Dégriftour a lancé, le 1er juin, un nouveau service accessible par le 3615, BONJOUR FRANCE. Ce serveur propose dans la « France profonde » auberges, hôtels, gîtes, campings, villas, week-ends gastronomiques et stages de loisirs.

■ **ITALIE.** A l'occasion de l'ouverture de leurs deux nouvelles lignes quotidiennes directes Paris-Vérone et Paris-Gênes, les compagnies Lufthansa et Air Dolomiti proposent, jusqu'au 30 juin, un tarif à 1 500 F A/R.

■ **INDONÉSIE.** La Thai dessert désormais trois fois par semaine Surabaya, ville de tourisme et d'affaires de l'île de Java, au départ de Bangkok via Bali.

**PRÉVISIONS POUR LE 04 JUIN 1997**
**Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.**

| Ville | Min/max | Ciel |
|---|---|---|
| **FRANCE métropole** | | |
| AJACCIO | 13/23 | S |
| BIARRITZ | 14/22 | S |
| BORDEAUX | 12/23 | C |
| BOURGES | 10/23 | S |
| BREST | 9/19 | C |
| CAEN | 12/20 | S |
| CHERBOURG | 8/18 | S |
| CLERMONT-F. | 9/22 | N |
| DIJON | 10/22 | S |
| GRENOBLE | 11/25 | S |
| LILLE | 10/22 | S |
| LIMOGES | 10/21 | S |
| LYON | 12/23 | S |
| MARSEILLE | 15/24 | N |
| NANCY | 10/22 | S |
| NANTES | 9/22 | C |
| NICE | 15/22 | N |
| PARIS | 10/23 | S |
| PAU | 12/22 | C |
| PERPIGNAN | 15/22 | P |
| RENNES | 9/23 | N |
| ST-ETIENNE | 10/23 | S |
| STRASBOURG | 11/25 | S |
| TOULOUSE | 13/23 | N |
| TOURS | 9/22 | S |
| **FRANCE outre-mer** | | |
| CAYENNE | 23/31 | S |
| FORT-DE-FR. | 25/30 | P |
| NOUMEA | 18/22 | C |
| PAPEETE | 24/28 | S |
| POINTE-A-PIT. | 25/32 | S |
| ST-DENIS-RÉ. | 21/26 | S |
| **EUROPE** | | |
| AMSTERDAM | 8/17 | S |
| ATHENES | 19/26 | S |
| BARCELONE | 18/21 | N |
| BELFAST | 10/18 | S |
| BELGRADE | 14/22 | S |
| BERLIN | 12/21 | S |
| BERNE | 10/22 | S |
| BRUXELLES | 13/21 | S |
| BUCAREST | 11/23 | S |
| BUDAPEST | 12/21 | S |
| COPENHAGUE | 10/16 | S |
| DUBLIN | 9/16 | S |
| FRANCFORT | 14/22 | S |
| GENEVE | 12/22 | S |
| HELSINKI | 8/14 | S |
| ISTANBUL | 17/22 | S |
| KIEV | 11/18 | P |
| LISBONNE | 16/20 | S |
| LIVERPOOL | 11/20 | S |
| LONDRES | 10/22 | S |
| LUXEMBOURG | 13/21 | S |
| MADRID | 13/18 | P |
| MILAN | 15/25 | S |
| MOSCOU | 10/17 | C |
| MUNICH | 11/20 | C |
| NAPLES | 16/25 | S |
| OSLO | 5/18 | S |
| PALMA DE M. | 19/26 | C |
| PRAGUE | 8/19 | S |
| ROME | 14/22 | S |
| SEVILLE | 18/23 | P |
| SOFIA | 12/19 | N |
| ST-PETERSB. | 12/18 | P |
| STOCKHOLM | 6/15 | S |
| TENERIFE | 13/20 | S |
| VARSOVIE | 9/17 | S |
| VENISE | 17/21 | S |
| VIENNE | 11/21 | N |
| **AMÉRIQUES** | | |
| BRASILIA | 15/27 | S |
| BUENOS AIR. | 14/19 | C |
| CARACAS | 25/31 | S |
| CHICAGO | 11/18 | C |
| LIMA | 18/24 | S |
| LOS ANGELES | 17/21 | C |
| MEXICO | 12/26 | S |
| MONTREAL | 14/22 | S |
| NEW YORK | 12/19 | C |
| SAN FRANCIS. | 13/18 | S |
| SANTIAGO/CHI | 6/10 | P |
| TORONTO | 13/25 | S |
| WASHINGTON | 11/20 | C |
| **AFRIQUE** | | |
| ALGER | 19/30 | P |
| DAKAR | 23/27 | S |
| KINSHASA | 20/32 | S |
| LE CAIRE | 21/35 | S |
| MARRAKECH | 17/21 | P |
| NAIROBI | 13/21 | C |
| PRETORIA | 4/16 | S |
| RABAT | 17/21 | P |
| TUNIS | 19/29 | S |
| **ASIE-OCÉANIE** | | |
| BANGKOK | 29/36 | S |
| BOMBAY | 28/33 | S |
| DJAKARTA | 26/32 | S |
| DUBAI | 25/33 | S |
| HANOI | 28/34 | P |
| HONGKONG | 26/28 | P |
| JERUSALEM | 18/30 | S |
| NEW DEHLI | 23/32 | S |
| PEKIN | 12/23 | C |
| SEOUL | 15/22 | S |
| SINGAPOUR | 28/33 | C |
| SYDNEY | 10/19 | S |
| TOKYO | 19/22 | P |

*Situation le 3 juin à 0 heure TU.*

*Prévisions pour le 5 juin à 0 heure TU.*

PRATIQUE

# Comment les clients d'EDF sont incités à mensualiser le règlement de leur consommation d'électricité

**DEPUIS** son installation en avril 1996 dans un nouvel appartement pourvu du « tout électrique », Florence L. s'attendait à voir sa note d'électricité augmenter. Pourtant, ses premières factures affichaient un prix ridiculement bas : moins de 300 francs. Elle a donc téléphoné à l'agence EDF de son secteur et indiqué à une employée le chiffre affiché au compteur : la facture suivante n'a pas progressé d'un centime. Florence a donc envoyé, à trois mois de distance, deux nouveaux cartons de relevés à son agence. En pure perte.

Enfin, en avril 1997, elle a reçu une facture de... 5 000 francs, à régler intégralement. Effarée devant la somme à débourser en une seule fois, elle a paré au plus pressé en payant la moitié et demandé un délai pour acquitter les 2 500 francs restant. « *Impossible, sauf si vous optez pour la mensualisation* », lui fut-il répondu. Elle ne tarda pas à recevoir un rappel, accompagné d'une lettre qui précisait : « *A défaut de règlement avant le 2 mai et sans réaction de votre part, nous serions amenés à suspendre nos fournitures sans autre préavis.* » Elle lui suggérait « *pour éviter tout oubli ultérieur* », d'adopter « *le règlement direct* » par sa banque ou son CCP, ou, « *mieux encore, le paiement par mensualités constantes* ».

**COUPÉ SANS SOMMATION**

Le lendemain de la date fatidique du 2 mai, le courant a été coupé sans sommation. Florence a, depuis, payé le reliquat de sa facture, mais elle trouve le procédé quelque peu brutal, d'autant qu'elle avait tenté à plusieurs reprises d'attirer l'attention des employés de son agence EDF sur la sous-évaluation de sa consommation.

« *Le relevé des compteurs a lieu à dates fixes, tout comme l'envoi des factures que tous les habitants d'un même secteur reçoivent au même moment. On ne peut rentrer les données (ou index de facturation) en cours de cycle. Il n'est possible de tenir compte des cartes d'auto-relevé ou des signalements par Minitel qu'entre l'envoi de la facture et la date limite de paiement. Une nouvelle facture est alors émise avec une nouvelle échéance* », précise-t-on à l'agence EDF concernée.

Le délégué aux relations avec les consommateurs de l'entreprise, Patrick Guichard, donne une indication quelque peu différente : « *On peut à tout moment modifier les index ; ceux-ci sont alors pris en compte par la facture suivante.* » Quant au phénomène de la sous-évaluation des montants estimés, il serait dû au fait qu'il est difficile de recenser avec précision le parc d'appareils ménagers, et de connaître leur mode d'utilisation.

Avec le prélèvement mensuel, le montant de la facture est déterminé en fonction des consommations des années précédentes ou, si l'on vient d'emménager, d'après les consommations prévisibles compte tenu de l'équipement électrique ou à gaz. Cet échéancier court pendant dix mois. Moyennant des frais de 9 francs par an, le consommateur peut choisir la période du mois qui lui convient le mieux pour ces prélèvements. Ensuite, après le relevé du compteur, il devra payer le solde en une seule fois, s'il n'est pas supérieur aux mensualités précédentes. Sinon, on ajoutera un douzième versement.

Si EDF a perçu des mensualités trop élevées, elle s'engage à rembourser dans un délai maximal de deux mois. Brigitte C. a ainsi été créditée de 1 200 francs : « *J'ai servi de banquier à EDF !* », dit-elle. On comprend que les responsables tiennent à ce système. Celui-ci peut éviter au client négligent d'oublier de régler ses factures, à condition toutefois que son compte bancaire soit approvisionné.

**BUDGETS SERRÉS**

Mais cette formule s'avère impitoyable pour les budgets serrés. Une personne vivant du revenu minimum d'insertion (RMI), et dans l'impossibilité d'acquitter les deux dernières mensualités, a eu ainsi le plus grand mal à obtenir un étalement de sa dette et s'est vue à plusieurs reprises menacée de coupures, assorties de pénalités. « *Il a fallu que nous intervenions auprès du service consommateurs pour régler le problème* », explique Jacqueline Hutin, de l'association pour l'information et la défense des consommateurs salariés, Indecosa-CGT. EDF est sans pitié pour les retards de paiement. Claire T., médecin, qui n'a pas pu régler en août pour cause de vacances, a eu la mauvaise surprise de se retrouver sans électricité à son retour : « *Le contenu du congélateur était pourri et des messages importants ne sont pas arrivés sur mon répondeur. De plus, j'ai dû payer 233 francs pour la remise en service.* » L'année suivante, elle a envoyé à son agence EDF un courrier, informant de son départ en août et demandant à ce que l'électricité ne soit pas coupée. En vain... et cela malgré les assurances verbales d'un employé du service clientèle ! Pourtant, face à la même demande, France Télécom a reporté sans difficulté le montant sur la facture suivante.

A la direction de l'entreprise, on incrimine l'informatique. La facture est envoyée automatiquement, et cinq jours ouvrables après la date limite de paiement, l'ordinateur vérifie et programme une lettre de relance, qui accorde une semaine supplémentaire. Passé ce délai, la fée Electricité s'évanouit.

*Michaëla Bobasch*

## *Les compteurs à clef*

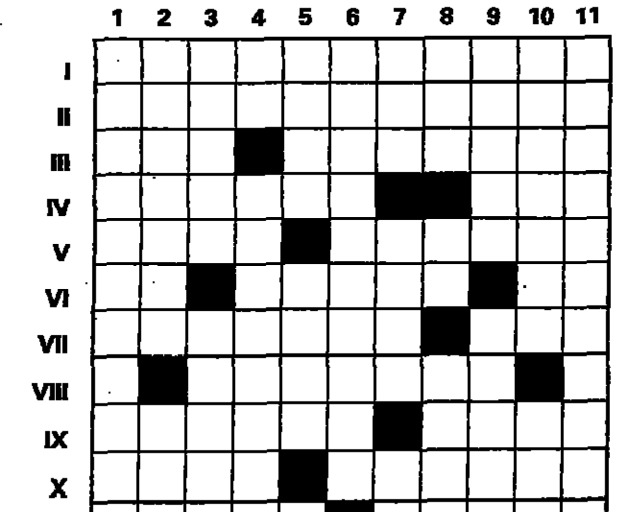
**L'implantation, à titre expérimental, de compteurs à clé dans plusieurs régions a suscité une controverse. Ce dispositif, mis en place par EDF pour « *aider les usagers à mieux gérer leurs dépenses* », mais baptisé « *compteur des pauvres* » par les associations de consommateurs, consiste à payer d'avance sa consommation, à l'aide d'une clé électronique rechargeable. Le compteur affiche la quantité consommée aux tarifs heures pleines ou heures creuses et le montant du crédit restant.**

**Cependant, malgré l'existence d'un « *crédit secours* » qui permet d'éviter la brusque coupure, le système présente des inconvénients. Si l'on veut s'absenter, il faut penser à alimenter son compteur, car celui-ci continue à débiter l'abonnement d'électricité, la consommation estimée de gaz et, le cas échéant, le remboursement d'un arriéré. De plus, la clef n'est pas gratuite (100 francs). En cas de réclamation, on peut écrire au directeur du centre dont dépend l'agence. Le service consommateurs de l'entreprise n'intervient qu'en dernier ressort, car EDF privilégie le règlement local et l'autonomie des agences.**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97114

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*




**HORIZONTALEMENT**

I. Fixe les règles du bon usage. – II. Dîne, mais devra attendre Noël. – III. Tombe dans les pommes. Se croit sorti de la cuisse de Jupiter. – IV. Laisser derrière soi. Le petit peut nous consoler. – V. Déjà dépassé. Crié pour tourner. – VI. Etalon. Essaie de copier. Possessif. – VII. Grâce à lui, on mange des frites. Mesure d'un rapport de puissances. – VIII. Pour développer sa puissance. – IX. Comme la jambe de Lola-Lola. Ont trouvé un siège. – X. En désordre et passé de mode. Très grande est sa compétence. – XI. N'épuise pas totalement le sujet. Musicien et dadaïste.

**VERTICALEMENT**

1. Pour lui, les points sur les « i » sont d'une grande importance. – 2. Planque. Mesures du temps. – 3. Prend le temps de la réflexion. Pommes à l'huile. – 4. Personnel. Plus connu sous le nom de Ceylan. – 5. Tout dans les mains. Chausse le Saint-Père. – 6. Voient du danger partout. – 7. Personnel. Supprimée. Carte majeure. – 8. Libère l'estomac. Règle. Vagabonda. – 9. Pousse dans les lieux humides. Fit la chèvre. – 10. Mis sous tutelle. Sans ornement. – 11. Gère les petites et les grandes affaires sans se mouiller.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU N° 97113**

**HORIZONTALEMENT**

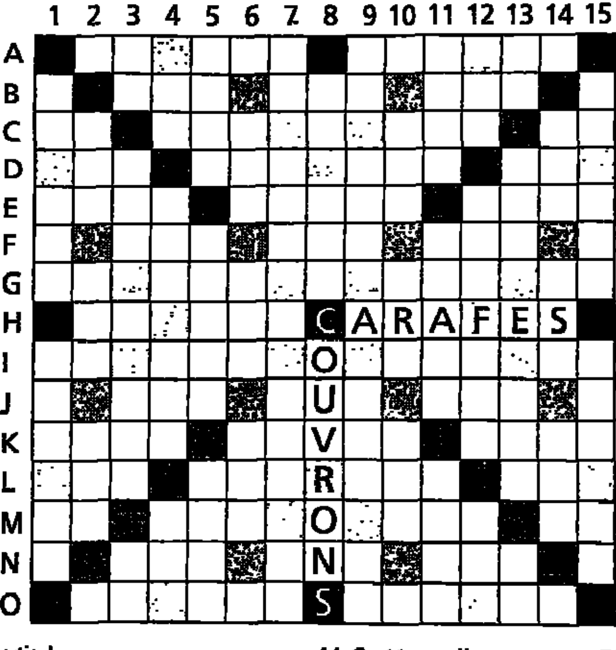
I. Echographie. – II. Raideur. Ans. – III. Urée. Grelot. – IV. Car. Tiédeur. – V. Ib. Aorte. Ia. – VI. Fiable. Alep. – VII. Onguent. USA. – VIII. Rias. Tilt. – IX. Métis. Cérès. – X. Erévan. Aire. – XI. Sermonnée.

**VERTICALEMENT**

1. Eruciformes. – 2. Carabinier. – 3. Hier. Agates. – 4. Ode. Abusive. – 5. Ge. Tôle. Sar. – 6. Rugirent. Nm. – 7. Arrêt. Tic. – 8. Edéa. Lean. – 9. Hâle. Lutrin. – 10. Inouïes. Ere. – 11. Estrapassée.

## SCRABBLE® PROBLÈME N° 20

# A la recherche du troisième mot




**1) Vous avez tiré C E I M O S T.**

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

b) Avec ce tirage, trouvez six mots de huit lettres en le complétant avec six lettres différentes appartenant à l'un des deux mots placés sur la grille.

*N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.*

**2) Préparation de la grille de la semaine prochaine.**

c) Premier tirage : A E I I R R V. Trouvez deux sept-lettres

d) Second tirage : A B C E L M O. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettres.

Solutions du problème dans *Le Monde* du 11 juin.

**Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 28 mai.**

*Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Si elle commence par une lettre, le mot est horizontal ; si elle commence par un chiffre, le mot est vertical.*

a) MEDUSAIS, O 1, 83 – MEDUSAIT, 14 A, 74.

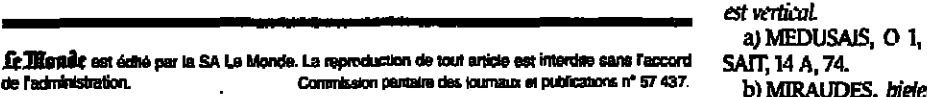
b) MIRAUDES, *bigleuses*, J 6, 66 – GUIDAMES, K 8, 72, ou l'anagramme GAUDIMES, *(nous) réjouîmes* – MINAUDES, N 6, 66 – MAUDISSE, O 3, 61 – DILUAMES, 10 F, 66 ou l'anagramme DUALISME – JUDAISME, 12 H, 86 – MAUDITES, 14 C, 66, ou l'anagramme DUITAMES, *passâmes le fil de trame entre les fils de chaîne*, et DEMUTISA, *apprit à parler à un sourd.*

c) CARAFES

d) OUVRONS-COUVRONS-ROUVRONS-ŒUVRONS ou l'anagramme VOUERONS.

*Michel Charlemagne*

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

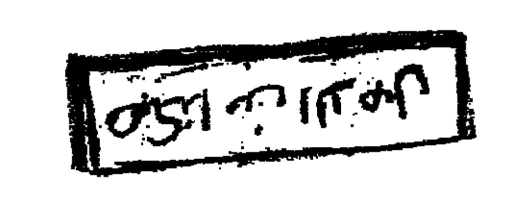




Le Monde PUBLICITE
*Président-directeur général* : Dominique Alduy
*Directeur général* : Gérard Morax
21*bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE





**FILMS** A l'occasion de sa vingt et unième édition, qui s'est tenue du 26 au 31 mai, le Festival international du film d'animation d'Annecy a présenté 270 films à plus de 100 000 amateurs et 5 000 professionnels. ● LE FESTIVAL constitue avec ses quatre catégories en compétition, son panorama de la production récente, ses multiples hommages et rétrospectives, et son marché du film, la plus importante manifestation au monde consacrée à l'animation. ● LA SILHOUETTE DE TARZAN, le héros du futur dessin animé de Disney (dont la sortie est prévue en 1999) a été dévoilée à cette occasion. ● LES HÉROS DE JEUX VIDÉO transformés en vedettes de dessins animés apparaissent de plus en plus fréquemment sur le marché. Les produits dérivés – jouets, livres, figurines publicitaires – permettent, pour les plus gros succès, de dégager d'importants bénéfices.

# L'Amérique reste maîtresse du long-métrage d'animation

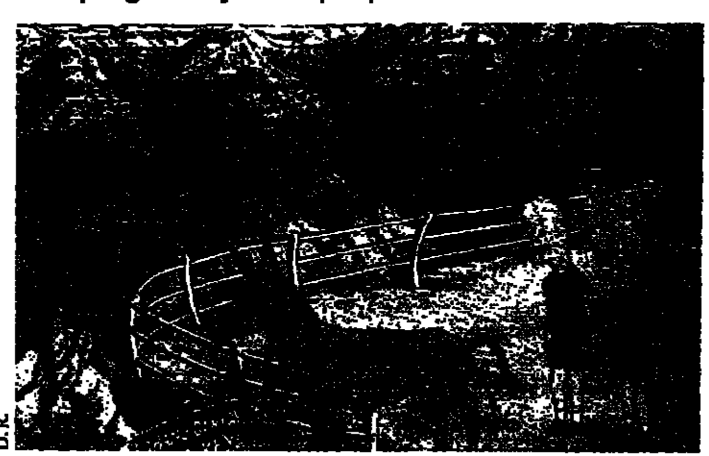
**Deux cent soixante-dix films ont été présentés au cours du vingt et unième Festival international d'animation à Annecy, du 26 au 31 mai. Les Européens ont su tirer leur épingle du jeu en proposant des formats courts, intelligents, et originaux**

ANNECY
*de notre envoyé spécial*

*« Je finirai bien par voir Bambi »* : sur cette note humoristique, mais cruelle aux zélotes des petits Mickeys, s'achève un des plus beaux textes consacrés à la cinéphilie, *Le travelling de Kapo*, de Serge Daney. Ils étaient plus de 100 000 à célébrer à Annecy le cinéma d'animation, à l'occasion de la vingt et unième édition du Festival international consacré à ce genre. L'atmosphère était fervente et un rien potache, lazzis et avions de papier volant bas au cours des projections. *« L'animation, c'est l'ancêtre du cinéma par l'étude du mouvement, et c'est aussi son avenir, puisque les nouvelles technologies emploient la technique de l'image par image »*, résumait Jean-Luc Xiberras, ancien programmateur d'une salle d'art et d'essai à Annemasse (Haute-Savoie), qui préside aux destinées du Festival depuis 1982. Quant au présent ? Pour la joie des uns et le désintérêt des autres, il demeure ce qu'il a toujours été, en dépit de la multiplicité ou de la nouveauté des techniques employées (de la bande dessinée sur cellulose à l'ordinateur 3 D, en passant par la plasticine ou la marionnette) : essentiellement dévolu au merveilleux et au fantastique, à la parodie et à l'absurde. Métaphysique par nature, l'animation n'est en vérité jamais aussi barbante que lorsqu'elle tient cette condition pour une vocation, et jamais aussi percutante que lorsqu'elle prend la mesure de cette vanité. Le premier dessin animé, signé par Emile Cohl en 1908, ne s'appelle pas *Fantasmagorie* pour rien.

### PRODUIT ET FILM D'AUTEUR

Encore faut-il distinguer, dans ce domaine plus encore que dans celui de l'image réelle, le produit et le film d'auteur. Soumises à la carence des circuits de diffusion, au quasi-monopole télévisuel et au préjugé tenace qui les destine à une éternelle jeunesse, les œuvres de création n'en ont que plus de mérite d'exister. Format privilégié du film d'auteur dans le domaine de l'animation, le court-métrage s'est ainsi illustré cette année par quelques perles rares proposées en compétition. A ce petit jeu, celui de la forme brève, de l'intelligence et de l'originalité, l'Europe artisanale des studios, soutenus depuis quelques années par une politique volontariste de la Communauté européenne, dame le pion à l'industrie américaine ou nippone.



D.R.

*Beavis and Butt-Head, les hard-rockers tarés de MTV.*

En accordant son Grand Prix à *La Vieille Dame et les pigeons*, du Français Sylvain Chomet, le jury a ainsi couronné une œuvre aussi ambitieuse sur le plan du montage financier (il s'agit d'une coproduction européenne de vingt-trois minutes d'un budget de 3 millions de francs) que sur celui de la qualité artistique. Situé dans le Paris des années 50, ce dessin animé raconte, dans une veine insolite qui évoque l'univers de Franju, l'histoire d'un gardien de la paix affamé qui se déguise en pigeon pour bénéficier des largesses qu'une vieille dame apparemment sénile prodigue aux volatiles. La palme de l'inventivité et de l'humour n'en revient pas moins incontestablement à la Grande-Bretagne, non seulement en vertu de l'excellence des studios Aardman dans le domaine de la plasticine (*A Close Shave*, dernières aventures en date de *Wallace et Gromit*, de Nick Park, et *Wat's Pig*, de Peter Lord étaient en compétition) mais tout aussi bien grâce à l'époustouflante virtuosité de *Flatword*, de Daniel Greaves, qui parvient d'un même élan à raconter une histoire très drôle (un homme, son chat obèse, et son poisson boulimique transportés dans d'autres dimensions à la poursuite d'un voleur), à jongler avec les techniques (du dessin animé à l'image réelle) et à esquisser une réflexion sur les niveaux de représentation suscités par ces dernières. Du côté des longs-métrages – au nombre de six en compétition, parmi lesquels trois européens et trois américains –, il faut en revanche reconnaître à l'Oncle Sam, du moins au vu des œuvres présentées cette année, une incontestable supériorité sur les productions européennes. L'industrie américaine – qu'il s'agisse de Disney ou de MTV – impose en l'occurrence une puissance budgétaire, un savoir-faire et un mordant auprès desquels les films européens font pâle figure. *Le Monde est un grand Chelm*, d'Albert-Hanan Kaminski (sorti en salle en 1996), *Werner-das muss kesseln*, de Michael Schaack, et *La Freccia Azzurra*, d' Enzo d'Alo, font ainsi, chacun à sa manière, le plus mauvais des paris, en démarquant le *cartoon* américain pour l'adapter à un vieux fonds culturel européen. Résultat : des monuments de frilosité et de désuétude.

D'outre-Atlantique et de MTV Animation, parvenait en revanche le dessin animé *Beavis and Butt-Head Do America* (sortie française le 2 juillet) de Mike Judge, qui met en scène deux adolescents de l'Amérique profonde. Tarés, méchants, obsédés par le sexe et le hard rock, gloussant davantage qu'ils ne parlent, le plus intéressant de l'histoire est qu'ils paraissent au final plus sympathiques que la galerie d'Américains normalisés, Bill Clinton compris, que le cinéaste esquisse autour d'eux. Dans *Joe's Apartment*, de John Payson, à peine plus charitable, des cafards animés par ordinateur se livrent, outre à la copulation, à divers pastiches chorégraphiques de comédies musicales et s'allient au héros, en chair et en os lui, pour préserver son gourbi new-yorkais d'une pourriture humaine (maffieux, politiques et promoteurs immobiliers) autrement redoutable. Enfin, mélangeant également les images réelles à l'animation de marionnettes image par image, John Selick poursuit avec *James and the Giant Peach* (sortie française le 18 juin) l'exploration inquiétante du merveilleux inaugurée avec succès par *L'étrange Noël de Mr. Jack*. Infiniment moins troublant que ce dernier, ce conte adapté d'un récit de Roald Dahl n'en possède pas moins d'impressionnantes qualités artistiques qui lui ont valu le Grand Prix du long-métrage.

### CITATION ET RECYCLAGE

Au terme de ce trop succinct panorama – comment passer sous silence la découverte d'un continent inconnu et pourtant fort actif de l'animation mondiale, la Corée, ou bien la présentation, passionnante et irrévérencieuse de la nouvelle génération d'animateurs américains indépendants ? –, on ne peut manquer d'être frappé par une caractéristique qui n'affecte sans doute pas par hasard les meilleures d'entre ces œuvres. Il s'agit de la tendance marquée à la citation et au recyclage à travers laquelle ces réalisateurs, non moins que leurs collègues du réel, trahissent à la fois une conscience aiguë et moderne de leur art et un certain épuisement de leur inspiration. De là à conclure que le cinéma d'animation a beaucoup plus de rapports avec le réel qu'on ne le prétend généralement, il n'y a qu'un pas, que tout un chacun pourra franchir du 11 au 15 juin, au cours de la reprise d'une partie des films présentés à Annecy par la bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou, à Paris.

**Jacques Mandelbaum**

## Le palmarès

● **Grand Prix du long-métrage :** *James and The Giant Peach (James et la pêche géante)*, de Henry Selick, Etats-Unis.
● **Grand Prix du court-métrage :** *La Vieille Dame et les pigeons*, de Sylvain Chomet, France-Canada.
● **Prix spécial du jury :** *The Mermaid*, d'Alexander Petrov, Russie.
● **Prix du film TV :** *Famous Fred*, de Joanna Quin, Grande-Bretagne.
● **Prix de la première œuvre :** *Onder de wassende maan (Sous la lune couchante)*, de Haus Spilliaert, Belgique.
● **Prix spécial pour l'inventivité :** *Un point c'est tout*, de Georges Le Piouffle, France.
● **Film publicitaire :** *Legend* de Pat Gavin, Grande-Bretagne, pour Martell.

## Disney dévoile son Tarzan « surfeur des arbres »

ANNECY
*de notre envoyée spéciale*

On se bouscule vendredi 30 mai à 16 h 30 aux portes du Théâtre Bonlieu. La salle est pleine à craquer pour assister à la « conférence-démonstration » de Glen Keane, l'un des magiciens de Disney présent à Annecy en tant que président du jury des courts et longs-métrages. A cette occasion, le créateur de *Pocahontas* et de *La Petite Sirène*, celui qui a supervisé l'animation d'*Oliver et Compagnie* et de *Basile détective privé*, doit lever le voile sur le personnage de Tarzan, héros d'un long-métrage actuellement en chantier et qui ne sortira pas sur les écrans avant 1999. Jean-Luc Xiberras, le directeur du Festival, prévient le public, formé en grande partie de dessinateurs professionnels : *« Les images que vous allez découvrir sont des documents de travail. Il est absolument interdit de filmer ou de prendre des photos. Si quelqu'un s'y aventure, la séance sera immédiatement interrompue. »*

*« Les Européens sont à mon avis les meilleurs animateurs du monde »*, commence par lancer Glen Keane, installé depuis deux ans à Paris, où la firme américaine a ouvert un studio d'animation. Quels sont les secrets de l'animation ? *« De la sincérité, du savoir-faire, mais avant tout, il faut qu'il y ait un concept »*, répond-il. Plus précisément ? *« Il faut croire dans le personnage qu'on anime »*, ajoute Keane, qui assure rentrer chez lui *« fourbu, le cou et les reins cassés »* après avoir dirigé une scène d'animation.

Venu sur scène avec son carton à dessin, ses crayons et ses feuilles de papier calque, l'artiste poursuit sa conférence en faisant des « gribouillis » qu'une caméra retransmet derrière lui sur grand écran. Quelques traits, et voici le visage de Pocahontas. La salle observe quasi religieusement. Celui qui a passé vingt-cinq ans chez Disney raconte comment il s'est inspiré d'une jeune Indienne rencontrée dans une réserve pour créer son héroïne. Pour Tarzan, il s'est rendu en Ouganda, dont il a rapporté quantité de croquis et de photos de gorilles. *« J'ai regardé vivre les singes, étudié leurs postures »*, explique-t-il, tout en traçant au crayon noir des silhouettes de singes : *« Je trouve l'inspiration partout. Le personnage de Tarzan que vous allez maintenant découvrir tient un peu d'une statue de la place de la Nation devant laquelle je m'arrête souvent, et aussi d'un dessinateur à la coiffure rasta qui travaille avec moi. »* Il n'a pas le temps de finir sa phrase qu'une vague d'applaudissements secoue la salle. « Il » est enfin apparu, et en mouvement. A peine dix petites secondes d'images, certaines en noir et blanc, d'autres en couleurs, mais on a eu le temps de jauger la silhouette de l'homme de la jungle : regard farouche, profil de top model latino-américain, silhouette de *beach boy* californien. *« J'ai imaginé Tarzan comme un surfeur des arbres »*, version XXI[e] siècle.

**Sylvie Kerviel**

MINISTÈRE DE LA CULTURE • VILLE DE CAEN • CONSEIL RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE

Les Arts Florissants
WILLIAM CHRISTIE

JUIN 1997

Wolfgang Amadeus MOZART (1756 - 1791)
LES NOCES DE FIGARO (1786)
Dramma Giocoso en quatres actes sur un livret de Lorenzo Da Ponte

Anne HOWELLS - Eirian JAMES - Valérie LECOQ - Rosa MANNION - Lilian WATSON
Gilles CACHEMAILLE - Stafford DEAN - Michel FOCKENOY
Jean-Paul FOUCHÉCOURT - Charles OSSOLA - William SHIMELL

Une production du Grand Théâtre de Bordeaux présentée par le Théâtre des Champs-Élysées
France Musique partenaire

Direction Musicale : William CHRISTIE
Mise en scène : Robert CARSEN
Décors : Charles EDWARDS
Costumes : Gabrielle BURRELL & Charles EDWARDS
Lumières : Dominique BRUGUIÈRE

Théâtre des Champs-Élysées
les 5, 7, 9, 11, 13 et 16 à 19 h 30

PECHINEY parraine Les Arts Florissants depuis 1990.

## Des productions financées majoritairement par l'étranger

ANNECY
*de notre envoyée spéciale*

*« Toutes les discussions tournent autour du même sujet : où trouver de l'argent ? »* : les participants au Festival d'Annecy, pris entre un marché en plein développement et des coûts de fabrication très élevés (3,7 millions de francs de l'heure), sont à la recherche permanente de financements pour leur projets.

En 1996, selon le Centre national de la cinématographie (CNC), les 133 millions de francs de subventions ont assuré 12 % du financement de ce secteur. Le reste provient des diffuseurs (23 %), des producteurs (17 %), et de quelques organismes financiers (1,8 %). Mais la plus grosse part (41 %) provient de l'étranger, qui a investi 443 millions de francs.

Les financements européens arrivent en tête, notamment allemands et italiens. *« Nous recherchons des partenariats dans lesquels sont associées les questions financières et les idées de scénarios »*, explique Pierre Bertrand-Jaume, directeur au pôle filiales de Canal Plus et notamment chargé d'Ellipse, qui devrait produire un *Corto Maltese* avec la RAI. Les histoires doivent intéresser les téléspectateurs des différents pays et les tâches de réalisation doivent être partagées entre les studios.

Les traités sur la coproduction audiovisuelle entre la France et le Canada d'une part et la France et l'Australie d'autre part permettent d'associer ces deux pays aux productions françaises. C'est d'ailleurs en Australie que France Animation, filiale de France Télécom, est allée chercher l'idée et une partie du financement de *Lil Elvis* (26 épisodes de vingt-six minutes), dont Canal J et France 2, qui le diffuseront en 1998, attendent un grand succès. L'allemand Ravensburger a aussi participé au financement de cette série.

### LE PACTOLE DU « LICENSING »

Philippe Mounier, président de PMMP, se vante de réaliser seulement 14 % de son chiffre d'affaires en France. *« On fait tout pour être le plus international possible. Mon point de départ n'est jamais une production pour les chaînes françaises »*, affirme M. Mounier, dont le *Transylvania Pet Shop* a fait partie des programmes d'été de la chaîne américaine ITV. Il travaille avec les Britanniques, les Espagnols et les Allemands et même avec les Japonais et les Coréens.

Mais, comme les autres, il ne se frotte guère aux Américains, soupçonnés d'exiger un important droit de regard sur la réalisation des œuvres et de n'être intéressés par les opérations de coproduction que dans la mesure où elles leur permettent d'accéder aux subventions du CNC. A ce grief s'en ajoute un autre : les Français accusent les majors américaines de venir à Annecy pour débaucher les talentueux dessinateurs et réalisateurs, formés au CFT des Gobelins à Paris, auxquels ils promettent de faramineuses rémunérations.

L'internationalisation du marché du film d'animation favorise, par ailleurs, l'irruption des fabricants de jeux vidéo, qui ont déjà rentabilisé des investissements lourds, et sont prêts à transformer leurs petits personnages en héros de dessins animés. D'autant que les progrès techniques récents ont permis une amélioration de la qualité des images. Ubisoft, qui réalise 320 millions de francs de chiffre d'affaires dans la production, l'édition et la diffusion de logiciels de loisirs, est une des entreprises qui s'y essaient. Rayman, personnage de jeux, ou la famille Chabada, qui vit dans une fusée, pour un CD-ROM devraient être diffusés aux Etats-Unis avant de l'être en France.

Cela n'empêche pas tout le monde de rêver au pactole du *« licensing »*, c'est-à-dire de la déclinaison en jouets, livres, vêtements et produits alimentaires, des personnages des dessins animés. Ces stratégies sont longues et difficiles à mettre en place, mais elles peuvent rapporter beaucoup d'argent : les droits dérivés de Babar ont permis de financer 53 % du coût de la série et ceux de Tintin l'ont remboursé à 83 %. Mais rares sont les héros si généreux.

**Françoise Chirot**

# Les cantates de Bach, ancêtres du « Mahagonny » de Brecht et Weill

## Le metteur en scène Peter Sellars souligne cette lointaine parenté à Bobigny

**Composé en mai 1927, le *Mahagony Songspiel* est une œuvre qui expérimente le langage musical et théâtral qui sera à la base du succès durable remporté par les ouvrages écrits en collaboration par le dramaturge Bertolt Brecht et le compositeur Kurt Weill. Quelques-uns des éléments qu'ils mettent en œuvre se trouvaient déjà exploités deux siècles plus tôt par Johann Sebastian Bach dans ses cantates.**

**MAHAGONNY SONGSPIEL de Kurt Weill et Bertolt Brecht, DIALOGUE BETWEEN FEAR AND HOPE AFTER DEATH, d'après Johann Sebastian Bach. Solistes vocaux, Emmanuel Music of Boston, Craig Smith (direction), Peter Sellars (mise en scène), James F. Ingalls (lumières). MC 93, Bobigny, 1, boulevard Lénine. Mº Bobigny-Pablo-Picasso. Prochain spectacle : les 3, 4, 6 et 7 juin, à 20 h 30. 170 F. Tél. : 01-41-60-72-72.**

Il y a deux *Mahagonny* de Kurt Weill (1900-1950), le « grand », *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*, écrit et révisé entre 1927 et 1931, et le *Mahagonny Songspiel*, surnommé *« le petit Mahagonny »*, écrit en mai 1927, quelques semaines après la rencontre du compositeur avec Bertolt Brecht. Les deux œuvres entretiennent un rapport évident, le *« petit »* se constituant volontiers comme un terrain d'essai pour l'opéra en trois actes alors déjà en cours de composition.

Mahagonny est une ville imaginaire, un leurre : le sexe, l'argent et l'alcool sont les éléments-clés de son ascension puis de sa chute. Le programme de la création indiquait : il s'agit d'une *« courte pièce épique tirant toutes les conséquences de la décadence inexorable des couches existantes de la société »*. Deux voix féminines, un quatuor masculin, dix instruments dominés par les vents, les percussions. Ving-cinq minutes de musique nette, tranchante, cruelle et douce.

Cruelle et douce, la musique des cantates de Bach l'est aussi. Elles aussi, à travers le texte des Ecritures ou leur paraphrase, sont des *« courtes pièces épiques tirant toute les conséquences de la décadence inexorable des couches existantes de la société. »* Elles établissent une morale pratique, présentée par des figures symboliques fortes, presque caricaturales, où les petits et les puissants, les cupides, les vaniteux sont exemplairement décrits et traités musicalement. Le choral simplement harmonisé qui achève d'ordinaire chacune de ces cantates rassemble les divergences en un même message communautaire. Chez Weill, au lieu d'une mélodie chorale, c'est... *L'Internationale* qu'on entend à la fin de *Mahagonny Songspiel*, ce qui ne manquait pas de sel, ce dimanche 1er juin, à Bobigny, à quelques heures d'un scrutin électoral promis à la gauche...

D'où l'idée de Peter Sellars et de Craig Smith – qui dirige des cantates de Bach chaque dimanche à Boston depuis vingt-cinq ans – d'associer ces deux figures de morale musicale en un même spectacle. La tâche est d'autant plus aisée que Kurt Weill fait une référence directe à Bach, par l'utilisation de figures baroques imposées (canon, fugue, choral, récitatif, etc.). En seconde partie du *Petit Mahagonny*, un *pasticcio* de cantates a été conçu, c'est-à-dire une couture d'extraits divers appliquée au corps central de la *Cantate BWV 60*. Musicalement, les choix sont parfaits (notamment l'extraordinaire adagio *« Die Seele ruht »*, de la *Cantate BWV 127*, ou celui de la *Cantate BWV 33*, transposé pour baryton) et ce en dépit de la réinstrumentation opérée (un saxophone incarne la ligne sinueuse des violons dans l'air de la *BWV 33*, un vibraphone remplace les deux flûtes à bec du *BWV 127*).

Sellars accomplit là l'une de ses plus belles réussites. Un décor réduit à presque rien : un grand plateau vide ; une route venant de nulle part, n'allant nulle part ; un ring de boxe, bleu ; une table, trois chaises. Des éclairages au cordeau. Et des chanteurs-acteurs intenses, justes, concentrés, exemplairement dirigés. Sellars les connait depuis toujours, mais il n'y a ni habitude ni routine stylistique décelable dans ce jeu simple, dépouillé, qui laisse parler la musique et jamais n'encombre l'imaginaire du spectateur.

### L'évidence des sentiments

***« Ce qui nous émeut au théâtre est identique à ce qui nous saisit dans tous les arts : l'expérience intensifiée, l'expression épurée d'un sentiment, l'humanité. L'effet dramatique est toujours immédiat lorsque c'est une conviction énergétique qui exprime sous une forme évidente ce que nous ressentons tous – que ce soit dans les récitatifs de la* Passion selon saint Matthieu, *l'air (...) de Florestan ou dans le duo final de Carmen et José. »* Kurt Weill (1925), cité par la revue Contrechamps nº 4, 1985.**

#### UNE LECTURE RADICALE

Dans la seconde partie du spectacle, on ne s'étonne nullement de voir Sanford Sylvan, qui évoque les « pas chancelants » du pécheur, se tapir sous la table, ou Mary Westbrook-Geba (très émouvant mezzo) à l'heure d'un *« Liebt, Ihr Christen »* (« Aimez, vous chrétiens ») servir de l'eau dans des gobelets de plastique. Et quelle belle simplicité que celle de Lorraine Hunt, venant lentement du fond de scène, déplorant le repos de l'âme meurtrie dans un air beaucoup trop haut pour elle mais incarné de manière bouleversante. C'est tout l'art de Sellars de proposer une lecture radicale qui jamais ne se superpose à la musique, à son sens, à son émotion. Et quel geste élégant envers l'une des musiques les plus méconnues qui soient : les cantates de Johann Sebastian Bach, cousines oubliées des opéras de Kurt Weill...

***Renaud Machart***

# La nouvelle génération du théâtre renoue avec le répertoire

## Bilan des Huitièmes Rencontres de Dijon

**LE 31 MAI**, les Huitièmes Rencontres internationales de théâtre de Dijon se sont refermées sur un marathon : entre 15 heures et minuit, il était possible de voir quatre spectacles. Dans le car qui menait les valeureux d'une salle à l'autre, on trouvait de nombreux professionnels venus découvrir les jeunes metteurs en scène qui donnent sa raison d'être à En Mai : quinze jours de créations, encadrées par quelques accueils et des rencontres, où se croisent auteurs, comédiens et metteurs en scène. La fin de saison est propice à ces échanges. On peut à la fois tirer un bilan, engager des projets, discuter des tendances. En ce sens, En Mai joue le rôle de point d'orgue de la saison théâtrale. C'est un festival nécessaire, une respiration avant Avignon.

En huit ans, une histoire s'est forgée à Dijon. « *Les jeunes* » des premières années encadrent aujourd'hui les nouveaux venus. Le metteur en scène Dominique Pitoiset en est le meilleur exemple. En 1990, il était invité au festival avec *Le Misanthrope*, de Molière – spectacle qui a lancé sa carrière. Depuis 1996, il est directeur du Théâtre national de Dijon, et d'En Mai. Qu'il appartienne aujourd'hui à la catégorie des « *moins jeunes* » le fait sourire. Il a trente-neuf ans. Son esprit raisonné convient à sa charge. Il ne cherche pas à donner une unité de style au festival, mais plutôt à témoigner des courants qui traversent les scènes d'aujourd'hui. 1997 marque un tournant intéressant : le retour au répertoire. Alors que – trop souvent pour des raisons d'économies et parfois pour céder à ce qu'il faut bien appeler une mode – les théâtres se réfugient dans l'adaptation de textes non dramatiques, quatre des six metteurs en scène invités ont choisi des pièces. A côté d'un monument – *La vie est un songe*, de Calderon de la Barca mis en scène par Laurent Gutman –, d'une étrangeté de Stanislas Witkiewicz – *Dans le petit manoir*, abasourdi par l'absurdité de la mise en scène de Nicolas Rossier –, En Mai a offert *Liliom*, de Ferenc Molnar, et *Sladek, soldat de l'armée noire*, d'Odon von Horvath.

#### UNE ADAPTATION DE BABEL

Ces deux spectacles se répondent. Ils prennent à bras le corps des histoires d'individus – Liliom et Sladek – dont la vie tourne à vide, comme un manège déserté. *Liliom* date de 1909, *Sladek* de 1928. Le désarroi qui les traverse a l'âge du siècle. C'est celui d'un monde privé de centre de gravité. Liliom, le bateleur amoureux, en vient à tuer sans raison, Sladek, l'étudiant entretenu se fait soldat pour avoir le sentiment d'exister. Deux trajets pathétiques, deux pièces d'une force stupéfiante. Jacques Osinski (qui a monté *Sladek*) et Stéphanie Chévara (qui a monté *Liliom*) ne se sont évidemment pas concertés. Pourtant, leurs mises en scène dégagent le même sentiment de violence. Ils sont francs, directs et généreux dans leur désir de parler du monde.

Avec *Babel, Cavalerie rouge et autres récits*, Anton Kouznetsov témoigne, lui aussi. Comme ses « *collègues* » metteurs en scène, il a trente ans et se préoccupe moins de l'esthétisme que de la parole. Son adaptation de textes d'Isaac Babel doit beaucoup au théâtre de Lev Dodine, dont il fut l'élève. Elle vaut surtout par des informations sur la fin de l'écrivain fournies par des extraits des archives du KGB – récemment publiées – qu'Anton Kouznetsov intègre à son spectacle.

C'est au Suisse Christoph Marthaler qu'est revenu de mettre le point final d'En Mai, avec *Le Voyage de Lina Bögli*. Un spectacle tissé d'ironie, de finesse, d'humour et de tristesse. Christoph Marthaler s'est inspiré des récits d'une compatriote, Lina Bögli, qui à la fin du siècle dernier décida, peut-être par dépit amoureux, de partir dix ans à travers le monde. Elle le fit, sans rien voir ni comprendre. Ce fut un fabuleux voyage immobile. Un rêve pour le théâtre.

***Brigitte Salino***

# Trois annonciations du Greco exposées à Madrid

**MUSÉE THYSSEN-BORNEMISZA, paseo del Prado, 8, Madrid. Jusqu'au 29 juin. Et jusqu'au 14 septembre, l'exposition « Les années Berlin », qu'on a déjà pu voir à Venise.**

**MADRID**
*de notre envoyée spéciale*

Le Musée Thyssen-Bornemisza de Madrid présente une exposition consacrée à l'Annonciation du Greco, qui a déjà été montrée en avril à Bilbao. A côté de la grande *Annonciation*, habituellement conservée au Musée du Prado, deux toiles beaucoup plus petites mais pratiquement identiques, l'une appartenant à la collection Thyssen, l'autre au Musée des beaux-arts de Bilbao. Ce sont des œuvres de maturité qui reprennent un thème (l'annonciation à la Vierge) que le maître de Tolède a abordé maintes fois au cours de sa vie et qu'il utilise ici pour une commande d'entre 1596 et 1600 : le retable du collège Dona María de Aragón, de Madrid, édifice détruit depuis.

Il est probable que les deux toiles en réduction soient des ébauches de l'œuvre principale, mais ce sont peut-être aussi des reproductions effectuées après coup : toute sa vie, le peintre a exécuté des copies de ses œuvres pour en garder la mémoire. Elles lui servaient ensuite à d'autres compositions. Mais elles datent forcément de la même période.

Les trois toiles montrent la Vierge en pied, tournant le dos au pupitre, la main droite levée dans un geste typique du Greco, le visage doux, plus surprise qu'inquiète face à l'archange Gabriel qui l'observe, tendrement impassible, les ailes largement déployées. Entre eux, le buisson ardent. Au sol, un panier de linge d'où sortent des étoffes rouge et blanche. Au-dessus, tombant en grappes, des chérubins dominés par la colombe de l'Esprit Saint qui sert de lien entre le Ciel et la Terre. Le haut du tableau est occupé par des anges musiciens. Les couleurs inspirées des maîtres vénitiens, grenat, bleu, vert, s'imposent sur des symphonies grises de nuages qui flottent dans l'espace.

#### EFFET SURNATUREL

S'il serait absurde et stupide de jouer à une sorte de « jeu des sept erreurs » pour repérer les différences entre les trois tableaux – un pied de plus ici, un ange de moins là –, les variations chromatiques, parallèlement à l'atténuation de certains effets de perspective, produisent dans la grande toile du Prado (315 cm × 174,5 cm) un effet surnaturel éblouissant. Toute l'attention se concentre sur le côté gauche du tableau, sur la robe et le visage de la Vierge, sur le livre ouvert derrière elle, radieusement illuminés par la splendeur qui émane de l'Esprit Saint.

Deux autres tableaux, prêtés par la Galleria d'Arte Antica du palais Barberini de Rome complètent cette exposition : ce sont des répliques d'œuvres de plus grande taille qui faisaient partie du retable du Collège de Dona María d'Aragón, tout comme la grande *Annonciation* : l'un représente le *Baptême du Christ*, l'autre l'*Adoration des Bergers*. On pense que la partie supérieure comprenait, autour du *Calvaire*, d'un côté la *Résurrection*, et de l'autre la *Pentecôte*.

***Martine Silber***

saison musicale 97/98
01 44 84 44 72

# Le piège à images et à pensées de Patrick Corillon

## « De ma chambre à la lune », une œuvre qui associe installation et écriture

**CREDAC, 93 avenue Georges-Gosnat, 94200 Ivry. Tél. : 01-49-60-25-06. Du mardi au samedi de 14 heures à 19 heures, le dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juin.**

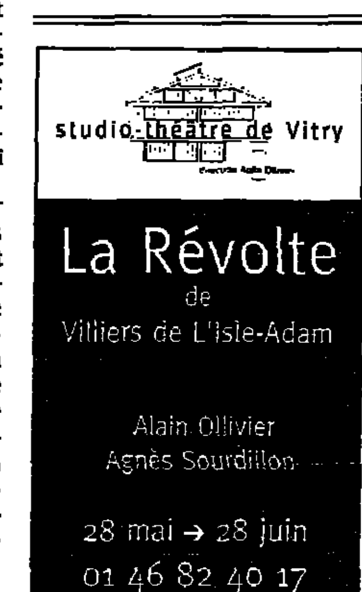
Une description détaillée est nécessaire. Au centre d'une grande salle obscure – une ancienne salle de cinéma en sous-sol– sont disposées huit constructions en bois. Chacune représente un élément d'une chambre à coucher : commode, placard, radiateur, armoire, porte. Elle est exécutée parfaitement, un vrai travail de menuisier professionnel, angles droits, lignes droites, pas une erreur de géométrie, pas une salissure. Elle contient un ou plusieurs tubes de néon dont la lumière ne passe qu'à travers de fins découpages horizontaux. On dirait le jour derrière des volets, mais un jour trop éclatant, trop clair. Les huit pièces sont disposées en ovale autour de ce qui ressemble à une table, mais se veut l'évocation lointaine d'un lit. A preuve le tissu qui recouvre le plateau, corné à la manière d'un drap. Aux quatre angles sont accrochées quatre feuilles qui portent imprimés des textes. On les lit, avec peine, à la lueur d'une ampoule suspendue. Ils racontent les émotions, les douleurs, la tristesse d'un blessé de guerre enfermé dans un hôpital, ses caprices, ceux des infirmières, ses rêves.

L'ensemble s'intitule *De ma chambre à la lune*. Il a été conçu par un artiste de trente-huit ans, Patrick Corillon, et sa présentation s'accompagne de l'édition d'un livre où se retrouvent les quatre pages posées sur le lit et d'autres chapitres, épisodes d'une vie qui se serait déroulée au début du siècle. Le blessé y tombe amoureux d'une pianiste virtuose qui refuse de jouer en public parce que le silence n'est jamais assez profond et complet dans les salles de concert.

Que faut-il en déduire ? Que voici quelqu'un qui associe installation et écriture – qui met en scène ses écrits. Il ne se définit pour autant ni comme romancier – ce ne serait pourtant pas illégitime – ni comme metteur en scène. Il ne serait pas moins absurde d'avancer le mot « sculpteur » puisque les objets dont il se sert sont délibérément dépourvus de toute qualité plastique particulière. Ils pourraient avoir été achetés auprès de n'importe quel fabricant de meubles en kit et légèrement modifiés pour l'occasion. Pour autant, Corillon a besoin de ces volumes, de leur régularité, de leur pauvreté d'objets industriels. Il n'est pas davantage peintre, quoiqu'il joue de la lumière, du clair-obscur, de la pénombre et des lignes de néon qui suggèrent un au-delà. Ni écrivain, donc, ni sculpteur, ni peintre, ni metteur en scène, il emprunte à ses pratiques et les réunit afin d'obtenir ce qu'il veut, un dispositif allégorique.

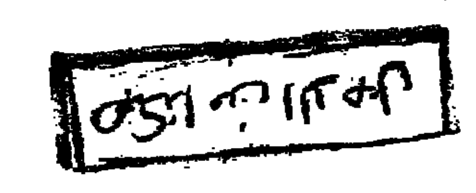
Il vaudrait mieux s'y habituer : ces séparations ont de moins en moins cours dans ce qui se nomme « art contemporain ». On y rencontre des vidéastes qui font aussi du dessin et des photographes qui manipulent des choses, à moins qu'ils ne soient à l'inverse des récupérateurs et manipulateurs de choses qui font aussi des photos. Serait-ce, ressuscité, le vieux projet d'un art total ? C 'est plutôt, et tout simplement, la volonté de ne se priver d'aucun instrument, d'aucun moyen, et de tirer de leur conjonction, de temps en temps, des effets nouveaux ou plus appuyés. *De ma chambre à la lune* relève de cette stratégie de la synthèse. On peut y voir des allusions historiques, des souvenirs d'enfance, la reconstitution ironique du quotidien, des réminiscences littéraires et cinématographiques, un symbole de la mort ou un symbole de la résurrection. On peut encore penser, par affinités et comparaisons, à d'autres artistes actuels, non moins « multimédias », comme il faut dire, par exemple à Valérie Favre. L'essentiel est que le piège à images et pensées fonctionne. Or, ici, il fonctionne. Cela suffit.

***Philippe Dagen***




CONCERTS
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Orchestre des Champs-Élysées
Philippe Herreweghe, direction,
Andreas Staier, pianoforte
MOZART :
Concerto pour piano nº 24
Symphonie nº 40
mardi 10 juin, 20 h 30
places 60 à 290 F
Location : 01-49-52-50-50



# Les dix ans du Festival « C'est dans l'air »

## Six jours pour découvrir la chanson qui monte



L'ÉCOLE des ateliers chanson de Paris (ACP) présente annuellement un spectacle de fin d'études et invite quelques célébrités : celui de 1997 est mis en scène par Xavier Lacouture. D'année en année, l'allure d'une promotion de candidats-chanteurs est toujours un moyen de s'interroger sur le bien-fondé des écoles en matière d'art populaire. Plus intéressante est la ligne de pensée, sorte de lien familial à la tradition tragico-légère de la chanson française, sans ringardise, dont les ACP ne se sont jamais départis : pour le dixième anniversaire de ce festival joyeusement « français de qualité », les jeunes espoirs (dont beaucoup de femmes drôles et complices : Les Elles, Castafiore Bazooka, Les Femmouzes T) devront côtoyer les vieux poètes de la malice (Claude Vinci, Pierre Louki). Les rockers de la relève (Les Têtes raides) devront observer la vitalité des aficionados de la première heure : Romain Didier, qui fit l'ouverture de « C'est dans l'air » et poursuit depuis une carrière forte et tranquille, ou Juliette. Ces « Six jours de la chanson qui monte » sont tout un monde.

**Trianon, 80, boulevard de Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 20 heures, du 3 au 8 juin ; 17 heures, dimanche. Tél. : 01-43-03-37-84. 80 F et 100 F.**

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Michel Dalberto (piano)**
**Julian Rachlin (violon)**
**Truls Mork (violoncelle)**
Un pianiste chef d'orchestre, un violoniste virtuose et un peu tsigane, un violoncelliste impeccable styliste se réunissent pour des trios de Brahms qui ont toutes les chances d'être historiques.
Brahms : *Trios pour piano, violon et violoncelle op. 8, 87 et 101.*
*Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1er. Mo Louvre, Palais-Royal. 20 heures, le 4 juin ; 12 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-40-20-52-29. De 60 F à 130 F.*

**Sandrine Piau**
**Véronique Gens (sopranos)**
**Bruno Cocset (violoncelle)**
**Christophe Rousset (clavecin)**
Eh bien, non ! Sandrine Piau et Véronique Gens ne chanteront pas *« Ah ! que j'aime les militaires ! »*. Elles interpréteront Haendel et Steffani à l'Ecole militaire, qui, depuis trois ans, propose d'ingénieux programmes centrés sur l'inspiration militaire dans la musique, la vraie... pas celle des militaires.
*Ecole militaire (chapelle Saint-Louis), 13, place Joffre, Paris 7e. Mo Ecole-Militaire. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 01-44-42-48-38. 100 F.*

**Paul Bley**
**George Mraz**
**Al Foster**
On n'entendra guère le pianiste Paul Bley lors des festivals d'été de jazz, alors qu'une place sera réservée à nombre de petits princes besogneux. Les Parisiens sont donc vernis. Ses compagnons de trio seront le batteur Al Foster, dont Pascale Barithel et Christian Gauffre soulignent à raison dans le *Dictionnaire du jazz* (Robert Laffont) le « drive » rigoureux, et George Mraz, maître contrebassiste. Un trio de rêve.
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Baaba Maal**
Baaba Maal, le pilier du plus jeune trio gagnant sénégalais (N'Dour, Lô, Maal) a fait une pause après avoir électrifié ses traditions musicales. On lui a pardonné, tant la voix, le délire, l'intelligence de ce Dakarois sont remarquables. Un nouveau disque est attendu pour octobre.
*Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9e. Mo Trinité. 20 h 30, les 3 et 4 juin. Tél. : 01-49-95-99-99. Location Fnac. 130 F.*

# THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

### NOUVEAUTÉS

**Brossard et moi**
de Pierre Dumayet, avec Marc Betton.
*Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon, RER Luxembourg. Le jeudi 5, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. Entrée libre, sur réservation.*

**Et ce fut**
mise en scène de Marcial Di Fonzo Bo et Pierre Maillet, avec Céline Chéenne, Paola Comis, Marcial Di Fonzo Bo, Laurent Javaloyes, David Jeanne-Comello, Mélanie Leray, Frédérique Loliée, Pierre Maillet, Philippe Marteau, Valérie Schwarcz, Pascal Tokatlian et Elise Vigier.
*Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Les mardi 3 et vendredi 6, à 20 h 30 ; les mercredi 4 et samedi 7, à 15 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 1 heure. 30 F* et 50 F.*

**Gertrude morte cet après-midi**
de Monick Lepeu, d'après Gertrude Stein, mise en scène de Rachel Salik, avec Monick Lepeu et Elisabeth Fernaud.
*Théâtre du Marais, 37, rue Volta, Paris 3e. Mo Arts-et-Métiers. A partir du 3 juin. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-45-41-57-88. 80 F* et 100 F. Jusqu'au 30 août.*

**Gotcha**
de Barrie Keeffe, mise en scène de Jean-Christian Grinevald, avec Laure Guillem, Erwan Daouphars, Phil Deguil et Jean-Christian Grinevald.
*Théâtre de la Main-d'or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 11e. Mo Ledru-Rollin. A partir du 6 juin. Les vendredi et samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-48-05-67-89. Durée : 1 h 20. 80 F* et 140 F. Jusqu'au 30 août.*

**L'Inventeur de l'amour**
de Ghérasim Luca, mise en scène de Franck Dacquin, avec Radu Duda.
*Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 157, rue rue Saint-Martin, Paris 3e. Mo Rambuteau. Du mardi 3 au samedi 7, à 21 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. Durée : 1 h 15. 80 F* et 120 F.*

**Mille sabords**
de Gilberte Tsai, mise en scène de l'auteur, avec Shi Kelong, Jean- François Lapalus et Laurent Ziserman.
*Théâtre, place Jacques-Brel, 78 Sartrouville. Le mercredi 4, à 15 heures ; le samedi 7, à 21 heures. Tél. : 01-30-86-77-77. 42 F* et 60 F.*

**Noces de sang**
de Federico García Lorca, mise en scène de Margarita Mladenova et Yvan Dobtchev, avec Quentin Baillot, Yannis Baraban, May Bouhada, Mathieu Busson, Julie Denisse, Abdelati Lambarki, Jean-Marc Layer, Odja Llorca, Manuel Mazaudier, Juliette Maugard, Nine de Montal, Sylvie Raboutet, Nicolas Taïeb, Anna Tantcheva, Marie Thomas et Pascal Vuillemot.
*Centre de formation professionnelle des techniciens du spectacle, 92, avenue Gallieni, 93 Bagnolet. Du lundi 9 au vendredi 13, à 19 h 30. Tél. : 01-53-24-90-16. Durée : 1 h 45. Entrée libre, sur réservation.*

**Les Oranges**
d'Aziz Chouaki, mise en scène de l'auteur, avec Magid Bouali, Rabah Loucif et Gabriel Garran.
*Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Du lundi 9 au mercredi 11, à 20 h 30. Tél. : 01-40-03-93-95. Durée : 1 h 50. 70 F.*

**Les Petites Fuites**
mise en scène d'Emmanuel Audibert, avec Aurélia Labaye, Adélaïde Ronchi, Julien Asselin et Barthélemy Coutet.
*Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. Les jeudi 5 et vendredi 6, à 20 h 30. Tél. : 01-45-86-55-83. Durée : 1 h 15. 180 F.*

**Salons littéraires**
avec Jean-Baptiste Malartre.
*Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Louvre. Le lundi 9 et 16, à 18 h 30. Tél. : 01-44-58-98-58. Durée : 1 heure. 45 F* et 55 F.*

### SÉLECTION

**Les Chantiers de Théâtre ouvert**
d'après Stephan Honegger et Laurent Gaudé, avec Jean-Louis Jacopin et les comédiens de l'Afdas (Assurance formation des activités spectacle).
*Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véron, Paris 18e. Mo Blanche. Le mercredi 4, à 15 heures ; le samedi 7, à 16 heures. Tél. : 01-42-62-59-49. Durée : 1 h 30. Entrée libre, sur réservation.*

**Dommage qu'elle soit une putain**
de John Ford, mise en scène de Jérôme Savary, avec Barbara Schulz, Bernard Ballet, Manuel Blanc, Stéphane Bierry, Jean-François Delacour, Guy Grosso, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Jorris, Antonin Maurel, Martine Mongermont, Nina, Guy Perrot, Benjamin Rataud, Steve Suissa, Maria Verdi, Isabelle Gomez, des danseuses et des chanteurs.
*Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Mo Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 15 heures. Relâche le 8 juin. Tél. : 01-47-27-81-15. Durée : 2 h 10. 120 F* et 160 F. Jusqu'au 20 juin.*

**L'Echange (seconde version)**
de Paul Claudel, mise en scène de Jean Dautremay, avec Claire Vernet, Muriel Mayette, Eric Ruf et Bruno Raffaelli.
*Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le vendredi 6, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 45. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 17 juillet en alternance.*

**En caravane**
d'Elizabeth von Arnim, mise en scène de Laurent Pelly, avec Hervé Briaux, Christine Brücher et Jean-Benoît Terral.
*Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Les mardi, jeudi, vendredi, à 21 heures ; les mercredi et samedi, à 19 h 30. Tél. : 01-42-02-02-68. Durée : 1 h 30. De 65 F* à 135 F. Jusqu'au 20 juin.*

**Fantaisies et bagatelles**
de Pierre Blaise, mise en scène de l'auteur, avec Fabrice Farchi, Gilles Ostrowsky, en alternance Marie-Cécile Dussert et Nicolas Quillard.
*Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Les mardi et vendredi, à 19 heures ; les mercredi et samedi, à 14 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 0 h 50. 30 F* et 50 F. Dernières.*

**Jacques ou la Soumission**
d'Eugène Ionesco, mise en scène de Simon Eine, avec Bérangère Dautun, François Beaulieu, Gérard Giroudon, Yves Gasc, Véronique Vella, Alberte Aveline, Michel Robin, Eric Génovèse et Florence Viala.
*Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Louvre. Du mercredi au dimanche, à 18 h 30. Tél. : 01-44-58-98-58. Durée : 1 heure. De 45 F* à 80 F. Jusqu'au 30 juin.*

**Les Jumeaux vénitiens**
de Carlo Goldoni, mise en scène de Gildas Bourdet, avec Sophie Bouilloux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Goethals, Bruno Choel, Richard Guedj, Franck Jazède, Jean-Michel Molé, Alice Paplerski, Yves Pignot, Michel Scotto Di Carlo et Philippe Uchan.
*Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17e. Mo Rome. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-43-87-23-23. Durée : 2 h 30. De 70 F à 200 F. Jusqu'au 30 août.*

**Malenka**
d'Oscar Castro, mise en scène de l'auteur, avec Mathieu Cablac, Andre Castro, Oscar Castro, Sebastian Castro, Isabel Courtois, Christine Huet, Mehdi Kerouani, Sylvie Miqueu, Sébastien Naud et Anita Vallejo.
*Espace Aleph, 30, rue Christophe-Colomb, 94 Ivry-sur-Seine. Les vendredi et samedi, à 20 h 30. Tél. : 06-08-58-80-29. Durée : 1 h 20. 90 F* et 110 F. Jusqu'au 28 juin.*

**Mangeront-ils ?**
de Victor Hugo, mise en scène de Laurent Rogero, avec Rodolphe Congé, Gérard Laurent, Sonia Millot, Vincent Nadal, Sandrine Quarl, Laurent Rogero, Marie-Pierre Simard et Karine Crocquenoy (violoniste).
*Théâtre de la Commune-Pandora, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le mercredi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. Durée : 1 h 20. De 70 F* à 130 F. Dernières.*

**Le Passe-Muraille**
d'après Marcel Aymé, mise en scène d'Alain Sachs, avec Francis Perrin, Ginette Garcin, Isabelle Georges, Dozier, Jean-Claude Calon, Isabelle Ferron, Philippe Rondest, Edouard Pretet, Bernard Valdeneige, Michel Verschaeve et Patrice Peyrieras, Philippe Fauconnier et Bernard Duplaix (musiciens).
*Bouffes-Parisiens, 4, rue Monsigny, Paris 2e. Mo Quatre-Septembre. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-96-60-24. Durée : 2 heures. De 70 F à 270 F. Jusqu'au 30 juin.*

**Les Reines**
de Normand Chaurette, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Christine Fersen, Catherine Hiegel, Martine Chevallier, Emmanuelle Meyssignac, Cécile Garcia-Fogel et Océane Mozas.
*Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6e. Mo Saint-Sulpice ou Sèvres-Babylone. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. Durée : 1 h 45. De 65 F* à 160 F. Jusqu'au 15 juin.*

**La Révolte**
de Villiers de L'Isle-Adam, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Agnès Sourdillon et Alain Ollivier.
*Studio-Théâtre, 18, avenue de l'Insurrection, 94 Vitry. Du lundi au samedi, à 20 h 45. Tél. : 01-46-82-40-17. Durée : 1 h 20. 70 F et 120 F. Jusqu'au 28 juin.*

**Le Siège de Leningrad (Histoire sans fin)**
de José Sanchis Sinisterra, mise en scène de Dominique Poulange, avec Judith Magre et Emmanuelle Riva.
*Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures ; le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 45. De 110 F* à 160 F. Jusqu'au 22 juin.*

**La Tragédie du roi Christophe**
d'Aimé Césaire, mise en scène de Jacques Nichet, avec Emile Abossolo-M'Bo, Kangni Alemdjrodo, Bilau Yaya Georges, Alan Boone, Jules-Emmanuel Eyoum-Deido, Moïse Gabelus, Guy Stanislas Matingou, Denis Mpunga, Yanecko Romba, William Nadylam-Yotnda, Xavier Thiam...
*Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 2 heures. De 110 F* à 160 F. Jusqu'au 22 juin.*

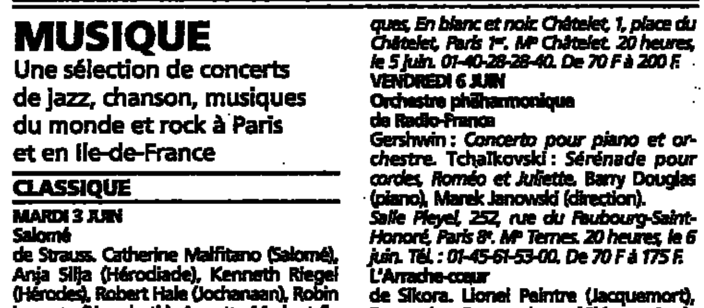
**Les Très Riches Heures**
de Jean Rouaud, mise en scène de Joëlle Chambon, avec Tania Da Costa et Philippe Goudard.
*Théâtre 13, 24, rue Daviel, Paris 13e. Mo Glacière. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-45-88-16-30. Durée : 1 h 20. 85 F* et 120 F. Jusqu'au 29 juin.*

**Un chapeau de paille d'Italie**
d'Eugène Labiche, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Bouzid Allam, Gilles Arbona, Catherine Benoît-Mourlon, Céline Betton, Marc Betton, Jean-Marie Boeglin, Pascal Brunet, David Bursztein, Jean- Michel Cannone, Caroline Chomienne, Claire Decheimer, Gérard Hardy, Dominique Lemonier, Frédérique Marie-Nunez, Philippe Morier-Genoud, Sylvie Orcier, Charles Paraggio et Annie Perret.
*Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon, Luxembourg. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F. Jusqu'au 29 juin.*

**La Vie parisienne**
d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Thierry Hancisse, Nicolas Lormeau, Laurent Rey, Céline Samie, Catherine Salviat, Bruno Raffaelli, Simon Eine, Christian Blanc, Claudie Guillot...
*Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le mercredi 4 et le samedi 7, à 20 h 30 ; le dimanche 8, à 14 heures. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 3 heures. De 35 F à 220 F. Jusqu'au 19 juillet.*

(*) Tarifs réduits.

(Publicité)




# CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**L'ASSOCIÉ**
Film américain de Donald Petrie, avec Whoopi Goldberg, Dianne Wiest, Eli Wallach, Tim Daly, Bebe Neuwirth (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; UGC Danton, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+); UGC Triomphe, dolby, 8e.

**EMMA L'ENTREMETTEUSE**
Film américain de Douglas McGrath, avec Toni Collette, Alan Gumming, Jeremy Northam, Ewan McGregor, Greta Scacchi (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+); UGC Rotonde, dolby, 6e (+); UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+); UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+); Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+); Pathé Wepler, dolby, 18e(+).

**LE GUERRIER D'ACIER**
Film américain de Norberto Barba, avec Mario Van Peebles, Barry Corbin, William Sadler, Jaime Gomez, Damian Bechir, Seidy Lopez (1 h 33).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+); UGC George-V, 8e.

**HAMLET**
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal, Gérard Depardieu, Charlton Heston, Derek Jacobi (2 h 05), version courte.
VO : L'Arlequin, dolby, 6e (01-45-44-28-80) (+); La Pagode, dolby, 7e (+); UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (+); 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) (+); Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+).

**MA VIE EN ROSE**
Film français d'Alain Berliner, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges du Fresne, Daniel Hanssens, Laurence Bibot (1 h 28).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (+); UGC Odéon, dolby, 6e (+); UGC Montparnasse, dolby, 6e (+); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 (+) ; UGC George-V, THX, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e (+); La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) (+); Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 )(+) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00)( +) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79)(+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27)(+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19e.

**NIRVANA**
Film franco-italien de Gabriele Salvatores, avec Christophe Lambert, Diego Abatantuono, Sergio Rubini, Stefania Rocca, Amanda Sandrelli, Emmanuelle Seigner (1 h 54).
VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC George-V, dolby, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31)(+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e (+); Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00)(+); Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+); UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+); Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96)(+).

**PARTIES INTIMES**
Film américain de Betty Thomas, avec Howard Stern, Robin Quivers, Mary McCormack, Fred Norris, Paul Giamatti, Garry Dell'Abate (1 h 49).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, 6e ; UGC George-V, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88)(+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e(+).

**SUR LA TÉLÉVISION ET LE CHAMP JOURNALISTIQUE**
Film français de Gilles L'Hôte, avec Pierre Bourdieu (1 h 48).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

LES PUBLICATIONS DU *Monde*
Un ancien numéro vous manque ?
(Commande et envoi à domicile)
2,23 F/mn
3615 LEMONDE

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3615 LEMONDE
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



# MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, chanson, musiques du monde et rock à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE

**MARDI 3 JUIN**

**Salomé**
de Strauss. Catherine Malfitano (Salomé), Anja Silja (Hérodiade), Kenneth Riegel (Hérodes), Robert Hale (Jochanaan), Robin Leggate (Narraboth), Annette Markert (le page d'Hérodiade), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction), Luc Bondy (mise en scène), Lucinda Childs (chorégraphie).
*Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. 19 h 30, les 3, 6, 9 et 12 juin ; 17 heures, le 15 juin. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 570 F.*

**Dialogue Between Fear and Hope after Death**
de Bach : *précédé de « Mahagonny Songspiel » de Weill.* Lorraine Hunt, Mary Westbrook-Geha (mezzo-sopranos), Frank Kelley (ténor), James Maddalena, Sanford Sylvan (barytons), Vincent Dion Stringer (baryton-basse), Emmanuel Music of Boston, Craig Smith (direction), Peter Sellars (mise en scène).
*Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Lénine. 20 h 30, les 3, 4, 6 et 7 juin. Tél. : 01-48-13-06-07. 170 F.*

**JEUDI 5 JUIN**

**Les Noces de Figaro**
de Mozart. Gilles Cachemaille (Figaro), William Shimell (le comte Almaviva), Rosa Mannion (la comtesse Almaviva), Lilian Watson (Susanna), Eirian James (Cherubino), Stafford Dean (Bartolo), Jean-Paul Fouchécourt (don Basilio), Les Arts florissants, William Christie (direction), Robert Carsen (mise en scène).
*Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 19 h 30, les 5, 7, 9, 11, 13 et 16 juin. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 690 F.*

**Tannhäuser**
de Wagner : *version de concert.* Wolfgang Schmidt (Tannhäuser), Françoise Pollet (Elisabeth), Jane Henschel (Vénus), Andreas Schmidt (Wolfram), Benedikt Kobel (Walter), François Harismendy (Biterolf), Fabrice Mallet (Heinrich), Fernand Bernadi (Reinmar), Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction).
*Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 19 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.*

**Michel Béroff**
**Jean-Philippe Collard (piano)**
Debussy : *Symphonie en si mineur, Petite Suite, Lindaraja, Nocturnes, transcription de Ravel, Prélude à l'après-midi d'un faune, Marche écossaise, Epigraphes antiques, En blanc et noir.* *Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. 20 heures, le 5 juin. 01-40-28-28-40. De 70 F à 200 F.*

**VENDREDI 6 JUIN**

**Orchestre philharmonique de Radio-France**
Gershwin : *Concerto pour piano et orchestre.* Tchaïkovski : *Sérénade pour cordes, Roméo et Juliette.* Barry Douglas (piano), Marek Janowski (direction).
*Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 heures, le 6 juin. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.*

**L'Arrache-cœur**
de Sikora. Lionel Peintre (Jacquemort), Françoise Destembert (Clémentine), Jacques Schwarz (le curé), Jan Honeyman (Angel), Véronique Azoulay (Culblanc), Meral Jadin (Nezrouge), Ensemble 2e2m, Wojciech Michniewski (direction), Mariusz Trelinski (mise en scène), Emil Wesolowski (chorégraphie).
*Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4e. Mo Rambuteau. 20 h 30, les 6 et 7 juin ; 16 heures, le 8 juin. Tél. : 01-44-78-13-15. De 75 F à 90 F.*

**SAMEDI 7 JUIN**

**Thomas Zehetmair (violon)**
**Silke Avenhaus (piano)**
Ysae : *Sonate pour violon et piano no « Ballade ».* Bartok : *Sonate pour violon et piano no 2.* Szymanowski : *Romance, Caprices de Paganini.*
*Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 7 juin ; 15 heures, le 8 juin. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.*

### JAZZ

**Ernie Watts Quartet**
*La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 3 juin. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.*

**Michel Leeb, Super Swing Machine de Gérard Badini**
*Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mo Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, les 3, 4 et 5 juin. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.*

**Christophe Laborde**
**Luc Rebelle Quintet**
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, le 3 juin. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Stan Laferrière Tentet**
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, les 3 et 4 juin. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.*

**Mark Gross Quartet**
*La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 4, 5, 6, 7, 9 et 10 juin. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.*

**Lionel Belmondo Sextet**
*Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.*

**Jean-Benoît Culot Quintet**
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, les 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.*

**François Merville Quintet**
*Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.*

**Lionel Marchetti**
**Jérôme Noetinger**
*Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.*

**Denis Colin et les Arpenteurs**
*Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.*

**Martial Solal trio**
*Parc floral de Paris. Mo Château de Vincennes (Bois de Vincennes). 16 heures, le 7. Tél. : 01-43-43-92-95. Entrée du parc : 10 F.*

### ROCK

**16 Horse Power**
*Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. 22 heures, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 juin. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.*

**Brian Adams**
*Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Mo Porte-de-Bercy. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 01-44-68-44-68. 203 F.*

**Ben Harper**
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 3 et 4 juin. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**My Life Story**
*Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 19 h 30, le 6 juin. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.*

### CHANSON

**Les Négropolitains**
*Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. 20 heures, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 juin. Tél. : 01-42-36-37-27. 50 F.*

**Les Têtes raides**
**Emmanuelle Findji**
*Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mo Anvers. 20 heures, le 5 juin. Tél. : 01-43-03-37-84. 100 F.*

**Castafiore Bazooka, Hugues Orti**
*Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mo Anvers. 20 heures, le 6 juin. Tél. : 01-43-03-37-84. 100 F.*

**Antoine Tomé**
*Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 22 heures, les 6 et 7 juin. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.*

**Juliette, Femmouzes T.**
*Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mo Anvers. 20 heures, le 7 juin. Tél. : 01-43-03-37-84. 100 F.*

**Claude Vinci, Pierre Louki**
*Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mo Anvers. 17 heures, le 8 juin. Tél. : 01-43-03-37-84. 100 F.*

### MUSIQUES DU MONDE

**Sanacore**
*Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Châtelet. 22 heures, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14. Tél. : 48-87-82-48. 90 F.*

**Cheick Cheick Cheick**
**Cheick Tidiane Seck Quintet**
*Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, le 5 juin. Tél. : 01-42-00-14-14. 60 F.*

**Mélissa M'Baye**
*Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mo Glacière. 20 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-45-89-01-60. 90 F.*

**Rajeeb et Reena Chakraborthi**
*Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mo Glacière. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 01-45-89-01-60. 90 F.*

**Adel Salameh**
*Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 01-40-51-38-37. 100 F.*

**Familia Valera Miranda**
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Kan'Nida**
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 7 juin. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

# DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

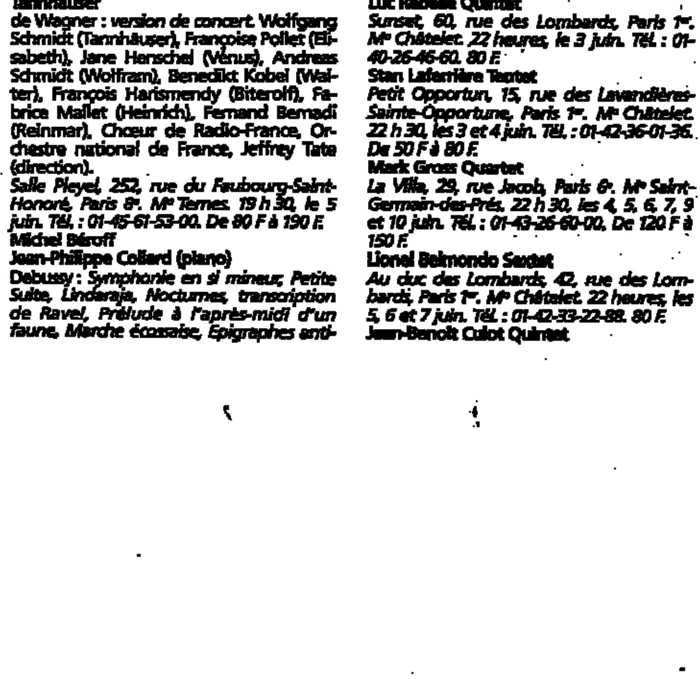
**Ratan Thiyam**
Danse de l'Inde, manipuri.
*Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. 20 h 30, les 3, 4, 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.*

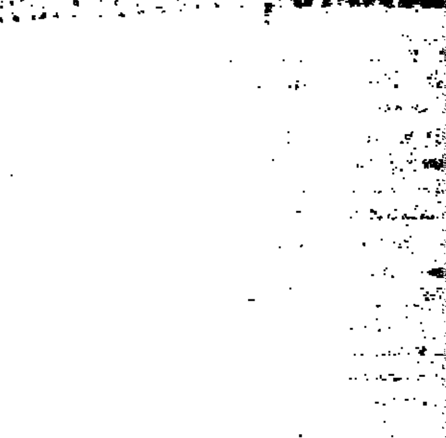
**François Verret**
*Memento.*
*Aubervilliers (93). Laboratoires, 41, rue Lécuyer. Mo Aubervilliers-Quatre-Chemins. 22 heures, les 3, 4, 5 et 6 juin ; 19 heures et 22 heures, le 7 juin. Tél. : 01-48-33-88-24. 40 F.*

**Amy Swanson**
*Le Chemin des ombres, Traces d'Isadora Duncan.*
*Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris 19e. Mo Place-des-Fêtes, Télégraphe. 20 h 30, les 3, 4, 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-43-58-55-93. 90 F.*

**Association la Spirale de Caroline**
Olivia Grandville : *Il nous faudra quand même un peu d'argent, j'ai fait des économies.*
*Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11e. Mo Parmentier. 20 h 30, les 3, 4, 5, 6 et 7 juin. Tél. : 01-43-38-33-44.*

**Carolyn Carlson-Trilok Gurtu**
Carolyn Carlson : *Création.*
*Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 21 heures, le 3 juin. Tél. : 01-41-37-94-20. 120 F.*





**PRESSE** La transformation en tabloïd de *France-Soir* et le transfert de sa rédaction et de sa fabrication sur un site qui lui serait propre bloquent les discussions entre l'artisan de ce projet, Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, et le personnel du quotidien populaire. ● LE VOLET SOCIAL de ce projet, qui devrait aboutir à une forte réduction d'emplois et qui a fait l'objet d'un document, est au centre d'une guérilla entre la direction du groupe de presse et le comité d'entreprise. ● CE DOCUMENT a été transmis aux élus du personnel, qui refusent d'en prendre connaissance en arguant de l'imprécision des chiffres et du flou du projet. ● LES TENDANCES mondiales de la presse quotidienne en 1996 font à nouveau état d'une baisse de la diffusion en Europe et aux Etats-Unis, mais d'une bonne tenue du chiffre d'affaires publicitaire, notamment en Asie.

# Tensions autour du projet de réorganisation de « France-Soir »

**La volonté d'Yves de Chaisemartin de régler rapidement le dossier du quotidien populaire se heurte aux exigences du personnel. Celui-ci refuse d'examiner le plan social en arguant du flou du projet industriel**

**LA VOLONTÉ** d'Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse (groupe Hersant), de faire avancer rapidement le dossier *France-Soir* se heurte à d'importants obstacles au sein du quotidien. M. de Chaisemartin envisage toujours de publier un nouveau *France-Soir* en décembre, conçu comme un *« plan de la dernière chance »* pour le quotidien populaire, qui a perdu 80 millions de francs l'an dernier et presque 50 % de sa diffusion entre 1986 et 1996. Le projet de M. de Chaisemartin table sur le passage du grand format au tabloïd avec une pagination comprise entre trente-deux et quarante pages, dont un tiers en quadrichromie.

Ce projet stipule aussi, entre autres hypothèses, que la rédaction pourrait quitter la rue du Louvre, siège du *Figaro* où elle est actuellement installée, et la fabrication celui de l'imprimerie de Roissy-Print, pour se regrouper sur un nouveau site *« dédié »*, à Clichy. Deux autres hypothèses, dont le maintien dans les murs, ont aussi été évoquées mais ne recueillent pas l'adhésion de M. de Chaisemartin.

Le projet industriel que le PDG de la Socpresse réserve à *France-Soir*, et dont il a récemment exposé les grandes lignes à des ouvriers du Livre-CGT (*Le Monde* du 20 mars), est bien entendu conditionné par un plan social. Celui-ci se fonderait sur une forte réduction des effectifs de la société éditrice de *France-Soir*, qui passerait de cent quatre-vingts salariés à une cinquantaine.

**PAR VOIE POSTALE**

Or le personnel refuse de discuter de ce volet social, en mettant en avant le flou du projet industriel et des diverses hypothèses envisagées. Les deux dernières réunions du comité d'entreprise de *France-Soir* des 22 et 27 mai ont été suspendues et renvoyées à un comité d'entreprise extraordinaire, prévu dans la matinée du mercredi 4 juin. Cette troisième réunion devrait fournir à M. de Chaisemartin l'occasion de soumettre à nouveau son plan social aux élus.

Jusqu'à maintenant, ces derniers ont refusé d'en prendre connaissance. Un document a été remis à chacun des membres du CE, lors de la dernière réunion. Aucun d'entre eux ne l'a ouvert, et le document a été renvoyé illico à la direction. Depuis, le PDG de la Socpresse l'a fait adresser par voie postale aux représentants au comité d'entreprise, mais ceux-ci campent sur leur position et aucun d'eux n'a accepté de le parcourir ou de le lire : le document est donc encore dans les limbes.

*« Yves de Chaisemartin veut passer en force. Nous ne discuterons pas du plan social, pas plus mercredi 4 juin que les autres jours »*, assure un élu du CE. *« Le plan industriel et social que le PDG prépare pour* France-Soir *n'a pas l'aval du personnel. M. de Chaisemartin va trop vite : le processus de consultation de notre comité d'entreprise est loin d'être achevé. Le CE de Roissy-Print n'a pas été informé et la direction n'a pas répondu aux objections que ses représentants ont formulées en cas de retrait de* France-Soir *de ce site d'impression déjà disproportionné »*, fait remarquer cet autre représentant, qui s'interroge sur l'*« imprécision des chiffres et du coût d'une restructuration qui pourrait cacher la vente du titre ou une autre solution »*.

De son côté, M. de Chaisemartin défend *« fermement »* son projet de réorganisation de *France-Soir*, dont son implantation à Clichy. *« J'irai jusqu'au bout de ce projet quoi qu'il m'en coûte. Quitte à en mourir, mais dans ce cas-là, le journal mourra aussi »*, a-t-il déclaré au *Monde*, en précisant que les représentants du personnel *« refusaient un plan social qu'ils avaient pourtant réclamé »*.

Le personnel de *France-Soir* a stigmatisé, dans une déclaration écrite diffusée au sein de l'entreprise, *« l'insuffisance des documents présentés tant au niveau de l'information qu'à celui de l'argumentation »*, et souligné *« la conception singulière de la concertation »* de M. de Chaisemartin.

**GUÉRILLA**

Les élus du CE étudient les procès-verbaux des récentes réunions et font part de leur volonté de porter plainte pour délits d'entrave, et de saisir l'inspection du travail.

Pour autant, la guérilla que se livrent le CE et le patron de la Socpresse ne devrait pas empêcher, à terme, la transformation et le transfert de *France-Soir*, pour lequel l'accord tacite de certaines catégories d'ouvriers du Livre a déjà été obtenu. Les négociations avec le Comité intersyndical du Livre parisien CGT devraient redémarrer à partir de *« lundi 9 juin, le fil du dialogue étant renoué avec lui »*, indique M. de Chaisemartin.

En outre, la signature, en fin de semaine dernière, du quatrième volet du plan de modernisation de la presse parisienne, qui permet aux journaux de mettre au point des départs en FNE d'ici à la fin de l'année, constitue un élément décisif. Cette signature, arrachée au gouvernement d'Alain Juppé à quelques heures de l'issue du scrutin législatif, pourrait en effet faciliter les négociations sur la réduction des effectifs que la direction de la Socpresse doit entamer avec les syndicats de *France-Soir*.

*Yves-Marie Labé*

# La diffusion globale des journaux baisse mais leurs recettes publicitaires augmentent

**AMSTERDAM**
*de notre envoyé spécial*

Le cinquantième Congrès mondial des éditeurs de journaux, qui a lieu à Amsterdam du 2 au 4 juin, a donné l'occasion au directeur général de l'Association mondiale des journaux (FIEJ), Timothy Balding, de dresser le baromètre des « Tendances mondiales de la presse » (*« World-Press Trends »*).

La diffusion des quotidiens a encore reculé en 1996 dans vingt-quatre des trente-huit pays étudiés. Dans l'Union européenne, où sont vendus chaque jour près de 82 millions de journaux, les ventes ont baissé de 1,6 % l'an dernier. En cinq ans, le recul est de 4,2 %, ce qui signifie qu'il y a 3,5 millions d'acheteurs de moins dans les pays de l'Union européenne en 1996 qu'en 1992. En dix ans, la baisse est de 7,7 %, soit 4,7 millions de lecteurs perdus.

La tendance est similaire aux Etats-Unis, où la baisse est de 2,1 % en un an, de 5,3 % en cinq ans et de 8,8 % en dix ans, soit 5,5 millions d'acheteurs de moins. Les Etats-Unis restent cependant le deuxième pays des quotidiens, avec près de 57 millions d'exemplaires vendus chaque jour. Mais le pays-roi pour les journaux reste le Japon, avec 72,7 millions d'exemplaires vendus en 1996, soit une progression de 0,9 % en 1996 par rapport à 1995. En cinq ans, le Japon a gagné près de 700 000 exemplaires là où les principaux pays industrialisés reculaient. Il faut noter qu'il n'existe qu'une centaine de journaux au Japon, contre 1 500 aux Etats-Unis et 1 100 dans l'Union européenne.

Le troisième pays vendeur de journaux est la Chine, qui fait son entrée dans l'étude de l'Association mondiale des journaux. On y recense 2 200 journaux, dont les dix premiers affichent une diffusion de 28,5 millions d'exemplaires. L'Inde se situe à la quatrième place, avec 29,4 millions. En Europe, c'est l'Allemagne qui occupe le premier rang avec 25,2 millions d'exemplaires, devant le Royaume-Uni (19,3 millions). La France est en septième position mondiale avec une diffusion de 8,4 millions, devant le Brésil (6,4 millions) et l'Italie (5,9 millions). Parmi les pays qui ont vu la diffusion de leurs journaux progresser au cours des cinq dernières années figurent le Brésil (+ 15,1 %), l'Inde (+ 26,4 %), l'Espagne (+ 19,9 %, mais qui affiche un recul de 1,3 % en 1996), la Malaisie (+ 24,7 %) et le Portugal (+ 74,3 %).

**LA MENACE DU HORS-MÉDIA**

La Scandinavie et le Japon sont les pays où on lit le plus. Sur 1 000 habitants, 592 achètent régulièrement un quotidien en Norvège. Ils sont 582 au Japon, 456 en Finlande, 438 en Suède, 357 en Suisse, 348 au Luxembourg, 344 en Nouvelle-Zélande, 330 au Royaume-Uni et 318 en Allemagne. Les Etats-Unis sont en douzième position (297) et la France seizième, avec 182 acheteurs de quotidiens sur 1 000 habitants.

Si la diffusion décline, les revenus publicitaires ont augmenté en 1996 dans dix-huit pays sur les vingt-sept étudiés, après les années noires qui ont suivi la guerre du Golfe : + 3,8 % au Japon et + 2,9 % aux Etats-Unis, qui sont de loin le plus grand marché publicitaire avec 38,1 milliards de dollars devant l'Union européenne (18,9 milliards de dollars) et le Japon (8,9 milliards). En Europe, les pays qui ont vu leurs recettes publicitaires augmenter le plus sont le Portugal, l'Irlande, la Norvège et les Pays-Bas. En raison de renégociations des tarifs avec les agences, l'Espagne a connu une année publicitaire particulièrement difficile, avec une baisse de 36,3 % de ses revenus. Parmi les autres pays en baisse : la Suède, le Luxembourg et l'Allemagne.

Si les recettes publicitaires repartent à la hausse, le marché de la publicité est *« arrivé à maturité dans les pays industralisés »*, selon John Perrish, PDG de Zenith Media World Wide, qui a collaboré à la réalisation des « Tendances mondiales de la presse ». Pour lui, la croissance de la publicité sera plus forte en Asie et en Amérique latine. D'ici la fin du siècle, l'Asie devrait représenter une part de marché publicitaire plus importante que l'Europe.

Le plus inquiétant pour M. Perrish est la diminution de la part de marché de la presse face aux autres médias comme la télévision, mais aussi le hors-média, qui permet à des annonceurs de s'adresser directement à leurs clients via le prospectus, les relations publiques, le marketing direct, etc. *« Il est urgent de changer la manière dont les journaux vendent leur publicité de façon à rendre les transactions plus simples »*, a-t-il déclaré. Une mutation qui doit se faire avant que les nouveaux médias électroniques, encore commercialement limités, ne s'imposent au marché publicitaire.

*Alain Salles*

# EMAP tire profit de son rachat de magazines en France

**EMAP FRANCE**, filiale française du groupe de presse britannique EMAP, a enregistré pour son exercice clos fin mars une forte augmentation de son chiffre d'affaires (+ 44 % à 2,39 milliards de francs) et de son résultat d'exploitation (+ 199 % à 315 millions de francs). Cette hausse est due notamment à l'intégration de *Télé Star* (2 millions d'exemplaires), qui lui a été cédé l'an dernier, ainsi que *Top Santé*, par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Il est désormais le troisième groupe de presse magazine en France après Hachette et Prisma-Presse.

En France, EMAP édite une quarantaine de magazines, dont *L'Auto-Journal, Télé Poche, Le Chasseur français, Auto-Plus, Modes et Travaux, Top Santé*. La situation économique française est restée difficile, mais EMAP *« s'est engagé sur la voie d'une stratégie agressive »*, qui devrait se traduire par *« des lancements et des relancements »*. Depuis cinq ans, il n'avait plus lancé de nouveau titre en France : le groupe présidé par Kevin Hand vient de publier un mensuel professionnel, *Décision Auto*, complémentaire de *L'Auto-Journal*, destiné aux gestionnaires de parc automobile. Il a été tiré à 35 000 exemplaires.

## DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : Canal Plus Espagne** défend ses droits sur le football. Le président d'Audiovisuel Sport conteste la décision du Parlement espagnol de remettre en cause l'exclusivité de Canal Plus Espagne sur le football. Dans un entretien publié dans les *Echos* du 3 juin, Manuel Campo Vidal, président d'Audiovisuel Sport, société commune à Sogecable, Canal Plus, Antena 3 et TV3, titulaire des droits des clubs jusqu'en 2003, affirme que la loi approuvée en première lecture le 29 mai est anticonstitutionnelle. Le Parti socialiste espagnol présentera donc un recours devant le tribunal constitutionnel. Il affirme que les contrats signés en 1996 sont en vigueur et seront respectés.

■ **PUBLICITÉ : John Englehart rejoint le britannique Lowe and Partners** comme directeur général pour l'Europe. Il était depuis quatorze ans chez Ogilvy and Mather Worldwide, en charge, notamment, de la coordination internationale du budget American Express (hors Etats-Unis). Treizième groupe mondial avec un chiffre d'affaires d'environ 18 milliards de francs, Lowe est présent dans trente-deux pays.

■ **Bertrand Cousin**, ancien directeur général adjoint de la Socpresse (groupe Hersant) de 1984 à 1996 et ancien député RPR du Finistère, a été nommé directeur général adjoint du groupe Havas, le 2 juin. Sa nomination fait suite au départ du groupe Havas de Jean-François Meaudre, fixé à la fin juin. Ancien élève de l'ENA et maître des requêtes au Conseil d'Etat, Bertrand Cousin a été notamment secrétaire général de France 3 (1976-1979) et chef du service juridique et technique de l'information (SJTI) de 1979 à 1982, avant de rejoindre le groupe Hersant.

## Bloomberg croit aux médias électroniques

**Le président et fondateur de l'agence économique et financière américaine Bloomberg Financial Markets, Michael Bloomberg, a prédit, lundi 2 juin, au congrès de la FIEJ, que les médias électroniques allaient rapidement prendre le pas sur le journal imprimé traditionnel. *« La bataille est terminée concernant la distribution future de l'information »*, a-t-il déclaré, faisant ainsi référence au couple télévision-ordinateur. Cela ne signifie pas la mort de l'écrit pour autant, *« beaucoup de gens préférant encore lire »* et le journal ayant, en outre, *« l'avantage d'être facilement accessible et d'offrir un grand nombre de récits d'un coup »*. *« Le contenu donne son caractère unique au journal, et il y aura des affaires à faire dans ce domaine tant que le contenu sera bon et différent de ce qu'on peut trouver sur les réseaux électroniques »*, a ajouté M. Bloomberg. – (AFP)**

LÉGISLATIVES 97

RÉSERVEZ DÈS AUJOURD'HUI LA BROCHURE

Le Monde
LÉGISLATIVES 97

Histoire d'une dissolution,
récits de six semaines de campagne,
les enjeux, les candidats, les programmes...
et les résultats des 577 circonscriptions

Une publication de référence, 150 pages, 45 F
à réserver chez votre marchand de journaux
ou par correspondance.
Parution : 11 juin

☐ **Oui,**
je souhaite recevoir [ ] ex. de la brochure législatives 97
Prix unitaire : **45 F** (frais de port compris).

NOM : ................ Prénom : ................
Adresse : ................
Ville : ................ Code postal : [ ]

☐ Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ou postal.

Bon de commande à retourner à : Boutique *Le Monde*, 21 *bis*, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

DEMANDES

DIRIGEANTS, CHEFS D'ENTREPRISE,

Vous êtes convaincus que :
- 45 ans n'est pas l'âge de l'immobilisme mais celui de la maturité,
- le diplôme de l'INM s'apprécie autant que celui d'une ESC,
- reprendre une entreprise en difficultés et ne pas la redresser, ne s'analyse pas en échec mais comme une riche expérience,
- vouloir changer de secteur d'activités signifie dynamisme et force d'adaptation.
Vous cherchez un

Adjoint ou Collaborateur de Direction

Vous êtes forcement entreprenants et habitués à prendre des risques, alors
relevez le challenge et développons ensemble !
*Merci d'adresser votre offre (sous réf. N° 9764) à :*
*LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05.*

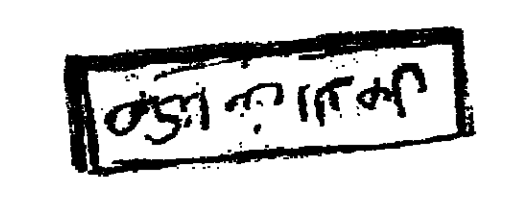
CONSULTANTE FORMATRICE
MANAGEMENT
COMMUNICATION
Diplômée du CELSA
Optimiser image de marque
Animer équipes et projets
Ecoute et adaptabilité
PROFIL INTERNATIONAL
Anglais – Français – Italien
Tél. : 01-42-00-78-83 (rép.)
Mobilité géographique.

Secrétaire confirmée,
43 ans, trilingue
italien-anglais
cherche poste
disponible de suite.
Tél. : 01-43-36-07-32

Pour vos annonces dans
L'EMPLOI
Tél. : 01-42-17-39-33 - Fax. : 01-42-17-39-25

OFFRES D'EMPLOI

A Toulouse, ctre. remise en forme et loisirs en pleine exp. rche. pr. son développ. son
DIRECTEUR GENERAL
Vous avez l'esprit entrepreneur rejoignez-nous. Adr. propos :
CAP FORME, 25, rue Gambetta,
31000 Toulouse.



# La revanche de Yoyo

*par Alain Rollat*

**LA VICTOIRE** a des vertus correctives. On le disait en déficit d'image, en manque de profil. Il traînait comme un boulet son air d'instituteur et son passé de militant. On lui reprochait la rigueur de ses raisonnements et l'austérité de son apparence. Il laissait aux experts en télégénie une impression rédhibitoire de normalité. On opposait la sobriété de sa cravate à l'élégance des bêtes de scène, sans parler de ses lunettes, inscrites à son passif. Il se trouvait même des dessinateurs pour déplorer chez lui l'absence d'aspérités à caricaturer, à l'exception de ses cheveux frisés qui le vouaient au rôle du mouton à croquer dans la bande dessinée des idées reçues.

En mars, sur France 2, un sondage illustrait encore le décalage entre l'image de sa personnalité et celle de son personnage politique : comment le même homme pouvait-il apparaître à la fois *« capable, intelligent, énergique »* et *« inefficace, pas crédible, pas actif »* ? Bref, la chose était entendue bien qu'il ait accepté (par inconscience, présumait-on) de chanter *Les Feuilles mortes* chez Patrick Sébastien : Lionel Jospin n'avait aucun avenir politique puisqu'il n'était pas un homme de médias. Sur Canal Plus, les « Guignols de l'info » s'en donnaient donc à cœur joie en brocardant « Yoyo », la marionnette perdue *« au pays des idées »*, le naïf culbuto égaré dans la jungle politique : *« Croyez-moi, monsieur Juppé, il n'est pas très chou... »*

Depuis dimanche soir, Lionel Jospin n'est apparemment plus le même homme. La télévision publique découvre la réalité d'un caractère intègre, d'une conviction allergique aux effets de mode, d'une nature forte, courageuse. Elle brosse le portrait d'un homme d'Etat en quête de sincérité. Elle le montre un doigt sur les lèvres, au soir de son triomphe, en train de dire *« chut ! »* à ses amis, là où tant d'autres, à sa place, solliciteraient les clameurs de la foule. Elle le filme au cœur de la mêlée des micros et des caméras, refusant de prendre la pose ou de se laisser dicter un comportement. Elle reprend à son compte le commentaire d'une passante : *« Il est modeste, discret, il est bien. »*

La télévision privée vante *« sa gestion du temps »*, se plaît à dire qu'il s'est bonifié. Il l'a même confessé sur TF 1, il y a deux ans : *« Oui, j'ai changé, j'ai fendu l'armure... »* L'évocation de ce souvenir émeut Claire Chazal. C'est même devenu *« un déconneur de première »*, selon le témoignage de son copain Jean-Loup Dabadie, le scénariste. Réuni sur LCI, un aréopage de politologues lui décerne un brevet *« d'authenticité »* qui vaut soudain tous les charismes. Quant aux « Guignols de l'info », ils ont donné une promotion à « Yoyo » en le nommant suzerain de l'Elysée face à un « Chi » en proie à un terrible doute existentiel (*« Françaises, Français, je suis un veau... »*) depuis qu'il *« a fait bien plus que Mitterrand et Mendès France réunis pour la crédibilité de la gauche »*...

Qu'est-ce qui a donc changé, chez M. Jospin, depuis le 1er juin ?

# Le Zaïre-Congo, avant, pendant, après

**« La Marche du siècle » a établi un document saisissant sur le bouleversement d'un pays dont l'avenir ne paraît guère moins douloureux que le passé**

**PHOTOGRAPHIES** successives de la douloureuse métamorphose du *« géant de l'Afrique »*. Tragédie-enquête en trois actes. Avant, pendant, après. Au cours de ce mois de mai qui a transformé le Zaïre en République démocratique du Congo, avant, pendant et après la prise de Kinshasa par les troupes de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila, trois équipes de « La Marche du siècle » ont porté un regard aigu sur le pays bouleversé. En trois endroits-clés : Kinshasa, bien sûr ; Lubumbashi, qui, un mois avant la capitale, a fait l'expérience du nouveau régime et où l'on tire déjà un premier bilan ; Kisangani, « libérée » depuis plus longtemps encore, aux portes de laquelle sont commis des massacres qui font douter des vertus du changement.




Une semaine avant l'arrivée de l'armée de l'AFDL, la foule enthousiaste s'entasse dans un stade et acclame ses héros : les deux principales équipes de football de Kinshasa. Les Kinois oublient un instant leur inquiétude ou leur peur – surtout celle des pillages de l'armée en déroute. Etonnant. Le match a été avancé de plusieurs semaines, car les *« autorités »* n'ont pas voulu rater une dernière occasion de détourner les recettes avant, sans doute, de quitter le pays. Illustration éloquente du *« système Mobutu »*.

Autre exemple des méfaits de l'ancien régime, cet hôpital dépourvu du strict nécessaire, où les patients doivent tout apporter s'il ne veulent pas mourir sans soins, comme ce malade du sida, devant lequel le médecin-chef, Jean-Baptiste Sondji, condamné à assister, impuissant, à la mort de ceux qu'il devrait guérir ou soulager, ne peut que dénoncer la situation. Quelques jours plus tard, le docteur Sondji est nommé ministre de la santé par M. Kabila. Avant, des neveux du président Mobutu déclarent au bord de leur piscine qu'ils n'abandonneront jamais leur *« patrie »*. Après, réfugiés à l'ambassade de Belgique, ils ne pensent plus qu'à partir.

A Lubumbashi, des policiers de l'ancien régime, « récupérés » par l'Alliance, saluent les nouvelles couleurs du pays. Leur chef leur dit avec insistance que *« c'est fini »*. Plus de racket systématique. Comment se comportent les soldats du nouveau régime ? Un adolescent explique : *« Ils nous arrêtent, nous chicotent* [matraquent], *mais c'est tout ; ils ne prennent pas notre argent. »* C'est déjà un changement. La population subit des *« séminaires idéologiques »*, mais garde son franc-parler : *« Les gens attendent un boulot, mais, si on le donne pas, on retombera dans les mêmes erreurs. »* Des étudiants déclarent être *« très contents que les Rwandais »* soient venus les *« libérer »*, mais expliquent que, s'ils deviennent une *« force d'occupation »*, *« on les virera »*. Dans les patrouilles de l'Alliance, des cadres ont du mal à dissimuler leur langue, celle du Rwanda. Ce sont des Tutsis. Le nouveau gouverneur finit par admettre la présence d'*« instructeurs »* étrangers et s'emporte en demandant s'il y a jamais eu une révolution sans aide extérieure.

Certes, mais la troisième équipe envoyée au Zaïre par Jean-Marie Cavada a recueilli des témoignages accablants dans les parages de Kisangani. Notamment celui d'un combattant zaïrois de l'Alliance qui, sous le couvert de l'anonymat, dénonce le massacre délibéré de milliers de réfugiés hutus rwandais, à partir du 21 avril, dans l'un de ces secteurs interdits aux organisations humanitaires. Il raconte comment, par groupes, hommes, femmes et enfants ont été fusillés sur une piste, comment les corps ont été brûlés et enterrés pour faire disparaître les traces de la tuerie. A l'endroit où il se trouvait, il estime à plus de trois mille le nombre des victimes, en une semaine. Il accuse les soldats tutsis rwandais et burundais engagés aux côtés de l'Alliance. Il affirme que Laurent-Désiré Kabila était au courant.

Ce document soulève de multiples questions sur l'« après-Mobutu » et renforce les interrogations de plus en plus inquiètes de la communauté internationale à l'encontre du nouveau président.

*Francis Cornu*

**« La Marche du siècle » : *Zaïre : le fleuve de sang,* France 3, mercredi 4 juin à 20 h 50.**

## MARDI 3 JUIN

## TF 1

**20.30**

**FOOTBALL**
France - Brésil
Tournoi de France. En direct de Lyon (130 min). 8147947
*En affrontant le Brésil de Ronaldo et Juninho, les tricolores, peu glorieux face à la Suède, rentrent dans le vif du sujet en ce qui concerne la préparation du mondial.*

**22.40**

**LE MONDE DE LÉA**
Magazine présenté par Paul Amar. Thème : Les erreurs judiciaires (110 min). 2889777
0.30 et 1.10, 1.45, 3.25 TF 1 nuit.
0.40 Reportages. Magazine. Vies de chien (rediff., 30 min). 2831704
*Manique Bourdin, vétérinaire, spécialiste des troubles du comportement du chien...*

1.20 Les Grandes Espérances. Feuilleton [2/12]. 1.55 Concert Haydn Florentz Beethoven. Concert. 3.35 et 4.30, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique. Concert (10 min).

## France 2

**20.55**

**L'ANNÉE JULIETTE ■**
Film de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh (1995, 90 min). 674319
*L'histoire d'un mensonge.*
22.25 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

**22.40**

**LA PASSERELLE ■**
Film O de Jean-Claude Sussfeld avec Mathilda May, Pierre Arditi (1987, 89 min). 698999
0.10 Journal, Bourse, Météo.
0.25 Côté court 2. Magazine.
0.35 Le Cercle de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Cinéma. Invité : John Berry (85 min). 1818013

2.00 Tennis. Roland-Garros. Résumé du jour. 3.00 Chercheurs de disparus. Documentaire. 4.00 24 heures d'infos. Magazine. 4.10 Météo. 4.15 Prénom Marianne. Documentaire. 4.40 Nuit blanche. Documentaire. 4.55 Chip et Charly. Dessin animé. Le jour de Fafnir (30 min).

## France 3

**20.55**

**LES SAIGNEURS**
Téléfilm d'Yvan Butler, avec Véronique Jannot (90 min). 661845
*Une Française partie rejoindre son mari dans une plantation au Cambodge apprend sa mort à son arrivée. Mélo.*
22.25 Journal, Météo.

**22.55**

**▶ LES NOUVEAUX AVENTURIERS**
Documentaire de Laurence Graffin. L'archipel aux savants (55 min). 3264512
*Les îles australes françaises abritent aujourd'hui d'importants laboratoires de recherche.*
23.50 Cinéma étoiles. Magazine (30 min). 8983715
0.20 Musique graffiti. De Bach à Bartok, confidences pour piano.

1.00 La Grande Aventure de James Onedin. Le Helen May (55 min).

## Arte

**20.45**

**LA VIE EN FACE : HAMSA, LA RAGE AU VENTRE**
Documentaire de Manu Bonmariage (1995, 50 min). 7297067
*Manu Bonmariage brosse le portrait iconoclaste d'un jeune beur de Colombes, un ancien toxicomane atteint du sida* (Le Monde *du 15 mars 1996).*

**21.35**

**SOIRÉE THÉMATIQUE : MARIVAUDAGES**
Quand on badine avec l'amour...
21.40 Mensonges d'hommes ■ ■ Film de John Andrew Gallagher, avec Doug DeLuca (1994, v.o., 85 min). 2509999
23.05 The Dirdy Birdy. Court métrage de John R. Dilworth (1994, v.o., 10 min). 1002680
23.15 Comment font les gens ? Moyen métrage de Pascale Bailly (1992, 50 min). 5013086
0.05 Jalousie. Court métrage de Christian Ganzer (1992).
0.10 Cartes postales. Court métrage de Mark Rappaport (1990, 25 min). 99094
0.35 Samedi soir. Court métrage d'Ingo Knopf (1995, N., v.o., 15 min). 9695100

0.50 Orfeu Negro ■ ■ Film de Marcel Camus, avec Breno Mello (1959, rediff., 105 min). 5000346 2.35 You Bet Your Life. Documentaire. [2/2] (25 min).

## M 6

**20.50**

**LOÏS ET CLARK LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN.**
Série, avec Teri Hatcher, Dean Cain. Fantômes. Les "press" attaquent (60 min). 342932

**22.45**

**LA REVANCHE D'UNE FEMME FLIC**
Téléfilm O d'Armand Mastroianni, avec Lori Loughlin (90 min). 947777
0.15 Le Baroudeur. Téléfilm O de Bruce McFarlane et William Brayne, avec Klaus Lowitsch (90 min). 5475758
*Téléfilm pilote d'une nouvelle série diffusée dès jeudi sur M 6.*

1.45 Hot forme (rediff.). 2.10 Jazz 6 (rediff.). 3.35 Fan de (rediff.). 4.05 Fréquenstar. Olivier de Kersauson (rediff.). 4.50 Turbo (25 min).

## Canal +

**20.35**

**MORTAL KOMBAT**
Film de Paul Anderson, avec Christophe Lambert, Robin Shou (1995, 95 min). 885067
*Adaptation d'un jeu vidéo d'une brutalité qui écœure.*
22.10 Flash d'information.

**22.20**

**LES GRIFFES DE LA NUIT ■**
Film de Wes Craven, avec Robert Englund, Heather Langenkamp (1984, 89 min). 4773628
*Film de terreur très impressionnant où la réalité quotidienne est investie par le subconscient.*
23.50 La Dolce Vita ■ ■ ■ Film de Federico Fellini (1959, N., v.o., 165 min). 57614574
2.35 Surprises (25 min).

## Radio

### France-Culture

20.30 Archipel médecine. L'informatique médicale. A l'occasion du SITM.
21.32 Grand Angle. (rediff.). Mal y voir, d'autres façons de voir.
22.40 Nuits magnétiques. Entrée de secours.

0.05 Du jour au lendemain. Michel Houellebecq (*Rester vivant*), (*La Poursuite du bonheur*). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Musica Venezia ; 3.04, Hannah Arendt, entre politique et philosophie ; 5.29, Agora : Dominique Champault (*La Route de l'encens*) ; 5.58, Biron : le monument des vivants.

### France-Musique

19.05 Jazz musique. Tendances hexagonales. 50e palmarès de l'Académie Charles-Cros.
22.30 Musique pluriel. Concerto pour violoncelle et orchestre Tout un monde lointain..., de Dutilleux, par l'Orchestre de Paris, dir. Serge Baudo, Mstislav Rostropovitch, violoncelle.
23.07 Atout Chœur. Œuvres de Cavalli, Les Double Six, Byrd, Xenakis.

0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Domeniconi, Cervantes, De Falla, Duarte, Zenamon. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le Philharmonique de Berlin, avec le témoignage de Claudio Abbado.

22.45 Les Soirées...(suite). Œuvres de Prokofiev, Moussorgski, Nono, Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**Le Monde ABONNEMENT VACANCES**

**Abonnés, en vacances changez de vie, pas de quotidien**

*Faites suivre * votre abonnement sur votre lieu de vacances*
* ou suspendre

**TRANSFERT SUR LE LIEU DE VACANCES**
☐ Je demande que mon abonnement soit transféré pendant mes vacances du : ⌊⌋⌊⌋ 9.7 inclus au ⌊⌋⌊⌋ 9.7 inclus (en France métropolitaine uniquement).

▶ *Mon adresse habituelle :*
Nom : ________ Prénom : ________
Code postal : ⌊⌋ (impératif)
Mon numéro d'abonné* : ⌊⌋ (impératif)
* Ce numéro se trouve à la « une » du journal en haut à gauche

▶ *Mon adresse en vacances :*
Nom : ________ Prénom : ________
Adresse : ________
Code postal : ⌊⌋ Localité : ________

**SUSPENSION VACANCES**
☐ Je demande la suspension de mon abonnement pendant mes vacances* du : ⌊⌋⌊⌋ 9.7 inclus au ⌊⌋⌊⌋ 9.7 inclus.
* Votre abonnement sera prolongé d'autant
Si vous êtes abonné par prélèvements automatiques votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

▶ *Mon adresse habituelle :*
Nom : ________ Prénom : ________
Code postal : ⌊⌋ (impératif)
Mon numéro d'abonné : ⌊⌋ (impératif)

Bulletin à renvoyer au moins 12 jours avant votre départ à : LE MONDE, service abonnements
24, avenue du Général-Leclerc – 60646 Chantilly Cedex – Tél. : 01-42-17-32-90

### TV 5

20.00 Envoyé spécial (France 2 du 29/5/97).
21.30 Perfecto. Magazine.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bouillon de culture (France 2 du 30/5/97).
23.45 Viva. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).
1.00 Journal. (RTBF).

### Planète

20.05 Des hommes dans la tourmente. [4/32]. Byrd versus Amundsen, duel au pôle Nord.
20.35 Vol au-dessus des mers. [9/11]. Hornet, l'avion multi-missions.
21.25 Pianos en fête. Quatre pianos français au Brésil.
22.20 Un million d'oiseaux aux portes du désert.
23.15 ▶ White Jazz.

### Animaux

20.00 Nature des choses. Travail de singe.
21.00 Le Monde sauvage.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté. Rush, le daim.
23.00 Fauna.
23.30 Nature des choses. L'ours grizzli.

### Paris Première

20.00 et 0.20 20 h Paris Première. Invitée : Carole Laure.
21.00 Le Gai Savoir. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Magazine.
22.30 Europe 51 ■ ■ ■ Film de Roberto Rossellini (1951, N., v.o., 110 min). 24210777

### France Supervision

20.30 CinéActu. Magazine.
20.45 Simentera en concert. Concert enregistré à Angoulême (50 min). 30754809
21.35 Un violon sur le toit ■ ■ Film de Norman Jewison (1971, 130 min). 79488828
23.45 Al Andalus, en ses jardins. De Claude Haïm (50 min).

### Ciné Cinéfil

20.30 Au hasard Balthazar ■ ■ Film de Robert Bresson (1966, N., 90 min). 5874319
22.00 Le Dernier des six ■ Film de Georges Lacombe (1941, N., 95 min). 5548883
23.35 Musik in Salzburg ■ Film de Herbert Maisch (1944, N., v.o., 100 min). 78166796

### Ciné Cinémas

20.30 Riaba, ma poule ■ Film d'Andreï Konchalovsky (1994, 115 min). 5138086
22.25 Medicine Man Film de John McTiernan (1991, v.o., 105 min). 71487715
0.10 Coldblooded Film de M. Wallace Wolodarsky (1995, 95 min). 31676278

### Festival

20.30 Retour au château. Téléfilm de Charles Sturridge et Michael Lindsay-Hogg [5/6], (100 min). 49669690
22.10 Le Cœur du voyage. Téléfilm de François Leterrier, (90 min). 64193785
23.40 La Baby-sitter. Restau des pleurs (25 min).

### Série Club

20.45 ▶ L'Age de cristal. Episode pilote.
22.00 Rancune tenace.
22.50 Alfred Hitchcock présente. La bête.
23.15 Thérèse Humbert. On ne prête qu'aux riches.
0.10 Lou Grant

### Canal Jimmy

21.00 Spin City. Le temps des cadeaux.
21.25 Des agents très spéciaux.
22.15 Portrait. Magazine.
22.20 Cambouis. Magazine.
23.15 Star Trek : la nouvelle génération. L'enfant (v.o.).
0.00 Elvis : Good Rockin' Tonight. Let it Burn (v.o.).
0.30 L'Homme invisible. Pari contre la mort (25 min).

### Disney Channel

19.30 L'Incorrigible Cory.
20.10 Une femme disparaît. Téléfilm d'Anthony Page (90 min). 7529883
21.40 Animalement vôtre.
22.10 Thunder Alley. Pauvre Harry.
22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. Le secret de Killimooin.
23.05 Opération Mozart. L'enlèvement à Cascais (30 min).
23.35 Zorro. De gros ennuis pour Zorro (25 min).

### Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Mon fils est innocent. Téléfilm de Susan Rohrer (95 min). 501239390
22.30 Murphy Brown. Le courrier du cœur.
23.00 Téva débat. Magazine.

### Eurosport

12.00 et 23.00 Tennis. En direct. Internationaux de France. Quarts de finale (405 min). 71639628
18.45 Football. En direct. Festival espoirs de Toulon (Groupe B) : France - Pays-Bas (120 min). 8469311
20.45 Football. En différé. Festival espoirs de Toulon (Groupe B) : Croatie - Maroc.
22.00 Voitures de tourisme.

### Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Blue Ocean. Iles du sud australien.
22.30 L'Heure de partir (55 min).

### Muzzik

21.00 Symphonie no 7, de Gustav Mahler. Concert enregistré à la Philharmonie de Berlin en 1994 (85 min). 502559357
22.25 Casadesus et Francescatti jouent Beethoven. Concert enregistré en 1970 (60 min). 507643319
23.25 Les Instantanés de la danse. Magazine.
23.45 Jazz 625 : Coleman Hawkins Quintet. Concert enregistré au Wembley Town Hall, à Londres en 1964 (50 min). 500946777

### Chaînes d'information

**CNN**

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

**Euronews**

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europe. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinéma. 0.45 Visa. 1.45 Style.

**LCI**

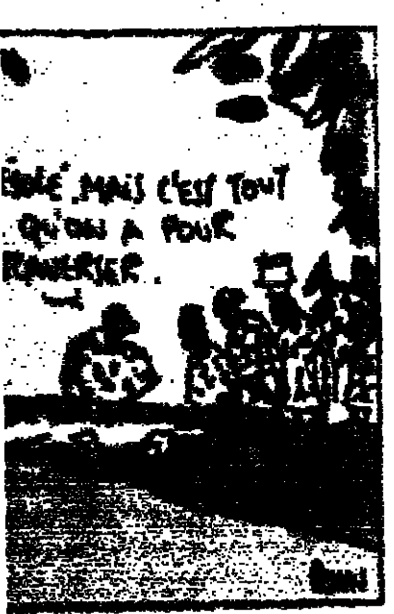
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

**Signification des symboles :**
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



ant, pendant, après

ent saisissant sur le bouleversement d'un pays
moins douloureux que le passé





# Une « rose diabolique » empoisonne le Japon

## Un tueur d'enfants sème l'effroi à Kobé. La presse japonaise s'interroge sur ces meurtres dans un pays où le taux de criminalité est l'un des plus faibles au monde

**LE DRAME** a provoqué un vent de panique chez les parents de jeunes enfants de Kobé, et, depuis une semaine, les développements rapportés quotidiennement par la presse, qui accorde à ce triste fait divers une grande place, contribuent à entretenir un climat de psychose. Il y a de quoi. A l'aube du mardi 27 mai, quelques heures avant que les écoliers arrivent à l'école Tomogaoka, dans un quartier résidentiel de Kobé, a été découverte, face à la porte de l'établissement, la tête décapitée d'un enfant de onze ans, Jun Hase. La police devait retrouver le corps de la victime dans un bois à 500 mètres de là. Le petit Jun avait disparu quarante-huit heures plus tôt sur le chemin du domicile de son grand-père, à 1 kilomètre de celui de ses parents et à proximité de l'école où a été faite la macabre découverte.

La police semble convaincue que le crime a été commis par un déséquilibré qui a agi seul. On a retrouvé dans la bouche de la victime une note sur laquelle était tracé en idéogrammes rouges ce lugubre message : *« Ce n'est qu'un début. Policiers, arrêtez-moi si vous pouvez. Rien ne m'excite plus que de tuer. »* Signé : *« La Rose diabolique. »* L'autopsie a permis d'établir que l'enfant avait été étranglé avant d'être décapité.

Ce drame intervient deux mois après l'attaque à coups de couteau dont ont été victimes deux lycéennes dans le même quartier. L'une d'elles est décédée de ses blessures. La police suspecte que les deux crimes ont été commis par le même agresseur. Elle a en outre découvert que des chats avaient été tués et mutilés dans le quartier.



Le Japon n'est pas le seul pays où les enfants sont la cible de sévices, et il serait absurde de chercher dans la lugubre mise en scène de ce crime une quelconque « disposition » culturelle à l'atroce. Mais ce drame incite la presse à s'interroger sur ses raisons. Cette sinistre affaire en rappelle une autre, souligne le quotidien *Mainichi*, dont le coupable, Tsutomu Miyazaki, vient d'être condamné à mort pour le meurtre de quatre fillettes dont il avait ensuite démembré les corps (*Le Monde* du 18 avril) : *« Dans les deux cas, l'assassin vivait dans un monde sans contact avec la réalité »*, écrit l'éditorialiste.

Une fois de plus, la société nippone est confrontée à ces dérapages démentiels (individuels ou en groupe, comme ce fut le cas de la secte Aum) qui, ici comme ailleurs, sont le symptômes des distorsions sociales. *« De plus en plus de jeunes des deux sexes semblent se couper du reste de la société »*, poursuit le *Mainichi*, qui met en cause *« la diffusion des vidéos et les bandes dessinées véhiculant violence et sadisme »*, qui seraient *« un facteur expliquant la recrudescence des crimes à l'encontre des enfants »*. Selon le criminologue Hiroaki Iwai, de l'université Toyo, cité par l'*Asahi Shimbun*, *« le message trouvé dans la bouche de la victime rappelle les mises en scène de défi que l'on trouve dans les BD. Dans son délire, l'assassin exprime sa frustration contre la société qui ne l'a pas reconnu »*.

Bien que le Japon demeure l'un des pays où le taux de criminalité soit le plus faible du monde, celui-ci tend cependant à augmenter depuis 1989, écrit le quotidien *Yomiuri*. La délinquance juvénile (délits accompagnés de violence, consommation de stimulants et de drogue, prostitution) tend également à croître. Là encore, les statistiques indiquent que le Japon est dans une position très privilégiée par rapport aux sociétés occidentales : l'augmentation en pourcentage doit être située par rapport à un niveau global bas. Il ne semble pas moins se dessiner un malaise dans une jeunesse fille de la prospérité.

***Philippe Pons***

## EN VUE

■ Les « tamagotchis », bestioles virtuelles sur écran à cristaux liquides, ne vivent qu'une quinzaine de jours. A leur mort programmée les enfants pleurent à chaudes larmes. Déjà, une ligne téléphonique fonctionne, à Hongkong, jour et nuit, pour consoler les petits endeuillés, et à Hiroshima, un temple a ouvert, sur un site Internet, un cimetière où les *« âmes »* de plus de 5 000 « tamagotchi » reposent en paix, sous le regard bienveillant d'un **Bouddha virtuel**.

■ Selon les centres de contrôle et de prévention d'Atlanta (Georgie) les morsures de chiens ont provoqué la mort de 306 Américains entre 1979 et 1996. Mais le mercredi 28 mai, à Nieuwveen, aux Pays-Bas, **Larissa Dumont**, 25 ans, propriétaire de manège, a été mortellement mordue par son cheval.

■ Il y a 257 ans, le 2 juin 1740, naissait le marquis de **Sade**. Le 2 juin est aussi la fête de sainte **Blandine** de Lyon, qui subit le martyre, flagellée, déchirée, brûlée à petit feu, mise dans un filet et donnée à un taureau qui joua avec elle, la lançant dans les airs, puis achevée par le glaive.

■ L'armée française avait offert 1 500 conscrits ainsi que des navires pour jouer les figurants dans *Saving Private Ryan*, un film de **Steven Spielberg**. La production a préféré l'Irlande. Elle s'était d'abord adressée aux Britanniques, mais leur armée de métier, occupée sur plusieurs fronts, se trouvait dans l'incapacité de leur fournir cent fantassins. Les militaires professionnels ne peuvent plus faire de cinéma.

## DANS LA PRESSE

**EUROPE 1**
*Alain Duhamel*

■ Cette cohabitation sera nécessairement une cohabitation d'un troisième type : ni cohabitation d'acier comme en 1986-1988, ni cohabitation de velours comme en 1993-1995, ce sera en fait un long troisième tour présidentiel. Jacques Chirac l'aborde affaibli, plus affaibli que ne l'était François Mitterrand en 1986. C'est lui qui a décidé la dissolution, c'est lui qui l'a perdue, son autorité est donc amoindrie, politiquement et, personnellement. La droite parlementaire est en crise ouverte. Son organisation, ses dirigeants, ses choix tactiques, et son inspirateur élyséen, tout est remis en cause. Par ailleurs, une cohabitation de cinq ans constitue un très long terme et il n'y a pas d'occasion de revanche programmée.

**RTL**
*Michèle Cotta*

■ La France entre dans sa troisième cohabitation et, pourtant, c'est une première. Lionel Jospin lui-même, sur le perron de l'Elysée où il venait de rencontrer Jacques Chirac, hier matin, a annoncé à la France entière que le président de la République venait de le choisir comme premier ministre. Pas d'annonce officielle du secrétaire général de la présidence. Un tout petit communiqué de deux lignes émanant du service de presse élyséen se bornant à préciser que oui, le vainqueur de l'élection de dimanche avait bien été nommé chef du gouvernement. Jacques Chirac n'en dira pas davantage. François Mitterrand condamné à la précédente cohabitation après les élections législatives catastrophiques pour la gauche en 93 avait cru nécessaire d'expliquer à la télévision, le lundi suivant le second tour de scrutin, pourquoi il avait nommé à Matignon Edouard Balladur, façon d'affirmer que même après une défaite le chef de l'Etat restait le patron.

**LIBÉRATION**
*Pierre Haski*

■ Le reste du monde n'en revient toujours pas. Jacques Chirac est depuis dimanche la risée des commentateurs de la presse internationale pour avoir à ce point raté son coup. Au moment où s'engage une nouvelle cohabitation, c'est le président de la République qui apparaît comme le maillon le plus faible du tandem, alors qu'il est censé conduire la politique étrangère du pays.

**LE FIGARO**
*Franz-Olivier Giesbert*

■ Faut-il avoir peur de M. Jospin ? On a peine à imaginer avec un couteau entre les dents l'homme que M. Chirac vient de nommer à Matignon. (...) Après le fiasco de dimanche, la droite est par terre, à ramasser. Elle a perdu d'avoir trop rasé les murs, en fuyant son ombre, sans savoir où elle allait. L'histoire de ce gâchis reste encore à écrire. En attendant, au lieu de retourner à ses déchirements, elle serait mieux inspirée de se refonder et de se reconstruire. Après tout, elle se trouve dans la position du PS il n'y a pas si longtemps : elle a l'avenir pour elle...

## MERCREDI 4 JUIN

### TF 1

16.30 Extrême limite. Série. Bon pied, bon œil.
17.05 Melrose Place. Feuilleton. Vengeance diabolique.
18.00 Les Vacances de l'amour. Série. [1/2] Richard.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour.

**20.45**

**COMBIEN ÇA COÛTE ?**
Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut. Invité : Michel Leeb. Les arnaques : aux vacances, au tiercé, des photographes de maternité, des posticheurs (125 min). 771278

**22.50**

**COLUMBO**
Dites-le avec des fleurs. Série de Boris Sagal, avec Peter Falk, Ray Milland (80 min). 503385
0.10 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Otage.
1.05 et 1.45, 2.20, 3.25, 4.10, 4.50 TF 1 nuit.
1.15 Cas de divorce. Série. Imbert contre Imbert.
1.55 Les Grandes Espérances. Feuilleton [3/12]. 2.30 et 3.25, 4.20, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique. Concert (10 min).

### France 2

18.10 Seconde B. Série. Touche pas à mon témoin.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.20 Studio Gabriel. Invité : Marc Jolivet.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Image du jour : Roland-Garros ; A cheval ! ; Météo.

**20.55**

**LES HOMMES ET LES FEMMES SONT FAITS POUR VIVRE HEUREUX... MAIS PAS ENSEMBLE**
Téléfilm de Philippe de Broca, avec Bernard Le Coq (105 min). 6675297

**22.45**

**ÇA SE DISCUTE**
Magazine. Le XXIe siècle sera-t-il féminin ? (105 min). 9987617
0.37 Journal, Météo.
0.55 Côté court 2. Magazine.
1.00 Le Cercle de minuit. Magazine. Portrait du docker marseillais Alfred Pacini (75 min). 7028560
2.15 Tennis. Roland-Garros. Résumé du jour. 2.45 Urti. Documentaire. Au-dessus de la fragilité (rediff.). 3.00 Présence protestante et Le jour du Seigneur. Magazine (rediff.). 4.00 24 heures d'info. Magazine. 4.10 Météo. 4.15 Outremers. Magazine. Reprise de France 3 (60 min).

### France 3

18.50 et 0.45 Un livre, un jour. *Magic Hoffmann*, de Jakob Arjouni.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu. Spécial Masters.
20.35 Tout le sport.
20.38 Côté court. Magazine.
20.45 Consomag. Magazine.

**20.55**

**ÉTATS D'URGENCE**
Magazine spécial « Hors série » de "La Marche du siècle" présenté par Jean-Marie Cavada. Zaïre : le fleuve de sang (95 min). 6888907
● Lire page 38.
22.30 Journal, Météo.

**23.05**

**▶ UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS**
Samuel-Joseph Agnon (45 min). 232704
*Prix Nobel de littérature 1966.*
23.50 Cap'tain Café. Magazine présenté par Jean-Louis Foulquier. Invités : Leny Escudero, Ute Lemper, Nicolas Reggiani, Soul Tendance (50 min). 348704
0.40 Musique graffiti. De Bach à Bartok, confidences pour piano.
0.50 La Grande Aventure de James Onedin. Le vent tourne (55 min).

### La Cinquième

18.10 Cinq sur cinq inventions. Test de résistance sur les immeubles. 18.25 Le Monde des animaux. Le faux paresseux.

### Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. Coûte que coûte, de Roy Rich (1954).
19.30 7 1/2. Magazine. Spéciale élections algériennes : les voix de l'exil.
20.00 Naissance du XXe siècle. Série. [1/12] L'âge d'or (30 min). 7866
20.30 8 1/2 Journal.

**20.45**

**LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TEMPS DE GUERRE**
Documentaire allemand de Michael Kuball. [4/5] La caméra dans le véhicule de reconnaissance, 1941-1944 (55 min). 2134549
*De l'entrée en Russie de la 20e division blindée de la Wehrmacht le 21 juin 1941 à la retraite des troupes allemandes en 1944.*

**21.40**

**MUSICA : NOIR SUR BLANC**
Pièce musicale de Heiner Goebbels. Avec L'Ensemble Modern (1997, 60 min). 3017902
22.40 L'Ensemble Modern en concert. Documentaire musical de Klaas Rusticus, avec Ueli Wiget (piano), Roland Diry (clarinette) (35 min). 8819013
23.15 ▶ Profil : Simone de Beauvoir. Documentaire de Karl-Heinz Götze, Ralph Quinke (1996, 60 min). 7710075
0.15 La Lucarne : Sentimental Journey. Les dissidents d'Amérique, documentaire de Noel Burch (1994, 65 min). 4986834
1.20 Une nuit à Casablanca ■ Film d'Archie Mayo, avec les Marx Brothers (1946, N., v.o., rediff., 85 min). 3938327
2.45 La Fin du monde en quatre saisons. Court métrage (1995, rediff., 15 min).

### M 6

19.00 Le Magicien. Série. Les retrouvailles.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. Dana et Cody brûlent les planches.
20.35 Ecolo 6. Magazine. L'accrobranche ou le retour des nouveaux Tarzans.

**20.45**

**LES BLESSURES DU PASSÉ**
Téléfilm O de Stuart Orme, avec Pauline Quirke, Caroline Goodall [1/2 et 2/2] (210 min). 704471
*Une jeune femme écrivain est chargée par son editeur d'écrire un livre sur une meurtrière, accusée d'avoir assassiné, cinq ans plus tôt, sa mère et sa sœur. Après une première rencontre difficile avec la détenue qui purge une peine de vingt-cinq années de prison, une certaine sympathie naît entre les deux femmes, qui finissent par se trouver des points communs. FIPA d'or 1997.*
0.15 Secrets de femmes. Magazine ☐. Valérie, une journée à Paris (30 min). 11380
0.45 Best of pop rock.
1.45 Faites comme chez vous. Magazine (rediff.). 2.30 Turbo. Magazine (rediff.). 3.00 Coulisses : CharlElie Couture. Documentaire (rediff.). 3.25 Hot forme. Magazine (rediff.). 3.55 Fréquenstar. Magazine. Elton John (rediff.). 4.45 E = M 6. Magazine (25 min).

### Canal +

15.40 Harrison Bergeron. Téléfilm de Bruce Pittman, avec Sean Astin (95 min). 9588855
17.15 Cyclisme. Tour d'Italie : (18e étape) : Baselga di Pine-Cavalese (c.l.m., 39 km).
▶ En clair jusqu'à 20.15.
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Dennis Hopper ; Wall Flowers.

**20.15**

**FOOTBALL**
Italie - Angleterre. Tournoi de France. En direct de Nantes (120 min). 15384
*L'Italie, l'Angleterre, le Brésil et la France s'affrontent tout au long du mois de juin dans un mini-championnat de gala.*
22.30 Flash d'information.

**22.35**

**L'ILE AUX PIRATES ■**
Film de Renny Harlin, avec Geena Davis, Matthew Modine (1995, v.o., 119 min). 4363704
0.35 Comédie érotique d'une nuit d'été ■■■ Film de W. Allen (1982, v.o., 85 min). 1878853
2.55 Basket NBA. En direct. Finale (2e manche) Chicago-Utah. (185 min). 52915143
*Une finale, disputée au meilleur des sept rencontres.*

### Radios

**France-Culture**

20.30 Paroles sans frontière. Suisse Romande.
22.40 Nuits magnétiques. A ciel ouvert.
0.05 Du jour au lendemain. Didier Daeninckx. *(Mort au premier tour).* 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**France-Musique**

20.00 Concert. Donné le 27 mars, salle des Etats de Dijon, par le Concert Spirituel : Leçons de ténèbres (1er, 2e et 3e jour), de Joseph Michel.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Chion : On n'arrête pas le regret, musique concrète ; La Machine à passer le temps ; Lontano, pour grand orchestre, de Ligeti, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, dir. Ernest Bour.
23.07 Musicales comédies. La bande originale du film de Georges Sidney Show Boat, d'après la comédie musicale de Jérôme Kern et Oscar Hammerstein.
0.00 Jazz vivant. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique**

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Mazeppa, opéra en trois actes, de Tchaïkovski, par le Chœur du Royal Opera et l'Orchestre symphonique de Göteborg, dir. Järvi, Sergei Leiferkus (Mazeppa), Galina Gorchakova (Maria), Anatoly Kotcherga (Kotchubey).
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mendelssohn, Haydn. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invité : Jacques Gamblin (France 3 du 30/5/97).
21.00 L'Euro, et puis mourir ? Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Comment ça va ? (France 3 du 23/5/97).
23.30 Bon baisers d'Amérique. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

### Planète

20.35 Le Voyage du Sarimanok.
21.25 Des hommes dans la tourmente. [4/32]. Byrd versus Amundsen, duel au pôle Nord.
21.50 Vol au-dessus des mers. [9/11]. Hornet, l'avion multi-missions.
22.45 Pianos en fête. Quatre pianos français au Brésil.
23.40 Un million d'oiseaux aux portes du désert.
0.30 ▶ White Jazz (55 min).

### Animaux

21.00 Le Monde sauvage.
21.30 Flipper le dauphin.
22.00 Regards sur la nature. Le poète du paysage.
23.00 Cheval mon ami.
23.30 Les Yeux de la découverte.
0.00 Animaux en danger.

### Paris Première

20.00 et 1.00 20 h Paris Première. Invité : Patrick Sébastien.
21.00 Paris modes.
22.25 Le J.T.S. Magazine.
23.00 Lapin chasseur (120 min).

### France Supervision

20.30 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Thomas Fersen ; Carole Laure ; Théo et Stomy Bugsy.
21.25 Concerti Grossi de Haendel. Concert (55 min). 86301758
22.20 Cybervision. Magazine.
23.15 The Rake's Progress. Opéra en trois actes d'Igor Stravinski (150 min). 75136487

### Ciné Cinéfil

20.30 Deux nigauds dans la neige. Film de Charles Lamont (1943, N., v.o., 80 min). 18891013
21.50 La Cinquième Victime (While the City Sleeps) ■■ Film de Fritz Lang (1956, N., v.o., 95 min). 21205549
23.25 La Flèche noire ■ Film de Gordon Douglas (1948, N., 75 min). 88885388

### Ciné Cinémas

20.30 Fraise et chocolat ■ Film de Juan Carlos Tabio et Tomas Gutierrez Alea (1991, 110 min). 5104029
22.20 Miller's Crossing ■■■ Film de Joel et Ethan Coen (1990, v.o., 110 min). 21394487

### Festival

20.15 Vive la mariée. Court métrage de Patrice Nola (1980).
20.30 Gaffe Loulou ! Téléfilm de Philippe Niang, avec Chick Ortega (90 min). 43826181
22.00 Le Gorille et l'Amazone. Téléfilm de Duccio Tessari, avec Karim Allaoui (95 min). 90181210
23.35 Hôtel de police. Téléfilm de Marion Sarraut [2/8], avec Cécile Magnet (55 min). 98394617

### Série Club

20.15 L'Ile aux naufragés. Take a Dare.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Caraïbes offshore. Kelly et le prince charmant.
21.35 Rancune tenace.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Prisonniers.
23.00 L'Age de cristal. Episode pilote.

### Canal Jimmy

20.30 Star Trek : la nouvelle génération. L'enfant.
21.15 Quatre en un. Magazine.
21.45 Mister Gun. Touche pas à ma femme !
22.10 Chronique de mon canapé.
22.15 Seinfeld. Les lunettes.
22.40 Spin City. Le temps des cadeaux (v.o.).
23.05 Absolutely Fabulous. Leur dernier défilé.
23.55 Friends (3e année). Celui pour qui le foot c'est le pied (v.o.). Celui qui fait démissionner Rachel (v.o.).

### Disney Channel

20.10 Sports. Magazine.
21.00 La Fille de l'équipe.
21.30 Les Seigneurs des animaux.
22.00 Héritage oblige. Une mémoire de porcelaine.
22.55 La Courte Echelle. Le corbeau.
23.25 Animalement vôtre.
23.55 Thierry la Fronde.

### Téva

20.55 Sherpani. De Claude Andrieux.
21.30 Miss ethniques. De Bruno Gex.
22.00 Téva débat. Magazine.
22.30 Murphy Brown.

### Eurosport

12.00 et 23.00 Tennis. En direct. Internationaux de France. Quarts de finale (420 min). 71607029
19.00 Football (sous réserves). Festival espoirs de Toulon.
20.00 Speedworld. Magazine.
22.30 Cyclisme. La légende du Tour de France.

### Voyage

19.00 Aux 4 coins du monde : Brésil.
19.55 et 23.25 Chronique Meunier. Magazine.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Blue Ocean. Nouvelle-Zélande.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

### Muzzik

20.30 Le Journal de Muzzik.
21.00 Hobson's Choice. Ballet en trois actes de David Bintley. Enregistré en studio par l'Orchestre et les chœurs du Ballet royal de Birmingham, dir. Barry Wordworth (105 min). 503143181
22.45 José Carreras & Cecilia Gasdia à Medugorie. Concert enregistré à Medugorie, en 1996 (95 min). 509998723

### Chaînes d'information

**CNN**

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

**Euronews**

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Alice 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

**LCI**

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

**LES CODES DU CSA**

O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

### Les films sur les chaînes européennes

**RTBF 1**

21.55 La Piscine. Film de Jacques Deray (1968, 120 min), avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet. *Drame.*

**RTL 9**

22.20 Le Scorpion rouge. Film de Joseph Zito (1988, 110 min). *Aventures.*
0.10 Les Misérables. Film de Raymond Bernard [2/3] (1933, N., 85 min). Avec Harry Baur. *Drame.*
1.35 L'Assassinat du Père Noël. Film de Christian-Jaque (1941, N., 100 min). Avec Harry Baur. *Policier.*

**TMC**

22.55 Sang et lumières. Film de Georges Rouquier (1953, 100 min). Avec Daniel Gélin. *Comédie dramatique.*

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.**
**Signification des symboles :**
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MERCREDI 4 JUIN 1997

# Doc Jospine

*par Pierre Georges*

**LA FRANCE** roule à gauche. Et le *Times*, qui assure la police de la route libérale, la soupçonne de conduite sous l'emprise et l'empire d'un stupéfiant. Ainsi s'achevait lundi l'éditorial, au canon transmanche, du grand quotidien conservateur anglais : *« La France a voté pour une dose de morphine. C'est la mesure de la souffrance de la nation. Mais un anesthésique n'a jamais sauvé un patient, à ce jour. »*

Bigre ! Nous voici habillés pour l'été ! Passéistes, refusant le changement et, pour ne rien arranger, jospiniomanes. Pauvre France, vieux pays perclus de douleurs, perdu d'angoisse, dressé sur le passé comme vieux coq déplumé sur son tas de nostalgies. Et condamné à terme, par la faculté des orthodoxies libérales.

Cet argumentaire fut largement utilisé pendant la campagne, en France aussi. Et cela n'empêcha pas la France, archaïque nation, de se voter à la majorité, une dose de Jospine. Une bonne dose, même. Au diable les docteurs Tant-Pis et les prophètes du malheur économique !

D'ailleurs, aussi sûrement que la Terre tourne toujours, la France vit encore ce matin. Et s'il était, pour l'instant, besoin d'un calmant, ce serait plutôt pour une droite française en pleines convulsions et traumatismes post-électoraux. La Jospinie, elle, va plutôt bien. Elle vaque à ses affaires. En l'occurrence, la recherche et constitution d'un gouvernement. Depuis que Lionel Jospin a été reçu et nommé, lundi à l'Elysée, il y travaille. C'est là moins affaire de dose que de dosages. Et de critères qu'on n'ose dire de convergence.

Le gouvernement idéal sera désormais constitué de ministres idéaux. D'où la difficulté de la tâche. Selon les principes louables énoncés par le patron des socialistes, le ministre devra répondre à des conditions précises : d'abord l'être *« à plein temps »*. Pas question de la semaine des trente-cinq heures et trente-six mandats. Donc, il sera dégagé du cumul des fonctions et activités. *« Non-cumulard »*, horrible expression, le ministre devra être également *« pluriel »*. Comme la majorité du même nom. Mais, où cela se complique un peu, c'est que, tout en étant pluriel, il aura le devoir de ne pas se singulariser, en respectant les ligne et discipline gouvernementales. Ensuite, *« non-cumulard »*, *« pluriel »*, il se devra, à l'occasion, d'être résolument *« femme »*. Pas question, en effet, d'un gouvernement du peuple par les seuls hommes. Enfin, *last but not least*, le postulant devra fournir certificat de bonne vie et moeurs, ne traînant pas, par-devers lui ou elle, le bruit tintinnabulant d'une casserole passée, présente ou à venir.

Bref, un gouvernement pour ainsi dire protestant, sous la conduite du bon pasteur. Ces menues conditions remplies, l'affaire ne devrait pas traîner. Au stade où l'on en est, celui des consultations, équilibres et conditions, on ne se risquera au jeu du trombinoscope façon M^me Tessier. Simplement notons, à l'heure qu'il est, que les Verts veulent du vert significatif. Que les rouges exigent du vrai rouge. Que les roses voguent sur un nuage rose. Que les femmes entendent gouverner. Que Jean-Pierre Chevènement fait du Chevènement. Et que Lionel Jospin, « Doc Jospine » en anglais, gère et calme toutes ces ardeurs.

SCIENCE & VIE

SPÉCIAL COMÈTE HALE-BOPP

Découvrez des photos totalement inédites.

Elle fut l'un des plus beaux spectacles célestes de ce siècle.
Elle a surtout livré aux astronomes une mine inestimable de renseignements.
Découvrez toutes les facettes de cette comète.

Et aussi :

● Nucléaire :
Sommes-nous bien protégés
● Découverte :
L'univers a-t-il un sens ?
● Archéologie :
Sur la trace des philosophes grecs

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 FTTC/min)

# Le Parti libéral obtient la majorité absolue à l'issue des élections législatives au Canada

## Jean Chrétien, premier ministre sortant, se succède à lui-même

**JEAN CHRÉTIEN,** premier ministre sortant du Canada, continuera à présider aux destinées du pays, conformément aux voeux des électeurs qui, sur les 301 députés à élire lundi 2 juin, en ont envoyé 155 de la formation qu'il préside, le Parti libéral (PL), au Parlement fédéral d'Ottawa. 151 parlementaires étaient nécessaires pour obtenir la majorité absolue à la Chambre des communes, ce qui donne automatiquement accès à la direction du pays.

Le PL est suivi du Parti de la Réforme (RP, droite populiste) qui, avec 60 députés, devient le second groupe parlementaire et, à ce titre, bénéficiera des privilèges que confère le statut d'*« opposition officielle »*. Les souverainistes du Bloc québécois (BQ) auront 44 députés, tandis que le Nouveau parti démocrate (NPD, socialiste) et le Parti conservateur (PC) obtiennent respectivement 21 et 20 sièges. Un siège est allé à un indépendant.

A s'en tenir à la simple arithmétique, le Parti libéral peut estimer avoir sauvé les meubles. Donné grand favori des sondages à l'ouverture de la campagne, fin avril – raison pour laquelle, son chef, en une démarche identique à celle de Jacques Chirac, avait décidé d'élections anticipées –, il avait perdu régulièrement du terrain, donnant à penser qu'il ne pourrait former qu'un gouvernement minoritaire. Il arrache finalement la majorité absolue, mais de justesse, perdant au passage 22 sièges par rapport à ses résultats de 1993. Anxieux d'une reprise qui se fait attendre, les Canadiens, dont près de 10 % sont au chômage, n'ont, à l'évidence, pas tous apprécié la douloureuse politique de réduction des déficits budgétaires conduite par le gouvernement de Jean Chrétien.

C'est vraisemblablement cette inquiétude qui explique le bon score du Nouveau parti démocratique qui, proche des syndicats, a développé tout au long de la campagne un discours fortement teinté de préoccupations sociales.

Arrivé en seconde position, le Parti de la réforme engrange les fruits d'un discours musclé dans la tradition de la droite américaine. Alors que le centre de gravité économique du Canada se déplace régulièrement vers l'ouest, la progression du Parti de la réforme, essentiellement implanté dans les provinces occidentales du pays, exprime ce glissement au niveau politique. Exploitant les sentiments de lassitude des électeurs de l'ouest excédés par les revendications souverainistes québécoises, le chef du parti, Preston Manning, a fait campagne en dénonçant notamment la mainmise des Québécois sur la politique canadienne. Son succès montre qu'il a été entendu, ce qui n'ira pas sans conséquences.

### Tassement des indépendantistes québécois

**Bien que majoritaires au Québec, où ils obtiennent 44 des 75 sièges disponibles, les souverainistes du Bloc québécois vont longuement s'interroger sur leur score. Par rapport au scrutin de 1993, ils perdent 10 députés et les avantages du statut d'opposition officielle. Mais, surtout, 60 % de la population du Québec ont voté pour un autre parti que le leur, ce qui laisse supposer qu'un référendum sur l'indépendance de la Belle Province, comparable à celui qu'ils avaient perdu en 1995, a, pour le moment, peu de chance d'aboutir.**

**RÉGIONALISATION**

Car au-delà des scores obtenus par chacun des partis, ce scrutin exprime surtout la régionalisation de plus en plus prononcée de la vie politique canadienne. Avec 44 députés, tous au Québec, les souverainistes du Bloc québécois demeurent dans la tradition : bien qu'en léger recul, ils demeurent majoritaires dans la Belle Province ce qui est, pour eux, l'essentiel.

Mais les autres partis, théoriquement « nationaux », apparaissent désormais comme exprimant, eux aussi, des aspirations régionales divergentes : le Parti libéral fait sa pelote en Ontario et au Québec, le Parti de la réforme exprime l'ouest, le Parti conservateur a sa base dans les provinces maritimes de l'Est. Seuls les socialistes du Nouveau Parti démocrate paraissent avoir échappé au phénomène. La campagne électorale avait montré la sensibilité des Canadiens au thème de l'unité nationale. Les résultats du scrutin montrent que le problème est loin d'être résolu.

*Georges Marion*

# Les nominations de dernière minute de M. Toubon

**LE DÉCRET** est paru dimanche 1^er juin, au beau milieu du second tour des élections législatives. Le *Journal officiel* annonçait en quelques lignes que Jean Géronimi, qui assume depuis 1990 la fonction prestigieuse d'inspecteur général des services judiciaires, allait rejoindre le parquet général de la Cour de cassation. Nommé par Henri Nallet en 1990, ce magistrat qui fait un peu figure d'autorité morale, souhaitait rester à son poste jusqu'à sa retraite, en juin 1998, mais le 30 avril, Jacques Toubon lui a fait savoir qu'il en serait autrement.

Sur ce décret, figure également le nom d'Alain Legoux, qui est promu inspecteur général adjoint des services judiciaires. Entré dans la magistrature en 1974, ce magistrat proche de l'ancienne majorité est devenu en 1981 le chef des services du cabinet d'Alain Peyrefitte. Robert Badinter l'avait maintenu en poste quelque temps. Puis en 1983, Alain Legoux avait rejoint la Mairie de Paris en tant que chargé de mission au cabinet du maire, dirigé par Robert Pandraud. En 1986, cet adhérent de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) avait été nommé sous-directeur à la délégation générale à l'*« amélioration de la protection des Parisiens »*.

Un an après l'avènement de la première cohabitation, en 1987, il avait rejoint le cabinet du garde des sceaux de Jacques Chirac, Albin Chalandon, avant de reprendre, après la réélection de François Mitterrand, le chemin de la Mairie de Paris. Après la réorganisation des services juridiques, en 1993, Alain Legoux, désormais chargé de simples *« missions ponctuelles »* s'était retrouvé quelque peu désoeuvré. Peu avant 1995, il avait rejoint les groupes de travail qui se réunissaient autour de Jacques Toubon.

**« FAIT DU PRINCE »**

Depuis 1995, ses amis cherchaient à lui offrir un beau poste dans la magistrature. Ils avaient d'abord pensé à le faire nommer président de chambre à la cour d'appel de Paris. Mais le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) avait estimé que son passage bref et ancien en juridiction – un simple poste de substitut au parquet d'Evry de 1974 à 1977 – ne le prédisposait guère à cette fonction. Il avait donc rendu un avis négatif, rendant le projet caduc.

Les amis d'Alain Legoux avaient dès lors pensé au parquet, le garde des sceaux n'étant pas tenu de suivre l'avis du CSM. En 1995, il était donc proposé à un poste d'avocat général à la cour d'appel de Versailles. Le CSM s'y opposait une nouvelle fois, ce qui n'est guère fréquent : sur les cinq cents avis rendus du 1^er juillet 1995 au 31 décembre 1996 pour le parquet, seulement quinze, soit 3 % étaient négatifs. M. Toubon décidait cependant de passer outre et Alain Legoux rejoignait en janvier 1996 la cour d'appel de Versailles, où le procureur général, lors de l'audience d'installation, soulignait la *« singularité »* de son parcours professionnel.

Sans même respecter la fameuse « règle des deux ans », qui impose à tout magistrat de rester en fonction pendant vingt-quatre mois, les amis d'Alain Legoux lançait en 1996 une nouvelle offensive pour lui offrir, cette fois, le poste envié d'inspecteur général adjoint des services judiciaires. Face aux réticences du CSM, la proposition était retirée *in extremis* de l'ordre du jour, puis présentée à nouveau, recueillant le 23 mai... un troisième avis négatif. Jacques Toubon usait une nouvelle fois de sa faculté de passer outre, faisant publier le décret au *Journal officiel* du dimanche du second tour.

L'APM estime que cette nomination reflète *« l'application des compétences de chacun »* mais l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), par la voix de Valéry Turcey, estime qu'elle démontre clairement la nécessité d'un avis conforme, et donc obligatoire, pour les postes du parquet. Jean-Claude Bouvier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), s'indigne : *« C'est le principe du fait du prince, qui révèle une conception autoritaire des rapports entre la justice et le pouvoir. »*

*Anne Chemin*

## DÉPÊCHES

■ **ALLIANZ : Serge Klarsfeld, président de l'association des Fils et filles de déportés juifs de France, a appelé lundi 2 juin au boycott** de la compagnie d'assurance allemande Allianz, après les révélations faites lundi par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* démontrant qu'elle avait assuré le matériel des camps de concentration nazis, notamment celui d'Auschwitz. M. Klarsfeld accuse la compagnie de n'avoir pas payé les sommes qu'elle devait aux héritiers des assurés juifs morts dans les camps. L'appel au boycott a été jugé *« surprenant »* par un porte-parole d'Allianz à Munich, qui a ajouté : *« Nous sommes prêts à discuter avec toutes les organisations juives. »*

■ **CULTURE : Bob Dylan, qui avait été hospitalisé il y a quelques jours** pour une infection grave aux poumons, a regagné son domicile, a annoncé lundi 2 juin son agent. Il devrait être rétabli dans quatre à six semaines.

**À NOS LECTEURS :** en raison des résultats du second tour des élections législatives, la publication du « Monde Economie » a été décalée d'une semaine, et paraîtra dans *Le Monde* daté 10 juin. La publication du « Monde Initiatives » est, quant à elle, reportée au journal de mercredi, daté du 5 juin. Les deux suppléments hebdomadaires retrouveront leur périodicité habituelle la semaine suivante : dans le monde daté du mardi pour « Le Monde Economie » et dans celui daté du mercredi pour « Le Monde Initiatives ».

## BOURSE

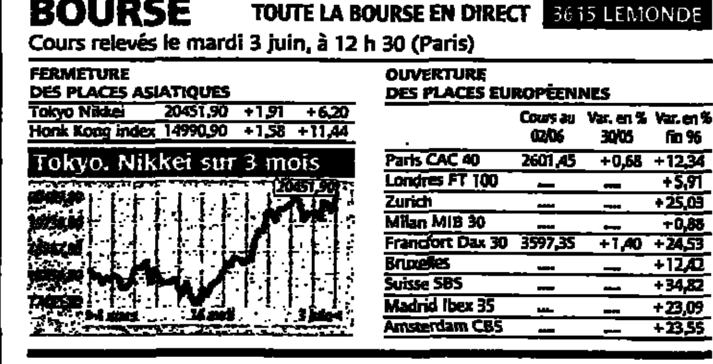
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 3 juin, à 12 h 30 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Tokyo Nikkei | 20451,90 | +1,91 | +6,20 |
| Honk Kong index | 14990,90 | +1,58 | +11,44 |

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



**OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES**

| | Cours au 02/06 | Var. en % 30/05 | Var. en % fin 96 |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 2601,45 | +0,68 | +12,34 |
| Londres FT 100 | — | — | +5,91 |
| Zurich | — | — | +25,03 |
| Milan MIB 30 | — | — | +0,88 |
| Francfort Dax 30 | 3597,35 | +1,40 | +24,53 |
| Bruxelles | — | — | +12,42 |
| Suisse SBS | — | — | +34,82 |
| Madrid Ibex 35 | — | — | +23,09 |
| Amsterdam CBS | — | — | +23,55 |

Tirage du *Monde* daté mardi 3 juin 1997 : 843 297 exemplaires



